

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact: ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

Les Quotidiens Lorrains d'expression française pendant l'Entre-deux-Guerres (1919-1939)

Volume 2

III ème PARTIE

FICHES SIGNALITIQUES ET DOSSIERS D'IDENTITE

des principaux quotidiens lorrains de langue française

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE LETTRES - METZ -	
Nº Inv.	1994040 L
Cote	L1M3 94/6
Loc	Magasin

INTRO DUCTION

Les journaux locaux ou régionaux intéressent l'historien à plus d'un titre. En premier lieu nous l'avons vu, comme élément actif de propagande. Il est évident, même si son action est très difficile à évaluer, que la presse départementale a joué un rôle considérable dans la formation des opinions.

En second lieu, la presse départementale intéresse le chercheur comme science historique la plus complète. Est-il utile de préciser que l'on peut y trouver des renseignements sur tous les aspects de la vie régionale (politique, économique, culturelle, sociale) et sur tous les évènements locaux. On y trouve aussi, une masse considérable de documents dont on chercherait souvent ailleurs la trace : discours, programmes des partis, textes officiels, comptes rendus des réunions, des cérémonies, portraits des notables, etc...

Ainsi, écrit Pierre Albert "les vieux journaux sont des témoins irremplacés, non seulement pour connaître les faits, mais aussi pour reconstituer les préoccupations, les nuances et les tendances de l'opinion publique. Leurs témoignages dans leur diversité sont beaucoup plus complets et moins suspects que ceux que livrent les archives administratives ou les mémoires privées".

Les informations que l'historien découvrira seront exactes ou inexactes, tendancieuses ou non... mais elles lui permettront toujours de reconstituer ce qu'on a su d'un évènement au moment de sa révélation au public. Elles le poussent à une comparaison avec les faits tels qu'ils ont été admis pour vrais par la suite.

Contestable comme source unique, la presse est donc une de premier ordre. Malheureusement le source complémentaire de la presse, rend l'utilisation des retard de l'histoire journaux difficile puisqu'il n'existe pas le plus souvent tant au niveau départemental qu'au niveau d'inventaire, régional, ou de notice sur chaque feuille, afin de connaître influence. ses rédacteurs. ses tendances. son actionnaires, autant de paramètres essentiels, qui évoluent au fur et à mesure que le journal prend de l'âge.

Le rôle de l'historien de la presse n'est donc pas seulement d'analyser les journaux comme partie intégrante de l'histoire d'un pays, d'une région ou d'un département, mais aussi de faciliter la tâche des chercheurs désireux de questionner les journaux.

L'objectif de cette partie est de leur donner un maximum de détails sur tous les quotidiens lorrains d'expression française de l'entre-deux-guerres. Détails qui auraient inutilement alourdis les deux premières parties, mais qu'il est essentiel de connaître si l'on ne veut pas commettre d'erreurs.

COURRIER DE METZ

Adresse : 56, rue Serpenoise à Metz.

Périodicité : quotidien du matin.

Date du premier

numéro : le 1er septembre 1892.

Zone de diffusion: Metz et son arrondissement.

<u>Tirage</u> : en 1914 : 5.000 exemplaires

après 1918 : entre 2.000 et 3.000 ex.

Nombre de pages : variable.

<u>Imprimerie</u> : dispose de sa propre imprimerie

(A. Beha).

Caractéristique

exceptionnelle : fin du journal en 1922.

<u>Lieux</u>

<u>de conservation</u> : - Archives départementales de la Moselle.

Archives municipales de Metz.Bibliothèque municipale de Metz.

HISTOIRE

Le premier numéro du <u>Courrier de Metz</u> paraît le 1er septembre 1892. Ce quotidien, qui se présente comme un "journal politique absolument indépendant" (1), a été fondé par l'imprimeur et lithographe Aloyse Beha qui désire avoir son propre journal pour être entré successivement en conflit avec les dirigeants du Lorrain puis avec ceux du <u>Messin</u>.

de langue et de culture françaises, n'est Le Courrier, pas hostile à l'Allemagne. Il reconnaît à demi-mot les faits accomplis et déclare : "Nous travaillons de toutes nos forces avec nos confrères à bâtir pour l'Alsace-Lorraine l'avènement d'une situation plus digne et surtout l'abolition du régime d'exception" (2). Il exprime aussi l'état d'esprit de milieux sociologiques restreints et peu homogènes. C'est pourquoi il vulnérable. Cette prise de position se ressent immanquablement sur les ventes, qui restent modérées : si le journal se targue de 4.000, puis 5.000 abonnés, ces chiffres sont manifestement gonflés. Il aurait, en fait, bien du mal à trouver un nombre suffisant de lecteurs. Les appréciations pouvoirs publics sont en tout cas, très inférieurs, et François Roth pense que le tirage de 4.000 exemplaires aurait été atteint seulement vers 1900.

Pendant trente ans, le propriétaire unique du journal est son fondateur Aloyse Beha; Sa signature apparaît seulement aux grandes occasions comme les visites impériales, mais on sait qu'il surveille attentivement la confection du quotidien. Puis il confie la responsabilité de la gérance à son fils Lucien.

Le quotidien de la rue Serpenoise est alors, dans le domaine politique, d'une grande discrétion et n'intervient guère dans les affaires électorales ; Ce n'est qu'au début du siècle qu'il s'engage à fond dans les débats de la ville, adoptant un ton très politique en soutenant les hommes du

Bloc Lorrain et du Parti Lorrain Indépendant et en combattant la germanisation.

En 1910, Aloyse Beha vend le titre à un groupe constitué en société anonyme, après des négociations longues et complexes. Il reste néanmoins actionnaire minoritaire et imprimeur du journal.

Le nouveau patron du <u>Courrier</u> est Victor Prevel, un vieux Messin de culture et de sentiment français. C'est un catholique convaincu mais indépendant. Sa réussite à la tête du Crédit Coopératif Lorrain qu'il a fondé et dirige, lui donne des moyens financiers.

S'il est un bon gestionnaire, Victor Prevel n'a rien d'un professionnel de la presse. Aussi recrute-t-il un administrateur, Edouard Heren, et un rédacteur en chef, Elie Fleur. Ce dernier puis son successeur, Sébastien Humbert, donnent au journal une orientation nettement catholique et francophile.

Les autorités allemandes se plaignent du "ton haineux à l'égard de l'Allemagne". Humbert qui, depuis 1908, adressait au <u>Courrier</u> des "lettres de Strasbourg", est jugé "ennemi de l'Allemagne et nationaliste".

En 1912, le <u>Courrier</u> a racheté, au groupe de la <u>Volsksstimme</u> un hebdomadaire de langue française, <u>L'Avenir</u> Lorrain.

<u>Le Courrier de Metz</u> était sur la liste noire des journaux à interdire en cas de mobilisation. Il disparaît donc le 31 juillet 1914. Victor Prevel est arrêté et assigné à résidence surveillée en Allemagne, d'où il s'échappe en 1919 pour gagner la Suisse. A la fin de la guerre, il est nommé premier maire de Metz redevenue française. Le rédacteur en chef, également arrêté, meurt en 1918 en Wesphalie.

La reparution du journal est laborieuse. Beha a vieilli et paraît dépassé par les évènements. Il suspend son abonnement à l'agence Havas "car il ne veut pas se lancer dans de trop gros frais". "Il suffit, écrit-il, d'emprunter les nouvelles au <u>Petit Journal</u> et au <u>Matin</u>". Il se brouille avec son nouveau rédacteur en chef, le Nancéien Henri Béziès, qui part en claquant la porte et entre chez un concurrent éphémère, <u>La France de l'Est</u>, où il libère sa bile contre "la tribu des Beha".

Le nouveau rédacteur en chef est un Breton, catholique, jeune et inexpérimenté que les hasards de la démobilisation avaient conduit à Metz: Louis Roussel. Les tirages ne cessent de baisser, le propriétaire perd de l'argent. Beha vend son imprimerie puis le journal, à la Coopérative Messine d'Editon et d'Impression, éditrice du quotidien de langue allemande la Volkszeitung (septembre 1919). Le Courrier de Metz est alors transformé en une édition française de ce dernier journal. Ce qui n'empêche pas les ventes de continuer à baisser, les pertes de s'accumuler.

<u>Le Courrier de Metz</u> cesse sa parution en septembre 1922, après avoir vécu quarante ans.

Structure juridique et financière

Pendant les vingt premières années, le propriétaire unique est donc Aloyse Beha. Son fils Lucien assume la gérance.

En 1910, le titre est vendu à un groupe constitué en une société anonyme. Parmi les actionnaires, outre Beha (minoritaire mais qui reste l'imprimeur du journal), on trouve le banquier Victor Prevel, le commerçant Guenser, le rentier Léonard, le fabricant de chaussures Maujean, les abbés Ismert et Dellès.

Il semblerait que les négociations aient été longues et complexes. <u>Die Freies Presse</u> se fait l'écho dans son édition du 1er décembre 1909, du rachat par une banque soutenue par le Centre. Au <u>Lothringer Zeitung</u> qui revient à la charge, <u>Le Courrier</u> répond le 7 juin 1910, qu'il n'est pas et ne deviendra pas centriste, pas plus qu'il ne deviendra national-libéral ou progressiste : "le <u>Courrier</u> est et restera lorrain".

Après la guerre, le tirage ne cesse de baisser, à tel point, que Beha vend son imprimerie. Le journal est racheté par la Coopérative Messine d'Edition et d'Impression. Son capital s'élève à 408 000F (1918). Le nombre de sociétaires tourne autour de trois cents. Ceux-ci se réunissent une fois l'an et délèguent au conseil de surveillance choisi en leur sein, les pouvoir de gesion et de contrôpme.

Ce conseil nomme les directeurs et gestionnaires de l'imprimerie, conclut les contrats avec les journalistes, décide des salaires des employés, des investissements éventuels. Il est garant de la ligne générale du journal.

En 1920, le journal ne cessant de perdre argent et lecteurs, décide de vendre son imprimerie (160 000 F) puis son journal (1er août, pour 21 875 F) à la Société Coopérative Messine d'Edition et d'Impression, société au capital de 408 000 F, regroupant 300 actionnaires environ, parmi lesquels une majorité de prêtres de la partie germanophone du diocèse. Ce rachat n'empêche pas le journal de continuer à se débattre dans l'inextricables difficultés financières qui pèseront sur tout le groupe.

Jusqu'à la mort du <u>Courrier</u>, le ler octobre 1922, le Chanoine Jean-Pierre Ismert (3), le fondateur de <u>Lothringer Volksstimme</u> (que remplacera en 1918 la <u>Volkszeitung</u>), reste à

sa tête. Il est assisté par un vice-président et un secrétaire.

Parmi les laïcs qui ont siégé, citons : Robert Schuman qui démissionne en avril 1922, Roger Forêt, ancien maire de Metz, le pharmacien Losson et le directeur Stoffel, qui sont les gérants de la soci-été.

Organisation de la rédaction

Dans le choix de ses collaborateurs, Beha ne s'est pas montré très heureux. Les rédacteurs en chef se sont succédés à une cadence accélérée. Ils sont partis, soit parce qu'ils se plaignaient des mauvaises conditions de travail et de rémunération, soit en raison de désaccords avec leur patron, très autoritaire et irascible.

Parmi ceux-ci, retenons : Mathias Petry, Eugène Scharff, Joseph Hirt; Victor Mayaux est le plus connu d'entre eux. Né à Chaouilley (canton de Vézelise en Meurthe-et-Moselle), il s'installe après 1870 en Moselle où il devient instituteur public. Il se fait remarquer par ses discours dans des conférences pédagogiques ou des assemblées professionnelles. Il écrit, entre en contact avec les autorités, et <u>La Gazette</u> qui cite son nom avec éloge et lui ouvre de de Lorraine, temps à autre ses colonnes. En 1895, après une polémique à propos de sa brochure sur les deux langues dans les écoles de Lorraine, il est placé, à sa demande, en disponibilité. Il devient journaliste, et écrit dans plusieurs feuilles sous pseudonymes (Vieux Messin, Jean Sans Peur). Il se fait connaître et deviendra rédacteur en chef du <u>Courrier</u> jusqu'en 1910, continuant certaines collaborations tout en extérieures.

Au <u>Courrier</u>, il est difficile de connaître son emploi exact, mais il semble avoir joué un rôle important dans l'orientation du journal.

Victor Prevel, le nouveau patron, nomme successivement au poste de rédacteur en chef : Elie Fleur (1910-1914) et Sébastien Humbert, ancien journaliste au <u>Journal d'Alsace-Lorraine</u> (février 1914-juillet 1914, date à laquelle il est arrêté par les Allemands).

Parmi les collaborateurs du journal et de <u>L'Avenir</u> <u>Lorrain</u> racheté, citons : Thiria, peintre verrier ; Alexis Samain, fondateur de la Lorraine Sportive ; L'abbé châtelain, curé de Montigny et historien.

Après la Grande Guerre, le nouveau rédacteur en chef est Louis Roussel, un jeune breton inexpérimenté et "unique rédacteur" précise Paul Durand, "avant mon arrivée" (4).

Revendu à la société éditrice de la Volkszeitung, la rédaction du <u>Courrier</u> quitte alors les <u>locaux de la rue</u> Serpenoise pour ceux de la rue Mazelle. L'abbé Hackspill, du quotidien de langue allemande, politique directeur <u>Le Courrier</u> en une édition française de son transforme journal. Après le départ de Roussel en 1922 (il quitte la Lorraine), Paul Durand sera l'unique rédacteur. Il cumule toutes les fonctions, "de l'éditorialiste au garçon de bvureau, de l'article de tête aux faits divers locaux". Il dispose néanmoins de collaborateurs bénévoles : Beauchat, un commandant rendu à la vie civile, qui ne réclamait rien moins "qu'une république aristocratique" ; Villier, le père de l'abbé, vieil instituteur, ardent défenseur de l'enseignement catholique, etc...

La ligne et l'action politique

Pendant une dizaine d'années, <u>Le Courrier</u> a été un journal assez pauvre en articles originaux, et prudent en matière politque. La "Revue politique de la semaine", signée Sybil, est anodine, la curiosité des lecteurs est orientée vers les faits divers, l'insolite, les catastrophes naturelles, les crimes.

Au début du siècle, <u>Le Courrier</u>, tout en proposant une information plus riche, s'engage à fond dans les débats de la cité, adopte un ton très politique en soutenant les hommes du Bloc Lorrain et du Parti Lorrain Indépendant, et en combattant la germanisation. Rappelons qu'à ses débuts, le journal n'était pas hostile à l'Allemagne. Une évolution considérable! Dans les campagnes électorales, il ne craint pas de distribuer des coups. En janvier 1907, il se prononce contre la candidature d'Albert Grégoire et en profite pour régler ses comptes avec le <u>Metzer Zeitung</u> et <u>Le Messin</u>.

A nouveau patron, nouvelle orientation ? Pas forcément. Les nouveaux rédacteurs en chef recrutés par Victor Prevel donnent une orientation nettement catholique et francophile.

Après son rachat par le groupe qui contrôle la <u>Volkszeitung</u>, Robert Schuman constate "qu'il n'y a pas moyen de tenir le <u>Courrier</u> comme quotidien". Le projet de relance sous le nom <u>d'Echo de la Moselle</u> sera un échec. Le titre reste dans le patrimoine du groupe et, à l'issue de la Seconde guerre mondiale, il sera repris, après 23 ans d'interruption, sous la forme d'un quotidien bilingue. Mais c'est une autre histoire...

- Notes -

- (1) Cela s'entend dans un contexte lorrain : indépendant de l'Evêché bien que catholique, et de la côterie libérale du Lorrain. Notre principale source : "Le Temps des Journaux" de F. Roth op. cit. p125.
- (2) Le Courrier du 1er septembre 1892.
- (3) Jean-Pierre Ismert (1852-1929), né à Laudrefang, décédé à Metz. Ancien professeur, puis curé de Waldwisse, Metzervisse, Notre-Dame de Metz, Chanoine titulaire et archidiacre de Sarreguemines-Forbach. Président du conseil de surveillance de la Volksstimme et de la Volkszeitung (1901-1929).
 - (4) "Le Visage des Notres", Paul Durand, Metz, 182 p.

L'ECLAIR DE L'EST

Sous-titres

Journal quotidien républicain 1905

libéral

Journal quotidien républicain 1925

indépendant

1944 Journal quotidien régional

1948 Grand journal régional d'information

: 3, Place Carnot à Nancy. *Adresse*

(à sa création : 3, rue des Manèges)

: Dispose de sa propre imprimerie, *Imprimerie*

Imprimerie de la Presse de l'Est.

: quotidien *Périodicité*

<u>Date</u>

du premier numéro : 11 novembre 1905

Zone de diffusion

: Lorraine (5 à 7 éditions : Meuse, Vosges, Moselle, 2 en Meurthe-et-Moselle, puis

le Bas-Rhin et la Marne).

_Tirage

: 1914 : 10.000 exemplaires 1939 : 30.000 exemplaires

(+ 20.000 du Télégramme des Vosges)

Suppléments

: "Le Pays de Toul" (Hebdomadaire en

1905.

Autres Journaux du groupe

: - Télégramme des Vosges (acheté en 1924)

- <u>Le Petit Lorrain</u> (1903-1940) - <u>L'Echo de l'Est</u>, est tiré des presses de <u>L'Eclair de l'Est</u>

Caractéristiques Exceptionnelles

: son dernier numéro paraît le 7 mars 1949

Lieux de conservation

: - Archives départementales de Meurthe-

et Moselle.

- Archives municipales de Nancy.

HISTOIRE

<u>L'Eclair de l'Est</u> est fondé en 1905 sous le patronage de la Presse Régionale.

En effet, en marge de ses activités de la <u>Bonne Presse</u> (1), Paul Féron Vrau créa, en août 1904, avec l'appui d'industriels catholiques du Nord, <u>La Presse Régionale</u>, vaste trust chargé, à la fois, d'effectuer des achats en commun, de centraliser la publicité, de fournir des éléments techniques ou des aides financières, et enfin, d'organiser une rédaction commune à tout un groupe de journaux catholiques de Province.

Ce groupe de presse proche de l'action libérale possédait des journaux dans toute la France (<u>L'Express de Lyon</u>, <u>L'Express de l'Ouest</u>, <u>La Liberté du Sud-Ouest</u>, etc..). Dans l'Est outre <u>L'Eclair de l'Est</u>, on y trouve <u>Le Nouvelliste de la Haute-saône</u>, <u>L'Eclair comtois</u> et <u>Le Télégramme des Vosges</u>.

<u>L'Eclair de l'Est</u> succède au <u>Libéral de l'Est</u> créé en 1902 pour soutenir les candidats nationalistes. Parmi ses fondateurs on trouve Messieurs Henri Deglin, avocat, Ruttinger adjoint au maire de Nancy, Bohin ancien notaire, Paul Sordoillet et Louis Hermelin, publicistes.

Pierre Albert (2) le range parmi les organes modérés. De tous les quotidiens de Meurthe-et-Moselle, il est le seul avec <u>L'Est Républicain</u>, à se maintenir au-delà de la première guerre mondiale et jusqu'en 1940.

En 1924, il rachète un quotidien d'Epinal, <u>Le Télégramme des Vosges</u>. Cette feuille est dominée sur place par <u>L'Express de l'Est</u>, suite de <u>L'Union Républicaine</u>, journal soutenu par le sénateur Lederlin.

<u>L'Eclair de l'Est</u>, rencontrera rapidement de gros problèmes de trésorerie. Pour Louis Marin, aidé d'amis parmi lesquels François de Wendel (3) et Edouard de Warren, ce sera l'occasion d'intervenir (4).

Louis Marin qui ne dispose pas de journal proprement à lui, s'intéresse à <u>L'Est Eclair</u> depuis 1920 (5). Une lettre du sénateur Michaud au député le prouve. Le premier avoue qu'il est difficile de discuter avec Féron Vrau, un homme "vaniteux et pas très intelligent" (6), mais inévitable car son groupe "la Presse Régionale" détient la moitié du capital et la majorité aux assemblées générales. Pourtant cinq ans plus tard, Féron Vrau n'est plus, et ses héritiers ne tiennent plus à combler seuls le déficit du quotidien nancéien (7). L'heure est propice, d'autant plus que le vieil <u>Impartial de l'Est</u>, contrôlé par François de Wendel, périclite dangereusement. De 40.000 exemplaires en 1914, il a chûté à 11.000 en 1924. Les bilans sont désastreux. Il est urgent pour le parti de Louis Marin de disposer d'un quotidien régional performant.

Le choix, après des études approfondies, se porte sur <u>L'Eclair de l'Est</u> plutôt que sur <u>L'Impartial de l'Est</u> pour plusieurs raisons : la situation, si elle n'est pas merveilleuse, y est quand même plus saine : la diffusion est largement supérieure ; Enfin <u>L'Eclair de l'Est</u>, en raison de sa connotation religieuse "a toujours su trouver de l'argent" (8).

La solution adoptée paraît la plus réaliste : "depuis plus d'un an, notre chef, Marin, nous demande de concentrer tous nos efforts sur un seul journal quotidien que nous prenons en main et d'appuyer le journal par un hebdomadaire" écrit Edouard de Warren au Baron A. de Turckheim, membre du d'administration de <u>L'Impartial de l'Est</u> qui voulait conseil journal continue à paraître sous la forme d'un quotidien, il aurait alors absorbé L'Eclair de l'Est. Le Cri (9) profite d'une indiscrétion pour annoncer la : <u>L'Eclair de l'Est</u> "passera le 1er novembre (1925) nouvelle entre les mains du groupe Gouvy, Georgel, de Wendel, Marin, Didelon. gui administraient précédemment Ferry, L'Impartial de l'Est".

Louis Marin fort de son expérience passée (il a été l'un des six plus importants actionnaires de <u>L'Est Républicain</u> entre 1909 et 1911 mais entre le député novice et le puissant rédacteur en chef, Léon Goulette, les relations

n'avaient jamais été équilibrées (10)) veut mettre tous les atouts de son côté, et surtout ne pas refaire les mêmes erreurs que François de Wendel a commises avec <u>L'Impartial de l'Est</u>.

Un premier rapport "sur l'utilisation de la copie" adressé à Louis Marin par Armand Terrières, secrétaire général, le 2 septembre 1926, fait le point : "Malgré toutes les difficultés rencontrées pour trouver de bons correspondants dans tous les centres (...) <u>L'Eclair de l'Est</u> est arrivé à constituer un réseau (de correspondants) assez complet et qui peut fort bien soutenir la comparaison avec celui de <u>L'Est Républicain</u>".

le seul constat positif du rapport. Le journal d'une compression de personnel de la rédaction : souffre "nous sommes obligés de mettre les rédacteurs un peu à toutes sauces pour assurer un service aussi chargé et aussi complexe que celui qu'il s'agit d'assurer à Nancy"; d'un mauvais et insuffisant matériel, "la pénurie de linotypes a toujours empêché de composer au jour le jour la copie que nous recevons de nos correspondants... La copie reste dans correspondants se figurent facilement que les les cartons, copie est délaissée ou mise au panier. Cette copie s'accumule... nous sommes obligés de détruire de la copie périmée... celle publiée l'est en retard"; d'une pagination faible "j'ai depuis longtemps donné des instructions formelles pour que les grosses cités, Lunéville, Toul, Briey, Saint-Nicolas etc.. aient chaque jour une Pont-à-Mousson. rubrique alimentée" et de regretter le manque de place qui ne toujours de suivre cette politique. Armand pas permet Terrières fait ensuite le point, édition par édition. La situation semble catastrophique et l'inorganisation effarante ! L'édition de la Meuse, pourtant plus favorisée car composée la première et sa copie étant moins abondante (le département peu peuplé) est souvent réduite à sa plus simple expression au bénéfice de l'édition vosgienne (Le Télégramme des Vosges). "Pour favoriser <u>Le Télégramme</u> on laisse de la composition de la Meuse, pour composer de la copie des s'en suit que pour des nécessités de mise en Vosges. 11 remplir la page spéciale de Meuse avec devons page... nous Vosges. Notre rédacteur de Bar-le-Duc informations des nous fait observer combien cela était préjudiciable aux intérêts de notre journal dans la Meuse où cependant il avait réussi à prendre une place prépondérante".

L'édition des Vosges, si elle est privilégiée souffre néanmoins "d'un véritable embouteillage de la copie" qu'il est impossible de composer "avec notre matériel actuel" dans son intégralité. Et encore la composition se fait-elle au détriment de l'édition de Meurthe-et-Moselle qui souffre déjà d'un manque chronique de place: "cette édition (...) qui est d'une importance considérable (...) se trouve sacrifiée, alors qu'elle devrait être soignée". Un véritable casse-tête. Seule l'édition de Nancy semble ne pas présenter trop de problèmes.

Il est urgent d'agir ! Ce n'est pourtant qu'à la fin de 1927 qu'un programme est enfin arrêté après que Lerain, administrateur délégué, ait présenté un autre rapport qui fait état de nouveau, de la situation catastrophique "aussi bien serait-il suffisant de jeter un coup d'oeil sur l'organisation de grand régional que nous avons en face de nous, <u>L'Est Républicain</u>, pour en être définitivement convaincu. Il suffit aussi de considérer le journal comme il doit l'être, c'est-à-dire comme une affaire industrielle et commerciale et de l'exploiter en conséquence" (11).

Ce programme prévoit : de créer des emplois mais aussi un service à l'imprimerie, rédaction et (12),propagande avec des équipes de crieurs et d'inspecteurs une opération spéciale, de relancer la diffusion par mettre en place un fonds de roulement. Parallèlement on procéda à la nomination d'un directeur adjoint, Emile Meyer Télégramme des Vosges, Paul Sordoillet âgé de 74 ans, ne paraissant plus pouvoir assumer seul la direction "de plus en journal. On achète un matériel moderne plus complexe" du (rotative, machine à tirer les bandes, etc..). On envisage enfin, d'augmenter les salaires des journalistes qui figurent parmi les plus mal payés du département.

Le total de ces mesures se monte à 515.000 F répartis 60.000 F d'augmentation (y compris salaires des personnes qu'on souhaite embaûcher) ; 370.000 F pour le F pour l'organisation d'un service de ; 85.000 propagande (qui au début ne s'occuperait que des départements des Vosges et de Meurthe-et-Moselle) et le lancement du distribution gratuite. affichage). (concours. journal annuelle des dépenses d'exploitation est L'augmentation chiffrée à 190.000 francs. Une augmentatiton "jusqu'au jour réorganisation et la propagande porteront leurs fruits".

Après cette réorganisation, les objectifs de Louis Marin sont ainsi définis : "nous poursuivons l'organisation politique de nos départements lorrains et nous voulons l'appuyer par une solide organisation régionale; l'organe de la Fédération républicaine de France de nos quatre départements lorrains : L'Eclair de l'Est. Il faut que nous ayons dans notre région un bastion de défense pour nos idées afin qu'un groupe sérieux de parlementaires lorrains ait une action utile à la Chambre. Nous pouvons ainsi nous préparer à

tous nos amis tant que l'arrondissement durera mais soutenir faciliter la formation et la défense des listes le jour où la représentation proportionnelle reviendra. Pendant les deux dernières années, nous avons effectué pour L'Eclair d'importantes réalisations : nous avons pu doter de l'Est de l'Est L'Eclair d'un matériel moderne et entamer avec l'automne dernier l'exécution d'un vaste plan de succès propagande qui nous amené 4.000 lecteurs en plus. Nous les terminerons par une augmentatitron de capital où nos amis des nous ont souscrit pour 250.000 F d'actions nouvelles Vosges région de Nancy pour 300.000 francs. Nous avons à la cet effort pour accroître nos moyens de composition, notre personnel, notre propagande" (13).

Cependant il y a plusieurs ombres au tableau. On continue à se plaindre du manque d'informations de <u>L'Eclair de l'Est</u>. Edouard de Warren écrit à Louis Marin : "notre journal n'intéresse personne". De même André de Turckheim, candidat aux législatives de 1928, lui fait part d'un certain nombre de critiques qu'on lui a adressées : "nos abonnés se plaignent du journal, le trouvant peu intéressant et mal présenté (...), Meyer rend peut-être des services au point de vue politique mais, comme animateur du journal, il n'est pas à la hauteur" (14).

Ensuite et surtout, le gros point noir de <u>L'Eclair de</u> est un manque chronique de fonds en dépit des appels répétés et insistants de Louis Marin à souscrire. Malgré les versements effectués par François de Wendel (490.000 F entre 28/10/1925 26/03/1928) ou les avances de Louis et le le journal se débat dans de perpétuelles difficultés Emile Meyer souligne à plusieurs reprises qu'en financières. raison de déficits répétés un assainissement financier du journal est nécessaire mais il ajoute que le manque de fonds pas de le réaliser. Le manque de capitaux lui permet dans la trésorerie qui paralyse entraine une gène direction đe L'Eclair de l'Est elle-même à certains moments (15). En outre la propagande ne peut faire l'objet que intermittents et localisés et des actions qui d'efforts seraient indispensables ne sont pas financièrement possibles.

administrateur délégué de La Presse Jules Dassonville, (le représentant des Féron Vrau à L'Eclair de Régionale l'Est) écrit à Meyer pour qu'il modifie un paragraphe du dossier qui sera envoyé à Edouard de Warren, président du "(...) Le recrutement conseil d'administration ainsi permanents n'a pas été financièrement de crieurs d'équipes circulation au dehors de nos inspecteurs de possible. La du être réduite à l'indispensable. Une partie des ressources trouvées dans les souscriptions a du être affectée

à la couverture du déficit d'exploitation des deux derniers (16) qui atteint 400.000 francs! L'autre partie exercices" des souscriptions a, quant à elle, servit au remboursement de nouvelle rotative sur décision de M. Didelon, membre du soucieux. des deniers du conseil d'administration, très ce remoursement alors qu'il était convenu que journal. s'effectuerait à la clôture de la souscription pour permettre la mise en oeuvre rapide du programme de redressement.

<u>L'Eclair de l'Est</u> n'a donc pas les moyens de ses ambitions. Un électeur de Loisy écrit à Louis Marin en 1931, que le journal n'étant pas assez répandu dans la région, les gens qui sont pour lui "sont réduits à lire des journaux soidisant neutres ou même contraires à leurs opinions publiques" Louis Marin et ses amis ont du mal à trouver des souscripteurs. Ils ont beau multiplier les appels, notamment auprès des industriels, ils ne semblent pas obtenir beaucoup de succès dans leurs démarches. Il apparaît que c'est dans le qu'ils font le plus propre département de Louis Marin, régulièrement des sommes défaut. Vosges versent importantes pour le journal mais rechignent de plus en plus (18) : dans le Pays-Haut le résultat est complètement nul, la Meuse est à son tour sollicitée par le biais de M. Dyckhoff, ingénieur constructeur, qui désire mettre sur pied à Bar-le-Duc, une organisation de l'URD (19).

En 1934, la fin des relations avec la Société Nancéienne de Crédit Industriel, entraîne un trou considérable dans les caisses du journal "il n'est pas possible, écrit Emile Meyer à Louis Marin de régler régulièrement des dépenses maintenant incompréssibles avec des recettes qui leur sont pour l'année inférieures de 200.000 francs" (20).

Toutefois des versements anticipés effectués par le généreux de Wendel, et par le groupe de la Presse Régionale permettent une nouvelle fois au journal de survivre.

Finalement <u>L'Eclair de l'Est</u>, en dépit des difficultés importantes qu'il connaît, se maintient durant toute l'entredeux-guerres. Avec lui Louis Marin et ses amis possèdent le seul quotidien local de parti : son tirage s'il reste modeste par rapport à son grand concurrent <u>L'Est Républicain</u> n'est pas négligeable et bien supérieur à beaucoup de journaux locaux de parti (50.000 exemplaires en 1939) (21).

Il arrête sa publication pendant la seconde guerre mondiale, et la reprend en septembre 1944 (22). Il représente alors la droite de la cité ducale. Il est devenu un "quotidien de haute tenue en dépit d'un faible tirage". Il est toujours dirigé par Emile Meyer "journaliste très fin et doué d'une grande intuition... et qui se préoccupe avant tout

de ses éditoriaux, laissant aller à la dérive la destinée commerciale du journal". Des amis politiques et industriels pallient un moment ses difficultés financières. Le 11 février 1948, Meyer est remplacé par Pierre André, député de Meurthe-et-Moselle.

Violemment anti-communiste, il perd de plus en plus de lecteurs. Il est obligé devant l'accroissement des charges de cesser sa publication. Il publie son dernier numéro quotidien le 6-7 mars 1949. Le conseil d'administration décide alors de ainsi "Est Presse" en un transformer que hebdomadaire qui portera le nom d'Eclair-Dimanche. Le 13 mars sous le double patronage de <u>L'Eclair de l'Est</u> et de L'Est Républicain à qui on a demandé un soutien financier, le nouvel hebdomadaire est lancé. Mais la lune de miel entre les deux partenaires ne durera pas longtemps. L'Est Républicain mettra fin aux accords le 31 décembre 1961, et remplacera dominicale journal, L'Est l'édition par son propre Républicain dimanche.

* Structure juridique et financière

Le journal <u>L'Eclair de l'Est</u> est constitué sous forme d'une société appelée "La Presse de l'Est". Son capital s'élève à 150 000 francs.

Les statuts ont été établis par maître H. Deglin et ont été déposés par chez un notaire parisien Me Boursier. Cette société a pour objet, selon article 2 des statuts, "la création, le rachat, la propagande et le soutien de journaux politiques et d'information, l'exploitation de ces journaux et industries qui s'y rattache et notamment la publication de l'Est généralement toutes opérations L'Eclair de et industrielles. mobilières et financières commerciales, pouvant directement ou indirectement à rattacher l'exploitation des journaux politiques et d'information et de toutes autres publications".

Le siège social est fixé 3, rue des Manèges à Nancy ; La durée de la société est de trente ans ; Le capital social, 150 000 F, se divise en 1 500 actions de 100 F chacune.

La nouvelle société est administrée par un conseil de surveillance composé de cinq membres au moins, et de huit au plus, pris parmi les associés et nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Les premiers administrateurs sont, bien sûr, nommés statutairement pour une durée de trois ans. On trouve M. Henri Deglin, avocat; M. Ruttinger, pharmacien, adjoint au maire de Nancy et conseiller général de Nancy-Ouest, connu pour l'étroitesse de ses relations avec l'Evêché; M. Bohin, ancien notaire; M. Sordoillet et Louis Hermelin, publicistes.

La durée normale du mandat des administrateurs est de six ans. Le conseil est renouvelable par moitié tous les trois ans par voie de tirage au sort et ensuite par ancienneté.

Précaution prise par les fondateurs : tout administrateur est indéfiniment rééligible.

Parmi les plus gros actionnaires, on trouve évidemment la Presse Régionale créée en 1904, en marge de ses activités de la Bonne Presse par le grand filateur du nord, patron très chrétien et très paternaliste dans ses usines : Paul Féron Vrau. Mais avec 749 actions sur 1 500, il ne détient pas la majorité absolue : c'est voulu ainsi.

Le deuxième actionnaire est Henry Deglin, le véritable fondateur de <u>L'Eclair de l'Est</u>. Il détient 200 actions contre à peine 1 pour Paul Sordoillet, 21 pour Ruttinger, 1 pour Louis Hermelin et 5 pour Bohin.

Parmi les personnalités on trouve François de Wendel (23), futur député (1914-1933), et sénateur (1933-1941) de Meurthe-et-Moselle, gérant des sociétés métallurgiques "Les petits-fils de François de Wendel et Cie" à Hayange et "De Wendel et Cie" à Joeuf, sociétés qu'il dirigera jusqu'à sa mort avec ses frères et cousins, continuant la tradition familiale, puisque les de Wendel exploitent les usines depuis 1704. Il détient 100 actions comme le comte de Ludre (député (24). La famille Michaut, à la 1902 à sa mort en 1915) tête des Cristalleries de Baccarat et qui exerce une très forte influence sur le sud Lunévillois jusqu'en 1914, possède 40 actions. On notera aussi, la présence toute symbolique de Maurice Barrès (10 actions) et de Maurice Flayelle, député de Remirement.

Difficile de faire une répartition socio-professionnelle des actionnaires, plusieurs d'entre eux chevauchant plusieurs catégories. Toutefois, il ressort que les professions libérales (215 actions), les propriétaires rentiers, familles nobles (147 à l'exception des de Wendel et de Ludre, 40 actions sont détenues par le compte de Guichen, Cirey-sur-

Vezouve), composent la plus grande partie du capital restant. Le reste est partagé entre les religieux (30 actions) et des personnes exerçant des métiers divers : ingénieurs, professeurs, militaires actifs ou à la retraite, négoçiants. On ne trouve aucuns petits commerçants ni agriculteurs de profession.

capital avant la Grande Guerre, subira plusieurs augmentations. Le conseil d'administation du 15 décembre 1906 l'assemblée générale extraordinaire du 23 mars décident de le porter à 250 000 F par la création de 1 000 actions de 100 F chacune. Ceci à fin de couvrir le déficit du exercice (60 000 F) et d'anticiper celui deuxième (évalué à 40 000 F). Les troisième exercice plus gros souscripteurs sont La Presse Régionale (653 actions) qui devient actionnaire majoritaire (1 402 actions sur 2 500), la famille Michaut (60 actions), le comte de Ludre (50 actions). le comte de Guichen (20 actions), la famille Bohin (27 actions).

L'assemblée générale extraordinaire convoquée le 22 décembre 1908, revoit à la baisse une nouvelle augmentation décidée par une délibération prise le 25 janvier de la même année. Le capital est porté à 300 333 F au lieu de 350 000 francs. La Presse Régionale en acquiert 250, la famille Michaut 30, le comte de guichen 20, la veuve Deglin 9 et le comte de Ludre 5. Les religieux, pour leur part, en achètent 71 dont 34 par le seul abbé Emile Boulanger, personnalité marquante du catholicisme lorrain.

Une troisième augmentation de capital est décidée par les actionnaires lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 juillet 1909. Mais les 1 000 actions émises ne seront souscrites qu'en quatre étapes.

Le capital est porté à :

- 320 000 F (août 1909)
- 345 000 F (février 1910)
- 370 000 F (janvier 1911)
- 40 000 F (mars 1911)

La Presse Régionale conforte son rôle de première actionnaire en achetant successivement :

- 100 actions lors de la lère souscription (sur 200)
- puis 125 actions sur 250
- encore 125 sur 250
- et 150 sur 300

soit un total général de 2 152 actions sur 4 000.

Les autres principaux souscripteurs restent les mêmes que lors des premières augmentations de capital : la famille Michaut, le comte de Ludre, la veuve Deglin, le comte de Guichen, Emile Driant député de Nancy depuis 1910, officier et écrivain, qui trouvera la mort en 1916 à Verdun, en achète 15 ; Joseph Malval futur maire de Nancy (25).

La dernière augmentation du capital, avant la première guerre mondiale, a lieu en 1912 (500 000 F). Aucun changement notable n'intervient dans la répartition des actions.

Le conseil d'administration, pendant cette période, reste n'empêche pas certains changements stable. ce qui principalement dus à des décès : Deglin est remplacé par Louis Victor Bohin qui devient président. Il laissera sa docteur Mathieu en 1909, mais restera membre du place au conseil avec le titre de vice-président. Ernest Ruttinger, décédé en 1910. laisse sa place à Lucien Collot-Yson, propriétaire à Nancy. Louis Hermelin est remplacé par Octave Elie, ancien officier.

L'Eclair de l'est sort fort ébranlé de la Grande Guerre. Pour renflouer les caisses, combler les déficits et acheter du nouveau matériel (une nouvelle rotative est acquise en 1920, agrandisement des locaux), on procède à une augmentation du capital qui passe à 600 000 F (1921). Cela ne suffit pas, d'autant qu'en 1924, L'Eclair de l'Est achète Le Télégramme des Vosges. Le capital passe alors à 1 100 000 F (1914-1925).

Le conseil d'administration (26) composé du docteur Xavier Mathieu (président), Paul Sordoillet, Louis Nestor Denis (publiciste à Nancy), André Gabourg (pharmacien), le docteur Durand, Max Prudhomme et Jules Dassonville véritable animateur de la Presse Régionale (27), et, selon la formule consacrée, chargé de procéder à cette augmentation de capital "aux époques et dans les proportions et conditions où il le jugerait utile".

Une première tranche de 3 500 actions est souscrite dès novembre 1925 par 231 personnes et sociétés. Pour cela il a fallu "ratisser large". Les nouveaux actionnaires "ont été recrutés" dans toute la France : Bretagne, Paris, Saône-et-Loire, Moselle, Meuse, Franche-Comté, Tusisie. Mais le plus fort contingent, outre celui composé par les Meurthe-et-Mosellans provient des Vosges (plus de 900 actions sur 3 500). La famille Michaut (Henri est devenu sénateur) (28) en

achète 260; Max Prudhomme, industriel vosgien, 132; Joseph Malval, 600; Paul Sordoillet, 582; Albert Maurice Wolfesperger, propriétaire à Epinal, 96; Henri Bucher, propriétaire à Nancy, 60; Maurice Flayelle, député vosgien, 36. A noter la participation de Charles Noël, adjoint au maire de Nancy (20 actions), celle d'Edouard Mathis, député des Vosges (9 actions) et de l'Evêque de Nancy Hippolyte de la Celle. Une surprise, la Presse Régionale n'acquiert aucune action.

Une nouvelle assemblée générale extraordinaire, alors même que la totalité de l'augmentation du capital n'a pas été souscrite, décide en décembre 1927 de porter celui-ci à deux millions de francs. C'est qu'entre temps, Louis Marin aidé par François de Wendel, a pris le contrôle du quotidien pour y installer "un bureau de politique régionale lorrain de façon à constituer une force complète réelle et visible de tous" (29).

Comme il ne "faudrait pas recommencer le ratage <u>L'Eclair de l'Est</u> comme on a fait le ratage de <u>L'Impartial de l'Est</u>"

(30), le conseil d'administation élargi (31) à la tête duquel est élu le député (1919-1932) Edouard de Warren, après la démission du docteur Mathieu (Louis Marin a refusé ce poste)(32) va se mobiliser afin de rendre compétitif <u>L'Eclair de l'Est</u>. Il lui faut des fonds pour acquérir un matériel plus performant, lancer une campagne de propagande, disposer d'une plus grande souplesse de trésorerie et combler les déficits.

La souscription sera close en août 1929, les premiers acheteurs réclamant leurs titres. Seulement 583 600 F seront trouvés, soit 5 836 actions de 100 Francs. Les Vosgiens seront une nouvelle fois les plus généreux (2 300 actions) (33). Parmi les autres souscripteurs : La Presse Régionale (440 actions), la famille Michaut (400 actions), la société l'Industrie Lorraine à Paris (500 actions). Turckheim en a acheté 200.

Cela ne suffit pas pour redresser le journal. Au 30 décembre 1929, <u>L'Eclair de l'Est</u> est débiteur de 405 000 F contre 200 000 F deux ans plus tôt. La propagande n'a attiré que 4 000 lecteurs de plus. Les rentrées publicitaires sont très fluctuantes et aléatoires. Ainsi, de novembre 1929 à septembre 1930 inclus, seule la publicité extra régionale (par le biais de la presse régionale) augmente d'une manière significative : 358 343 F contre 288 551 F pour l'exercice précédent. La publicité régionale chute : moins 17 914 F pour

<u>L'Eclair de l'Est</u> (877 209 F contre 895 123 F); Moins 3 843 F pour <u>Le Télégramme des Vosges</u> (194 754 F contre 1 382 275 F). Ce bilan ne peut satisfaire les dirigeants d'autant plus qu'il est dû à des rentrées providentielles : une insertion légale des chemins de fer (120 000 F), des officiers ministériels.

pour la publicité comme pour le réalité est aue. aucun effort d'organisation n'était plus fait ici depuis des mois sinon des années. Il était temps d'y remédier allions vers des déboires autrement plus sans quoi nous déjà rencontrés" écrit Meyer au sérieux encore que ceux de la Presse Régionale pour justifier son bilan délégué Cela n'empêche celui-ci de mettre en garde le directeur adjoint du journal : "Si <u>L'Eclair de l'Est</u> n'est pas en mesure de continuer son action avec toute l'ampleur nécessaire, ce département de la Meurthe-et-Moselle et la région livrés aux démocrates... Ce ne seraient pas les députés en fonction qui trouveraient les plus visés par cet se envahissement des démocrates mais les grands intérêts économiques et industriels de la région" (35).

A ces difficultés financières, s'ajoutent des conflits internes. Paul Sordoillet vieillissant, gêne de plus en plus : "je vous avouerai entre nous que je suis très ennuyé de Paul comprend pas du tout le but que nous Sordoillet, i1ne poursuivons depuis quelques années. Cela s'explique un peu parce que quand on est depuis trente ans à la tête d'une entreprise et qu'on a soixante douze ans, on aime pas évoluer. de même, il y a une question de bonne volonté dont commence à douter... notre ami Sordoillet met la plus courant mauvaise volonté à mettre Didelon au de l'administration générale et des questions financières... Il y de plus à L'Eclair de l'Est un manque complet de direction et de discipline. Il y a une jalousie entre Levain et Terrière Sordoillet n'aurait pas dû laisser se développer et qu'il devrait pas tolérer s'il travaillait plus avec ses ne collaborateurs" (36).

Didelon il est vrai, avait empêché Paul Sordoillet de recevoir le "ruban rouge" (37)... et fait l'unanimité contre lui, nous l'avons vu. Seul à le soutenir, François de Wendel, car il estime que celui-ci est le seul à ne pas le "considérer comme une vache à lait".

Emile Meyer non plus ne plaît pas à tout le monde. Turckheim écrit à Dassonville : "MM Marin et de Warren protègent Meyer ; Qu'au point de vue politique, il rende des services, je le sais, mais je répète comme animateur du journal il n'est pas à la hauteur" (38). Laederich pense la

même chose (39).

Enfin François de Wendel a longtemps été en froid avec l'accusant de ne pas tenir ses engagements suite à Turckheim, liquidation de L'Impartial de l'Est : "Adrien de Turckheim veut pas payer les 200 000 F représentant le passif de l'exploitation de L'Impartial de l'Est depuis le 1er août laquelle j'ai déclaré me désintéresser d'une 1924, date à opération que je trouvais absurde" (40). Turckheim finit par céder tout en déclara_nt "mais en dehors de cela je ne ferai rien et je ne m'occuperai plus de rien et je reprendrai ma liberté d'autrefois" (41). Il rentrera néanmoins rapidement dans les rangs et intégrera le conseil d'administration du journal.

Emile Meyer n'est pas un chef d'entreprise, Paul Sordoillet est trop vieux, François de Wendel, Louis Marin, Jules Dassonville sont plus souvent à Paris qu'à Nancy:

L'Eclair de l'Est cumule les handicaps. En outre il est difficile de faire d'un journal politique une affaire commerciale, même s'il ne s'agit que d'équilibrer les comptes!

Néanmoins dans cet horizon assombri, un coin de ciel bleu laisse entrevoir (été 1930) : "Après huit ans d'efforts considérables et continus (du comité de direction)... qui ont permis pour la première fois de voir clair dans la situation du journal ; Après de nombreux tatonnements, nous avons réussi à obtenir des comptes exacts". Il en ressort que pour l'exercice en cours (1930-1931)recettes et dépenses d'exploitation s'équilibrent à 9 000 F près ; "pour les huit l'année précédente, le déficit correspondants de d'exploitation s'élevait à une centaine de mille francs. Il reste quatre mois à couvrir et tout permet d'espérer que mois ne seront pas plus mauvais. En tout cas, au point de vue de la trésorerie, les aménagements ont été faits de telle que les rentrées, même réduites des mois couvriront les dépenses" déclare Edouard de Warren dans son rapport daté du 7 juillet 1930. Une bonne nouvelle ne venant jamais seule, le président du conseil d'administration note que de "gros progrès (ont été) réalisés dans la présentation de notre hebdomadaire et qu'enfin il devient présentable. Jusqu'à présent il était assez informe" (42).

La deuxième guerre mondiale portera un coup fatal à <u>L'Eclair de l'Est</u>. Une assemblée générale extraordinaire (1945) décide d'augmenter le capital de 1 538 600 F à 8 millions par l'émission de 64 614 actions de 100 francs. Elles seront souscrites par 485 personnes ou sociétés parmi lesquelles (43) la Presse Régionale (3 999 actions) (44), la S.A de Wendel et

Cie (2 000), la S.A des Mines de sel et Salines Rosières -Varangeville (2 000), la S.A.R.L Biscuiterie Lorraine (2 000), la S.A Construction Electrique de Nancy (2 000), Georges Précheur, industriel parisien (2 000), la Grande Chaudronnerie (2 500), la S.A des Rapides de Lorraine (2 500), Lorraine Pantz Jarville (1 500), la S.A Mines de sel et Laurent (1 000), la Sanal (1 500), la société Salines Saint Nancéienne de Crédit Industriel et de Dépôt (1 000), les Ε. Picard (1 000), la S.A des établissements établissements à Liverdun (1 000), Pierre André (1 000), Jean Lerebourg Crouzier (1 000), Camille Haeder (1 000), etc... Pierre Didry futur directeur de L'Est Républicain en souscrira 150.

conseil d'administration (45), à la tête duquel le député Pierre André qui a remplacé Emile Meyer (en vertu de l'article 37 de la loi du 24 juillet 1867) introduit dans les la société (article 45), convoque une assemblée statuts de générale extraordinaire pour décider la dissolution de la société ou sa continuation, les pertes atteignant les trois quart de capital social. A l'unanimité il est décidé de son activité. Malgré l'aide d'amis industriels et poursuivre politiques (46),<u>L'Eclair de l'Est</u> publie son dernier numéro mars 1949... Le conseil d'administration quotidien le 6-7 décide de le transformer en hebdomadaire qui portera le nom d'Eclair Dimanche.

Le 13 mars 1949, sous le double patronage de <u>L'Eclair de l'Est</u> et de <u>L'Est Républicain</u>, à qui on a demandé un soutien financier (47), le nouvel hebdomadaire est lacé. Le journal paraîtra jusqu'en 1961, année où <u>L'Est Républicain</u> décide de mettre fin aux accords.

"L'activité de la société est réduite à sa plus simple expression et se borne depuis la dénonciation des accords par L'Est Républicain à la gestion du patrimoine immobilier de la société. Les loyers encaissés ne couvrent même pas la totalité des charges incombant à la société. Aucune activité nouvelle est envisagée", ainsi le conseil d'administration explique-til aux actionnaires les raisons pour lesquelles la dissolution de la société paraît s'imposer.

Sa mise en liquidation est votée lors de l'assemblée générale extraordinaire du 6 avril 1963.

* Organisation de la Rédaction

Le premier rédacteur en chef de L'Eclair de l'Est est Armand Ravelet. Il ne le restera pas longtemps. En 1907, soit après sa nomination (le journal a été, rappelons-le deux ans créé en 1905), il est remercié. Il nous a été impossible de trouver les raisons de ce départ qui semble s'être fait après vives discussions. Son nom disparaît en février 1907 de la manchette du journal. Le courrier est à adresser à M. Pignarddirecteur. Deux jours plus tard un communiqué précise que M. Armand Ravelet reste comme par le passé rédacteur en chef "contrairement à une note insérée dans L'Eclair de l'Est du 8 février". Pourtant le 23 du même mois, il est demandé aux lettres "à l'administration". lecteurs d'envoyer leurs Etrange, c'est le moins qu'on puisse dire!

Le 4 avril, un éditorial de Paul Sordoillet explique les raisons qui l'ont poussé à accepter le poste de directeur du journal (il cumulera les fonctions avec celles de rédacteur en chef): "j'ai accepté parce qu'à cette époque de République avilie par ceux qui s'en sont emparés, de religion baffouée et persécutée, de liberté trahie, un républicain catholique et libéral n'a pas le droit de se dérober quand on lui propose un poste de combat. Ce poste, je n'aurais eu garde de le briguer, estimant que bien d'autres pouvaient l'occuper avec avantage. Mais dès que c'est à moi qu'on a fait appel, j'ai obéi en soldat discipliné, dévoué et résolu".

Sordoillet est né le 15 décembre 1853. Après des études au lycée de Nancy, il entre (1872) dans les services administratifs de l'imprimerie Berger-Levrault. Il y reste trois ans puis fait ses premières armes de journaliste au Courrier de Meurthe-et-Moselle. Il retourne aux imprimeries (il y occupe un poste de direction) Berger-Levrault en 1890 avoir exploité entre-temps une librairie place après Stanislas.

Actionnaire dès sa création, il prend la tête de <u>L'Eclair</u> de <u>l'Est</u> en 1907 et ne la quittera plus jusqu'à sa mort en 1934. Il est aussi vice-président du groupement de Meurthe-et-Moselle de l'Action Libérale Populaire créée par Jacques Piou et Albert de Mun "pour rassembler les catholiques et pour les défendre contre les brimades officielles" (48).

Cette "âme généreuse et ardente" règnera, jusqu'à sa mort en octobre 1934, sur une rédaction comptant dix à douze journalistes. Pendant la première guerre mondiale, elle comptait deux rédacteurs : lui et Kalch. Il exerce un quasi monopole sur les éditoriaux... fort nombreux (deux à trois par semaine jusqu'à sa mort). Celui qui deviendra le doyen des journalistes français, rédige des articles particulièrement virulents et passionnés, malgré les directives qu'il reçoit de plus en plus souvent des amis de Louis Marin. Quand ceux-ci contrôleront le journal, en "soldat discipliné, dévoué et résolu" (49), il demandera régulièrement des instructions à Louis Marin. Il n'en restera pas moins toujours catholique intransigeant et patriote.. peut-être encore plus catholique!

Il semblerait qu'on ait envisagé sa retraite en 1925 à l'époque où Louis Marin et ses amis reprennent le journal. <u>Le Cri Lorrain</u> l'annonce dans son édition du 3 octobre : "La direction de <u>L'Eclair de l'Est</u> dont le titre serait conservé, reviendrait à notre confrère Dinago, actuellement attaché aux services administratifs du <u>Matin</u>". Henri Ferrette, député (1898-1910 ; 1919-1924 ; 1932-1933) avocat et directeur politique du <u>Messin</u> aurait été également pressenti.

Ces informations ne sont pas dénuées de tout fondement.

<u>L'Eclair de l'Est</u> s'émeut en effet de ces "traitres"

(<u>L'Impartial de l'Est</u> est visé, on est en pleine discussion sur son avenir) qui divulguent les pourparlers en cours.

Finalement Paul Sordoillet restera, mais on lui adjoindra un directeur adjoint, Emile Meyer (1929) (50).

En 1930 sera créé un comité de direction composé d'Edouard de Warren (président), Jules Dassonville, Laederich, de Turckheim, Geistodt, Sordoillet et Meyer. Son objectif : faire de <u>L'Eclair de l'Est</u> un instrument efficace au service de leur formation politique, donc avant tout de veiller à une bonne gestion, ce qui ne sera pas une mince affaire! Mais aussi à améliorer son contenu.

On sait peu de chose sur le reste de la rédaction (51), sauf que les journalistes sont en nombre insuffisant et très mal payés. Emile Meyer dans un rapport non daté, mais rédigé vraisemblablement en 1930 (52), affirme qu'il est urgent "d'améliorer les traitements notamment ceux des rédacteurs". Ceci afin d'arrêter "l'exode de ceux-ci vers les maisons où leurs services sont plus normalement rémunérés", et de citer le cas du "jeune Laurent" qui gagne 600 F par mois, ce qui est "manifestement insuffisant si l'on pense qu'il doit se vêtir correctement pour exercer sa profession". Si le réseau des correspondants est satisfaisant dès 1926, les journalistes ne se bousculent pas il est vrai. Armand Terrière, dans son

rapport du 2 septembre, souhaitait déjà la création d'un poste de rédacteur régionaliste "sous la direction et le contrôle du secrétariat général" s'occuperait des nouvelles gui (copies envoyées par les correspondants). La départementales chose n'est pas possible. Didelon administrateur, à qui ont a sur le personnel et les salaires, refuse rapport rémunérations "il d'embaucher ou d'augmenter les affecter les fonds de la souscription au paiement de la rotative. Le personnel peut bien encore travailler nouvelle quelques mois au taux actuel", et d'adjurer de ne pas retomber "dans la pagaille où il avait trouvé l'administration de L'Eclair de l'Est à son entrée en fonction" (53).

Le navire prend l'eau de toutes parts. Même s'il continue à flotter, beaucoup préfèrent le quitter. En une seule année (1926) trois journalistes partent vers d'autres cieux : Klein (à Toulouse), Duret (Vittel), Ligier (à Belfort au journal <u>L'Alsace</u>), où ils sont beaucoup mieux payés (500 F en plus pour Ligier, qui passe de 900 F à <u>L'Eclair de l'Est</u> à 1.400 francs).

"Comment les remplacer ? Parce que nous avons trouvé René d'Avril pour 700 F cela ne veut pas dire que nous en trouverons d'autres aux prix donnés par <u>L'Eclair de l'Est</u>" s'inquiète Paul Sordoillet (54). Il propose d'engager un journaliste ("le jeune Thouvenin"), formé par <u>L'Eclair de l'Est</u>, qui travaille à <u>L'Express</u>; Mais il gagne 1.500 F "alors il faut augmenter Terrière, son chef, qui n'a que 1.550 F et Junisque, secrétaire de rédaction qui a 1.250 francs". Seule solution : recruter parmi les novices et accepter une rédaction instable et inexpérimentée.

1930, la situation n'a pas changé. Meyer recherche un localier nancéien. Le contenu du journal en souffre terriblement, d'autant plus qu'Emile Meyer qui a la charge de de coordonner tous les services extérieurs" "diriger et semble pas à la hauteur de la tâche. C'est du moins ce que plusieurs administrateurs du journal, comme pensent Turckheim : "Malgré les qualités de M. Meyer, je persiste à dire qu'il n'est pas l'homme qu'il nous faut pour améliorer le journal. Il n'a pas l'énergie nécessaire dans des moments d'initiatives à prendre et la mise en page est défectueuse. cri unanime parmi nos abonnés. La rubrique Bourse C'est date de la veille et les concerts de Nancy ne sont pas annoncés. Ce sont deux observations qui m'ont, entre autres, été faites par un de mes amis" (56).

Laederich, moins catégorique est inquiet : "la situation n'est pas brillante et il est certain que le métier que Meyer fait actuellement est trop nouveau pour lui pour qu'il n'y ait pas d'à-coups. Mon avis est, qu'il faut d'urgence le soulager pour la rédaction, car qu'arriverait-il si Meyer tombe malade" (57).

Dassonville confirme; "M. Meyer qui veut trop faire par lui-même et ne sait pas encore se faire aider, ne domine pas la situation" (58). Mais Meyer est protégé par Louis Marin et Edouard de Warren.

Ce n'est pas le cas d'Armand Terrière, secrétaire général du journal et le plus ancien collaborateur de Paul Sordoillet, qui a été remercié en 1927, mais avec les formes : on lui proposera un poste de rédacteur en chef à Blois (59). Les raisons sont politiques : on lui reproche de ne pas avoir été assez vigilant au niveau du secrétariat de rédaction. Il aurait, entre autre, trop encenser Désiré Ferry "en délicatesse" avec Louis Marin et ses amis (60).

Conclusion de cette "pagaille" : le quotidien de la place fait pas le poids face à son concurrent <u>L'Est</u> Les nouvelles sont publiées avec retard, les Républicain. pages à thème sont moins intéressantes que celles des autres de Nancy ou de Metz. "Ne pourriez-vous rien pour quotidiens que décidément, ce journal songe un peu plus à être bien documenté, clair, intéressant et intelligemment présenté" le curé de Neuviller à Louis Martin le 6 juin 1929, "vraiment les doléances sont unanimes et fondées (...)". Après signalé un certain nombre de "ratages" il conclut "si les lecteurs se plaignent à la rédaction on ne lui répond même (...) ce ne sont pas les tartines de Rémy Anselin et autres et les barbotages de Jean Sarril qui intéressent beaucoup les lecteurs" (61).

L'Eclair de l'Est est l'exemple type du journal qui n'a pas su s'adapter aux nouvelles exigences de la clientèle de plus en plus sollicitée. Il n'a pas compris, ou ne s'est pas donné les moyens de suivre cette évolution. C'est au niveau reportages, pages des magazines. mais l'information de proximité, beaucoup plus qu'à celui de la grande actualité intérieure que se joue désormais la concurrence. Alors la presse se dépolitise, que responsables de L'Eclair de l'Est veulent en faire une tribune... ne s'apercevant pas que si la presse peut encore les modes de vie et de pensée, elle devient incapable de former et de diriger les opinions.

<u>L'Eclair</u> de l'Est, quotidien régional, dispose de bureaux

détachés un peu partout dans sa zone de diffusion : en Meurthe-et-Moselle, Lunéville, Pont-à-Mousson et Toul · Dans les Vosges : Epinal et Saint-Dié · Dans la Meuse : Bar-le-Duc et Verdun.

Comme la plupart de ses confrères, il a ouvert un bureau à Paris. Le rédacteur parlementaire du journal est Jean Sarril. Paul Sordoillet a un instant envisagé d'ouvrir à Metz une agence où de lancer une édition : "à Metz, on supporte difficilement l'hégémonie de <u>L'Est Républicain</u>. De nombreux messins et parmi eux, M. Vautrin maire, désirent beaucoup voir L'Eclair de l'Est s'implanter à Metz. Or justement, Le Lorrain vient de réaliser un nouvel appel de fonds, pour se soustraire à la tutelle qu'il jugeait incommode de la famille de Wendel. La principale objection qui a toujours été apportée à notre propagande dans la Moselle était précisément l'intérêt de la protection que M. de Wendel accordait au Lorrain. Mais la direction du Lorrain se libère elle-même, nous pouvons bannir tout scrupule et ne songer qu'à nous" (62) écrit-il à Louis Marin en 1930. Une opportunité s'offre : des "amis de la municipalité de Metz, chagrins de ne pas nous voir prendre pied là-bas et leur venir en aide" étudient le moyen de fonder un journal à eux. Ils estiment l'entreprise à 4 ou 5 millions.

Meyer préférerait lui, l'ouverture d'un bureau à Metz (rédaction, administration et publicité), l'installation à Thionville et Sarreguemine d'un rédacteur). L'opération serait moins onéreuse, puisqu'il l'estime à 500.000 francs (63).

Aucune des deux solutions ne sera adoptée. <u>L'Eclair de l'Est</u> n'en a pas les moyens ni ne veut se brouiller avec <u>Le Lorrain</u> (64). De même est rapidement abandonné l'idée de s'implanter dans le Pays-Haut (65) ou de lancer une édition spéciale à Briey.

A la Libération, Emile Meyer (66) occupera le poste de directeur politique. Le chef des informations est Robert Meyer; Au total, la rédaction compte 9 journalistes (dont 2 secrétaires de rédaction, parmi lesquels M. Widling, ancien linotypiste du journal de 1912 à 1940).

* Ligne Politique

Dès son premier numéro, <u>L'Eclair de l'Est</u> se veut plus un quotidien d'information qu'un quotidien de parti : "Le

journal que nous présentons aujourd'hui pour la première fois au public n'est pas comme on pourrait le croire une oeuvre de parti, si l'on entend par ce mot la manière d'exposer les choses, avec une idée préconçue".

avons poursuivi en le créant, un but élevé, réalisé une concertation plus large, celle de grouper des bonnes mettre de côté volontés décidées à leurs préférences arracher coûte que coûte notre malheureux personnelles pour à un régime de honte qui n'est en fait que la parodie et grotesque d'une République. Nous voulons à notre effrontée former un bloc, mais celui des honnêtes gens, de ceux écoeurés de voir autour d'eux tant de bassesse et de sont résolus aujourd'hui à parler haut et clair, à veulerie. dire ce qu'ils pensent et qui plus est à penser ce qu'ils disent.

Mais nous avons compris que pour pénétrer les masses, il suffisait pas d'afficher de nobles sentiments. Un journal C'est un recueil pas seulement une tribune. d'informations précises, certaines et rapides. Pour atteindre nous nous sommes imposés les plus grands sacrifices. ce but. avons demandé leur concours à une foule de reporters, de correspondants sérieux et de gens de métier qui seront comme oreilles de notre rédaction. Nous sommes les yeux et les entrés en relation avec les meilleures agences d'information de France et de l'étranger (...).

Les diverses questions politiques, agricoles, industrielles, financières, militaires ou religieuses sont traitées à <u>L'Eclair</u> par des personnalités différentes qui se sont fait, chacun à leur genre, une spécialité d'une incontestable valeur. Il s'en suit que nos lecteurs n'auront jamais à redouter de nouvelles tendencieuses qui affirmées un jour sont démenties le lendemain...

Nous sommes également attachés à développer d'une manière toute particulière la chronique régionale qui est en vérité le véritable intérêt d'un journal comme le notre (67).

En fait, son acte de naissance ne laisse aucun doute quant à sa vocation fu_ture : de ce premier édito non signé, ressort l'engagement suivant : "Nous voulons à notre tour clairement mais celui des honnêtes gens". Il ne s'agit former un bloc. de 1924 mais de celles de 1905 et plus ici des Gauches pas précisément accusé entres cabinet Rouvier. du d'aventurisme, de haine de la patrie et de "mépris pour tout ce qui touche cette terre où nous sommes nés et où nous vivons notre vie".

Devant un tel programme de défense patriotique et religieuse de la France et de la Lorraine, on demeure sidéré

par l'ironie du hasard qui a permis à cette "ardent défenseur patriote" de naître le 11 novembre 1905.

L'objectif de Louis Marin, qui, avec ses amis, prendra en 1925, le contrôle de <u>L'Eclair de l'Est</u>, est clair : faire du journal l'organe de la Fédération Républicaine en Lorraine. Il nommera, pour seconder le vieux routier Paul Sordoillet, qui appartient au réseau politique de Louis Marin, Emile Meyer au poste de directeur adjoint. Emile Meyer est une des personnalités qui animait avec Ehlinger, la section nancéienne du l'URD. La reprise, on le sait, s'est opérée dans des conditions très difficiles. Outre les problèmes financiers et matériels, s'élèvent quelques divergences politiques.

De Warren, dans une lettre adressée à son "vieux frère" (Louis Marin) accuse de Wendel de recommencer les mêmes fautes qu'à <u>L'Impartial de l'Est</u>: Wendel ne comprendrait pas la raison de la formation "nécessaire" d'un groupe lorrain assurant l'organisation financière du journal en même temps que son organisation administrative. Il ne comprendrait pas non plus pourquoi il faut donner une direction politique à <u>L'Eclair de l'Est</u> (68). François de Wendel, après avoir rappelé qu'il a effectué pas moins de 30 versements (d'un total de 490.000 F) en trois ans au journal, s'indigne de ne pas figurer, en 1928, parmi les candidats du journal (69).

Le baron de Turckheim "à cause de l'état d'esprit qui y règne" ne veut pas faire partie du conseil d'administration et avoue ne pas croire dans le régime parlementaire et désirer un directoire d'hommes compétents, inamovibles, "quitte à y mettre des patriotes de plusieurs partis". Warren lui écrira pour lui "remonter le moral" : "un effort continu, une préparation sérieuse (...) nous permettra à un moment donné de profiter des évènements. C'est pour cela qu'il n'y a pas de découragement à avoir. C'est pour cela, plus que jamais, il faut se serrer les coudes".

A partir des élections législatives de 1928, la situation dégrade encore. Turckheim enrage qu'on l'ait confondu avec se de Wendel et L'Eclair de l'Est de l'avoir boycotté accuse affirme que le journal à 'abrite que "des imbéciles" $\mathbf{I}\mathbf{1}$ de payer sa subvention mensuelle de 10 000 francs. arrête et Wendel, Turckheim ne sont pas les seuls à exprimer leur mécontentement. Edouard de Warren s'inquiète du contenu du journal. Selon lui il n'intéresse personne "parce que c'est un journal "de gros"". "On disait le journal de Wendel, on dit maintenant "le journal des gros industriels"". Il préconise de diversifier l'actionnariat et d'ouvrir le capital aux petits

industriels, activités libérales (71).

Flayelle, actionnaire du <u>Télégramme</u> (36 actions), et sénateur des Vosges, à qui on demande un effort financier, refuse catégoriquement.

Divergences. gouffre financier, manque de personnel: comment dans ces conditions transformer L'Eclair de l'Est en "solide bastion de défense" ? Faut-il en conclure que certaines batailles électorales se seraient déroulées différemment avec un quotidien plus performant? Difficile à Quoiqu'il en soit de Warren échoue aux élections c ntonales de 1931 (canton Nancy-Ouest) et aux législatives de Le candidat soutenu par <u>L'Eclair de l'Est</u> aux élections législatives du 2 avril 1933, dans la 2ème circonscription de Briey (pour remplacer M. de Wendel élu sénateur), M. Lorentz avocat, maire de Briey est battu. Désiré Ferry, contre toute attente, échoue en 1936.

Lunéville pose un autre problème: <u>L'Eclair de l'Est</u> a beau mettre en garde ses électeurs contre l'idée que les nuances doivent disparaître et que tous les partis doivent se fondre en un bloc unique, portant l'étiquette d'Union nationale (72), (il rappelle aussi que Poincaré reste homme de gauche et que c'est aux modérés qu'il demandera le sacrifice de leurs doctrines et de leurs aspirations), des pourparlers sont pourtant engagés entre Marin et Mazerand, député sortant républicain de gauche.

Le journal de Lunéville qui soutient la candidature de de Turckheim publie, le 1er avril 1928 : "nous désirons avoir les avis des députés de Nancy et de Briey sur ce point : M. Mazerand est-il encore et dans quelle mesure, solidaire de ses colistiers de 1919 et 1924". Après une longue délibération, les avis restent partagés. Aucune décision n'est prise... Turckheim n'aura finalement l'investiture officielle du groupe URD, qu'à la mi-avril (les élections auront lieu le 21 avril). L'Eclair de l'Est ne fera mention de M. de Turckheim qu'après le 1er tour. Après sa défaite, il constatera que beaucoup d'hommes politiques de droite n'avaient pas voté pour lui...

La Meurthe-et-Moselle, département où les modérés avaient la majorité, subit une très nette évolution vers la gauche que ne peut empêcher L'Eclair de l'Est.

Bref ce journal, considéré comme un organe modéré, se situe néanmoins à droite de <u>L'Est Républicain</u>, autre modéré. Ses opinions sont plus affirmées, plus tranchées

lendemain de la première guerre, politiquement. Au s'inquiète de la montée du communisme qui "est la synthèse de dangers qui planent sur la planète (73). A les l'extérieur, la Russie est un foyer ardent qui risque de l'incendie. s'est bien allié communiquer partout 0n efficacement contre l'Allemagne, le bolchévisme est-il moins redoutable ?" (74).

A l'intérieur, la CGT est un état dans l'Etat qui "selon sa guise arrête nos transports, l'extraction du minérai, suspend notre vie politique. Elle lève le doigt et des milliers d'hommes dociles abandonnent le labeur. Elle adresse des injonctions hautaines au gouvernement (...) elle lui signifie des ultimatums" (75). L'Eclair de l'Est appelle tous les ouvriers chrétiens ou même "honnêtes et intelligents" à quitter les rangs de "l'un ou l'autre des syndicalismes rouges" et d'adhérer "au syndicalisme libre et chrétien" (76).

En 1924, il combattra ce qu'il appelle "la dictature menaçante". A la veille des élections, il souhaite que "la France ne se jette pas dans l'internationalisme et le socialisme" (77). Pour lui, les candidats du Cartel "n'ont ni le sens de la patrie, ni le culte que nous lui devons" (78). Toutefois "ne désespérons pas, la France s'est toujours redressée contre ses tyrans, elle saura balayer cet immonde cartel" (79).

longue désagrégation du Cartel des A l'issue de la journaux nancéiens, il sera gauches. comme la plupart des de la clarification opérée par le retour satisfait Poincaré. L'Etoile, hebdomadaire. rejoint la majorité au grand dam de <u>L'Eclair de l'Est</u>, qui regrette nationale. la présence d'Herriot à un poste plus prestigieux celui de Louis Marin dans le cabinet d'Union nationale : que ľΑ Herriot le portefeuille de l'Enseignement, Marin se contente des Pensions" (80).

désapprouve la décision de Poincaré de ne pas remanier cabinet en y faisant entrer davantage de républicains son nationaux ۳M. Marin détenteur du plus modeste celui des Pensions et président du groupe portefeuilles, majoritaire le plus important de la Chambre : celui de la républicaine" s'est provisoirement incliné devant Fédération la volonté du chef du gouvernement (...) II n'est intentions d'accepter longtemps la cependant dans ses trouve présentement dans le situation diminuée où il se gouvernement et qui ne correspond plus à l'importance du groupe aux destinées duquel il préside" (81).

Lors de la campagne des élections législatives de 1936, l'importance de la lutte entre "le Front national" et le "Front populaire" est telle que les problèmes extérieurs semblent repoussés au second plan. L'Eclair de l'Est ne consacre que de très rares articles à la politique extérieure, en publie de fort nombreux sur le péril communiste et le le Front populaire : "le Cartel que représente aujourd'hui dénommé Front commun ou bien à tort "populaire" n'a cessé de mener la France à la ruine financière et économique. Les leçons de 24 à 26 et de 32 à 34 sont. espérons-le encore présentes à la mémoire de l'électeur. Sinon on pourrait désespérer du bon sens du peuple français" L'exemple de l'Espagne traumatise : le Front populaire apporterait "la faillite, les scandales, l'émeute et dictature, l'agravation de la crise économique et du chômage, le risque de la guerre" écrit Rémy Anselin le 26 avril 1936.

Sur le plan local, les législatives de 1919 et 1924 seront des élections "sans problèmes". <u>L'Eclair de l'Est</u> soutient sans aucune restriction la liste d'Union:

- En 1919, il écrit : "la presse doit se considérer comme un phare et nous engageons nos lecteurs à voter pour la liste d'Union" (83).
- En 1924, il répond à certains libéraux qui ne sont pas satisfaits de la liste d'Union nationale formée avec les républicains de gauche : "certains croient qu'une liste entièrement libérale aurait pu affronter le scrutin avec la sécurité d'une complète victoire. Mais tous les citoyens qui ont jugé clairement la situation estiment qu'il n'y a pas lieu d'opposer une liste modérée à celle, où figurent à côté des quatre députés sortants (NDLA: MM. Marin, Ferry, de Wendel, Warren) M. Petitier, l'honorable maire de Longwy et les noms de MM. Fringant et Mazerand. Ceux-ci ne répondent pas à aspirations, mais il serait injuste de ne pas reconnaître qu'ils ont été attachés fidèlement à la politique de Poincaré. Oserions-nous mettre le parti avant la patrie ?" (84).

Sur le plan de la politique extérieure <u>L'Eclair de l'Est</u> adopte les idées de son "chef".

L'Allemagne doit payer ses dettes. Il faut appliquer une politique de gages. Le Plan Young ne le satisfait pas, et encore moins l'évacuation de la Rhénanie : "nous ne contestons et n'avons jamais contesté la bonne foi de l'homme qui a dit "tant que je serai là, il n'y aura pas de guerre" (Briand), mais ce que nous affirmons aujourd'hui encore malgré tout, c'est qu'il s'est trompé, cruellement trompé" (85). Et le journal poursuit " que de chez nous un candidat se proclame

avec un programme de conciliation, il travaille pour le roi de Renforcer les gauches, c'est renforcer l'Allemagne" Prusse. Louis Marin "le personnage politique le plus en vue de connu pour sa clairvoyance Meurthe-et-Moselle" est ténacité en matière de politique extérieure : "nous souhaitons vivement une entente entre les peuples et la possibilité d'avoir recours en cas de conflit à l'arbitrage, mais encore que les peuples en question soient loyalement décidés faut-il coopérer à l'organisation de la paix basée sur le respect Quant à l'arbitrage nous pensons qu'il ne signatures. pourra jouer efficacement que lorsque la Société Des Nations aura acquis une autorité suffisante et qu'elle aura à sa disposition une force lui permettant de prendre des sanctions. Jusque là il nous apparaît que la sécurité nationale par les les alliances est le plus sûr garant contre la armements et donnons quitus à l'Allemagne, c'est lui Si nous guerre. supplanter économiquement toues les nations permettre de d'Europe par un outillage formidable à l'aide de 100 millions qu'elle nous a empruntés" (87).

"Pas un allemand ne veut payer, admettre la défaite. L'Italie fasciste, l'Espagne en pleine révolution, les Soviets ne sont pas non plus rassurants. Tous ces pays connaissent des difficultés économiques. Est-ce qu'il ne leur viendra pas à l'idée de se sauver par une guerre étrangère" (88).

Louis Marin et <u>L'Eclair de l'Est</u> reprochent à Tardieu la faiblesse de sa politique extérieure. Nommé ministre de l'Hygiène et de la Santé publique en 1934 (cabinet Doumergue), puis ministre d'Etat (cabinet Laval), Louis Marin dépose une demande d'interpellation sur la violation du traité de Locarno. Il estime que la France n'avait pas à mobiliser pour l'Ethiopie : "La vérité est que le soir même où l'Angleterre décida de ne pas appliquer de sanctions à l'Allemagne qui venait de violer le traité de Locarno, nous aurions dû cesser les sanctions prises à l'égard de l'Italie" (89).

Bref, il fallait suspendre les sanctions contre l'Italie et renforcer nos alliances. Parallèlement <u>L'Eclair de l'Est</u> appellera à un renforcement des frontières "tout en continuant cependant notre action pacifique à la SDN" (90).

* Conditions de fabrication.

Quand Louis Marin et ses amis reprennent <u>L'Eclair de l'Est</u>, l'état du matériel est dramatique (la rotative pas assez moderne est à son tirage maximum et tombe souvent en panne; "une casse de papier en cours de tirage est souvent suffisante pour empêcher le départ de nos journaux à destination de Briey, Longwy, Mont Saint-Martin ou Villerupt" écrit Lerain dans son rapport), (les linotypes sont en nombre insuffisant etc...), celle du personnel également : nombre réduit d'ouvriers, paies médiocres : il est donc urgent d'intervenir.

Le programme arrêté fin 1927, prévoit l'achat d'une nouvelle rotative qui permettrait de tirer 16 pages et d'utiliser la couleur. Le coût est estimé à 375.000 F (plus 20.000 F d'appareillage électrique). Elle sera achetée grâce à des avances de de Wendel et de Louis Marin. On procède également à l'achat d'une machine à tirer les bandes (auprès de la maison Allicorne) pour assurer l'envoi aux abonnés (coût : 12.000 F).

On avait auparavant acheté la maison voisine du journal L'Est Républicain, selon la rumeur, était sur le point qui aurait eu pour résultat de gêner d'acquérir, ce <u>L'Eclair de l'Est.</u> Ces l'extension considérablement de dépenses élevées, sont l'occasion de vives polémiques entre administrateurs, d'autant plus que les recettes n'augmentent pas (petites annonces et publicité). Louis Marin rappelle que ses avances ne se montent pas à 275.000 F comme Dassonville l'écrit dans ses rapports, mais à 280.000 F "sans compter les intérêts qui, hélas, courent depuis plus de deux (91) ; A propos de Didelon, personnage carré, chargé de contrôler les dépenses, il avait précisé que "s'il y a lieu de modérer lorsqu'il prétend diriger la politique du journal, je considère qu'il est à peu près le seul -je ne dis pas le seul, car il ne faut décourager personne- qui veuille bien dans le milieu où il évolue, ne pas me considérer comme une simple vache à lait et je refuserai absolument à continuer fournir des subsides au journal si Didelon cessait d'en contrôler les comptes (92).Ce dernier, fort de ce soutien écrit à Warren : "ce sont ces gens de <u>L'Eclair de l'Est</u>, (NDLA : il s'agit de Paul encouragés d'ailleurs par vous Sordoillet entre autres) qui croyez être plus habile que moi qui manquent totalement d'ordre et de méthode qui vont me suspecter jusqu'au point de demander au président du

conseil d'administration si on peut m'autoriser à emporter les livres de comptabilité. Vraiment cela dépasse la mesure (...)" (93).

Une autre polémique éclate à propos de l'augmentation des salaires. A titre d'exemple les huit employés de l'administration touchent entre 400 et 475 F, les deux employés du service "expédition" 500 F (ler aide) et 725 F (chef), bref des salaires ridicules ! Didelon s'il consent à augmenter de 100 F le salaire du localier Laurent (500 + 100 F), il ajourne toutes les autres hausses... y compris celle de Paul Sordoillet... en déclarant qu'il ne sent pas de devoir moral et social d'améliorer quelque peu ces situations. Prudhomme, administrateur, irrité, décident de prendre à son compte pour un an dix augmentations (les employés cités cidessus) de 50 F chacune.

Didelon (encore lui !) avait déjà, en décembre 1926, déclaré aux ouvriers (94) qui n'avaient jamais fait la grève depuis la création du journal, qu'il était imprudent à cause du déficit (300.000 F) de réviser les salaires. Ce qui était justifiable. Ce qui l'était moins pour ceux-ci, c'est qu'il ajouta : "que ceux qui étaient trop vieux n'avaient qu'à chercher du travail ailleurs et qu'il trouverait facilement à les remplacer". Plusieurs administrateurs furent scandalisés, d'autres parlèrent de sabotage. Les chiffres du déficit qui auraient dû rester confidentiels, sont en effet colportés dans Nancy. De ce fait, Levain sera gêné dans sa campagne de publicité auprès des commerçants (95).

Malgré tout, les tirages augmentent légèrement. Le grand concours populaire lancé en novembre 1928 a attiré quelques lecteurs supplémentaires (96).

<u>L'Eclair de l'Est</u> rayonne sur les quatre départements lorrains : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Vosges et Moselle. Dans s'étend dernier département. ilsurtout sur Château-Salins et de Sarrebourg qui arrondissements de faisaient partie du département de la Meurthe avant 1870. Il s'interdit de concurrencer <u>Le Lorrain</u> sur son propre terrain d'ailleurs, (Metz) duquel il reçoit des informations régulières.

Dans les Vosges <u>L'Eclair de l'Est</u>, on l'a vu, a repris en 1924 <u>Le Télégramme des Vosges</u>. Il lui a conservé sa forme nettement départementale, par le maintien de son titre d'abord, puis par la création à Epinal d'un bureau spécial de rédaction avec services administratifs et de publicité et un

second bureau (rédaction) à Saint-Dié, renforcé par un réseau de correspondants cantonaux. Le quotidien vosgien est le premier à être imprimé. L'expédition en est faite à partir de minuit cinquante. La dernière édition tirée vers 4H. du matin est celle de Nancy-ville.

L'Eclair de l'Est fait aussi paraître un hebdomadaire à six pages, Le Petit Lorrain, qui est diffusé sur les quatre départements. Il est aussi destiné à résoudre le problème de lecture des journaux des communes rurales, où un certain nombre de lecteurs s'abonnent l'hiver au journal quotidien et l'été -qui leur laisse moins de temps libre- au journal hebdomadaire. Des abonnements mixtes leur permettent de recevoir, sans interruption, le quotidien pendant les six mois d'automne et d'hiver et l'hebdomadaire pendant les six autres mois.

Enfin une machine spéciale, imprime toutes les semaines, un hebdomadaire très vieux <u>L'Echo de l'Est</u>, dont la rédaction complètement distincte de celle de <u>L'Eclair de l'Est</u> est installée à Bar-le-Duc.

*

- 436 -

- (1) La Bonne Presse fut reprise après le départ du Père Bailly en 1900, par Paul Féron Vrau, grand filateur du Nord, patron chrétien, très paternaliste dans ses usines et qui avait aidé en 1889 <u>La Croix du Nord</u>. Il a racheté l'ensemble du groupe pour 1,4 millions de francs après avoir été reçu par Léon XIII.
- La Presse Régionale placée sous la responsabilité de Jules Dassonville, adjoint de Féron Vrau, lança en 1905 La Presse Nouvelle, agence télégraphique, au capital de 2,7 millions de francs.
- (2) "<u>Histoire Générale de la Presse Française</u>" op. cit tome 3 p. 612.
- (3) François de Wendel, né le 5 mai 1874 à Paris. Diplôme d'ingénieur civil des mines. Gérant des sociétés métallurgiques "Les Petits-Fils de François de Wendel et Cie" à Hayange et de "Wendel et Cie" à Joeuf. Président du comité des Forges, régent de la Banque de France, conseiller du canton de Briey, député de Meurthe-et-Moselle (1914-1933), sénateur (1933-1941).
- (4) Edouard de Warren, né le 4 avril 1871 à Mont Saint-Aignan (Seine inférieure) d'une vieille famille lorraine. Entre à Saint Cyr en 1891. Un accident de cheval l'oblige à quitter l'armée. Il créé alors un domaine en Tunisie où il devient l'organisateur de la profession agricole du Protectorat sur la base de la collaboration des Français et des Tunisiens. En 1914, il est intoxiqué par les gaz. Député de 1919 à 1932, secrétaire général de la Fédération républicaine, président de l'Union lorraine des syndicats agricols et administrateur de la Croix Rouge française. Ami fidèle de Louis Marin. Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre avec 3 citations, officier du Mérite agricole, titulaire de nombreux ordres étrangers. Ecrit dans Le Temps et La Revue de Paris.
- (5)<u>L'Eclair de l'Est</u> avait proposé des actions à Louis Marin dès 1905. Goulette, rédacteur en chef de <u>L'Est Républicain</u>, dans une lettre à Ducroq écrit : "M. Marin n'a qu'à dire, qu'ayant été présenté par <u>L'Est Républicain</u> dont il n'a pas d'actions, il serait malséant à lui d'en prendre dans une autre maison".
- En 1919, Sordoillet regrette que Marin ne vienne pas plus souvent à Nancy, et tente de désarmer sa méfiance : "Vous êtes persuadé que nous voulons vous accaparer et que nous ne nous déclarerons satisfaits que quand nous vous aurons fait subir notre joug. Erreur, cher Monsieur, erreur absolue!" (AN 317 AP 223, lettre datée du 06/12/1909).

Marin ne dispose pas de journal en propre, mais du soutien de

plusieurs petites feuilles locales comme <u>Le Démocrate de l'Est</u> (hebdomadaire né en 1908, cesse sa parution en 1913. Rédacteur en chef René Schacken. Se diffuse essentiellement dans les campagnes et les centres industriels), ou d'hebdomadaires créés à l'occasion d'élections (<u>l'Union républicaine et nationale de Meurthe-et-Moselle</u>, 1924, imprimerie centrale à Nancy; <u>L'électeur Lorrain</u>, organe républicain indépendant, imprimé par Hinzelin, 1914 etc...)

(6) Lettre de M. Michaud à Louis Marin datée du 29/09/1920

A.N. 317 AP 261, archives privées de Louis Marin.

- (7) Après la guerre de 14-18, Féron Vrau fut pratiquement élimi né de La Bonne Presse. Certes, il resta président du groupe jusqu'en 1926 (donc même après la transformation de la société en S.A le 30/01/1924), mais il n'avait presque plus de pouvoir. Il céda sa place au comte de l'Epinois qui fut en 1939 remplacé par René Berteaux, fils de Léon, qui avait eu la haute main sur l'administration jusqu'en 1930. Eliminé de La Bonne Presse, Paul Féron Vrau conservera la présidence de La Presse Régionale qui s'était constituée en 1920 en S.A (capital: 3,5 millions de francs).
- (8) Pour plus de détails, lire le chapitre consacré à L'Impartial de l'Est.

(9) Le Cri lorrain du 03/10/1925.

(10) "Louis Marin et la Lorraine (1905-1914), Le pouvoir local d'un parlementaire sous la IIIème République" - thèse de 3ème cycle soutenue à l'IEP de Paris le 13 février 1981 par Jean-François Eck. Un chapitre est consacré aux relations entre le député et <u>L'Est Républicain</u>. Le jeune protégé de Léon Goulette après s'être satisfait du rôle inférieur auquel le cantonnait celui-ci (c'est le rédacteur en chef de <u>L'Est Républicain</u> qui poussera Louis Marin à se présenter en 1905 et le fera élire) s'émancipera progressivement et ira, en 1909, jusqu'à rompre définitivement avec "son cher maître". Il cherchera alors à ruiner la puissance de Goulette pourtant à son apogée, en prenant le contrôle du journal.

(11) AN 317 AP 261.

- (12)Le rapport de Lerain prévoyait une organisation qui serait exactement la moitié de celle dont disposait le principal concurrent : L'Est Républicain (2 inspecteurs avec automobile et, pour chacun, 2 chefs d'équipe avec 4 vendeurs). En 1927, L'Eclair de l'Est n'avait qu'un seul inspecteur pour 4 départements!
- (13) Lettre de Louis Marin du 26/06/1929 (destinataire inconnu) AN 317 AP 261.
- (14) Lettre à Dassonville du 03/12/1929 AN 317 AP 261.)
- (15) Le fond de roulement n'a pas pu être constitué.
- (16) Jules Dassonville à Meyer lettre du 27/06/1930.
- (17) Lettre d'un électeur à Louis Marin 1931, AN 317 AP 261.

- (18) Les Vosgiens ont versé pour la souscription 250 000 F + 130 000 F pour l'achat de matériel. Etait prévu un nouvel effort de 50 000 francs. Les souscripteurs de Meurthe-et-Moselle ont donné seulement 200 000 F à la même date.
- (19) Juillet 1929. On espérait qu'il trouve auprès des industriels meusiens 150 000 francs! Et on lui proposa de faire partie du conseil d'administration du journal pour représenter Bar-le-Duc, Verdun ayant son représentant M. Schleiter (né à Paris le 12 juillet 1872, décédé le 23 décembre 1933 lors de la catastrophe ferroviaire de Lagny. Notaire à Verdun, premier adjoint au maire de cette ville en 1919, puis maire, député de la Meuse de 1924 à 1933).
- (20) AN 317 AP 261, lettre d'Emile Meyer à Louis Marin datée de 1934.
- (21) Y compris l'édition vosgienne "<u>Le Télégramme des Vosges</u>". <u>L'Eclair de l'Est</u> du 25 octobre 1934 rend hommage à son directeur décédé.
- (22) Numéro daté du 24-25/09/1944.
- (23) La famille des de Wendel (un cousin germain de François, Guy de Wendel sera député de 1919 à 1927 puis sénateur de la Moselle de 1927 à 1941) possède plusieurs journaux tant à Paris qu'en Lorraine (Le Lorrain 30% du capital, Le Temps, L'Echo Lorrain, Le Courrier Lorrain, etc...).
- (24) Issu d'une grande famille lorraine (il est né en 1870) le comte de Ludre devient maire de sa ville natale Richardménil en 1909, puis conseiller général de Nancy.
- (25) Membre du conseil municipal en 1919, le leader du catholicisme social ranimera la même année <u>La Croix de L'Est</u>. Il deviendra plus tard maire de Nancy.
- (26) Un rapport du préfet daté du 31/01/1924 (ADMM 3M 92) signale comme principal administrateur, outre le docteur Mathieu, Paul Sordoillet et Bohin "ancien président de l'Union lorraine des syndicats agricoles de l'Est, dont le député de Warren vient d'être élu président", Joseph Malval conseiller municipal de Nancy. Aucun document détenu par le Tribunal de commerce ne permet de le confirmer. Ce rapport signale d'ailleurs à tort que "l'organe de l'Evêché" a derrière lui un consortium d'actionnaires assez important, groupé en S.A au capital de 500 000 francs". Il était déjà en effet passé à 600 000 francs.
- Jules Dassonville fut l'adjoint dès 1904 de Paul Féron (27)Vrau pour la mise en place du groupe "La Presse Régionale". Son rôle fut, à plusieurs reprises, de tenter de renflouer de vieux journaux trop compromis. Il devient pendant l'entrele animateur de ce groupe qui deux-guerres véritable quotidiens et une trentaine contrôlait une dizaine de d'hebdomadaires. Il le dota d'une agence de publicité, d'un bureau d'achat de matériel et de matières premières, d'un

- service d'inspection des ventes, d'un bureau de rédaction commune. Depuis 1905 existait une agence télégraphique.
- (28) Henri Michaut (1857-1933) est le fils de Paul Michaut, administrateur des Cristalleries de Baccarat et député de Lunéville (1878-1882). Il est successivement conseiller général de Meurthe-et-Moselle (1895-1913), conseiller municipal de Nancy (1904) et sénateur (1920). Il ne se représente pas en 1933.
- (29) AN 317 AP 261, lettre de François de Wendel à Jules Dassonville datée du 03/08/1927.
- (30) AN 317 AP 261, lettre de de Warren à Louis Marin du 29/11/1926.
- (31) Sont membres: Max Prudhomme, le docteur Jaysson, Louis Denis, Paul Sordoillet, Jules Dassonville, Daniel Geistodt, Georges René Laederich, Jean Chavanne, Adrien de Turckheim, Marcel Paul, Victor Didelon, Derobe, Amidieu du Clos (né en 1881 à Longwy, mort à Nice. Maître des Forges, député de Meurthe-et-Moselle de 1928 à 1936, maire de Longwy de 1924 à 1929 puis de 1935 à 1939) et Louis Marin.
- (32) AN 317 AP 261, lettre de Dassonville à Louis Marin du 24/12/1927 : "la démission du docteur Mathieu ouvre une crise présidentielle au conseil d'administration de <u>L'Eclair de l'Est</u>... quelles sont vos intentions? Voulez-vous laisser présenter votre nom et vous faire élire? Si des motifs graves vous font juger que non, voulez-vous écrire à M. de Warren qu'il devra se résigner à cumuler cette présidence avec les fonctions d'administrateur délégué".
- (33) Parmi les souscripteurs vosgiens : M. Bodenreider, propriétaire (150 actions), le Comptoir Industriel Cotonnier à Epinal (250 actions), la Filature de l'Avière à Tiefosse (150 actions), la Filature de Chemiménil (100 actions), Filature et tissage de Saulxures-sur-Mosellote (100 actions), Filature de la lvologne (250 actions), Charles Laederich (50 actions), la Papeterie de Shatelles (100 actions), Société Perrin les Héritiers (200 actions), S.A des Tissus de Golbey (100 actions).
- (34) AN 317 AP 261, lettre de Jules Dassonville à Meyer du 26/06/1930.
- (35) AN 317 AP 261, lettre de Meyer à Dassonville du 23/04/1930.
- (36) AN 317 AP 260, lettre de F. de Wendel à J. Dassonville du 03/08/1927.
- (37) AN 317 AP 260, lettre de Dinago à Louis Marin de janvier 1927 : "au lendemain du jour où les communistes vinrent casser des carreaux de <u>L'Eclair de l'Est</u>, M. Didelon se trouvait dans le cabinet de M. Sordoillet (absent) et l'ilsétait installé carrément à son bureau faisant fonction déclare-t-il, de directeur. Terrière introduisit auprès de lui, en les lui

présentant nominativement M. Boiron, commissaire de police et M. Maginot commissaire de quartier. A ce moment, Didelot bondissant sur Boiron s'écria "Ah vous êtes de la police. En bien vous pouvez aller dire à votre Boiron que c'est un con et que nous le ferons sauter". Et le commissaire central de répliquer froidement "Boiron, c'est moi". Celui-ci a du faire un rapport à l'Intérieur en signalant qu'un fonctionnaire de la police avait été insulté dans le bureau du directeur de L'Eclair de l'Est.

- (38) AN 317 AP 261, lettre de de Turckheim à Dassonville du 03/12/1929.
- (39) AN 317 AP 261, lettre de Laederich à Dassonville du 21/04/1930.
- (40) AN 317 AP 260, lettre de F. de Wendel à L. Marin du 27/03/1926.
- (41) AN 317 AP 260, lettre de de Turckheim à Gouvy du 24/03/1926.
- (42) AN 317 AP 261, lettre d'Edouard de Warren à E. Meyer du 09/04/1930.
- (43) Actions libérées en compensation : Pierre André 500, Elbel 1 000, Haeder 500, Pinchard 1 000, Presse Régionale 2 040.
- (44) Quelques années plus tard, le 18/06/1969, La Bonne Presse dont est issue La Presse Régionale, prendra la raison sociale de Bayard Presse. Le groupe contrôlera alors plus de 20 titres, soit 6 millions d'exemplaires par mois (<u>La Croix</u>, <u>Le Pélerin</u>, <u>La Vie Catholique</u>).
- en 1949 de Jean Crouzier, II estcomposé notaire député de Meurthe-et-Moselle, Robert Elbel, gérant honoraire. de société. Camille Haeder. industriel nancéien, Pinchard, également industriel, François Valentin (journaliste Jules Dassonville PDG de La Presse Régionale. En à Paris), 1945. ilétait composé du professeur Perrin, Jules (Nancy 1919-Chambley Dassonville, Francois Valentin journaliste à <u>L'Eclair de l'Est</u>, député de Meurthe-et-Moselle 1936, sénateur en 1956, député de Toul en 1958), Camille Haeder, Auguste Lefèvre, Robert Elbel, Pierre Ardin et Emile Meyer.
- (46) En septembre 1946, le conseil d'administration avait déjà envisagé de ne faire paraître <u>L'Eclair de l'Est</u> que deux jours par semaine, le mercredi et le dimanche. Trois mois plus tard, les difficultés de trésorerie s'étant considérablement aggravées, M. Pinchard, administrateur, concèdera un prêt de 900 000 F à la société (C.A du 31/01/1947). Le journal mourant de son militantisme, on a même imaginé de le faire paraître sous un autre titre : <u>Le Petit Lorrain</u> ou <u>Est France</u>.
- (47) Les premières discussions entre <u>L'Est Républicain</u> et <u>L'Eclair de l'Est</u> ont lieu au début de l'année 48. <u>L'Eclair de</u>

- <u>l'Est</u> prend l'engagement de réserver un droit de préemption à <u>L'Est Républicain</u> pour l'achat de matériel en cas de liquidation (C.A de <u>L'Est Républicain</u> du 09/03/1948).
- (48) <u>L'Eclair de l'Est</u> du 25/10/1934, rend hommage à son directeur décédé.
- (49) Il se définit ainsi lui-même dans son premier éditorial.
- (50) Emile Meyer est né à Pont-à-Mousson le 21 octobre 1886. Il avait été tout d'abord typographe dans sa ville natale. Ancien combattant de la première guerre mondiale, il avait débuté dans le journalisme en 1920 comme rédacteur à <u>L'Eclair de l'Est</u> à Verdun. En 1925, il avait été nommé rédacteur en chef au <u>Télégramme des Vosges</u>. Il occupera les mêmes fonctions à <u>L'Eclair de l'Est</u> en 1928-1929. Il deviendra directeur de ce journal en 1934.
- (51) Citons les noms de Jean Garoux, Georges Dirand, René d'Avril (le poète de la rédaction), Jean Hérold Paquis (dont nous parlerons par ailleurs, il collaborera avec les Allemands), Pierre Train, Gabriel Bichet, Camille Vigneron, Armand Gonnet, Fernand Vié (sport), Junique, Marcel Laurent, Dubs (secrétaire de rédaction remercié en 1925), Davillerd (dépêche "nuit"). D'après les souvenirs de Madame Ponsin.
- (52) AN 317 AP 261 dossier de Louis Marin.
- (53) AN 317 AP 261. Il s'était opposé à la nomination d'un directeur adjoint pour les mêmes raisons.
- (54) Lettre de Paul Sordoillet à Warren le 03/06/1926 AN 317 AP 260.
- *Sordoillet* toujours directeur, (55)Pau1 qui est "l'autorité générale sur la marche officiellement de maison. Il représente au dehors le journal. IL a la charge de la politique générale et de la rédaction de l'éditorial". Lettre aux administrateurs de Warren et Dassonville du 15/03/1928 - AN 317 AP 261
- (56) Lettre de de Turckheim à Dassonville du 03/12/1929 AN 317 AP 261.
- (57) Lettre de Laederich à Dassonville du 24/04/1930 AN 317 AP 261
- (58) Lettre de Dassonville à Louis Marin du 23/04/1930 AN 317 AP 261.
- (59) Jean de Warren, frère d'Edouard, est administrateur de <u>L'Avenir de Blois</u>. Un projet de fusion avec deux autres journaux de l'Indre-et-Loire et du Loiret pour faire un seul grand quotidien régional, est en cours. Dassonville écrit le 16 novembre à Terrière : "La situation que je comptais vous faire ici devient problèmatique", à Sordoillet : "Vous ne serez (à <u>L'Eclair</u>) pas sans regret mais il faut bien réfléchir que les propositions qui vont lui être faites présentent pour lui et sa famille des avantages dont il semble que nous n'avons pas le droit de le priver" et enfin à Warren

- "L'important comme vous le disiez au téléphone ce matin est que nous aboutissions (...) j'ai mis beaucoup de forme et de fleurs dans la lettre à Terrière" - AN 317 AP 261.
- Il n'a pas été possible de savoir si ce projet a abouti. Quoiqu'il en soit, Terrière ne restera pas inactif. Un an plus tard, il prend la direction de <u>L'Ouest Eclair</u>, contrôlé par La Presse Régimale (Dassonville est administrateur). A la suite d'une longue crise en juin 1928, après l'échec électoral subi par les candidats de l'Union cathohlique, son directeur Eugène Delahaye avait été contraint de partir. Terrière avait commencé sa carrière de journaliste à <u>L'Express de la Sarthe</u> (1906). Il a poursuivi au <u>Moniteur de l'Oise</u> (1908) et entra à <u>L'Eclair de l'Est</u> en 1911 comme secrétaire de rédaction. Il était licencié en Droit.
- (60) "Il faut absolument arrêter pareils évènements", lettre de Dassonville à Paul Sordoillet du 16/11/1927 AN 317 AP 261.
- (61) AN 317 AP 261.
- (62) Paul Sordoillet à Louis Marin, lettre datée de juillet 1930 - AN 317 AP 261.
- (63) Paul Sordoillet plus réaliste, estimait cette opération à 1 million et préférait disposer de rédacteurs à Sarrebourg et Château-Salins, anciens arrondissements de la Meurthe, plûtot qu'à Sarreguemines.
- (64) En 1929, on avait déjà envisagé de lancer une édition messine. Une proposition de titre avait même été faite : "Metz", du nom de l'ancien journal d'Antoine qui avait été interdit avant même de paraître en 1883. On verra plus loin (chapitre concernant <u>Le Lorrain</u>) que les relations entre les deux journaux seront excellentes. <u>L'Eclair de l'Est</u> écrit le 25/10/1936, à propos de "notre ami" le Chanoine Ritz, que son nom est "là-bas un symbole d'esprit national".
- (65) Madame Saintignon, propriétaire de <u>L'Echo de Longwy</u> est en conflit avec son imprimeur qui lui conteste ses droits sur le journal. <u>L'Eclair de l'Est</u> pense intervenir mais la situation est "juridiquement" trop floue, et redresser sa diffusion et sa publicité reviendrait cher. Lettres de Meyer à Dassonville et vice-versa, des 23-24 mai 1930 AN 317 AP 261.
- (66) Il cherchera à faire reparaître <u>L'Eclair de l'Est</u> pendant la deuxième guerre mondiale, mais n'obtient pas l'autorisation.
- (67) Edition du n° 1 du 11/11/1905 (5 centimes).
- (68) Lettre de de Warren à Marin du 18/11/1927 AN 317 AP 261.
- (69) Lettre de de Wendel à Marin du 18/07/1930 AN 317 AP 261.
- (70) Lettre de de Turckheim à de Warren et réponse de celui-ci novembre 1925 AN 317 AP 261.

- (71) Lettre de de Warren à Meyer septembre 1929 AN 317 AP 261.
- (72) La plupart des candidats se paraient de l'étiquette "Poincaristes" excepté les socialistes et les communistes.
- (73) L'Eclair de l'Est du 30/03/1920.
- (74) <u>L'Eclair de l'Est</u> du 27/04/1925, (article de Louis Ducamp).
- (75) <u>L'Eclair de l'est</u> du 06/05/1920, (article de Louis Ducamp).
- (76) L'Eclair de l'Est du 13/03/1925.
- (77) <u>L'Eclair de l'Est</u> du 11/05/1924, (article de Rémi Anselin).
- (78) L'Eclair de l'Est du 16/05/1924.
- (79) " " " du 25/10/1924, (article de Jean Sarril)
- (80) " " " du 24/08/1928
- (81) " " " du 06/05/1928
- (82) " " " du 10/04/1936
- (83) " " " du 14/11/1919
- (84) " " " du 01/05/1924
- (85) " " " du 13/03/1932.
- (86) " " " du 12/03/1932.
- (87) " " " du 15/04/1932 (article de Louis Marin).
- (88) " " " du 30/04/1932.
- (89) " " " du 19/04/1936.
- (90) " " " du 22/03/1936.
- (91) Louis Marin à Dassonville lettre du 02/07/1930. AN 317 AP 261.
- (92) Louis Marin à Edouard de Warren lettre du 27/01/1928. AN 317 AP 261.
- (93) Lettre de Didelon à Warren du 27/01/1928. AN 317 AP 261.
- (94) L'atelier de <u>L'Eclair de l'Est</u> comptait une trentaine d'ouvriers dont 8 linotypistes de nuit, 5-6 le jour, 7-8 typographes la nuit, 3 à 5 le jour, 4 rotativistes. Les linotypes, les rotatives et le service des expéditions occupaient le rez-de-chaussée de l'immeuble place Carnot (actuellement banque La Hénin). Les services administratifs, la rédaction et le bureau du directeur se trouvaient au premier étage. D'après les souvenirs de Madame Ponsin.
- (95) Lettre de Dinago à Louis Marin du 24/12/1926. AN 317 AP 261.
- (96) Lire <u>L'Eclair de l'Est</u> du 05/11/1928 Le premier prix : une salle-à-manger d'une valeur de 7.500 francs. Les autres : motocyclette, des espèces, un poste TSF.

L 'EST REPUBLICAIN

Titre

: - L'Est Républicain

- de 1906 à 1909 : Est Républicain

Sous-titres successifs :

1889 - Paraissant tous les jours.

1897 - Quotidien.

1909 - Journal d'informations rapides. Le plus ancien quotidien de la région (ce qui est faux) <u>L'Impartial</u> a été fondé en 1838.

1911 - Grand journal quotidien.

1913 - Journal régional quotidien.

1920 - Le plus fort tirage des journaux de l'Est (sans compter les quotidiens alsaciens!).

1944 - Quotidien régional, le plus fort tirage des journaux de l'Est. Grand quotidien régional.

1945 - Grand quotidien régional, le plus fort tirage des journaux de l'Est.

1946 - Le plus fort tirage des journaux de l'Est. Fondé en 1889.

1954 - Le plus fort tirage de l'Est.

1962 - Titre en rouge : Le plus fort tirage des journaux de l'Est, de la frontière belge à la frontière suisse. Fondé en 1889.

1984 - Le sous-titre indique la région : Lorraine ou Franche-Comté et la mention : Le plus fort tirage des journaux de l'Est.

Adresse : - 51, rue Saint-Dizier à Nancy

- avenue Foch à Nancy

- aujourd'hui : Houdemont

<u>Date du premier</u>

numéro : 5 mai 1889

Zone de diffusion : - La Lorraine (six éditions : Briey, Nancy, Meurthe-et-Moselle, Vosges,

Meuse, Moselle).

- Franche-Comté, Côte d'Or.

- aujourd'hui : la zone de diffusion est

sensiblement différente.

Tirage : 1925 : 80 000 exemplaires

1930 : 130 000 exemplaires 1936 : 140 000 exemplaires 1939 : 150 000 exemplaires

Imprimerie : le journal dispose de ses propres

rotatives.

(au début : presses de l'Imprimerie

Coopérative de l'Est).

: le seul quotidien lorrain de l'entre-Caractéristiques exceptionnelles deux-guerres à vivre en 1990, avec

Le Républicain Lorrain

Suppléments : - La Frontière de l'Est

- L'Est Illustré (fondé en 1923).

- L'Est Républicain rachètera plusieurs journaux après 1945, dont Le Lorrain.

Lieux <u>de conservation</u> : - Bibliothèque municipale de Nancy.

- Archives départementales de la

Meurthe-et-Moselle.

de 1889 à nos jours :

- Au siège de L'Est Républicain à Houdemont (rue Théophraste Renaudot) soit à l'état original (livres reliés), soit (après 1969) sur micro-films.

#

HISTOIRE

C'est à l'époque où le journal devient un produit de consommation courante et dans une période préélectorale (les cantonales de juillet-août et les législatives de septembre-1889) que <u>L'Est Républicain</u> voit le jour. Cinq octobre républicains anti-boulangistes de Nancy : Ferdinand Baradez, ancien président du Tribunal de Commerce ; Ernest-Adolphe Bichat, doyen de la Faculté des Sciences ; Nicolas-Auguste négociant ; Léon Péchoin et Léon-Eugène Grillon, Fontaine. avocats près de la Cour d'Appel de Nancy, déposent les statuts de la société d'un nouveau journal, <u>L'Est Républicain</u>, qui, animé par son directeur-rédacteur en chef Léon Goulette, paraîtra dans son premier numéro, le 5 mai 1889 (1).

Cette date n'est pas due au hasard. Elle a été choisie parce qu'il s'agit du centenaire de la Grande Révolution (réunion des Etats Généraux à Versailles), en même temps qu'a lieu une importante mani-festation de prestige du régime républicain : le Président Carnot inaugure la grande Exposition universelle.

Le siège du journal est fixé au 51, rue Saint-Dizier à Nancy. Le premier tirage est de 1.200 exemplaires (pagination : deux feuilles, soit quatre pages).

<u>L'Est Républicain</u> n'est pas le seul journal nancéien. Il doit affronter la concurrence de quatre autres quotidiens, parmi lesquels <u>La Dépêche de l'Est</u> (fondée en 1884, antiboulangiste), <u>Le Journal de la Meurthe et des Vosges</u> (1799), <u>Le Progrès de l'Est et L'Impartial</u>.

Une anecdote témoigne de leurs relations. Maurice Barrès, éditorialiste à <u>l'Impartial</u>, avait eu maille à partir avec Léon Goulette. Certains différends entre journalistes se réglaient à cette époque autrement qu'avec la plume. Il fut donc donné de voir à la Chambre des députés Maurice Barrès, le bras en écharpe, car blessé à la suite d'un duel à l'épée l'ayant opposé au rédacteur en chef de <u>L'Est Républicain</u>. Les

journaux de l'époque disposaient en général dans leurs locaux d'une salle d'escrime dans laquelle s'entraînaient les journalistes.

<u>L'Est Républicain</u> se pose donc comme un journal d'opinion représentant la bourgeoisie républicaine. Dans son premier numéro, il se définissait comme voulant "la paix publique, l'ordre dans tout le pays et l'économie dans les finances", et se déclarait "libéral, progressiste, anti-révolutionnaire et antidictatorial".

Malgré des débuts modestes liés à la défaite électorale de ses fondateurs, en octobre 1889, il réussit à s'implanter. Le 3 juillet 1902, il rachètera même pour 1 100 F <u>La Frontière de l'Est</u>, qui devient le titre de l'édition dominicale, faite des principales informations parues dans le quotidien les jours précédents. Et cette "feuille", électorale au début, se transforme peu à peu en un véritable journal d'informations régionales grâce à l'action de Léon Goulette.

En 1908, l'assemblée générale supprime la présidence du conseil d'administration. Léon Goulette dirige alors tout seul le journal. Il en profite pour privilégier davantage l'information au détriment des débats politiques, campagnes électorales de toutes sortes ; une politique qui semble bénéfique puisque le journal développe son audience dans les Vostes et dans la Meuse. <u>L'Est Républicain</u> diffuse à 25.000 exemplaires en 1911.

Cette année-là, une crise interne et financière apparaît. suite d'une mésentente avec certains actionnaires, Léon Goulette démissionne. Le 30 mars 1911, la société anonyme est considérée sur de nouvelles bases. Son capital est porté de 000 F (il avait été augmenté une première fois) à 600.000 francs. Parmi les nouveaux actionnaires, on trouve MM. Raymond Albert Lebrun. Le nouveau conseil Poincaré, André Maginot, d'administration est composé de nombreux républicains dits "bourgeois", c'est-à-dire des artisans à l'époque, devenus industriels plus tard : Charles Fisson (les Cimenteries de Xeuilley) qui est nommé président, Vilgrain (les moulins), Tourtel (brasseries), Camille Cavalier (les Forges de Pont-à-Mousson), Grosdidier (industriel), Daum (les cristalleries). Le conseil veut donner un essor nouveau à L'Est Républicain et situer sur de nouvelles bases. Pour cela, il décide de nommer René Mercier à la direction du journal en remplacement de Léon Goulette. René Mercier, plus un technicien qu'un journaliste. était secrétaire général dе <u>La Dépêche de</u> Toulouse (2).

Bien des mystères subsistent sur les tractations qui ont précédé cette nomination, sur les intermédiaires qui l'ont

favorisée, sur les raisons qui ont décidé ce méridional à venir s'installer à Nancy où il ne connaissait personne. Dans interview donné en 1938, René Mercier lui-même, a levé partiellement- un coin du voile. Le premier intermédiaire est et collègue Xavier de Ricard qui le met en contact avec Becker, secrétaire général du "Cercle Républicain", lequel le présente à des amis nancéiens. Ceux-ci (on ne cherchaient à lancer un journal. En connaît pas leur nom) compagnie de Becker, il fait un premier voyage, discute, mais projets lui paraissent flous et il décide de rentrer à Toulouse. Quelques jours plus tard il recoit une lettre avec propositions beaucoup plus précises. Il ne s'agit plus de fonder un journal mais de reprendre L'Est Républicain. L'idée est plus séduisante, voire rassurante. Il consulte néanmoins Maurice Sarrault qui lui conseille d'accepter "il était convenu que... si je ne réussissais pas, je retournerais aussitôt à La Dépêche de Toulouse".

René Mercier entre en fonction le 1er avril 1911, et publie son premier éditorial le 8. Son nom figure sur la manchette de la Une, avec le titre de directeur à partir du 26 avril.

René Mercier est au début salarié, il assiste au conseil d'administration, y prend la parole sans avoir pourtant le titre d'administrateur délégué, que Goulette avait obtenu. Il lui faudra douze années d'efforts patients et méthodiques pour acquérir un paquet d'actions et siéger au conseil d'administration (1923).

En 1911 <u>L'Est Républicain</u> diffuse trois éditions soit 21 000 exemplaires. Il est locataire "d'une vieille main branlante" et le matériel d'imprimerie est à bout de souffle. L'une des premières taches de René Mercier est de préparer et de mener à bien l'installation d'un nouveau siège. Diverses solutions sont envisagées. Finalement un terrain est acheté à la Compagnie de l'Est, à l'angle du Faubourg Saint-Jean.

En mars 1913, la rédaction et l'imprimerie quittent les locaux incommodes et exigüs du point central pour le bâtiment moderne qui abritera le journal pendant plus de soixante ans. Parallèlement René Mercier a acquis un matériel moderne qui place son journal très au-dessus de ses concurrents locaux et a amélioré la présentation qu'il allège, rend plus élégante et plus vivante. Il introduit très discrètement la photo.

Dans ces nouvelles installations, avec un tel matériel, René Mercier peut passer à la vitesse supérieure et réaliser le projet qu'il murit depuis son arrivée à Nancy : passer de trois à six éditions, se lancer à la conquête des départements voisins.

A partir du 1er juin 1913, six éditions paraîssent : deux sur Nancy (17H et 6H du matin) (3), Briey (20H30), Vosges (21H) Meuse (21H30) et Meurthe-et-Moselle (22H). Le tirage grimpe et dépasse rapidement les 30 000 exemplaires, ce dont René Mercier tire argument pour élever les tarifs publicitaires. De jeunes journalistes sont embauchés et en quelques mois de rubriques apparaîssent; mode, bulletin industriel, nouvelles agricole, etc.. financier. page René Mercier faconne journal non seulement plus aéré, plus gai, qui contraste avec la grisaille antérieure, mais aussi plus riche et plus adapté aux besoins lecteurs, et moins tributaire des dépêches des extraits des journaux parisiens. Enfin la d'agence et des chronique sportive s'étoffe et <u>L'Est Républicain</u> n'hésite pas des courses cyclistes (Nancy-Luxembourg-Nancy; à patronner les Vosges).

A la veille de la première guerre mondiale, <u>L'Est</u> <u>Républicain</u> emploie déjà plus de cent personnes, dont quinze journalistes permanents.

René Mercier avait aussi tout de suite jugé nécessaire l'ouverture d'une agence à Paris. C'est indispensable pour recueillir à la source les informations politiques et prendre peu de distance par rapport à l'agence Havas. C'est pour indispensable aussi recueillir annonces et publicité. René Mercier a deviné l'essor de la publicité et il donne à parisienne une impulsion considérable. l'agence Républicain, accroissement de la publicité et progression du journal sont toujours allés de pair. Les bénéfices de la l'autofinancement nombreux publicité permettront dе investissements.

Jusqu'à sa mort en 1917, le président Charles Fisson un contrôle bienveillant mais réel. Son successeur, exerce Tourtel est plus lointain (5). Il n'entre pas dans le Albert affaires et laisse carte blanche à René Mercier, détail le succès de la gestion a conféré une grande autorité. L'homme fort du conseil d'administration est le sénateur Louis Michel qui, entre de multiples activités politiques financières et agricoles, est administrateur délégué de 1919 à ce qui touche les 1934. I1interviendra dans tout achats d'immeubles ou de terrains, les investissements, les pilier augmentations de capital. L'autre du conseil d'administration le minotier Louis Vilgrain, est plus discret(6).

La déclaration de guerre vide rédaction, bureaux et ateliers, d'une grande partie du personnel. La France est envahie, Nancy se trouve placée dans la zone des combats, les communications avec Paris sont menacées, la censure militaire exerce un implacable contrôle sur le contenu de l'information.

René Mercier reste à Nancy, et joue un grand rôle essentiel lors des jours difficiles de la bataille du "Grand Couronné". Les Allemands sont à quelques kilomètres de Nancy. En contact étroit avec le préfet, Léon Mir man, René Mercier et <u>L'Est Républicain</u> contribuent à maintenir le moral d'une population durement éprouvée. Chaque jour, envers et contre tout, il fait paraître le journal réduit à une simple feuille recto-verso.

René Mercier rappelle ces moments difficiles: "la plupart des collaborateurs étaient aux tranchées, les nouvelles ne parvenaient guère, ni le papier, ni l'encre, ni rien dont est fait le journal. Malgré cela, malgré la censure aussi... le journal paraissait quand même" (7). L'Est Républicain est d'autant plus indispensable, que les journaux parisiens arrivent avec de plus en plus de retard et, qu'il devient une des rares sources d'information.

René Mercier se fait -à 15 kilomètres du front-le défenseur convaincu et convaincant de l'Union sacrée. Après la l'a souvent présentée comme une action de on propagande, comme une manipulation, comme l'un des instruments plus efficaces du "bourrage de crâne". Mais comme l'écrit justement R. Roth, si "des journalistes embusqués, loin de la l'esprit de sacrifice sans se soucier de boue... exaltent allés au casse-pipe, à Marseille, Bordeaux ou Paris on pouvait se poser ces questions. Pas en Lorraine qui est une région envahie. Nancy est à 15 kilomètres du front et la ville presque quotidiennement bombardée (avions, obus tirés depuis un canon fixé à longue portée installé en forêt de Hampont). population parmi laquelle vivent de nombreux réfugiés des territoires occupés, met spontanément entre parenthèses les d'avant-guerre". Et đе rappeler que querelles Républicain abandonnera la campagne laïque, se plaçera avec conviction sur la ligne défendue par Poincaré et y restera fidèle jusqu'à la fin de la guerre (8).

Dans deux livres de la série "Journal d'un bourgeois de Nancy", (9) René Mercier exprime avec sensibilité et intensité le climat de la vie quotidienne de cette période troublée. Il faut rassurer la population, lui permettre de tenir, lui faire comprendre que les autorités et l'armée ne l'abandonnent pas,

même pendant les périodes les plus noires du début de l'année 1918 (on envisageait l'évacuation de Nancy; le 26 février <u>L'Est Républicain</u> est victime des bombardements. Une torpille allemande détruit partiellement l'imprimerie à 23H30 ! Les employés réussissent néanmoins à faire paraître une page à 6 heures du matin, le verso restant vierge (10).

<u>L'Est Républicain</u> est de plus en plus apprécié; Lu par les populations avides d'informations ainsi que par les soldats du Front et de l'arrière-front; René Mercier, depuis qu'il a partagé les tracas de la population, est devenu nancéien, ce n'est plus un étranger, il est connu et respecté... Les moments dramatiques de la guerre de 1914-1918 ont finalement servi de tremplin au journal pour son expansion.

A la fin de la guerre, les Nancéiens et Meurthe-et-Mosellans restent fidèles à "leur journal". Ils s'attacheront même à le lire plus que ses concurrents qui périclitent ou disparaîssent pour la plupart. Sur les cinq quotidiens d'avant 14-18, deux n'existent plus (Le Journal de la Meurthe et des Vosges, (11), L'Etoile de l'Est (12), L'Impartial est très affaibli, seul L'Eclair de l'Est (catholique) garde de fidèles lecteurs.

Rapidement et imperceptiblement <u>L'Est Républicain</u> a changé d'orientation, il a atténué son allure républicaine pour devenir un journal d'informations, acceptable pour toutes les catégories sociales et toutes les familles d'opinion. En 1921, il atteint les 60.000 exemplaires. Il est vendu dans les kiosques parisiens et partout où se trouvent des réfugiés lorrains, et même jusqu'à Nice.

Sur le plan financier, les exercices de la guerre sont positifs et dégagent des bénéfices substanciels ! Bref, la société aborde l'après-guerre avec des capitaux disponibles et un dynamisme intact.

Les années folles entraînent le développement des modes de produits de consommation et infuent sur la publicité, fer de lance économique des journaux.

<u>L'Est Républicain</u>, durant cette période de l'entre-deuxguerres, est donc sorti de l'artisanat pour atteindre un niveau industriel. Après l'ouverture d'un bureau à Metz et d'un autre à Thionville, dès 1920, le quotidien nancéien sort chaque jour six éditions : Meuse, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Briey, Vosges, Nancy (l'édition nancéienne du soir n'a pas été reprise à l'Armistice en 1918). Le tirage quotidien atteint 70.000 exemplaires en 1922, 79.000 en 1923. Une nouvelle édition est créée pour le Territoire de Belfort et la Haute-Saône.

En 1924, le capital déjà doublé en 1920, passe de 240 000 à 3 600 000 francs. Les anciens locaux du Mont de Piété, voisins de l'immeuble Foch, sont loués à la ville de Nancy. On y installe des ateliers de l'imprimerie et de photogravure.

En 1927, pour la première fois, la moyenne quotidienne dépasse les 100.000 exemplaires.

L'expansion se poursuit : deux ans plus tard, <u>L'Est Républicain</u> signe un accord pour l'achat de l'immeuble des Magasins Réunis, au coin de la rue Mazagran et de la place Thiers à Nancy. On met en circulation 10 000 actions de 500 francs, qui seront souscrites par 336 personnes. Cette même année 1929, on lance une huitième édition (Dijon, Côte d'Or). Elle paraîtra jusqu'à la guerre et ne sera pas reprise en 1944.

Depuis 1911, les résultats des exercices successifs ont tous été largement positif, mais les bénéfices sont croissants surtout entre 1922 et 1926 :

-	1922 (13)	459	144	F	(+	142	000	F	par	rapport	à	1921)
-	1923		609	289	F								
-	1924 (13)	859	753	F								
-	1925		989	000	F								
-	1926	1	276	470	F								

En 1927, les résultats, quoique toujours largement positifs (872.604 F de bénéfice), sont moins brillants. Les dividendes distribués sont réduits (5% au lieu de 9% en 1926) et rien n'est versé à la caisse de retraite créée en 1921 (14). Les raisons de cette chute des bénéfices (15) : la crise

financière que traverse la France et ses "fatales répercussions" : baisse de la publicité, hausse du prix du papier, etc...

Dès l'année suivante , les affaires reprennent (1 981 916 F de bénéfice - dividende 11%, soit 396 000 F).

- 1930 : 3 315 151 (dividende 11%)

- 1931 : 3 375 440 (" 11%)

- 1932 : 3 396 595 (" 11%)

- 1933 : 3 087 588

Le dividende est ramené à 9%. La crise persiste, mais surtout <u>L'Est Républicain</u> doit payer son nouveau matériel (une 2ème rotative à 4 sorties) et acheter le Mont de Piété.

- 1934 : 3 497 637 (dividende 11%)

- 1935 : 3 987 217 (" 11%)

- 1936 : 3 447 169 (" 10%) baisse de la publicité.

Les exercices des années 37 à 40 confirment cette baisse :

- 1937 : 3 262 138 F

- 1938 : 3 210 707 F

- 1939 : 3 297 680 F (dividendes à 9%)

- 1940 : 1 838 537 F (dividende à 5%, chiffres sur 8 mois).

Pendant l'entre-deux-guerres, les rapports financiers présentés au conseil d'administration, outre les périodes de crise relative, expliquent "la prospérité toujours croissante par les résultats de l'agence de publicité de Paris, qui égalent en 1928 ceux de Nancy et sa région (16).

René Mercier, qui fait de nombreux aller-retour sur Paris, où il est secondé par un excellent directeur des services, Antony Gérard, se flatte d'avoir fait passer le chiffre d'affaires annuel de l'agence parisienne de 32 000 F en 1912 à 3 000 000 en 1928 (soit 6000 000 F/or). Ce chiffre marque un léger fléchissement dans les années 30, car la crise frappe les budgets des annonceurs. Néanmoins les affaires parisiennes restent un élément majeur de la prospérité de <u>L'Est Républicain</u>. Le directeur de <u>L'Est Républicain</u> pourrait aussi s'enorgueillir du chiffre d'affaires de son entreprise qui est passé de 1 589 236 F en 1936 à 23 007 680 F en 1938 !

En 1935 est d'ailleurs mis en place un conseil permanent "composé d'hommes habitant régulièrement Nancy, qu'il sera aisé de joindre par téléphone en quelques heures ou minutes". Son rôle : régler sans délai, en l'absence du directeur général "les questions délicates qui lui seront soumises par la rédaction, l'administration" et les résoudre à la majorité (17).

Tous les membres du conseil d'administration font partie de droit de ce conseil permanent. Cette même année est marquée par l'arrivée d'Albert Nérot, élu président en remplacement d'Albert Tourtel, décédé.

Le journal doit assurer chaque jour huit éditions (18). La dernière, celle de Nancy sort à 5H du matin.

En 15 ans le tirage a triplé :

- 1918 (fin) : 45.000 exemplaires.

- 1921 : 59.000 " "

- 1923 : 79.000 "

- 1927 : 100.000 "

- 1932 : 142.000 " "

l'édition" du 16 février 1939. une "Toute revue spécialisée. éditée par Hachette. signale que L'Est Républicain tire 150.000 exemplaires. un probablement dépassé après 1935 (19). Outre ses rédactions de Nancy et Paris, le journal dispose de bureaux détachés à Barle-Duc, Verdun (Meuse), Metz, Thionville (Moselle), Epinal, Saint-Dié (Vosges) et Belfort.

Au fil des années, <u>L'Est Républicain</u> est donc devenu une Pour offrir davantage de services à ses grande entreprise. clients et lecteurs, la société éditrice ressent le besoin de créer des filiales. L'apparition du cliché photographique pose multiples problèmes techniques pour la transmission et la La photogravure de <u>L'Est</u> fondée en reproduction. travaille pour le journal mais aussi pour l'extérieur. La même année est fondé une autre filiale la PM, Publicité Moderne, pour recueillir directement les annonces commerciales sans subir les servitudes et le coût financier des agences. De la PM naît, 6 ans plus tard en 1930, une nouvelle filiale "Tourisme Pratique" qui organise des voyages, achète des billets de train, de bateau et d'avion, et à laquelle les congés payés à partir de 1936 donneront une grande extension.

<u>L'Est Républicain</u> comme tous ses confrères lorrains, voit avec inquiètude la guerre approcher. Dès 1938, le conseil d'administration décide l'achat de 350 masques à gaz à la société RSC, pour un total de 28 000 francs. Et l'année suivante, octroie une allocation aux familles de mobilisés (8 F par femme de mobilisé et 4F50 en plus, pour chaque enfant ou personnes âgées à charge).

La guerre éclate. Dès le 8 juillet 1940, les Allemands réquisitionnent les locaux de <u>L'Est Républicain</u> dans l'intention d'en faire le siège de leur propagande en Lorraine, mais ils tolèrent quelque temps, la circulation d'un "Bulletin d'informations locales" créé le 6 juillet sur l'initiative personnelle d'Emile Meyer, ancien directeur de <u>L'Eclair de l'Est</u>, et intitulé "Nancy-Presse" (20).

Prudemment Emile Meyer se donne pour seul but de répondre "... au désir unaniment exprimé par les Nancéiens d'être renseignés sur la vie municipale et départementale". Rien de plus. C'est pourquoi les deux feuilles de ce bihebdomadaire de dimensions réduites accordent une part primordiale aux nouvelles pratiques permettant à la population de reprendre une existence normale.

Seuls les éditoriaux signés "Nancy-Presse", autre marque de prudence -mais sans doute rédigés de la main d'Emile Meyer-laissent poindre l'orientation politique du bulletin. Exprimée avec beaucoup de réserve, elle ne pêche guère par son origi—nalité, puisqu'elle procède de la sympathie presque générale ressentie envers le Maréchal par la Nation au lendemain de la défaite: "... on ne manifestera jamais trop de reconnaissance au Maréchal Pétain pour l'abnégation avec laquelle il accepte d'abord de liquider une situation

douloureuse, ensuite de s'atteler à la rénovation totale de nos institutions" (21). La feuille de Meyer incite plutôt le Lorrain au calme et à la modération : "supportons donc avec patience les difficultés du moment. Chaque jour qui va passer améliorera la situation" écrit-il dans le numéro deux (10 juillet). Mais ces mots d'ordre apaisants et moralisateurs, ne semblent pas avoir recueilli le plein assentiment des à leurs yeux, une simple neutralité n'était et le 3 août <u>Nancy-Presse</u> circulait pour la Allemands, car plus de mise. Neuf numéros auront été, dernière fois. au total, mis en vente...

L'occupant n'attend pas la fin de <u>Nancy-Presse</u> pour fonder un quotidien entièrement à sa dévotion : <u>L'Echo de Nancy</u>. Celui-ci sera le seul journal d'information de langue française directement aux mains des Allemands. Dans la plupart des cas en effet, un directeur français servait de paravant, par exemple à Epinal, où le directeur de <u>L'Express de l'Est</u>. Louis Leroux est convoqué régulièrement à Paris pour y recevoir des directives les plus strictes.

<u>L'Echo de Nancy</u> s'installe dans les locaux de <u>L'Est Républicain</u>, tire sur ses presses. Il ne se présentera guère du point de vue technique, différent de son prédécesseur. Sa zone de diffusion englobe la Meurthe-et-Moselle, la Meuse, les Vosges et la Haute-Marne. Le tirage oscille entre 50.000 et 118.000 exemplaires (129.140 en juillet 1944). Une édition européenne -fait unique dans l'histoire de la presse de province pendant la guerre- avoisinera 130.000 exemplaires. En dehors de son rayonnement régional <u>L'Echo de Nancy</u> possède des centaines de milliers de lecteurs dans tous les pays d'Europe, voire même, jusqu'en Turquie!

La société de <u>L'Est Républicain</u> qui ne s'est pas dissoute, rappelle qu'il est "superflu de (vous) dire qu'(elle) ne participe en aucune façon à ces éditions auxquelles elle est restée complètement étrangère. (Le personnel embaûché) l'a été à titre individuel. Il travaille sous une direction avec laquelle la société de <u>L'Est Républicain</u> n'a rien de commun" (22).

* L'organisation de la rédaction

A sa naissance, le journal avait installé sa rédaction dans une pièce unique, abandonnée par <u>Le Courrier de la Meurthe-et-Moselle</u> qui avait cessé sa parution, et située au fond d'une cour baptisée depuis la guerre de Trente ans "Cour d'enfer". Rien ne fut vraiment amélioré jusqu'en 1896. La rédaction quitta le "pigeonnier" pour occuper, au ler étage, une pièce plus spacieuse, et une salle de dépêches fut ouverte sur la rue, dans une ancienne miroiterie.

Le bail de cette maison arrivait à expiration le 1er avril 1913. Le 31 mars était inauguré le nouvel immeuble du Faubourg Saint-Jean, que le journal avait acheté deux ans plus tôt et rénové.

Troisième étape : mars 1929, avec l'acquisition d'un autre immeuble rue Mazagran. Les locaux s'étaient avérés une nouvelle fois trop petits. Il est vrai qu'en 1927, le tirage de <u>L'Est Républicain</u> avait dépassé le cap des 100.000 exemplaires. Les travaux d'aménagement durêrent plus d'un an. A la fin de 1930, l'atelier de composition était installé au rez-de-chaussée, la rédaction occupait le 1er étage. Elle y restera jusqu'en... 1985 !

rédacteur en chefdu quotidien sera son premier directeur, Léon Goulette (23) (1856-1928) : "cet homme de taille moyenne, d'esprit vif, volontiers polémiste devient vite une figure populaire à Nancy", écrit Mangeot. Il semble originaire de Nancy ; prote d'imprimerie, ensuite journaliste à <u>La France</u>, puis en 1885 correspondant à Paris du Lyon Républicain, il s'est fait connaître à Nancy par une conférence très applaudie au Cercle du Travail et par des Courrier de la Meurthe-et-Moselle. Sa écrits dans Le personnalité originale marquera de son empreinte la vie du journal dès le début et de plus en plus, jusqu'à sa promotion en 1909 au poste de directeur, suivie en 1911 par démission.

Parmi les collaborateurs du début : Louis Fouquet, "excellent chroniqueur". Il quittera <u>L'Est Républicain</u> pour devenir rédacteur en chef de <u>L'Etoile</u>, fondée en 1901. Jean Mory qui, de 1895 à 1940, assurera le secrétariat de rédaction. M. Gérardin, correspondant parlementaire qui devait par la suite tenir le premier bureau ouvert dans la capitale par <u>L'Est Républicain</u>. Léon Pireyre décharge le secrétaire de rédaction d'un certain nombre de tâches.

René Mercier (24) entre en fonction le 1er avril 1911;

S'il est d'abord un patron de presse qui voit les choses en professionnel, qui se tient au courant des nouvelles techniques et qui prend en compte les contraintes matérielles et commerciales, il ne délaisse pas pour autant la rédaction - il est aussi rédacteur en chef- et rédigera lui-même de nombreux éditoriaux.

Les articles de René Mercier sont un peu moralisateurs, rapidement écrits, passablement décousus et encombrés de digressions. Ils restent néanmoins agréables à lire. l'impression d'une conversation familière à donnent souvent reprise de semaine en semaine. De multiples batons rompus, émaillent le propos, des comparaisons cherchent à éclairer les idées simples qu'il répète inlassablement. Ses analyses ne sont pas vraiment originales, son raisonnement peu ; Un peu banal. La consolidation et la défense de la République parlementaire restent son principal souci imparfait certes, mais le meilleur. Après la crise de Régime 1926 qui avait abouti, selon certains, à une remise en cause du régime républicain, il déclare : "nous avons conservé cet ordre des choses qui s'appelle la République et qui est assurément l'institution la meilleure de toutes qu'emploient les peuples civilisés pour accomplir leur destin" "nous pouvons nous mouvoir en liberté... nous car pensons comme il nous convient... nous ne sommes pas forcés d'adopter telle ou telle religion... par le travail, l'intelligence chacun peut essayer de s'élever à un rang supérieur... l'on connaît plus les famines... qui dit-on révolutionnaires alliés à l'URSS" ravagent encore les pays écrit-il le 7 juillet 1927.

Malgré son goût marqué pour la stabilité et l'ordre, il salue en termes très chaleureux l'avènement de la République (27). Il se montre par principe hostile à l'égard espagnole des rois et de la royauté. Alors que Constantin Ier de Grèce, Guillaume II d'Allemagne et Charles Ier de Hongrie envisagent sur leur trône, il écrit : "mais qu'ils laissent de remonter la paix au peuple" (28). La royauté est mauvaise car elle n'est pas fondée sur les principes d'égalité et de liberté. C'est un pouvoir usurpé alors qu'en démocratie, terme synonyme de république : "le gouvernement n'a comme raison d'exister que de se plier à l'ordre de la majorité" (29).

majorité constitutionnelle malgré les nombreux éditoriaux consacrés à la Grande-Bretagne, n'est jamais évoquée. Elle doit lui apparaître comme un cas aberrant, de défendre le incompréhensible. $\mathbf{I}\mathbf{1}$ ne cesse aux attaques dont il fait l'objet au nom de républicain face la modernité, aussi bien de la part de la droite que de l'extrême gauche.

Comme, dans le domaine religieux -il est détaché de toute croyance- René Mercier est un homme tolérant. Il ne cesse de prêcher le respect humain des opinions opposées "chacun de nous a son opinion. Il lui est permis de l'exposer comme il est permis à son voisin d'exposer la sienne. Personne n'a le droit de substituer un gourdin à une raison bonne ou mauvaise" (30). Mais cette tolérance a des limites. Elle ne peut s'appliquer à ceux qui remettent en cause le système comme l'Action Française ou les communistes.

En tant que journaliste il attache une grande place à la liberté de la presse. En 1921, il s'attaque au <u>Petit Parisien</u> qui veut lancer des éditions provinciales (31). En 1928, il s'interroge -sans trop d'inquiétude- sur les tentatives du parfumeur Coty pour créer un empire de presse (32).

Si René Mercier rappelle les grands principes du libéralisme lorsque <u>L'Est Républicain</u> est menacé, son attitude se modifie lorsque les lois malthusiennes imposées par une corporation en difficulté, entravent l'expansion de son journal. Il insiste que le journal est désormais aussi une entreprise industrielle qui doit s'adapter aux lois du marché (33).

Pour René Mercier, l'imbrication de l'économie et du politique n'a rien à voir avec le corporatisme (il mentionne ce mot pendant la crise de 1926 dans un éditorial publié le 7 février 1926 : "Et alors ?") dont il est très éloigné. Il simplement, qu'il revient aux responsables des affaires de gérer les affaires politiques car la réussite économiques. pure est une garantie de réussite publique. L'éloge funèbre qu'il fera de René Groisdidier, sénateur de la Meuse, actionnaire de <u>L'Est Républicain</u> et directeur des Trèfileries Commercy, est à cet égard significatif. C'est après avoir réussi dans les affaires qu'il est entré dans la politique. Il entre, non pas mû par l'intérêt particulier mais sous la pression de ses amis et parce qu'il "n'était heureux que de (34). Cette idée du mandat politique conçu rendre service" la collectivité est encore plus un service pour cas de Louis Michel, maire de nettement exprimée dans le Républicain, toujours Tomblaine. actionnaire de L'Est par René Mercier. C'est après "l'émouvante fermement soutenu décrite dans démarche" combattants, des anciens 10 janvier 1920, qu'il a été amené à poser sa Républicain du est le candidat républicain des anciens candidature. Il combattants, mais aussi des agriculteurs, des producteurs et

par conséquent des consommateurs.

Cette conception de la vie politique qui, pour René Mercier paraît aller de soi, est celle des milieux proches de la Chambre de Commerce que le directeur de <u>L'Est Républicain</u> fréquente.

L'attitude de René Mercier à l'égard des partis est extrêment nuancée. Il affirme n'avoir jamais appartenu à aucun Il a toujours voulu juger par lui-même et non par les Il est un bourgeois profondément individualiste qui refuse tout embrigadement. Ce qui ne l'empêche pas dans les années 19-20, d'être très proche des cercles républicains de Nancy. Et il n'hésite pas à jeter les fondements en 1919 de la IVème République (35) qu'il intitule "un parti républicain de réorganisation nationale". Ce terme de "parti républicain" qui fréquemment sous sa plume, regroupe cette année-là, Gauches. la Fédération des l'Alliance Républicaine, les Radicaux socialistes (36). En fait un parti Radicaux et selon Mercier, soit un courant politique dont les peut être, membres partagent la même idéologie sans être associés dans le d'une organisation rigide, soit une contraignant avec des militants. Il est hostile à structurée, dernière forme de parti, où de simples citoyens s'arrogent le droit de limiter le pouvoir des députés.

Dans le même esprit il reproche "à beaucoup" (communistes, socialistes et une fraction des radicaux-socialistes) de faire passer les intérêts de leur parti avant le salut de la France (37).

René Mercier deux grands principes définissent le Parti Républicain : il se sépare de la droite par son attachement aux lois laïques, de la gauche marxisante par son la lutte des classes. En 1919, il le situe entre le refus de conservateur uni à l'Action Libérale, et Ce parti est divisé en plusieurs socialiste (38).organisations dont il ne cesse de réclamer l'association dans formule de "concentration républicaine" contre dictature d'extrême gauche ou d'extrême cauchemards de La concentration républicaine exclut à droite, droite". tous ceux qui refusent le régime républicain : naturellement, royalistes, les bonapartistes, les militants de l'Action Française (Daudet pris à parti est traité de "spécialiste de la violence et de l'invective" (39), mais elle exclut aussi ceux qui entendent revenir sur les lois laïques, tous tous n'admettent la République qu'avec reticence, les qui de la "moindre république" (40). En particulier est visée l'URD, le groupe le plus puissant et le mieux organisé

de la droite républicaine qu'il attaque à plusieurs reprises : "à propos d'une fausse manoeuvre le 12 juin 1928" ; Louis Marin son chef, député de Meurthe-et-Moselle est un adversaire de René Mercier.

A l'extrême gauche, le parti communiste est exclu du jeu politique normal. Aucune discussion sérieuse n'est possible avec lui, ses fondateurs sont des illuminés (41) qui n'ont pas en vue l'amélioration du sort des ouvriers (42). Mais ce sentiment d'hostilité viscérale se double d'un certain refus de les prendre au sérieux. Il parle d'enfants turbulents ou d'enfants terribles qui doivent s'égayer de leurs dernières espiègleries. Ils ne sont pas assez nombreux pour être véritablement dangereux (43).

parti socialiste n'est pas encore considéré comme un René Mercier constate sa progressive modération et son parti. éloignement des thèses révolutionnaires, mais son attitude au tantôt Parlement (il s'allie tantôt aux radicaux, communistes) entraîne l'instabilité gouvernementale (44). En distingue les révolutionnaires des Mercier René "meilleurs" qui tels Millerand, Briand peuvent rejoindre le gouvernement, c'est-à-dire les républicains.

Les radicaux-socialistes constituent certainement le groupe envers lequel René Mercier éprouve le plus d'amertume. Cette composante essentielle du Parti Républicain, préfère s'allier aux socialistes plutôt qu'avec le reste du PR. En fait pour lui, ce parti n'existe plus (45).

René Mercier est un homme du centre et rêve d' "un parti moyen et sans éclat inutile, sans cris, sans passion excessive... un parti du bon sens et du progrès" écrit-il le 9 juin 1929.

ce qui concerne le système capitaliste, il ne le remet en cause. René Mercier appartient encore à une jamais sa majorité le trouve naturel... qui dans contrairement au système socialiste toujours présenté de façon caricaturale "(II) nous guérirait paraît-il en nous amputant d'une partie de ce que nous avons gagné par notre travail" Le socialisme est associé à du vol, l'expérience que russe ne l'intéresse pas. Il mènera en 1919 une (45).économique véritable campagne de presse contre l'étatisme. L'Etat "ce funeste" ne doit pas intervenir à cause commerçant résultats médiocres qu'il obtient "comme la griffe de Satan, l'Etat flétrit et tue les fleurs qui main fruits et en moissons". Il est inéFficace transforment en parce qu'il n'est pas intéressé et irresponsable (46). René Mercier dénoncera avec vigueur l'incurie et le gaspillage du Service des Régions Libérées. Dans l'éditorial du 11 septembre 1919 "les bras croisés, les bras cassés" il écrit que les fonctionnaires du service ne font rien et ruinent tout simplement les contribuables.

Enfin, la liberté civile est inséparable de la liberté de penser. René Mercier est un laïc, tolérant certes, mais un laïc convaincu, qui pense que les croyances religieuses appartiennent à un passé révolu. Il croit au progrès de l'humanité, à l'émancipation par la science, à la nécessité de préserver les conquêtes républicaines. Il s'exprime sans agressivité certes, mais avec suffisamment de conviction pour que son journal soit encore parfois dénoncé comme un journal neutre, c'est-à-dire un mauvais journal.

jusque dans la moëlle, l'individu doit être le de son destin. C'est par le travail qu'il s'exprime et maître déplore tout ce qui peut entraver ses efforts. préférences vont aux chefs d'entreprises, aux producteurs de créateurs. Revendications et grèves richesse. aux plus vives réserves. A l'égard des syndicats les inspirent ouvriers sa plume est souvent critique. Elle deviendra plus les années 30, au moment du Front compréhensive dans populaire. Mais il s'agit là d'une attitude de prudence plutôt que d'une convictin profonde : il ne faut pas heurter de front de nombreux lecteurs! (47)

René Mercier écrit jusqu'en 1922 deux éditoriaux par semaine en moyenne (le dimanche et le jeudi). Après, un seul par semaine, la plupart du temps le dimanche, jour où le journal est le plus vendu. Cet éditorial occupe les colonnes de gauche du la première page. Il couvre généralement une colonne un quart ou une colonne et demie, rarement deux ou trois colonnes. La typographie est différente, le caractère plus gras, plus espacé, ce qui permet de le repérer et en facilite la lecture.

Certains d'entre eux, pendant les périodes de vacances sont signés du pseudonyme Jean Durban... Durban Corbières étant le village où il est né. Ils sont d'un caractère plus littéraire.

Les autres jours paraissent les éditoriaux de Ludovic Nadeau, journaliste du <u>Temps</u> (il donne des billets de politique étrangère); de Jean de Crecy (chroniques luxembourgeoises); d'Emile Hinzelin (chroniques lorraines); Pierre Fauvet (articles reflétant les opinions de la Chambre de Commerce).

Quand René Mercier arrive en 1911, il stimule la

rédaction, veut la rendre plus efficace en la réorganisant et jeunes journalistes; les principales embauchant de Emile Hinzelin, que nous avons cité plus signatures sont : <u>L'Etoile de l'Est</u>, mort en 1937); débauché de L'Eclaireur de ancien rédacteur en chef Emile Badel. de <u>Lunéville</u> ; Achille Liégeois, ancien journaliste à Saint-Dié, puis à L'Intransigeant à Paris, (il créa la rubrique sportive et est souvent considéré comme le véritable novateur de <u>L'Est</u> Républicain sur le plan rédactionnel) (48); Jacques Cordier, Pol Simon (Simpol), Fernand Rousselot, président de l'Union de la presse nancéienne.

Après 14-18, l'extension géographique est considérable. L'Est Républicain rayonne rapidement sur les quatre départements lorrains puis s'étend à la grande région de l'Est. En janvier 1919, Mercier ouvre les bureaux de Metz et de Thionville et lance l'édition de la Moselle. Ce département est un terrain difficile car la presse messine y est très bien implantée.

fondée par Isaīe Desmonts, de Metz est L'agence journaliste, dejà directeur d'une agence de <u>L'Est Républicain</u> avant la guerre : celle de Briey (1908-1914). Il restera à Metz jusqu'en 1936. En revanche, en Meuse où la pénétration avait commencé avant la guerre, le succès est plus rapide. Deux bureaux sont ouverts à Verdun et Bar-le-Duc. Jean Blanchard à Verdun et Raymond Crimel à Bar-le-Duc ont été les chevilles ouvrières de cette édition qui porte un coup fatal à presse meusienne, sortie affaiblie de la guerre. Raymond qui a travaillé 15 ans à Bar-le-Duc (de 1922 à 1927) raconte "je fus le journaliste complet faisant tout depuis "le jusqu'au conseil général et la chronique écrasé" électorale". le localier type !

Les Vosges restent une terre difficile. L'Express de l'Est oppose une résistance efficace à la pénétration du quotidien nancéien. Il y a aussi <u>Le Télégramme de l'Est</u>, autre journal d'Epinal qui sera racheté par le grand concurrent de <u>L'Est Républicain</u>: <u>L'Eclair de l'Est</u>. C'est à Epinal que Jacques Fauvet, futur directeur du <u>Monde</u>, débute sa carrière comme localier, peu avant la seconde guerre mondiale. Il a succédé à Jacques Douël, un des deux journalistes à l'origine de la fameuse édition spéciale du 16 octobre 1946 (lire plus loin).

<u>L'Est Républicain</u> contourne ce département difficile et prend pied en Haute-Saône (1926), dans le Territoire de Belfort (1928) et en Côte d'Or. Le bureau de Dijon est ouvert le 1er octobre 1930 sous la responsabilité de Charles Mangolf, ancien rédacteur meusien de <u>L'Eclair de l'Est</u>.

Parmi les autres journalistes, à citer : René Ferry. Celui-ci après un passage au <u>Messin</u> travaillera pour <u>L'Est Républicain</u> (1926). Il sera ensuite rédacteur de <u>La République de l'Est libéré</u> (1944) et chef d'agence de <u>L'Est Républicain</u> à Metz (1945-1953). N'oublions pas Albet Mangeot, arrivé à <u>L'Est Républicain</u> avant René Mercier. Après avoir accompli toutes les tâches, il deviendra un chroniqueur judiciaire apprécié des lecteurs. Il a laissé d'alertes récits sur les affaires criminelles et terminera sa carrière comme gérant.

une rédaction très qualifiée, parfois On le voit, brillante. les journalistes cités ne signent Tous L'Est Républicain comme forcément leurs articles. confrères, est encore pour quelques temps un journal anonyme. Le lecteur ignore la plus grande partie de ceux qui le confectinnent. le rédigent ou le fabriquent. François Roth qu'il lui a fallu le hasard d'une notice (49)nécrologique pour apprendre que Charles Grégoire de Bollemont, Chimique, a été longtemps collaborateur l'Institut de chroniqueur scientifique du quotidien nancéien.

En revanche, le lecteur peut trouver dans <u>L'Est Républicain</u> la signature de nombreuses célébrités parisiennes. René Mercier s'est en effet attaché la collaboration régulière de publicistes, d'hommes de lettres, de prix Goncourt, d'académiciens ou futurs académiciens. Au cours des années 30, on relève les noms de André Demaison, de Pierre Mac Orlan, de Joseph Peyré, de Paul Morand, d'Abel Bonnard, d'Emile Henriot, de Georges Duhamel, d'He_nri de Montherlant etc...

renseignements sur lui-même. journal est avare de ses colonnes des informations le Difficile de trouver dans concernant. Nous savons néanmoins que si l'ambiance était celle de tout journal, la direction pouvait être très sévère. témoigne l'affaire concernant le journaliste Paul Albert, secrétaire de rédaction qui avait "(publié) en gros caractère (d') une nouvelle sensationnelle dont la journal présentation incomplète était de nature à lui donner une signification contraire à la réalité." (50). Suspendu d'une faute journaliste accusé immédiatement. le causant un préjudice professionnelle des plus graves. important, demandera la réunion de la commission arbitrale... Il sera renvoyé! (51)

* Le contenu

Placé à la frontière franco-allemande, <u>L'Est Républicain</u> a toujours soutenu une orientation nationale. Une chronique tenue par Ardouin Dumazet. Achille militaire régulière est Liègeois suit avec sympathie les manoeuvres du XXème corps. On fierté de "nos saint-cyriens" avec "de polytechniciens" escadrilles aériennes". nos rappelle souvent le souvenir de 1870 et observe Républicain avec vigilance la frontière mutilée.

femmes ne sont pas oubliées. Tante Rosalie donnera à ses lecteurs des recettes de cuisine tandis que les "échos de la mode" de la comtesse Berty apportent une touche parisienne (52). Une grande nouveauté : l'accroissement de raffinée l'information locale : le réseau des correspondants s'étoffe, bureaux détachés sont ouverts un peu partout. Sensible au mouvement régionaliste, <u>L'Est Républicain</u> lance un concours de roman lorrain et organise pour ses lecteurs un voyage de découverte du pays lorrain... Il s'agit en fait des Vosges. Une autre nouveauté est l'importance de la rubrique consacrée l'étranger avec une information plus originale, observés Nos voisins Luxembourgeois sont sympathie. (Lire les "lettres du Luxembourg" de Jean de Crecy). L'information est puisée aux meilleures sources et montre une attention aux problèmes du Grand Duché.

Des lettres d'Allemagne ou de Grande-Bretagne ouvrent l'horizon des lecteurs lorrains aux grands pays limitrophes.

Cette double ouverture sur la région et l'étranger, montre que <u>L'Est Républicain</u> sait évoluer, ne pas se cantoner dans un champ étroit de vision, qu'il bouge et s'ouvre sur tout ce qui peut intéresser ses lecteurs.

En quittant <u>L'Est Républicain</u>, Léon Goulette avait rédigé sorte de testament -sa dernière polémique avec les progressistes et Louis Marinet il avait conclu par cette phrase "une concentration républicaine raisonnable s'impose aux fins de réformer un parti gouvernemental nombreux aussi la révolution que de la réaction". Le conseil éloigné de d'administration invita René Mercier à poursuivre dans ce sens doit revendiquer sa part d'action républicaine". journal directeur dessine, dès les premières semaines, la nouveau dont il s'écartera guère pendant trente ans. ligne ne lesquelles tonitruantes dans les polémiques Goulette se complaisait, ne sont plus de mise. Le ton nouveau être simple. de bonne compagnie; Il faut de l'indulgence, de la tolérance.

Au cours des années 20, <u>L'Est Républicain</u> acquiert peu à peu une allure qui restera assez semblable jusqu'à la fin des années 50! En première page la photographie s'impose avec des clichés d'une qualité vite satisfaisante. Disposition et tirage sont particulièrement bien soignés et rendent cette page attractive et agréable à lire. A cet égard, il faut citer un nom : celui de Jean Mory, secrétaire de rédaction. Cet auvergnat travaille dans le journal depuis 1895 (53)!

Les pages intérieures sont moins agréables à parcourir. Les photos sont rares jusqu'à la seconde guerre mondiale. Quelques cartes, dessins au trait, portraits, n'allègent guère une typographie serrée et massive. Les articles sont longs, les discours des hommes politiques et des présidents des associations, reproduits In Extenso, alors que de nos jours on recherche la petite phrase significative. Bref, aucune originalité par rapport à ses confrères lorrains qui agissent souvent de même.

répartition des rubriques est classique : en première page on trouve essentiellement des informations nationales ou internationales. Il faut une catastrophe naturelle ou pas (déraillement ou tamponnement de train, un avion s'écrase, un faits divers important ou la visite d'une bateau coule), un personnalité pour que la région fasse la "Une". La éminente gauche est toujours réservée à l'éditorial colonne de se trouve à gauche sous le principal (au.jourd'hui encore il titre de la Une). A la différence des journaux parisiens, il est l'apanage du directeur et il est signé. Il alterne avec des chroniques composées en italique et auxquelles ont accès journalistes et des personnalités privilégiés quelques nationales.

informations générales se poursuivent en page 2 et en Les page 3 (les Dernières Nouvelles). Les informations locales ou régionales peuvent commencer en page 2 ou 3 en fonction de souvent elles se trouvent en pages 4 et 5. l'actualité, plus chronique nancéienne est la plus développée : tous les la vie de la ville, toutes les associations, tous aspects de évènements, même les plus mineurs, sont traités, sans négliger les faits divers, les accidents, crimes ou phénomènes naturels. Le ton est, là aussi, différent de celui de l'avantguerre : beaucoup plus mesuré et de bon aloi. Ce qui ne convient pas au journal est ignoré purement et simplement.

Le lecteur de l'édition de Nancy reçoit une information nationale et locale. Le reste de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, est absent. Une ou deux fois par semaine, l'actualité des départements voisins est résumée sur une ou deux colonnes. L'information est cloisonnée. Pendant cette période de l'entre-deux-guerres, le Nancéien est rarement informé de ce qui se passe à Metz ou à Longwy, sauf sur un faits divers croustillant, un accident ou une visite ministérielle.

Après l'information locale viennent les pages spéciales. Le lundi, la vie sportive ; la jeudi, la vie agricole ; le vendredi, la femme, l'enfant et le foyer. En 1932, apparaît - signe des temps- une rubrique hebdomadaire "TSF Tribune" avec une chronique "disques" et un courrier technique à l'intention des lecteurs. L'abondance du courrier est une des preuves du succès.

Longtemps l'information économique et financière a été fournie par la banque Renauld, et orientée sur les valeurs régionales : Nancy était une ville riche où les capitaux sont abondants et les placements productifs. La faillite de celleci en 1933, se traduit par une révision des chroniques financières et boursières qui seront désormais davantage tournées vers Paris. D'ailleurs le climat général est défavorable à la bourse et aux investissements industriels. Ce n'est plus une rubrique porteuse.

Sur un plan économique, Louis Lafitte, le jeune et remarquable secrétaire de la Chambre de Commerce, devient un collaborateur régulier.

L'augmentation du nombre de pages, qui passe de 8 à 10, 12 exceptionnellement, n'accroit guère le volume de l'information sauf celle consacrée au sport. Elle profite essentiellement aux annonces et aux publicités dont les "placards" s'étendent sur 2 à 3 pages et qui semblent l'un des points forts du journal. La fidélité des annonceurs montre que <u>L'Est Républicain</u> est un excellent support. Cette publicité est à la fois régionale et nationale. Trois secteurs augmentent : l'automobile, les produits d'hygiène et santé (la Quintonine, Palmolive, le Sirop des Vosges, Aspro, etc...) et les produits alimentaires (Lustucru, Banania et Dubonnet).

Le faits divers sportif, crapuleux ou patriotique est une des données de l'actualité. Il arrive qu'il la domine. François Roth, dans "L'Est Républicain 1889-1989, Le le Quotidien dévoilé", donne un exemple caractéristique trouvé dans le numéro daté du 21 mars 1932 : la veille il ne s'était rien passé. En première page quatre photos illustrent quatre évènements : Cambridge a battu Oxford, le Critérium auto Paris-Nancy, l'arrestation de l'assassin de Gandren, le ruban rouge du curé de Gerbeviller.

Deux journalistes de <u>L'Est Républicain</u> ont réussi en 1946 "coup" qui compte dans l'histoire du journalisme. Le 16 octobre, une édition spéciale relevait le suicide du Maréchal Goering dans sa cellule de Nuremberg. A l'origine de ce scoop, a l'envoyé spécial du journal, Sacha Simon. journaliste de 38 ans, d'origine russe appartenait à la rédaction nancéienne depuis 1932. Il avait été successivmemnt été en poste dans les agences de Vesoul, Briey et Epinal, puis était devenu grand reporter. Présent au procès des criminels de guerre nazis, il attendait dans la nuit du 15 au 16 octobre 1946 la pendaison des condamnés à mort, qui devait avoir lieu minuit. Quelques instants avant la sentence, Sacha Simon avait aperçu Goering dans sa cellule "couché sur le dos, dormant ou feignant de dormir". Un instant après le Maréchal avalait une boule de cyanure. Sacha Simon alerta immédiatement Jacques Douël, secrétaire général, qui prépara la fameuse édition spéciale.

Jacques Douël avait commencé sa collaboration à <u>L'Est</u>
<u>Républicain</u> en 1935. Il avait dirigé le bureau de Vesoul puis
avait été appelé à Nancy comme adjoint au secrétaire général
de la rédaction.

Après ce scoop mémorable, Sacha Simon a continué sa carrière, toujours comme grand reporter à <u>L'Est Républicain</u>. Plusieurs années après il fut l'envoyé spécial permanent à Moscou du <u>Figaro</u>, qui l'avait engagé. Il a publié plusieurs livres sur son enfance, l'URSS et la Palestine. Il est mort en 1988.

Jacques Douël fut directeur de <u>L'Est Républicain</u> aux côtés de Leachade de 1954 à 1956 puis il dirigea les services parisiens et les régies publicitaires du journal (Régies Est-France Est).

* Conditions de fabrication

5 mai 1889. Le premier numéro de <u>L'Est Républicain</u> se répand à Nancy : 500 exemplaires sont mis en vente dans la matinée, 700 diffusés vers 17 heures. Les numéros sont imprimés au fond d'une cour, rue Saint-Dizier, dans les ateliers de l'Imprimerie Coopérative de l'Est.

En 1906, <u>L'Est Républicain</u> installe quatre linotypes "Colin et Pagel" (mais on compose encore à la main), et une rotative Winckler capable d'imprimer dix mille numéros à l'heure va remplacer les "machines à réaction" (54). La pagination augmente (six pages sont publiées deux ou trois fois par semaine à cette époque); On utilise de plus en plus la photogravure (55).

Cinq ans plus tard, le conseil d'administration décide le développement de l'entreprise. Pour cela, il achète de nouveaux et plus grands locaux que ceux de la rue Saint-Dizier. Après beaucoup d'hésitations, est retenue une ancienne station centrale électrique de la Compagnie de l'Est, au début du faubourg Saint-Jean (baptisé en 1920 avenue Foch). L'achat se fait en 1912.

La transaction a été facilitée par un échange intervenu entre un administrateur de la "société du nouveau journal républicain" et la compagnie. Les plans sont confiés à l'architecte Bourgeois et les travaux rapidement menés par l'entreprise France-Lanord et Bichaton.

Les devis initiaux largement dépassés (500 000 F) sont couverts : par un emprunt hypothécaire auprès du Crédit Foncier (200 000 F), une émission d'obligations (100 000 F) et l'autofinancement (200 000 F).

31 mars 1913, le nouvel immeuble restauré, Le Ce bâtiment abritera le journal pendant plus de 60 inauguré. ans ! Parallèlement René Mercier a acquis du matériel neuf : linotypes et surtout une rotative tubulaire deux nouvelle Celle-ci dont la vitesse commerciale est de (56). Duplex 20.000 exemplaires par heure, permet d'accroître le nombre de pages et des éditions, sans changer le prix : toujours ! Les investissements sont autofinancés (92.000 F). centimes Ils placent à tous les points de vue <u>L'Est Républicain</u> très au-dessus de ses concurents locaux. Ceux-ci s'essoufflent et désormais incapables de rivaliser pour la typographie, l'impression et le contenu, avec <u>L'Est Républicain</u>.

Ce matériel nouveau lui donne en 1913 une allure plus

aéré, plus gaie, qui contraste avec la grisaille antérieure.

Les années de l'après-guerre sont celles d'une croissance rapide, la plus rapide que <u>L'Est Républicain</u> connaîtra dans sa longue histoire. La guerre avait désorganisé le système de presse et affaibli le rayonnement des quotidiens parisiens. <u>L'Est Républicain</u> tire parti de cette situation et est en mesure d'offrir un produit qui répond rapidement aux attentes des nombreux lecteurs.

L'amorce du rayonnement qui s'est dessiné avant la guerre, se confirme dans l'immédiat après-guerre. <u>L'Est Républicain</u> vole de succès en succès. On a l'impression d'une politique réfléchie, méthodiquement réalisée : ouverture de nombreux bureaux, création d'éditions départementales...

<u>L'Est Républicain</u> devient rapidement un grand quotidien régional et se trouve vite à l'étroit dans l'hôtel de la rue Saint-Jean. Pendant longtemps les administrateurs lorgnent sur les locaux contigüs du Mont de Piété. En vain, toutes leurs offres sont refusées.

En 1929, un immeuble de la place Thiers, ayant appartenu aux Magasins Réunis, se trouve disponible (57). René Mercier saute sur l'occasion, réussit à convaincre les membres du conseil d'administation de l'urgence de l'opération et obtient, pour le financer, le doublement du capital.

Les avantages de cet immeuble sont multiples : "(c'est) un poste magnifique de commandement commercial, devant lequel est obligé de passer quotidiennement la foule sortant de la gare une possibilité nouvelle ou (qui) va prendre le train, d'expansion de notre production typographique, une propagande pour l'affichage des plus efficace intense et avec informations, pour l'exécution de concerts pour des projections lumineuses sur une place fort parleurs. dégagement grande et animée ; Enfin (il permet) le l'administration, de l'expédition et de la photographie dans notre hôtel du faubourg Saint-Jean". Les inconvénients au insurmontables : "l'inutilisation ne sont pas actuelle des étages supérieurs, la séparation de la Direction et de l'administration, la nécessité de va-et-vient, par la la copie de la publicité et les empreintes que l'on devra transporter toute la nuit d'un immeuble à l'autre" (57).

L'attention de René Mercier sur cet immeuble avait été attiré par M. Louis Vilgrain. Le prix demandé étant trop élevé (4 millions), le directeur contacte aussitôt les propriétaires et apprend que l'achat ne coûterait que 2,350 millions à la seule condition de ne pas créer un commerce concurrent aux

Magasins Réunis : "la valeur réelle de cet immeuble est de beaucoup supérieur au prix demandé à cause de réserves d'affectation" dira-t-il (58) aux administrateurs qu'il entraîne dans une visite.

Les travaux d'amènagement dureront un an. A la fin de 1930, l'atelier de composition est installé au rez-de-chaussée avec une vingtaine de linotypes et presses à empreintes alignées derrière les vitres de la rue et de la place. Le sous-sol sera occupé par les presses à plat et l'atelier de réparation et entretien; Le 1er étage par la rédaction et la Direction, le deuxième par les appartements de René Mercier, le troisième et quatrième "seront occupés au fur et à mesure de l'extension (des) services spéciaux" (59). Une équipe de dessinateurs de photogravure occupera dès la fin de 1929 une pièce de ce quatrième étage.

Parallèlement, René Mercier n'a cessé d'améliorer le matériel utilisé par les différents services techniques. Lors de l'assemblée générale de 1922, il réclame une nouvelle machine à imprimer. La Marinoni est côtée à 400 000 francs. En 1924 la commande est passée, la mise en service étant prévue l'année suivante. (160.000 exemplaires à l'heure, journal sur 12 pages en double ou 24 en simple, la reproduction des couleurs et photos est sensiblement améliorée, la machine étant pourvue d'un groupe spécial).

De 1911 à 1922, des plieuses électriques seront installées pour répondre à la multiplication des abonnés. La consommation de papier a quadruplé pour passer de 300 tonnes à 1.200 tonnes (60). Le tirage ne cessant d'augmenter, trois ans plus tard la consommation s'élève à 6 tonnes de papier par jour.

1929, René Mercier profite de l'unanimité qui s'est dégagée au conseil d'administration, pour signaler que "les clichés sont un peu écrasés à la dernière édition"; En outre l'édition de Nancy est imprimée sur une ancienne machine... <u>L'Est Illustré</u>, si une panne se produit, <u>L'Est</u> sans compter Républicain se trouverait dans une "facheuse posture". Et de l'acquisition d'une troisième rotative. Une nouvelle réclamer rotative Marinoni est acquise en 1932. Il s'agit de deux groupes en ligne avec un groupe supérieur doté d'un dispositif spécial pour l'illustration. La rotative est équipée de deux plieuses de quatre sorties. Un dispositif très nouveau pour l'époque, de montage des bobines de papier en trèfle, permet limiter les déchirures de la bande de papier. L'administrateur Louis Michel est heureux de tous ces progrès et s'écrie plein de fierté : "nous aurons bientôt la plus belle, la plus scientifique installation journalistique en France" (61).

Avec l'autorisation de la mairie, on a creusé un passage souterrain pour relier les bureaux de la rue Saint-Jean aux nouveaux locaux. Peu de temps après le Mont de Piété est enfin en vente ; Il est acquis dans la foulée (1931). En l'espace de trois ans, en comptant les achats de machines, <u>L'Est Républicain</u> a investi sans emprunter, environ 6 millions de francs/Poincaré, tout en servant aux actionnaires des dividendes de 11% à 15%.

de d'acquisition mobilière et Cette politique modernisation s'étend à Metz, Thionville, Bar-le-Duc, Verdun etc... A partir de 1926, <u>L'Est Républicain</u> dispose dans un bel immeuble neuf du boulevard Haussmann, d'une antenne parisienne de ce nom. Dans les années trente, le journal acquiert bureaux sur les Champs Elysées. L'Est Républicain, à la de la deuxième guerre mondiale, assure quotidiennement de 12 pages chacune. (La dernière, celle de la éditions Côte d'Or a été lancée en 1929, elle ne connaît qu'un succès relatif). Soit plus de 150.000 exemplaires imprimés en quatre heures!

Ainsi grâce à la lucidité de Mercier et à la qualité de sa rédaction, L'Est Républicain survivra au déclin de la presse pendant l'entre-deux-guerres. Le quotidien quotidienne idéal la recherche et le maintien d'une conserve comme seul certaine stabilité. Les chroniques politiques sont mesurées, orientées toutefois dans un sens favorable aux nuancées, modérés et aux radicaux. En cela le journal semble être resté fidèle au sentiment de la majorité des lecteurs qui désiraient comme les actionnaires et les journalistes, beaucoup d'informations, peu d'idées originales et de plus en plus d'images!

Sa neutralité bienveillante ne l'empêche pas de passer le 30 novembre 1938 sous les fourches caudines du syndicat du livre. En ce jour de grève générale (62), un scrutin avait décidé la grève à une faible majorité (41 pour, 39 contre, deux blancs et un nul!). Le lendemain la direction annonce l'échec du mouvement lancé par la CGT, présente ses excuses aux lecteurs et abonnés et impose aux grévistes un nouveau contrat de travail à partir du 1er décembre, ce qui ramène les congés payés de 12 jours à 6 jours. Parallèlement le conseil d'administration supprime les gratifications habituelles.

* Structure juridique et financière

Le 13 avril 1889, en l'étude de Me Paul, notaire à Nancy, était enregistré et close officiellement "la liste des souscriptions d'actions" de la société anonyme à capital varaible du nouveau "journal républicain à 5 centimes".

Le capital versé se montait alors à 18 750 F pour 740 actions. Les statuts déposés, précisant par ailleurs que "le capital social était fixé à la somme de 37 000 F divisé en 740 actions de 50 F chacune ; 25 F seront versés en souscrivant et le surplus au fur et à mesure des appels de fonds qui seront faits par le Conseil d'administration".

Parmi les premiers actionnaires : Jules Meline, député de Remiremont, Président de la Chambre ; Alfred Mézières, député du Pays Haut... "en gros", vingt-six fonctionnaires, plus de cent cinquante industriels et commerçants, ving-quatre députés sénateurs, maires ou conseillers d'arrondissement ; mais un nombre dérisoire d'agriculteurs.

Jules Ferry était enregistré pour deux actions, mais il a été rayé de la liste (ligne 131) avec trente-huit autres noms : changement par conviction, simple négligence (ils n'auraient pas honoré leurs engagements à la clôture de la souscription)? Quoiqu'il en soit, on peut considérer comme acquis qu'à sa fondation <u>L'Est Républicain</u> a reçu le soutien de Jules Ferry, lequel ne fait pas mystère de son intérêt à être présent dans la presse (63).

Durant dix-neuf ans, l'adolescence du journal fut exempte de crise majeure, en dépit de divergences entre fondateurs et actionnaires, à propos de l'affaire Dreyfus notamment.

Le 2 juillet 1908, une assemblée générale extraordinaire suivie d'une modification des statuts et de l'arrivée de nouveaux actionnaires -dont Louis Marin, Désiré Ferry député, puis Henry Boucher sénateur des Vosges- remodèlent quelque peu le capital, qui penche désormais plus à droite. La société, qui devait voir ses statuts renouvelés en 1913, est prorogée jusqu'en 1928. Léon Goulette règne en maître... mais il est de plus en plus isolé. Beaucoup le trouvent trop impétueux.

Le capital social du journal est alors de 150.000 F, répartis en 1446 actions de 50 F que détiennent cent douze personnes seulement.

La crise larvée au sommet n'entrave heureusement pas la en avant de la société, qui engrange de substantiels marche d'un exercice à l'autre. Tout irait pour le mieux bénéfices un de ces paradoxes dont l'histoire de par Républicain est jalonnée, ce n'était des actionnaires de droite favorables dans le passé à Goulette puis brouillés avec lui qui, en vendant leurs parts à un autre porteur -lequel se défausse à son tour (au bénéfice de Grosdidier et de Fisson, républicains plus radicaux)-, font basculer à gauche le conseil d'administration. Charles Fisson, un des fondateurs du qui n'avait pu entraver la dérive droitière et iournal. nationaliste de Goulette, revient à L'Est Républicain qu'il avait quitté en 1903, et reprend les choses en main, à la de ses amis-actionnaires (Vilgrain, satisfaction proches des milieux radicaux, et sur le point de Tourtel) créer à Nancy un nouvel organe plus favorable au gouvernement

Le 1er avril 1911, Léon Goulette fait ses adieux. Une page capitale vient d'être tournée. "Le coup de barre à gauche remet désormais les pendules à l'heure de la fondation du journal".

La nouvelle équipe, avec 257 actionnaires, se partage 1.200 titres de la nouvelle société. Les plus gros actionnaires : Fisson (75 action de 500 F) ; Vilgrain, minotier influent (77 actions) ; Les Tourtel (32 actions) ; Un autre brasseur, Moreau, de Vézelise, en a encore 30, etc...

On trouve aussi une foule de petits porteurs parmi lesquels le futur président de la République, Poincaré, et le futur ministre André Maginot, le maître-verrier Daum.

La société du nouveau journal républicain, société anonyme au capital de 600.000 F, a son siège à la Chambre de Commerce, 40, rue Gambetta. Le capital est réparti en 1200 actions de 500 francs.

<u>L'Est Républicain</u>, lui, gagne un directeur, René Mercier, ancien secrétaire général de <u>La Dépêche de Toulouse</u> : un directeur capable de maîtriser tous les talents, toutes ces énergies pour les lancer dans un nouveau bond en avant.

Voici les compositions successives du capital de <u>L'Est</u>
<u>Républicain</u> depuis la constitution de la nouvelle société, le 10 juin 1911 (65) :

Assemblée constitutive (1911)

<u>Capital</u>: 600 000 F

Actions : 1.200 de 500 F, entièrement libérées.

Octobre 1920 - avril 1921

Emission de 1.200 actions de 200 F libérées d'un quart.

Capital: 1 200 000 F

Actions : 2.400 de 500 F dont moitié entièrement libérées.

Novembre 1922 - mars 1923

Emission de 2.400 actions de 500 F libérées d'un quart et remboursement des deuxième, troisième et quatrième quarts du capital initial.

<u>Capital</u>: 2 400 000 F

Actions : 4.800 de 500 F, toutes libérées d'un quart.

Mars 1924 - mai 1924

Emission de 2.400 actions de 500 F libérées d'un quart.

Capital: 3 600 000 F

Actions : 7.200 de 500 F libérées d'un quart.

Juillet 1928 - septembre 1928

Emission de 2.800 actions de 500 F libérées d'un quart

et création de 1.200 parts bénéficiaires

(1.000 aux actionnaires à raison de 1 pour dix actions et 200 à la disposition du Conseil).

Capital : 5 000 000 F

Actions : 10.000 de 500 F, libérées d'un quart.

Mai 1929 - août 1929

Emission de 10.000 actions de 500 F libérées d'un quart avec prime d'émission de 175 F par action.

Capital : 10 000 000 F

Actions : 20.000 de 500 F, libérées d'un quart.

Novembre 1939

Incorporation directe au capital de réserves et primes d'émission par élévation à 625 F du nominal des actions <u>Capital</u>: 12 500 000 F

<u>Actions</u> : 20.000 de 625 F, libérées de 250 F.

Ligne et action politique

<u>L'Est Républicain</u> est, aux origines, un journal électoral anti-boulangiste, lu d'abord dans un cercle restreint et partisan de républicains "opportunistes", comme on appelait alors les amis de Jules Ferry.

Le 12 avril 1911. Léon Goulette démissionne. Il était entré en conflit avec son nouveau conseil d'administration paragraphe précédent) qui lui reprochait sa dérive (voir le droitière et nationaliste. En effet, depuis les élections 1910, le climat politique en général, et à législatives de Nancy en particulier n'était plus guère favorable à Goulette. Les progressistes dont il se réclamait, qui n'avaient jamais été unis ou même vraiment organisés, étaient en pleine crise. radicaux, puissants dans le pays, pouvaient déplorer à Les Nancy le renforcement de la droite nationaliste avec l'échec battu par le Capitaine Driant, gendre de de J. Grillon, démissionnaire de l'armée pour raison politique, Boulanger, auteur de romans nationalistes sous le pseudonyme de Danrit et futur "héros des bois des Caures" en 1916. En outre, Louis Marin et désiré

En outre, Louis Marin et désiré Ferry avaient eu la sympathie de Goulette, se brouillent avec lui en 1910 : un duel l'oppose même au second, qui le blesse légèrement... C'est alors que les actionnaires vendent les actions qu'ils détiennent, à l'imprimeur Bergeret, qui les aurait revendues à Charles Fisson et Grosdidier. Ceux-ci avaient quitté <u>L'Est Républicain</u> en 1903. Leurs amis de la Chambre de Commerce, Vilgrain et Tourtel, le minotier nancéien et le brasseur de Tantonville, entre autres, en bonnes relations avec le préfet, "désiraient vivement avoir un nouveau journal plus favorable au gouvernement". Ils écartent cette option devant l'occasion qui s'offre à eux de reprendre la majorité au conseil d'administration de L'Est Républicain.

nouveaux actionnaires Les appartenances politiques des sont très claires : huit parlementaires radicaux de la région, les députés d'Epinal (Cuny et Abel Ferry), de Neufchâteau (Picard), de Saint-Dié (Henri Schmidt et Verlot), de Verdun (Albert Noël), de Toul (Albert Denis), de Briey (Grandjean), le sénateur de Toul (Chapuis). Les autres sont dix "républicains de gauche" : les sénateurs de la Meuse (Develle, Humbert et Poincéré), les députés de la Meuse (Maginot, Grosdidier et Lefébure) et des Vosges (Mathis à Mirecourt), de Lunéville (Méquillet), de Briey (Albert Lebrun, futur dernier de la IIIème République). En tout 14 députés et 4 président l'état-major régional des sénateurs, tout gouvernementaux...

Dès son premier éditorial, René Mercier écrit (66) "(...) Il devrait bientôt devenir un journal le mieux outillé pour défendre les idées et les intérêts du pays lorrain". Il ne s'agit pas d'en faire "un organe de division pour attiser les passions". L'Est Républicain sera "résolument démocratique", mais respectera toutes les convictions car "la raison finit toujours par triompher". Il se tiendra donc "à égale distance des excitations révolutionnaires et des excitations réactionnairs" pour "servir utilement les intérêts du pays". C'est un appel "à l'union pour le bien commun" que lance le nouveau directeur.

Sur un plan plus concret, ce sera un appui convaincu aux républicains de gauche, à Abel Ferry, à André Maginot, à Raymond Poincaré, à Albert Lebrun et à tous leurs amis. Albert Lebrun est l'objet d'une attention spéciale. Quand le jeune député de Longwy (39 ans en 1911) devient ministre des Colonies dans le cabinet de Joseph Caillaux, il a droit à une belle photo et à des éloges dithyrambiques : "travailleur acharné... vive intelligence... énergie agissante".

<u>L'Est Républicain</u> marche désormais, main dans la main avec le préfet. Ce dernier, M. Bonnet, a une préoccupation : la présence à l'Hôtel de Ville de la municipalité, de "réactionnaires". Le journal jouera un rôle décisif dans la campagne qui conduit à la victoire de la liste républicaine de Joseph Laurent (1912). Le président du conseil d'administration de <u>L'Est Républicain</u>, Charles Fisson félicita René Mercier "pour le succès de la campagne municipa k".

satisfaction est l'arrivée au motif de autre Poincaré (janvier gouvernement de Raymond 1912). fier, la Lorraine doit être fière de ses Républicain est Poincaré et Lebrun. Il n'y a pas de jours où <u>L'Est</u> ministres Républicain ne fasse leur éloge d'une manière ou d'une autre. Invités par la nouvelle municipalité et <u>L'Est Républicain</u>, les ministres lorrains se rendent à Nancy les 27 et 28 juillet L'Est Républicain publie un numéro spécial, reproduit 1912. compte de toutes les visites, de tous les discours. rend communicative au "banquet l'accueil. la chaleur de républicain" offert aux ministres sous les ombrages du parc Sainte-Marie.

L'image de Poincaré le lorrain, l'homme qui a "en lui toutes les vertus du Lorrain" est désormais lancée. C'est Léon Pineyre (67) qui couvre toutes les manifestations où apparaissent Poincaré et Lebrun, et contribue fortement à cette image: "l'éminant compatriote" "a surtout del'autorité, c'est un homme capable, grand travailleur qui va droit au but et qui sait ce qu'il veut" (68).

Jusqu'en 1914, cette orientation est une constante. L'Est Républicain reste à gauche, mais il n'aime pas plus les institutions pacifistes et antimilitaristes auxquelles Mercier consacre des lignes sévères, que les "sophismes de M. Jaurès". socialistes qui s'obstinent dans le pacifisme et l'antimilitarisme sont exclus de la grande famille républicaine. <u>L'Est Républicain</u> est favorable au retour aux trois ans du service militaire, et lors des élections du printemps 1914, il prend fermement position contre ceux qui veulent abandonner En Lorraine, L'Est Républicain se situe à trois ans. gauche sans toutefois couvrir toute la gauche. Un programme s'apparente au centrisme théorique de Goulette, mais la pratique de René Mercier n'est pas du tout la même. Le ton paisible, voire lénifiant du prudent directeur, généralement rien les attaques véhémentes de son ne rappelle en prédécesseur.

Au lendemain de la Grande Guerre, <u>L'Est Républicain</u> continue de vouloir être le journal de la République. C'est Elle qui a remporté la victoire, réparé la défaite de 1870, recouvré les provinces perdues. Elle mérite la gratitude des

Français. Une ère nouvelle semble s'ouvrir. René Mercier traduit bien ce sentiment lorsqu'il jette les bases d'une IVème République (69).

Dans le prolongement de l'Union sacrée, René Mercier souhaite la fin des luttes stériles de l'avant-guerre. Au plan municipal, cette union est facile à réaliser. La municipalité n'a pas de véritables pouvoirs politiques "et une ville comme la nôtre si cruellement éprouvée par la guerre... a besoin de toutes les énergies groupées dans une même direction (70)". Au niveau national la constitution d'un bloc national est plus difficile à réaliser.

Aux législatives, la présence d'une liste républicaine de tendance radicale à côté de la liste d'Union, est ressentie douloureusement par René Mercier (71). <u>L'Est Républicain</u> accueille avec joie la victoire du Bloc national, se réjouit de la désignation de Millerand comme président du Conseil et ne fait aucune allusion à Clémenceau qui, s'il est le père de la victoire est aussi un partisan du pouvoir personnel et l'ennemi de Poincaré.

L'oeuvre à accomplir est formidable : "il faut liquider la guerre, obtenir par le poids de l'échange de nos gages le paiement de nos créances sacrées sur l'Allemagne et payer aussi nos dettes aux Alliés. Il faut remettre à flot notre trésorerie secouée par la tempête et retrouver dans le calme la confiance des peuples amis et alliés".

L'Est Républicain combat les extrêmes et les hommes de droite comme Louis Marin auquel il n'hésite pas à décocher quelques flèches. Les communistes et les révolutionnaires n'ont pas de place dans cette république modérée qu'appelle de tous ses voeux René Mercier. Il déplore les incurables dividsions du Parti républicain, il a la nostalgie de l'âge d'or d'avant 1914 et regrette la disparition du "bel équilibre qui, autrefois, composait le meilleur de ses forces".

formule politique à laquelle <u>L'Est Républicain</u> aspire appelle de ses voeux est désignée sous le nom de au'il concentration, c'est-à-dire l'alliance des radicaux et des modérés, celle-ci se forme autour de Poincaré. Il rejette d'une part les cléricaux, d'autre part, les communistes d'obédience soviétique. L'idéal est d'associer R. Poincaré à Sarrault dans la défense de la laïcité et du franc. Albert le journal de la CGT qui voit en lui le Ouvrier, défenseur du capitalisme, dénonce L'Est Républicain requin, et ironise sur son "cossu directeur... qui, après avoir été La Dépêche de Toulouse est devenu globule rouge à blanc à la cour du roi Stanislas" (72).

En 1924, L'Est Républi<u>cain</u> s'engage très peu, à la

différence des élections de 1919. Il recommande le soutien à la liste d'Union républicaine et nationale qui préconise une politique dure à l'égard de l'Allemagne (73). En fait, la plupart des Lorrains avaient compris que <u>L'Est Républicain</u> avait cessé d'être un journal militant qui se plaçait au centre-gauche.

D'ailleurs, après la victoire du Cartel des gauches, René Mercier rappelle le détachement, l'absence de parti-pris de son journal. Il explique cette victoire par les désillusions des Français "on parlait de désarmement général, de paix universelle et éternelle, de paiement intégral. Nous avons obtenu ni le désarmement, ni la paix, ni le paiement" (74). Il s'interroge sur la participation socialiste au gouvernement et se montre ironique sur l'éventuelle réalisation du programme prévu : "Attendons à l'oeuvre les triomphateurs du moment. Nous souhaitons de grand coeur et sans y mettre la moindre intention d'ironie, qu'ils exécutent leurs promesses même avec un déchet important" (75).

Au fur et à mesure des mois, son ton devient de plus en plus hostile au Cartel. Son bilan est très négatif: "le Cartel qui avait promis la réduction des impôts en a voté de nouveaux. Il avait promis de supprimer l'inflation. Il en a fait pour 17 milliards. Il avait promis la fixation du change. Le franc a diminué de valeur. Il avait promis la baisse du prix de la vie. Ce prix s'est élevé à des hauteurs incroyables" (76). Mais après avoir agité l'épouvantail de la restauration, il comprend les dangers de la dramatisation à outrance. Il désapprouve la vague d'anti-parlementarisme, elle est dangereuse : le Pays n'en veut pas au Parlement, il en veut aux parlementaires.

L'arrivée du gouvernement Poincaré après la chute de celui Briand-Caillaux en juillet 1926, est accueillie avec enthousiasme (77). C'est une délivrance. Poincaré est un véritable chef, animé d'une volonté puissante.

Sur le plan local et à la lecture des débats des différents conseils d'administration on remarquera que les affaires politiques sont traitées avec discrétion, et les comptes rendus rédigés par Emile Maitre-d'Hôtel jettent un voile pudique sur les échanges de vues entre ses membres.

En 1925, <u>L'Est Républicain</u> retrouve pourtant sa vigueur républicaine d'avant-guerre et s'engage dans la bataille municipale de Nancy. En effet <u>L'Est Républicain</u> refuse de soutenir une liste présentée et confectionnée par <u>L'Eclair</u> de Nancy. Au premier tour, <u>L'Est Républicain</u> reste neutre. Après le 1er tour, le conseil se réunit trois jours de suite (78) ce

semble être un fait unique dans son existence. rencontre les candidtas de gauche et impose une fusion entre la liste Républicaine (liste d'entente) et la liste socialiste le programme est celui Républicain dont républicains de gauche soutiendra comme il l'a toujours fait liste de gauche". Cette prise de position que électeurs nancéiens n'ont pas suivie, a le don d'irriter un attentif mais extérieur au sérail, Camille actionnaire Cavallier, le président de Pont-à-Mousson : "René Mercier fait articles peu clairs... il y a du flottement à L'Est Républicain écrit-il le 9 mai 1925 (79).

Deux mois plus tard, il tempête à tel point qu'il veut prendre position contre René Mercier à la prochaine assemblée générale : "au point de vue argent, on gagne de l'argent mais les journaux ne sont pas faits pour gagner de l'argent... ils sont faits pour autre chose" (le 23 juillet). Il envoie un observateur à l'assemblée générale et il épluche le bilan. Il remarque la mise à disposition du conseil d'une somme de 400.000 F : "est-ce un fond pour les élections, je n'en sais rien... En somme l'antithèse qui existe dans ce journal c'est que c'est un journal que j'appellerais presque de mercanti dans ce sens qu'il fait pour gagner et qu'en effet il gagne de l'argent mais ce n'est pas un but élevé".

Les appréciations acides de Camille Cavallier ne semblent guère partagées. Les ventes progressent et il semble que <u>L'Est Républicain</u> s'aligne d'autant plus volontiers sur les préférences implicites de ses lecteurs qu'il partage largement.

En étendant sa diffusion L'Est Républicain couvre une gamme d'opinions plus variées : il doit donc les ménager. Il d'opinion au journal journal insensiblement de d'information. publie les noms des candidats, les $\mathbf{I}\mathbf{1}$ foi et adopte le plus souvent une attitude de professions de niveau gouvernemental, il s'engage surtout si neutralité. Au ou le président du Conseil est lorrain et le ministre républicain de gauche.

Le deuxième ministère Poincaré auquel participe Albert Sarrault et Aristide Briand est appuyé avec beaucoup de chaleur. Avec une certaine distance <u>L'Est Républicain</u> est un journal plutôt gouvernemental. Même les ministères plus orientés à droite, comme ceux d'André Tardieu, font l'objet de commentaires et d'appréciations favorables. Les élections législatives de mai 32, au cours desquelles <u>L'Est Républicain</u> se met prudemment en retrait, sont favorables aux radicaux, et leur chef Herriot forme le nouveau ministère. Aussitôt André

Tardieu est oublié, et Edouard Herriot bénéficie de nombreuses de commentaires sympathiques. Même Louis Marin, photos et plus l'objet d'un ostracisme ne fait l'adversaire, On public quelquefois sa photo et quelques systématique. phrases de ses interminables discours. L'élection d'Albert Lebrun à la présidence de la République est présentée comme un évènement majeur ; Le moindre de ses déplacements, la plus anodine de ses déclarations est mise en perspective : "c'est un exemple vivant de ce que peut l'amour de la patrie uni au culte du travail" (80).

En 1935, <u>L'Est Républicain</u> prend position en faveur de la liste du Docteur Camille Schmitt, radical modéré qui est élu maire de Nancy. Sur le plan national, <u>L'Est Républicain</u> s'inquiète des turbulences dans la rue et de la montée des extrêmes. Il s'accroche à la République modérée des Flandin et des Sarraut. Le "rassemblement populaire" inspire des réserves qui ne sont pas clairement formulées. C'est la participation des communistes à la majorité qui est une source d'hostilité à l'égard de cette formule politique. Ce n'est pas un combat frontal mais plutôt des remarques critiques ou désabusées.

Venu à Nancy comme homme de gauche, René Mercier se trouve en 1936 sur des positions voisines de celles de Goulette 30 ans plus tôt, revanche posthume du directeur qu'il avait remplacé! Il insiste sans cesse sur le travail "il faut se remettre au travail... ce droit au travail, c'est le salut... il faut choisir entre la paralysie économique, source de mort et le travail source de vie" (81).

Mais contrairement à son adversaire nancéien, L'Eclair de l'Est, L'Est Républicain n'est pas un journal de combat politique. Les dirigeants socialistes et communistes ne sont systématiquement attaqués. On publie parfois en première page certaines de leurs déclarations. Parfois des journalistes de sympathisants peuvent agir sur la mise en page. Ainsi en septembre 1937 une interview de Léon Blum paraît en première page. Cavallier est furieux "ce journal me dégoûte complètement. Malheureusement il n'y a que lui à lire! L'Est... se fout de nous ! Avec quel argent a-t-il été fait... ce journal qui a été créé pourtant avec Je me demande si ceux que Léon Blum attaque aujourd'hui est de tout devenu un succédané du Front populaire" (82).

Pour décharger sa colère, il écrit au président du conseil d'administration Nérot, un ami de longue date qu'il tutoie "... on dit que les patrons ne se défendent pas, que les possédants, les capitalistes se laissent grignoter. C'est très vrai. Ils n'ont pas toujours fait leur devoir mais ceux sur lesquels ils seraient tout de même en droit de compter ne les

aident guère non plus. <u>L'Est Républicain</u> de ce jour en est la preuve...". Nérot répond par une lettre très apaisante : "il y a eu une grosse gaffe de commise. M. Mercier était absent, il a reproché à la rédaction cette mise ne page anormale et maladroite. Nous éviterons pareille faute à l'avenir... je comprends ta réaction dans la circonstance" (83).

On aurait pu penser que l'incident était réglé et la page tournée. Or deux mois plus tard, le 11 novembre 1937 jour de l'anniversaire de la victoire, <u>L'Est Républicain</u> publie une information sur Maurice Thorez intitulée "Ma vie, mon coeur, ma patrie". Devant une telle "ignominie" Paul Cavallier fulmine "en ce qi me concerne supprimez le service de <u>L'Est Républicain</u>". <u>L'Est Républicain</u>, en fait, devient timidement un journal à plusieurs voix.

le plan extérieur la situation est grave; Hitler souffle successivement le chaud et le froid. La menace de guerre est réelle et angoissante. <u>L'Est Républicain</u> n'adopte plus le ton cocardier d'avant 1914, il veut le maintien de la paix. Il souhaite que les Français serrent les rangs autour d'Edouard Daladier : "son action s'apparente à celle de Poincaré et de Clémenceau... c'est un républicain fervent, un (84). A la veille du 2ème conflit, René démocrate sincère" et <u>L'Est Républicai</u>n restent dans la tradition républicaine, et renouent spontanément avec le style et le ton l'Union Sacrée. Les groupes, partis, etc.. de sensibilité fasciste n'occupent qu'une faible place dans les colonnes du On trouve des informations à leur sujet (Doriot, le journal. PPF par exemple) mais elles sont limitées et jamais mises en valeur.

<u>L'Est Républicain</u> reste fidèle aux valeurs libérales et républicaines de ses fondateurs.

- (1) Notre principale source concernant la naissance de <u>L'Est</u> <u>Républicain</u> est le livre de Colette Hirtz "<u>L'Est Républicain</u> <u>de 1889 à 1914</u>", Presses Universitaires de Grenoble, 1973, 176 p.
- (2) Né à Durban dans l'Aude en 1867. Licencié en Droit. Il a travaillé pour <u>La Dépêche</u> (à Perpignan, puis à Montpellier) à partir de 1892, et il en était devenu le secrétaire général en 1905. Il était un "journaliste calme, froid, exposant ses idées avec clarté, sans acrimonie et en s'efforçant de ne blesser personne" précisait Pierre Fisson en 1960.
- (3) Cette édition vise à concurrencer les journaux parisiens du matin.
- (4) Charles Fisson, né en 1855 à Dieulouard, entre Nancy et Pont-à-Mousson, décédé en 1917 ; Président du C.A de <u>L'Est Républicain</u> de 1890 à 1903 et de 1911 à 1917, maire de Xeuilly depuis 1891 puis conseiller général. Il était aussi à la tête d'une cimenterie prospère, et possèdait des intérêts dans plusieurs sociétés appartenant à des amis : Banque Renauld, Brasserie Moreau, Forges de commercy. Il signe quelques articles de ses deux prénoms : Charles-Henry (source : dossier de la Légion d'honneur. AdMM 1M 690. Son fils, Pierre sera président de C.A de <u>L'Est Républicain</u> de 1958 à 1966.
- (5) Tourtel, né le 15 septembre 1851 à Tantonville (Meurthe). Diplôme d'ingénieur de l'école pollytechnique fédérale de Zurich. Collabore avec ses deux frères à la direction de l'entreprise fondée par son père. Maire de tantonville en 1908; Conseiller général (1912, constamment réélu); Viceprésident de la Chambre de Commerce, chevalier du Mérite agricole, administrateur de la Banque de Franço, commandeur de la Légion d'honneur en 1934, président du conseil général. Décéddé en 1920. (L'Est Républicain du 06/01/1910)
- Louis Michel est né à Bratte le 29 mai 1871. Il est le d'une laiterie moderne, 1e promoteur créateur l'exploitation de l'électricité dans l'agriculture en 1912, président de la Coopérative agricole de l'Est, maire de Tomblaine (de 1904 à 1929), sénateur (1932), chevalier de la Légion d'honneur (1919), officier du Mérite agricole en 1907. Pierre Lignac, futur Pdg de <u>L'Est</u> fille épousera Républicain.
- Vilgrain est le président de la Chambre de Commerce de Nancy et vice-président du conseil d'administration de <u>L'Est Républicain</u>.
- (7) Rapporté par J-F Roth, d'après un interview de René Mercier. Toute l'édition du 19/02/1938.
- (8) Mercier devait être nommé, en 1919, chevalier de la Légion

- d'honneur pour son action patriotique. Il sera officier en 1933 (dossier de la Légion d'honneur AdMM 1M 699).
- (9) "Nancy sauvée" et "Nancy bombardée" : ces deux ouvrages reprennent pour une bonne part ses chroniques parues dans L'Est Républicain.
- (10) René Mercier fait le récit des bombardements dans l'édition du 27/01/1918.
- (11) Le vénérable quotidien royaliste s'éteindra en 1920. Une disparition notée avec regret par René Mercier : <u>L'Est Républicain</u> du 25/01/1920 "La mort d'un journal". Goulette entretenait déjà de bons rapports avec ce journal.
- (12) Il se transforme en hebdomadaire. Ce journal radical, marqué à gauche, est soutenu par les milieux catholiques et nationalistes proches de Louis Marin, chef de file à Nancy de la droite républicaine.
- (13) Ces années correspondent à une augmentation de capital. Lire plus loin.
- (14) Traditionnellement, il était décidé chaque année de verser 50 000 F sur cette caisse. En 1927, cette somme ira à la souscription de <u>L'Est Républicain</u> pour le relèvement du Franc.
- (15) Assemblée générale des actionnaires du 19/03/1927.
- (16) Conseil d'administration radical, marqué à gauche, est soutenu par les milieux catholiques et nationalistes proches de Louis Marin, chef de file à Nancy de la droite républicaine. Conseil d'administration du 24/09/1928.
- (17) Conseil d'administration du 07/10/1935.
- (18) De 12 pages chacune. Elles sont imprimées en 4 H. sur les rotatives Marinoni. Lire plus loin, chapitre "les conditions de fabrication".
- (19) Le tirage connaît des poin_tes lors d'évènements exceptionnels. Le numéro du dimanche fait aussi parfois 10 à 15 000 exemplaires supplémentaires, sans compter l'hebdomadaire "L'Est Illustré".
- (20) Siège rue Saint-Georges gérant : J. Rigot format : 32,5 x 25 parution du 06/07/1940.
- (21) Numéro 5 daté du 20/07/1940.
- (22) Assemblée générale extraordinaire du 30/06/1941.
- (23) Goulette est né le 14 mai 1856, rédacteur en chef de L'Est Républicain en 1889, administrateur délégué et directeur de L'Est Républicain de 1919 à 1911. Après sa démission, il semble n'avoir gardé aucun lien avec son ancien journal qui, à sa mort en 1928, ne lui consacrera pas de notice nécrologique, pas plus que La Frontière de l'Est, hebdomadaire, dont il garda le direction jusqu'en 1913. Il devait cependant rester président de l'Association de la Presse de l'Est de 1901 à sa mort.
- (24) Mercier dirigera le journal jusqu'en 1940. Il meurt à

Paris pendant l'hiver 1944-45.

- (25) Né à la fin du second Empire, il n'appartient pas à la génération des fondateurs de la IIIème République. Il fait partie de la suivante, celle qui a lutté pour la consolidation du régime.
- (26) <u>L'Est Républicain</u> du 17/12/1926 "Le triomphe de l'Esprit démocratique".
- (27) <u>L'Est Républicain</u> du 19/04/1931 "Viva la Républica" (28) " " du 31/03/1921 "les rois s'amusent"
- (29) " " du 28/12/1924 "la Révolution"
- (30) " " du 03/06/1923 "Gare dessous"
- (31) " " du 11/11/1921 "Tu ne seras pas roi"
- (32) " " des 27-28/05/1928 "La folle entreprise" (33) " du 10/02/1929 "La stabilisation des
- journaux"
- (34) L'Est Républicain du 22/09/1923 "René Grosdidier"
- (35) " " du 24/04/1919 "La IVème République"
- (36) " " du 10/08/1919 "Le parti Républicain"
- (37) " " du 22 /05/1927 "Etranges carrences"
- (38) " " du 10/08/1919 "le parti Républicain"
- (39) Lire les éditions du 03/06/1923 du 03/07/1927, du 25/03/1928, du 13/01/1929.
- (40) L'Est Républicain du 05/07/1925 "De hue à dia !"
- (41) " " du 06/01/1921 "Avec eux le déluge"
- (42) " " du 29/05/1927 "L'action communiste"
- (43) " " du 07/12/1924 "très ennuyeux"
- (44) " " du 24/04/1924 "Cartel à éclipses"
- (45) " " du 15/01/1928 "l'unité fragmentaire"
- (46) " " du 14/05/1921 "La liberté du commerce".
- (47) Il était indispensable de tracer le portrait et d'étudier celui qui devait être le directeur du premier quotidien lorrain. Sa personnalité, mélange de méthode, de patience et de clairvoyance, marquera en effet de son empreinte, non seulement, la vie du journal pendant trente ans, mais l'histoire de la presse de cette région. L'Est Républicain étant sous son "directoire", le premier quotidien lorrain à entrer dans l'ère moderne et à mériter le terme "de grand quotidien régional".
- (48) Ce reporter plein de verve multiplie les activités : il est membre de la Société des Auteurs Dramatiques, organisateur du concours "La Quiche Lorraine". Il est de toutes les fêtes et de toutes les revues.
- (49) "L'Est Républicain, 1889-1989, le Quotidien Dévoilé" ouvrage collectif sous la direction de MM Criqui, Laprévotre et Roth. op. cit.
- (50) Conseil d'administration du mercredi 28/09/1938. Il s'agissait de la "Grande-Bretagne qui serait disposée à lâcher la France". Les marques de protestation et réprobation seront

nombreuses. La guerre n'est pas loin.

- (51) <u>Le Courrier de Lorraine et de Franche-Comté</u> (29/12/1938) affirme que René Mercier, en prenant une sanction rapide et énergique contre le secrétaire de rédaction chargé de la présentation des dépêches de dernière heure, a voulu montrer qu'il "était toujours digne de la confiance de ses amis francs-maçons". Le journaliste sera révoqué, sans indemnités, pour faute grave. Il assignera <u>L'Est Républicain</u> au Conseil des Prud'hommes qui condamnera le journal à verser 13 000 F d'indemnités.
- (52) Peut-être même trop raffinée. Les tenues de plage, que Mme Louise Schwab de son vrai nom, conseillait à ses lectrices, supposaient un niveau de vie confortable. Ce que ne manque pas de reprocher la petite presse qui accuse <u>L'Est Républicain</u> de manquer d'esprit démocratique. Goulette, qui s'est marié tardivement à une veuve, Madame Mallat de Basilan, est ainsi surnommé par l'anticlérical <u>Pour la République</u>, "de Basile en Goulette" et "Le Bourgeois gentilhomme".
- (53) A l'exception d'un court intervalle de 1918 à 1921, pendant lequel il était à Epinal. C'est Louis Fouquet, journaliste à <u>L'Est Républicain</u>, excellent chroniqueur qui le fera rentrer. Mais alors que Louis Fouquet devait quitter <u>L'Est Républicain</u> et devenir rédacteur en chef de son concurrent radical, <u>L'Etoile</u> fondée en 1901, Jean Mory gardera le secrétariat de rédaction du quotidien de Mercier jusqu'en 1940. Il était originaire de Clermont-Ferrand.
- (54) Un article sur les transformations de "l'outillage" du journal paraît le 17/02/1906.
- (55) Photographies de personnalités puis reportages (1908-1909.
- (56) On tire aussitôt 26.500 exemplaires quotidiens sans même avoir le temps de procéder à des essais.
- (57) Les Magasins Réunis (actuel Printemps) venaient de regrouper leurs rayons dans une construction plus vaste.
- (58) Conseil d'administration du 04/03/1929.
- (59) Conseil d'administration du 10/12/1929.
- (60) En 1911, l'achat du papier coûtait 90 000 F, en 1922 plus d'1 million et demi, soit 1 200 F la tonne. En 1925 : 1 650 F, en 1926 : 2 250 F.
- (61) L'Est Républicain du 13/06/1932.
- (62) Procès verbal du conseil d'administration du 12/12/1938 et du 21/01/1939. Les typographes refusent de composer le journal.
- (63) <u>L'Est Républicain</u> du 06/04/1911.
- (64) Rédacteur en chef adjoint, entre à <u>L'Est Républicain</u> en 1897. Il a été présenté par Thiriot, caricaturiste, dont les dessins étaient affichés dans la salle des dépêches (ouverte au public de L'Est Républicain).

- (65) L'Est Républicain des 27-28-29/07/1912.
- (66) L'Est Républicain du 24/08/1919 "La IVème République".
- (67) " " du 31/07/1919 "Les intérêts de la cité".
- (68) " " du 02/11/1919 "Un cas de conscience".
- (69) Le Réveil Ouvrier du 05/09/1920.
- (70) L'Est Républicain du 27/04/1924 "Cartel et Alliances".
- (71) " "du 23/11/1924 "Le goût de la politique".
- (72) " " du 14/05/1924 "La poussée à gauche".
- (73) " " du 17/01/1926 "Holà".
- (74) " " du 14/07/1926 "Un grand ministère".
- (75) Voir procès verbaux des Conseils d'administration des 4-5-6/05/1929.
- (76) Archives de Pont-à-Mousson à Blois. La société possédait en 1924, 8 actions de <u>L'Est Républicain</u>. Un observateur envoie régulièrement un compte rendu de la réunion du conseil d'administration à Camille Cavalier puis à son successeur Marcel Paul.
- (77) L'Est Républicain du 26/02/1932.
- (78) " " du 25/10/1936.
- (79) Archives de Pont-à-Mousson à Blois.
- (80) Archives de Pont-à-Mousson à Blois.
- (81) L'Est Républicain du 27/03/1938.
- (82) Lire la correspondance entre lui et Albert Lung, actionnaire, conseiller général de Senones (Vosges) et industriel. Livre de Correspondance 1889, château de la famille Lung à Moussey.
- Marin, lancé par Léon Goulette, s'est peu à peu (83) Louis de la tutelle du rédacteur en chef de L'Est émancipé Un long contentieux finit par s'accumuler entre Républicain. les deux hommes. Le député de Nancy, par rancune personnelle, mais aussi par ambition politique, cherchera alors le moyen d'abattre le pouvoir de Goulette dans son propre journal qui pourtant reste modéré à son égard. En octobre 1909, une opération de concentration de capital a lieu par rachat bénéfice des plus gros actionnaires. Marin est d'actions au l'un d'entre eux. avec 105 actions sur un total de 1500. fils d'un notable de Pont-à-Mousson, futur Désiré Ferry, (1919) et ministre (1930), très lié à Marin, l'un des député plus gros actionnaires, participe à cette opération. Ils regroupent leurs forces et essayent, en mai 1910, d'imposer à rédaction en chef, un journaliste bien disposé à leur La crise interne à L'Est Républicain égard, Albert Mamelet. n'aboutit qu'à un spectaculaire duel entre Goulette et Ferry et au départ de Mamelet. Marin enrage de son échec. Il tente bientôt un nouveau moyen contre lui : le rachat d'actions avec de Bergeret, fondateur des Imprimeries Réunies de l'aide Celui-ci possède déjà 200 actions de L'Est Républicain et en est l'administrateur.

Bergeret propose à chaque actionnaire un rachat de leurs actions à 80 F, alors que le prix d'émission était l'année précédente de 60 F. La suite est plus trouble. Bergeret qui a réuni 1200 actions, les revend toutes à un groupe d'hommes d'affaires de Nancy, conduit par l'industriel Fisson, ancien président du conseil d'administration de L'Est Républicain, de 1890 à 1903, figure marquante des républicains de gauche en Lorraine. Il ne semblerait pas que Bergeret ait "doublé" Louis Marin. Celui-ci a dû croire qu'il pouvait supporter seul l'intégralité du rachat, aidé par Bergeret et Ferry, mais il a dû y renoncer en cours de route, débordé par l'ampleur financière de l'opération. Goulette quittera le journal avec une indemnité de 125 000 F. Pour le détail de cette affaire voir "Louis Marin et la Lorraine" (1905-1914), le pouvoir local d'un parlementaire sous la IIIème République, thèse de 3ème cycle soutenue à l'IEP de Paris, par Jean-François Eck, 1981, et "L'Est Républicain, 1889-1914" de Colette Hirtz, pp. 119 à 124 (op. cit).

(84) Source: "L'Est Républicain, un capital en crise depuis les origines", Gino Tognolli, Colloque universitaire à l'occasion du centenaire du journal, Nancy, 2-3-4 mai 1989.

* * 1

L' EXPRESS DE L'EST

Premier Titre : L'Express de l'Est et des Vosges ,

<u>Sous-titres</u> <u>successifs</u> : - "Journal Républicain Quotidien"

- "Journal quotidien d'information"

A partir de 1935, en plus du sous-titre :
- "la plus grosse vente de la région"

<u>Adresse</u> : 40, quai des Bons Enfants à Epinal

<u>Périodicité</u> : quotidien

<u>Date</u> <u>du premier numéro</u> : le 21 juillet 1921

Zone de diffusion : Vosges (tout le département plus, pendant la guerre de 1939-45, les départements limitrophes).

Tirage : décembre 1928 : 14.000 exemplaires

1935 : 20.500 exemplaires novembre 1940 : 30.075 exemplaires mars 1941 : 37.300 exemplaires

_*Imprimerie* : S.A Fricotel

: - Succède à <u>L'Union Républicaine</u> <u>Caractéristiques</u>

<u>exceptionnelles</u> - Poursuit sa publication pendant la

seconde guerre mondiale.

Lieux : - Archives Municipales d'Epinal, de conservation

- Archives Départementales des Vosges

HISTOIRE

Le premier numéro de <u>l'Express de l'Est et des Vosges</u> paraît le 1er juillet 1921. Il succède à <u>l'Union Républicaine</u>, "organe démocratique des Vosges créé en 1908", devenu quotidien le 3 janvier 1914.

Ce dernier journal, à sa naissance, ne paraît que le mercredi et le samedi. Le premier numéro, vendu 5 centimes, sort des presses de l'imprimerie du 10, rue Albert à Epinal, dont le gérant est Monsieur L. Morlon (1). La rédaction et l'administration se trouvent au 15 de la même rue. Les notabilités qui inspirent la rédaction sont MM Picard, Schmidt, Paul Cuny, Abel Ferry et Constantin Verlot. Le journal soutient aussi Paul Lederlin "estimable sénateur" "jeune et plein d'énergie" (2).

Le programme de <u>L'Union Républicaine</u> est de défendre dans le département "une politique franchement laïque et résolument démocratique". Un éditorial explique le choix du nom du journal : "L'Union des Républicains. Le titre de ce nouveau journal constitue à nos yeux l'indication la plus probante que nous puissions donner à notre programme. C'est à tous les Républicains démocrates que nous faisons appel et c'est l'union de tous les groupements républicains de gauche que nous voulons réaliser en vue d'assurer la mise à l'étude et l'exécution de réformes promises à la démocratie... Union féconde, consacrée par le suffrage universel et sanctionnée par les résultats et à laquelle nous devons notamment le vote des lois, comme la Séparation, le service de 2 ans et l'assistance des vieillards".

"A cette Union, nous convions quelle que soit leur étiquette d'avant-garde, tous les démocrates sincères épris du même idéal de justice et de fraternité, mais nous ne saurions y inviter ceux qui se sont mis d'eux-mêmes et spontanément en dehors de la communauté républicaine : les progressistes et les anarchistes anti-patriotes...

Fidèles aux résolutions affirmées dans tous leurs congrès par les grands partis démocratiques, dont nous nous réclamons, le Parti radical et radical-socialiste, l'Alliance démocratique, nous déclarons que toute entente est impossible entre nous et ceux qui professent l'antipatriotisme, le sabotage et l'insurrection en temps de guerre.

... Notre devise est celle des grands ancêtres de 1792 : "la Républi-que est une et indivisible".

... Notre politique laïque : Nous pensons que la loi de séparation a réglé de manière la plus heureuse et la plus libérale les rapports de l'Eglise et de l'Etat en France et qu'elle a réalisé aussi complètement qu'il était possible, la formule républicaine "les Eglises libres dans l'Etat souverain".

... Notre politique démocratique : Notre concours est tout entier acquis aux réformes sociales inscrites dans les divers Nous ne programmes partis de gauche. sommes des collectivistes et nous réprouvons la lutte des Toutefois les conditions de travail telles qu'elles sont actuellement imposées aux salariés ne peuvent pas satisfaire de justice. Nous voulons en le modifiant, rendre notre idéal à tous, le régime de la propriété individuelle, accessible prolongement indispensable de la personnalité humaine et nous désirons participer activement à toutes les oeuvres et d'assurances sociales destinées à activer prévoyance l'oeuvre d'émancipation populaire inaugurée par la révolution francaise.

... C'est dans cet esprit que nous aiderons de tout notre pouvoir au vote de deux grandes réformes soumises actuellement à l'examen du Parlement : le projet de loi sur les retraites ouvrières dont l'urgence et la légitimité nous semblent indéniables et l'impôt sur le revenu qui nous paraît offrir une répartition plus équitable aux charges fiscales".

Georges Bourdeau, premier rédacteur en chef, conclut en admettant que ce programme n'est pas nouveau mais "c'est celui du vieux Parti républicain, celui-là même que Gambetta exposait voilà bientôt 30 ans aux électeurs de Ménil Montant".

Le journal, sans explications, avise ses lecteurs qu'à la date du 17 juillet il suspendra sa publication : "La direction de notre journal s'est entendue en fait avec la direction de <u>L'Express de l'Est</u> pour assurer à nos abonnés et nos lecteurs le service de ce journal quotidien".

La même entente s'est faite en ce qui concerne la publicité (3).

La publication de <u>L'Union Républicaine</u> se poursuivra jusqu'au 20 juillet. <u>L'Express de l'Est</u>, dès le lendemain, prend la relève.

L'Express de l'Est est fondé par Paul Lederlin (1868-1949), sénateur nous l'avons dit, mais surtout un gros est à la tête de la Blanchisserie et industriel. I1Teinturerie de Thaon (BTT), entreprise vosgienne par un d'ennoblissement textile créée en 1872groupe de manufacturiers lorrains et alsaciens soucieux de pallier, après la signature du traité de Francfort, la perte des établissements façonniers d'Alsace. Elle est, non seulement la plus grande usine du département des Vosges, mais encore la première entreprise française de blanchiment et de teinturerie des tissus de coton.

Paul Lederlin, son directeur et principal actionnaire, est l'une des personnalités industrielles les plus en vue durant l'entre-deux-guerres et, semble-t-il, célèbre pour son goût du faste et des mondanités. A l'instar de nombreux magnats de l'industrie, il mettra sa très grande fortune au service de ses ambitions politiques et commanditera plusieurs organes de presse : parisiens d'abord avec en particulier "L'Ere nouvelle" qui lui appartiendra de 1925 à 1930 et "L'Oeuvre", grand journal radical dont il sera au départ le pricipal actionnaire avec le distillateur Jean Hennessy (4).

Sur le plan local, sa carrière politique commence en 1919. Il est alors élu maire de Thaon, succédant tout naturellement à son père (5), premier magistrat de la petite ville de 1884 à 1919. L'année suivante il devient conseiller général du canton de Bains-les-Bains à la faveur d'une élection partielle et sénateur des Vosges. Tenant d'un radicalisme modéré, il fait partie au Sénat du groupe de la gauche démocratique.

C'est dans ce contexte que naît L'Express de l'Est quotidien essentiellement destiné à soutenir les idées et la carrière politique de son fondateur, ainsi que celles d'un certain nombre d'élus et d'industriels vosgiens appartenant à apporteront leur soutien à mouvance radicale, qui Parmi eux : Constant Verlot (1876-1933), député l'entreprise. maire de Senones et vice-président du conseil général Porterat (1870-1939), président du conseil général et maire de Mirecourt ; René Fonck, aviateur célèbre, élu député des Vosges en 1919. Il était aussi membre de la commision de l'Armée ; René Manuel, industriel, maire d'Igney ; Edouard industriel à Rupt-sur-Moselle, et enfin, Augustin Beaudoin, maire d'Epinal.

L'Express de l'Est prend donc le relais de L'Union partir juillet 1921. du Quotidien Républicaine à 21 d'information vendu 15 centimes à cette date, il compte selon les jours de 4 à 6 pages. Au sommaire du premier numéro, beaucoup de politique étrangère ("Les Soviets appellent leur secours", "Une séance annulée à la Chambre l'Amérique à Communes", "L'Italie confirme nos réclamations", problème de la Haute-Silésie et la guerre en Asie Mineure, font la Une.

En seconde page, une rubrique intitulée "Dans la Région" et une autre "Vosges". Les localités représentées sont, outre Epinal, Mirecourt, Neufchâteau, Saint-Dié et Remiremont. Une idée originale : afin de lutter contre le chômage, le journal propose d'insérer gratuitement les demandes d'emplois.

En page 3, on trouve l'inévitable feuilleton ("Les Rayonnants" de René d'Anjou) et une rubrique assez "légère" consacrée au sport. Les pages 4, 5 et 6 sont occupées par de la publicité.

Bref pagination classique : la Une est une aux nouvelles nationales ou traditionnellement réservée suivent ensuite internationales à l'éditorial, et différents concernant les informations locales arrondissements. L'Express de l'Est n'échappe pas à la règle. Une rubrique régulière intitulée "La journée à Epinal" marque à l'évidence, la volonté de la direction de faire avant tout L'Express de l'Est, le journal des Spinaliens. Un certain nombre d'informations régionales permet cependant de sortir du cadre purement local. Les articles consacrés par exemple aux régions Lure et de Vesoul ou à la Haute-Marne, laissent large du titre. Un bulletin augurer une diffusion plus commercial et financier, une page agricole, économique. publiés à intervalles réguliers, complètent l'ensemble. Mais la vocation première du journal est de se faire l'écho des multiples activités de son propriétaire et surtout d'assurer implantation pérennité de son politique dans le département.

En 1924, le journal sera au centre d'une affaire qui passionne, à en croire la presse locale, toutes les Vosges. Elle est connue sous le nom de "les affaires en diffamation".

Tout commence le 19 octobre 1924 quand <u>La République des Vosges</u>, hebdomadaire, organe du parti radical-socialiste, publie un article intitulé: "Des hautes cheminées à la Haute Cour". L'article reproche "à un sénateur" du département plusieurs tractations commerciales au lendemain de la Grande

Guerre avec une compagnie commerciale allemande de produits colorants : "Au lieu de faire écrire des articles rageurs et maladroits par sa presse stipendieuse, pourquoi l'empereur des "Hautes" ne laisserait-il pas ses soi-disants journalistes nous raconter par exemple l'affaire des matières colorantes et de haute trahison qu'elle comporte".

Lederlin, qui se sent visé "en son nom propre" mais aussi par le biais de la S.A de la Blanchisserie et Teinturerie de Thaon (Vosges) dont il est le propriétaire, réagit aussitôt et engage un procès contre "l'organe des Cartel de gauche".

Selon le préfet des Vosges, il s'agit en fait "d'un des nombreux épisodes de la campagne suivie depuis plusieurs années par <u>La République des Vosges</u> contre le sénateur. Il paraît devoir donner lieu à des débats passionnés de part et d'autre".

C'est le moins que l'on puisse dire : les deux journaux ne se privent pas pour s'attaquer mutuellement et très violemment. L'Express de l'Est publie "une lette ouverte à M. le procureur de la République" (le 26 octobre) : "(...) Il n'est plus possible de vous maintenir drapé dans une expectative d'indifférence. Le moment est venu. Il faut agir (...) De deux choses l'une : ou le sénateur mis en cause dans La République des Vosges est un traître ou l'auteur de cette infamie est le dernier des misérables. (...) Nous venons vous demander d'ouvrir une enquête pour faire toute la lumière... au nom de tous les honnêtes gens révoltés dans leur conscience".

Le 2 novembre 1924, après l'annonce par <u>La République des Vosges</u> de publier une série d'articles "extrêmement documentés" selon le préfet (8), <u>L'Express de l'Est</u> écrit : "Démasquez-nous ou vous avez menti ; vous avez brandi un dossier sur les colorants, publiez-le".

La République des Vosges réplique aussitôt : "C'est entendu, je relève le défi. Je prends l'engagement formel de publier à mon heure, la série d'articles annoncés dans le dernier numéro de La République des Vosges sous le titre "La Mercante internationale"". Dans un autre article publié le même jour, le journal lance un avertissemnt à L'Express de l'Est : "Il nous qualifie de bande organisée, de maîtres chanteurs, je ne laisserai pas passer une fois de plus pareille injure...".

Six procès seront engagés de part et d'autre, mais incluant aussi <u>La Tribune des Vosges</u> qui se mêla à l'affaire. Selon <u>Le Télégramme</u>, un nombreux public sera présent à l'audience. L'affaire se termina d'une manière "satisfaisante"

pour chacune des parties. Toutes obtiennent 1 F de dommages et intérêts ; l'honneur est sauf. Pendant que <u>La République des Vosges</u> remercie ceux qui l'ont soutenue, <u>L'Express de l'Est</u> déclare pompeusement : "Les juges ont jugé. Ils ont reconnu le bien fondé de la plainte de M. Lederlin contre <u>La République des Vosges</u>" (9), et de ce fait proclame que les accusations portées contre lui par ce journal était bien des diffamations. Par contre ils n'ont accordé à M. Lederlin... que 1 F de dommage et intérêt, jugeant sans doute, avec une claivoyance qui nous avait fait défaut, <u>La République des Vosges</u> trop peu répandue et d'une trop faible influence, pour porter un gros préjudice même quand elle fait tout pour cela".

Après différents déboires électoraux et financiers, Paul Lederlin se retire de la BTT et part pour la Corse. Il abandonne peu à peu <u>L'Express de l'Est</u> qui, d'organe politique se transformera en journal d'information, à l'image de <u>L'Est</u> Républicain.

La précarité de la situation financière de la société de <u>L'Express de l'Est</u> rend d'ailleurs ce choix nécessaire : 1929, le tirage quotidien moyen oscille entre 13 et jusqu'en (10), ce qui ne permet pas d'assurer 15.000 exemplaires la fin de l'année 1931 les pertes l'équilibre financier. A cumulées s'élèveront à 1 120 000 francs d'exploitation donc : élargir la diffusion du journal. Pour Une nécessité une certaine neutralité politique est indispensable. Le principal artisan de cette transformation est Paul-Alexandre Lederlin, l'un des fils de Paul, devenu à la fin des années 20 directeur du groupe de l'Est et de la BTT et de surcroît maire de Thaon de 1924 à 1934.

son autorité, deux directeurs successifs : Maurice Hisler (successeur de Maurice Petit) et André Dauxin mettront nouvelle orientation rédactionnelle. oeuvre la exemple seront créées : par rubriques nouvelles "à travers les ondes", devenue en 1936 "la vie intitulée radieuse par la radio". Les informations locales et régionales furent étoffées, de même que la rubrique agricole et la vie sportive. Enfin deux feuilletons quotidiens et un supplément hebdomadaire illustré rendent la lecture du journal beaucoup plus attrayante.

La Une était toujours réservée aux évènements nationaux et internationaux. La montée des périls à partir de 1933 inspira de nombreux articles et <u>L'Express de l'Est</u> se fera l'écho des menaces grandissantes contre la paix, exhortant les Vosgiens à la vigilance face à la politique expansionniste du IIIème Reich...

Ce ton nouveau, ces rubriques nouvelles plaisent aux

lecteurs vosgiens : le tirage, de 15.391 exemplaires en 1929 passera deux ans plus tard à 17.522 exemplaires et atteindra en 1939 le chiffre de 20.000.

La situation financière se redresse également permettant investissements par auto-financement. Mais en 1936, Paul Lederlin annonçe à son fils qu'il est résolu à vendre <u>L'Express de l'Est</u> et l'imprimerie Fricotel, afin de pouvoir financer sa réélection au poste de sénateur de la Corse. Il pensait sans doute à sa première bataille électorale dans coûté fort chère semble-t-il. Son fils l'ile qui lui avait proteste. arguant de ses projets de développement, mais il doit finalement s'incliner. Le journal est vendu à Raymond Patenôtre (1900-1951), homme politique et propriétaire, durant années trente, d'un puissant groupe de presse regroupant "Le Petit Journal", l'hebdomadaire "Marianne", "Cinémonde", "L'Auto" et un certain nombre de titres de journaux de province: Le Petit Niçois, Le Petit Var, Lyon Républicain, La Sarthe, Le Petit Havrais, La Gazette de Seinte-et-Marne.

Mais le groupe Patenôtre, dont le directeur général est Albert Lejeune, cherchera très vite à se débarasser de l'entreprise spinalienne. L'Union des syndicats patronaux des Vosges, soucieuse "non d'influencer l'orientation politique (du journal) mais d'empêcher qu'il puisse un jour se retourner contre les industriels" (12) se montre désireuse d'acquérir L'Express de l'Est.

Le chef de file de l'opération est Georges-René Laederich (13) (1898-1969), un industriel qui est à la tête, dans le département, d'un puissant groupe textile. Agissant ici au nom d'un Syndicat cotonnier de l'Est, ce dernier suscite la création d'une société "L'Omnium d'impression et de publicité" qui procèdera secrètement, en 1937, à l'achat de la majorité des actions du journal.

Le directeur de l'époque, André Dauxin, ne sera tenu au courant de la cession qu'en 1938. Georges-René Laederich qui ne posséde en son nom propre qu'une petite partie du capital, deviendra ensuite le délégué et l'intermédiaire des industriels auprès de la direction.

La seconde guerre mondiale n'empêchera pas le quotidien spinalien de continuer à paraître en sombrant peu à peu dans la collaboration la plus avérée de 1940 à 1944... alors qu'il avait fait montre, de septembre 39 à juin 40, d'une grande ferveur patriotique, vitupérant contre les crimes du Reich et les "assassins hitlériens".

Après une brève interruption durant la seconde quinzaine de juin et le mois de juillet, il reparaît en effet sous forme

d'une éditon spéciale -le 3 août 1940- avec l'.aval des propriétaires et sous le contrôle des autorités d'occupation. Les bénéfices éventuels seraient répartis entre le personnel, la Croix Rouge et le Secours National, aucun dividende à l'ancienne, ne devant être distribué.

D'abord bi-hebdomadaire -tant que l'usine à gaz ne fonctionne pas- <u>L'Express</u> redevient quotidien le 1er octobre 1940 : "<u>L'Express de l'Est</u> a le plaisir d'annoncer à ses lecteurs fidèles que le journal reprendra mardi 1er octobre, sa publication quotidienne et le sevice aux abonnés" écrit-il dans le numéro 17, de son édition spéciale, le 28 septembre. La pagination est néanmoins très réduite -une page rectoverso- faute de papier.

Le Démocrate de l'Est succède à 5 octobre 1944, L'Express de l'Est. Sa manchette porte à gauche du titre, la Croix de Lorraine. Le premier éditorial du rédacteur en chef, Paul Roos, présente ainsi le journal, le directeur (toujours Louis Leroux déjà directeur de L'Express pendant la deuxième les rédacteurs : "conçu dans la mondiale) et Le Démocrate de l'Est, né à l'aube d'une ère Résistance. nouvelle, s'interdit la passion et la haine (...) Animé d'un idéal patriotique et républicain, il veut servir le pays en toute loyauté. Ainsi donc, aucune insulte, aucune diffamation paraîtront dans les colonnes de ce journal mais il sera fait un exposé exact des faits aussi graves puissent-ils être (...) Le Comité de libération a placé à (la) tête (du journal) un homme qui a fait ses preuves dans la Résistance. En offrant à M. Leroux la nouvelle direction, il a voulu récompenser son dévouement à la cause de la Résistance (...) Henri Masson et Jean-Pierre Parisot sont suffisamment connus pour que je n'ai point à insister. Que l'on sache seulement que, malgré les apparences, ni l'un, ni l'autre n'ont à aucun moment fait acte d'antipatriotisme" (14).

La supercherie ne durera pas. L'existence du <u>Démocrate de l'Est</u> sera très brève puisqu'il arrête sa publication le 10 mars 1945. Le lendemain, un autre titre, <u>La Liberté de l'Est</u>, commence à paraître et fournit l'explication de cette rapide disparition : "<u>Le Démocrate de l'Est</u> a disparu. M. Leroux, exdirecteur du vichyssois et pro-allemand <u>Express de l'Est</u>, administrateur de la société immobilière Express de l'Est, administrateur de l'imprimerie Fricotel, officier de la Sécurité militaire, comme par hasard actuel directeur du défunt <u>Démocrate</u> est sous les verrous. Nous précisons que <u>La Liberté de l'Est</u> ne succède pas au <u>Démocrate</u>".

Ce quotidien départemental qui diffuse exclusivement dans les Vosges, existe aujourd'hui encore, ses tirages avoisinent les 32.000 exemplaires (15).

*

* Forme juridique

<u>L'Express de l'Est</u> est constitué sous la forme d'une société anonyme. Comme l'indique un document ultérieur datant de 1932, Paul Lederlin contrôle plus de 80% du capital social. Celui-ci s'élève à 750 000 F et se divise en 7500 actions de 100 F chacune.

Outre Paul Lederlin (6250 actions), les principaux actionnaires sont : Henri Manuel (500 actions) ; Augustin Beaudoin (25 actions) ; René Porterat (10 actions).

Paul Lederlin est propriétaire également de l'immeuble abritant le journal (40, quai des Bons Enfants à Epinal) et de l'imprimerie Fricotel, entreprise annexe constituée également sous forme d'une société anonyme, sise au 2, quai de Juillet, que les directeurs successifs de <u>L'Express de l'Est</u> eurent à gérer parallèlement jusqu'en 1944.

les projets de statut, la société anonyme de D'après <u>L'Express de l'Est</u> avait pour objet "... la création ou la la direction et la publication à Epinal d'un journal quotidien politique et d'information pour la région vosgienne" (16). C'est la formule de la reprise qui prévalut en fait : la nouvelle société absorba en effet un journal préexistant, L'Union Républicaine des Vosges, organe du centre gauche, d'abord bihebdomadaire puis quotidien, fondé nous l'avons vu, afin l'action de la Fédération 1908. de soutenir républicaine démocratique d'obédience radicale (17). Quoique d'une grande audience, ce titre disposaît d'infrastructures importantes permettant une parution rapide du quotidien en gestation.

le départ de Paul Lederlin, évincé de la BTT après Après affaires malencontreuses et ruineuses, et qui avait plusieurs subi plusieurs revers politiques cuisants, un de ses fils, Lederlin prit les rènes du journal. Paul-Alexandre (Sacha) Celui-ci avait réussi à conclure un arrangement avec son père, duquel Paul était déchargé de tous les frais à l'exploitation et conférait la nuefinanciers afférents propriété de l'ensemble de ses actions à son fils. Paul était nommé administrateur délégué de la société de L'Express de l'Est et d'imprimerie Fricotel.

Toutefois, malgré un redressement tant au niveau du tirage qu'à celui financier, Paul Lederlin, pour couvrir ses dépenses électorales en Corse, décida de vendre L'Express de l'Est à Raymond Patenôtre, homme politique à la tête d'un puissant groupe de presse qui, très rapidement le céda à un groupement d'industriels vosgiens dont le chef de file était Georges René Laederich.

la fin de la deuxième guerre mondiale, après une série procès, le journal qui avait collaboré avec les Allemands, fut évidemment pas autorisé à reparaître. Les biens de la société de L'Express de l'Est furent confisqués conformément à l'ordonnance du 30 septembre 1944, et l'administration des Domaines désignée comme séquestre. jugement fut par Civil d'Epinal en date du 20 décembre 1944. La Cour Justice de Nancy confirma en 1946 la saisie des actifs du quotidien, ceux-ci furent dévolus à La Liberté de l'Est.

* Ligne politique (18)

Le directeur de L'Express de l'Est n'a qu'une autonomie limitée : il est soumis comme l'ensemble de la rédaction au contrôle étroit exercé au nom de Paul Lederlin, par l'un directeurs de la BTT, Henri Tschaen. La Une du premier numéro donne le ton. Dans un long éditorial (19), co-signé par Lederlin, Constant Verlot et René Fonck programme est celui d'une politique nouvelle, essentiellement nationale, laïque, honnêtement et libéralement républicaine et sociale. Oubliant les luttes du passé qui ne peuvent qu'arrêter le large essor d'une pensée neuve, nous voulons rappeler les grandes leçons de la guerre que nul ne saurait méconnaître et qui imposent aux esprits avisés le patriotique de ne considérer l'avenir qu'en tenant compte de ce devoir qu'ils ont appris dans la souffrance et l'angoisse des jours inoubliables (...). Nous sommes les serviteurs de l'ordre. Nous voulons l'ordre, c'est-à-dire la liberté d'action et de conscience, c'est-à-dire la liberté de penser, c'est-à-dire le progrès du travail et la discipline librement consentie. (...) Nous cesserons de réclamer des pouvoirs publics ne l'application d'une politique sociale généreuse fraternelle. (...) Nous réclamerons la réorganisation des la restauration des finances sévèrement administrations. limitation rigoureuse de l'intervention de écartelées. la l'Etat en matière économique".

L'évocation de figures emblématiques du Parti républicain

"les grands enseignements de Gambetta, de Jules Ferry, de Waldeck Rousseau ... guideront nos efforts", les références à politique résolument nationale, laïque et sociale situent auteurs dans le camp des radicaux modérés. Les thèmes les développés dans cet éditorial seront repris en 1922 par Verlot, à l'occasion des élections cantonales, dans Constant programme dit de "Bruyères" auquel L'Express de l'Est fera grande publicité, ouvrant largement ses colonnes à ceux une candidats qui s'en réclament : "il est juste de rappeler conseillers sortants ont rempli leur devoir... les que tous tous sont des républicains ayant rempli leur devoir... tous ayant accompli le programme d'Union républicains de concorde nationale et de travail qu'a républicaine. développé, à Bruyères en mars dernier, l'un d'entre eux, notre ami Constant Verlot, député des Vosges" peut-on lire le 13 mai.

Les élections législatives en 1924, furent l'occasion d'un engagement plus marqué encore. <u>L'Express de l'Est</u> ne ménagea pas son soutien aux candidats de l'Union républicaine : Constant Verlot, René Fonck, Charles Eulriet, Albert Mamelet, Henri Manuel, René Porterat et Louis Simonet qui se référaient l'action de Raymond Poincaré et rejetaient le Cartel des Il mena de violentes polémiques contre <u>Le Télégramme</u> quotidien de droite dirigé par le Chanoine des Vosges, Barotte, racheté après sa mort par <u>L'Eclair de l'Est</u>, grand quotidien régional de Nancy et surtout contre La République des Vosges, une publication hebdomadaire dont le rédacteur en était Marc Rucart, futur député et futur ministre. République des Vosges était l'organe de la Ligue de la République qui regroupait l'aile gauche de la famille radicale. Il sera à l'origine de l'affaire connue sous le nom de "les affaires de diffamation" qui impliquera directement Lederlin et dont nous avons, dans notre chapitre précédent, conté les différentes péripéties.

Les résultats de ces élections de 1924 furent décevants pour les amis politiques de Paul Lederlin. Seul Constant Verlot fut élu, la droite regroupée dans l'Union républicaine et nationale, comptait cinq députés et l'Union des gauches, un.

L'année 1925 marqua sans doute l'apogée de la phase politique de l'histoire du journal, en vain d'ailleurs, puisque son propriétaire connaîtra deux revers électoraux successifs assez cinglants : à Thaon tout d'abord, le fief familial où l'industriel, à l'occasion des élections municipales, subit les assauts d'une liste concurrente menée

par l'un de ses anciens adjoints entré en dissidence, Louis Guillon. Ce dernier critiqua sévèrement la gestion passée et multiplia les attaques personnelles contre "l'autocrate" de la BTT : "M. Lederlin vous avez l'or, faîte donner votre presse servile !" lança-t-il dans une brochure électorale (20) visant L'Express de l'Est qui -évidemment- rendit coup pour coup. Paul Lederlin élu au premier tour est néanmoins minoritaire au sein du conseil municipal et devra céder son fauteuil à son adversaire!

Le deuxième échec -aussi cuisant- aura lieu aux élections cantonales de juillet. Paul Lederlin s'est présenté dans le canton de Bains-les-Bains où il doit affronter sur sa droite Louis Guillon, secrétaire de la Ligue Millerand pour les Vosges et, sur sa gauche Paul Monne, radical socialiste "cartelliste" décrit par L'Express de l'Est comme "l'instrument de la haine et de la vengeance vouées à M. Lederlin" (21).

La République des Vosges se déchaîna contre l'homme d'affaires, multipliant les attaques personnelles. Malgré la campagne de presse menée en sa faveur et les exortations adressées aux électeurs vosgiens par <u>L'Express de l'Est</u>, Paul Lederlin fut mis en minorité à l'issue du premier tour. Pourtant, soucieux de réaliser "l'union des républicains contre les droites coalisées" (22), il se désista en faveur de Paul Monne qui fut élu au deuxième tour.

Les déboires électoraux répétés amenèrent Paul Lederlin à renoncer à la vie politique en Lorraine. Ainsi il ne sollicita pas le renouvellement de son mandat sénatorial en 1927, vint de moins en moins souvent dans les Vosges et délaissa, peu à peu <u>L'Express de l'Est</u>. Son élection en 1930 comme sénateur... de la Corse !... eut définitivement raison de son intérêt pour le journal qu'il avait fondé. De plus, la perte de contrôle de la BTT en 1931, et son éviction complète de l'affaire deux ans plus tard, devait l'éloigner définitivement du département des Vosges.

éloignement des dépenses l'origine de cet inconsidérées effectuées à la fin des années 20 pour racheter notamment Koechlin Baumgartner et Cie de Lorrach dans le pays les établissements Maudral de Vénissieux et la Soie Bade. d'Argenteuil. Α ces affaires malencontreuses, s'ajoute la Oustric à laquelle la BTT était très faillite de la Banque liée. La Blanchisserie de Thaon dut faire face subitement à une crise de trésorerie insoluble ; le groupe Gillet de Lyon profita pour faire main basse sur l'entreprise avec l'aide la Banque Daniel Dreyfus. La constitution de la société

Gillet-Thaon en 1935 par fusion des établissements Gillet avec la Société Nouvelle de la Blanchisserie, marqua l'aboutissemnt du processus engagé quelques années auparavant. Le leadership de la famille Lederlin était bel et bien terminé!

Le retrait de Paul Lederlin permit la mutation du quotidien, qui d'organe politique se transforma peu à peu en journal d'information soucieux de ménager les sensibilités diverses de ses lecteurs.

Sur le plan international, le quotidien suivait avec vigilance la politique expansionniste du IIIème Reich. Deux jours après le 6 février 1934, Maurice écrivait : "dans le tumulte les Français se battent entre eux... dans le calme, les Allemands réarment" (23). Néanmoins le quotidien partagea les illusions de ses contemporains et applaudit, comme la grande majorité des Français, aux accords de Munich : "M. Daladier, pleinement conscient de ses responsabilités a montré à Munich le vrai visage de la France qui, toute entière derrière lui, suit ses efforts pour faire aboutir cette négociation de la plus haute gravité..." (24). La paix était sauvée!

A la veille de la guerre, il faisait état de la faiblesse de l'armée allemande, soutenant de façon péremptoire que les armées françaises et polonaises étaient les meilleures de l'Europe.

<u>L'Express de l'Est</u> s'affirmait d'autre part toujours fidèle à ses idéaux républicains : "... nous continuerons à mener le bon combat pour la République en nous tenant également éloignés des sectaires de droite et de ceux de l'extrême gauche. Fidèles à la pensée du fondateur de ce journal, M. le sénateur Paul Lederlin, nous resterons dans la grande tradition de l'homme qui donna à la France un empire et à la démocratie, l'école laïque" (25).

la plus grande neutralité politique était désormais Cette attitude dont le quotidien ne se départira rigueur. jamais jusqu'en 1940 est remarquablement illustrée par les 1936. Toutes les professions de foi, celles des élections de Front populaire comme celles des candidats de candidats du seront publiées. Un éditorial du 26 avril rappela que droite toute polémique" de la rubrique rédaction avait "banni "de la parfaite impartialité" du électorale et se félicita journal qui s'abstint ensuite de tout commentaire pour le second tour : "Fidèles à nos promesses nous leur avons accordé à tous sans distinction de parti la même généreuse et gracieuse hospitalité... (le) lecteur fidèle a pu suivre toute la campagne... non point par des commentaires plus ou moins

sincères mais par les candidats eux-mêmes" peut-on lire le 26 avril.

A l'issue du scrutin les articles restent modérés : "Je l'ai dit et je le répète : le succès du Front populaire était prévu : il est la conséquence logique du mécontentement provoqué par la crise économique, le chômage, l'injustice sociale, contre quoi la législative de 1932 s'était montrée veule et impuissante. (...) Attendons sagement et espérons que les partis vainqueurs sauront comme ils l'ont déclaré, travailler au bien du pays" (26).

Les différents changements de propriétaires -Paul Lederlin vend en 1936 le journal au groupe de presse appartenant à Raymond Patenôtre qui s'en débarasse aussitôt et le cède à une société regroupant plusieurs industriels vosgiens à la tête desquels M. Georges René Laederich - n'ont donc pas vraiment apporté de changement dans le contenu du journal.

semble ensuite que le bras droit de Raymond Patenôtre pour les affaires de presse durant la deuxième guerre, Albert restait associé à la gestion tout en possédant Lejeune. qui encore un certain nombre d'actions de la société et surtout le nouveau rédacteur en chef, joueront un rôle Robert Huin, dans la nouvelle orientation qui se fit jour à essentiel compter de l'été 1940. C'est ainsi en tout cas que Gaston Leroux, directeur de l'époque, devait présenter les faits lors son procès après la Libération : "(Robert Huin s'était) de initiative et après assentiment préalable des seule allemandes d'occupation, substitué au conseil autorités d'administratin du journal pour en assumer la marche et la diffusion" (27).

Quoiqu'il en soit les articles publiés alors sous l'oeil Sonderführer Singuin représentant vigilant du Propagandastaffel, étaient eux dépourvus de toutes ambiguités. Les différentes phases de la brève histoire du régime de Vichy en effet, un écho fidèle dans les colonnes du trouvèrent, traumatisme de la défaite inspira tout d'abord à journal. Le Robert Huin des éditoriaux empruntant au Maréchal sa vision "doloriste" de l'histoire : "... nous souffrirons, nous aurons du mal, nous paierons ainsi vingt années de lâcheté, d'abandon et de veulerie. Mais tous ensemble, unis dans le malheur, nous verrons peu à peu surgir cette France neuve et propre que Pétain nous promet" (28).

Le rédacteur en chef se fit ensuite le thuriféraire de la collaboration d'état souhaitée par Vichy, pour rendre à la France son rang au sein de cette Europe nouvelle qui s'ébauchait sous la coupe allemande. Trois jours après l'entrevue de Montoire, Robert Huin écrivait "... comprendrat-on qu'un monde nouveau sort du chaos et que dans ce monde,

notre place sera marquée si nous acceptons loyalement de collaborer à l'oeuvre commune ? Il faut mettre fin à une hostilité artificielle et séculaire et c'est ainsi que nous gagnerons "ce véritable nationalisme qui, renonçant à se concentrer sur lui-même, se dépasse pour atteindre la collaboration internationale" ainsi que l'écrivait Philippe Pétain".

L'oeuvre de la révolution nationale fut d'autre part ferveur. tout au moins jusqu'en 1942. Le thème exaltée avec terre" inspira par exemple, de nombreuses des "retour à la chroniques qui puisaient leur inspiration dans l'histoire de France, à l'instar de celle du 6 janvier 1942 : "la leçon de Sully, un acte de foi dans la terre qui ne ment pas et ne !" Mais cette ébauche de révolution conservatrice meurt pas trouva vite ses limites. Le durcissement du régime de Vichy, symbolisé par le retour de Pierre Laval en avril 1942, se L'Express de l'Est. Des éditoriaux de reflèta aussitôt dans plus en plus collaborationnistes figuraient dorénavant à côté des communiqués militaires allemands et de "la chronique du banditisme" qui relatait les "crimes" de la Résistance.

A partir du tristement célèbre discours du chef du gouvernement, marquant le premier anniversaire de l'invasion de l'URSS, le 22 juin 1941, R. Huin désormais membre du Parti populaire français se mit à soutenir ouvertement que "tous ceux qui veulent que la France vive dans une Europe réconciliée, où le soleil luira pour tout le monde, souhaitent la victoire de l'Allemagne sur le marxisme de Moscou et le capitalisme de Londres et Washington" (29).

Le rédacteur en chef, appelé à d'autres fonctions à L'Echo (30), quitta son poste en janvier 1944. Il fut de Nancy autre membre du PPF, Alfred Joly. Alors que remplacé par un français sombrait dans une parodie du fascisme, la l'Etat phraséologie des ultras de la collaboration, qui désormais n'avaient plus rien à perdre, s'étalait sans vergogne dans un au format encore plus réduit par la diminution du contingent de papier attribué par les Allemands : "... nos ennemis de l'est comme ceux de l'ouest sont les mêmes : les dont le seul ou les judéos-bolchévistes judéo-ploutocrates objectif est la destruction d'une civilisation rayonnante qu'ils haissent profondément" (31), ou encore cet dérisoire : "... l'heure de l'invasion a marqué aussi l'heure les Français doivent prendre parti hardiment, franchement, le bolchévisme, contre l'anarchie, contre le super capitalisme barbare venant de l'ouest, pour la paix sociale, pour l'Europe, pour une France socialiste et nationale" (32).

<u>L'Express de l'Est</u> paraîssait pour la dernière fois le 12 septembre 1944.

* Organisation de la rédaction

Les bureaux de la rédaction de <u>L'Union Républicaine</u> devenus trop étroits, seront transférés le jeudi 24 février 1921, au 41, quai des Bons Enfants. Les renseignements sur les journalistes sont rares. René Vallet rédacteur en chef de <u>L'Union Républicaine</u> depuis le 3 août 1920, perd son poste peu de temps après. Il avait succédé à Eugène Saillard, deuxième rédacteur en chef du journal qui publia le 12 juillet 1920 un message d'adieu dans lequel il remerciait "les nombreux républicains de ce département" et adressa "un salut cordial aux sincères démocrates de la petite patrie de Ferry" à qui il demandait une dernière fois "de se regrouper fortement autour de ce journal et de faire voeu de républicain".

Pendant une période intermédiaire entre les deux journaux, tous les éditoriaux disparaissent ainsi que toutes les signatures, hormis celles de quelques hommes politiques comme Fonck. Pourtant elle étaient nombreuses, ainsi que les pseudonymes : XXX (social), Alceste, Pierre Pizon, Plick et Plock ("L'heure qui passe", rubrique d'humeur), le Liseur (Jean Mory), Henri de Forge ("Allo! Allo! Paris"), Jean Malgras, etc..

Il semblerait que la rédaction ait été considérablement remaniée. Néanmoins quelques signatures réapparaissent : Henri de Forge avec une nouvelle rubrique d'humeur : "Du haut du balcon" par exemple (Courrier des Lettres et des Arts) etc.

Dans la nouvelle équipe, les noms les plus connus sont Pol Ramber (politique intérieure ou extérieure), Goery Coquart (la semaine Express), Maurice Pottecher, Marcel Hutin. Verlot sera considéré par la droite vosgienne comme le rédacteur de nombreux articles anonymes, par exemple lors des échéances électorales (1924), Ambroise Got écrit "La semaine de Berlin", Raoul Grandy "La semaine de Paris"

<u>L'Express de l'Est</u> dispose de bureaux à Paris, rue Lafitte puis rue Jules Lefèbre. S'il innove peu dans sa présentation par rapport à <u>L'Union Républicaine</u> (33), de nouvelles rubriques apparaissent ou sont améliorées : La Vie Radieuse par la Radio, Causerie Médicale, Pages des Enfants (34), de la Femme, Agricole.

rubriques Les locales (Epinal, Mirecourt, Saint-Dié. annoncées Remirement. Neufchâteau) sont par un dessin représentatif. Les nouvelles régionales concernent le Grand Est : la Lorraine (les 4 départements), la Franche-Comté (entière) et la Haute-Marne. Très rarement l'Alsace. Les nouvelles nationales ou internationales, la vie sportive, un bulletin économique et financier, les faits divers, un ou deux feuilletons et une rubrique "Dernière heure" complètent le sommaire.

<u>L'Express de l'Est</u> devenant de plus en plus neutre, il privilégiera davantage l'information. Un effort particulier sport. Ainsi le mercredi 30 juin 1937, le est fait sur le à sa "Une" que quatre envoyés journal est fier d'annoncer spéciaux suivront le Tour de France : Cazalis, secrétaire général du Tour, Gonnet, correspondant sportif parisien, Fernand Heric et Raymond Vanker. Léonce Florentin, secrétaire générale de l'APE, ancien dir∝teur du <u>Journal de la Meurthe et</u> des Vosges et de L'Impartial de l'Est, viendra à la fin 1935 renforcer la rédaction.

L'Express de l'Est nous l'avons vu, continuera à paraître l'occupation allemande. La bataille de Dompaire qui allait permettre la libération d'Epinal, le 24 septembre 1944, venait de commencer, le journal avait cessé de paraître 12 jours plus tôt... L'heure de l'épuration avait sonné. La justice allait pouvoir juger les organes de presse ainsi que journalistes qui s'étaient compromis collaboration. Albert Lejeune fut condamné à mort et fusillé à Marseille (35).Robert Huin, que son activité sous l'occupation naturellement à la vindicte désignait tout jugé à Nancy à la fin de l'année 46 et exécuté publique, fut janvier 1947. Le directeur Louis Leroux et l'industriel Georges-René Laederich mandataire auprès du quotidien de l'Union des syndicats patronaux des Vosges, furent jugés en octobre 1946. La cour de Nancy condamna le ensemble qui n'avait eu guère prise sur l'évènement, à 10 ans premier. de dégradation nationale ; Le deuxième, qui pour l'opinion publique avait "toujours (fait) figure de propriétaire du de surcroît avait été membre du conseil journal" et qui, de Vichy à partir de 1941, se vit infliger deux ans national de prison et 20 ans de dégradation nationale.

* Conditions de fabrication

Le dernier gérant de <u>L'Union Républicaine</u> fut M. Malaizier, il succédait à C. Morlon.

De même que la rédaction, l'imprimerie fut déménagée à plusieurs reprises : le premier numéro de <u>L'Union Républicaine</u> fut imprimé au 10, rue Aubert à Epinal (chez M. Pernot), l'ensemble des services fut ensuite transférés au début de l'année 1921 au 15, rue des Minimes, puis à la création de <u>L'Express de l'Est</u> au 40, quai des Bons Enfants toujours à Epinal, au rez-de-chaussée de l'ancien hôtel de la poste... à l'exception de l'imprimerie qui restait encore quelque temps rue des Minimes avant de se trouver des locaux plus adaptés au 2, quai de Juillet.

L'imprimerie constituée sous forme d'une société anonyme : la S.A de l'imprimerie Fricotel. Ses gérants étaient ceux de <u>L'Express de l'Est</u> : Gustave Jean-Baptiste Courroy, né en 1884 à Basse-sur-le-Rupt, succéda à Auguste Lambert le 12 septembre 1927. Ce dernier, un Spinalien né le ler novembre 1877, avait été le premier gérant de la nouvelle société de <u>L'Express de l'Est</u> ainsi que celui de <u>L'Estafette de Saint-Dié</u>.

Il semblerait que la zone de diffusion de <u>L'Union Républicaine</u> ait été plus large que celle de <u>L'Express de l'Est</u>, ce dernier concentrant son action sur l'arrondissement d'Epinal, tandis que le premier touchait le département des Vosges en entier. Il était même en vente à Paris et non pas seulement -comme c'est de tradition pour les journaux lorrains- Gare de l'Est, mais aussi dans différents kiosques de la capitale, rue des Capucins, avenue de la République etc...

Le tirage augmente sensiblement. <u>L'Express</u> cherche à se promouvoir par tous les moyens : ainsi un grand concours "la partie de loto" est organisé en 1921 avec à la clé 100 000 F de prix et 1.200 gagnants. Le journal décidera également d'offrir à toutes les personnes qui souscriront avant une date limite à un abonnement d'un an, "notre feuilleton en cours, édité en un joli volume relié". Les dernières nouvelles de la journée sont aussi affichées dans le hall du journal.

Le mercredi soir 24 novembre 1925, un incendie détruit une partie du journal : "vers 10H30, le service de nuit constatait avec inquiétude qu'une fumée dense se répandait dans la cour intérieure, les ateliers et les appartements. Une tournée faite dans les divers locaux du rez-de-chaussée ne releva rien

d'anormal, mais 10 minutes plus tard, il ne fut plus possible de douter qu'un feu couvait dans les parties supérieures des bâtiments" (36) : linotypes, presses, matériel de clicherie, fondeuses, seront hors d'usage. La salle de rédaction n'est pas touchée par le feu... mais par l'eau ! Le journal ne paraîtra pas pendant 24 H.

Pendant la seconde guerre mondiale, c'est M. André Dauxin qui occupe le poste de directeur général de <u>L'Express de l'Est</u> et de Pdg de l'imprimerie Fricotel.

* * *

- (1) Ensuite sur les presses de l'Imprimerie Pernot jusqu'en 1915, puis sur celles de l'Imprimerie Administrative des Vosges (1919), et de l'Imprimerie Nouvelle (rue d'Ambrail).
- (2) L'Union Républicaine du 01/07/1921. Né le 8 mai 1868 à Rothau (Bas-Rhin), cet homme autoritaire, outre l'industrie de et de la teinturerie, s'intéresse au blanchisserie agricole (il crée des fermes modèles) à l'école *développement* (il fonde des cours post-scolaires, des écoles publique d'apprentissage de dessin) des ménagères. cours l'enseignement en général. Commandeur de la Légion d'honneur, chevalier du Mérite agricole, etc., sénateur des Vosges (1920-1927) de la Corse (1930-1845).
- (3) L'Union Républicaine du 15/07/1921.
- (4) "Histoire Générale de la Presse" tome 3.
- (5) Armand Lederlin, républicain ardent, était aussi conseiller général du canton de Chatel-sur-Moselle (1882 à 1919) et président du conseil général des Vosges (1907 à 1919), il a dirigé la BTT jusqu'en 1909.
- (6) Paul Lederlin fut à la même époque le commanditaire de L'Avenir Républicain, hebdomadaire radical de Mirecourt.
- (7) Il est considéré comme l'inspirateur de nombreux articles du journal.
- (8) Le premier article s'intitule : "L'édifiante histoire de la société des produits colorants".
- (9) Le directeur politique de <u>La République des Vosges</u> était M. Maurice Dussolon, gérant M. Ancel.
- (10) 1921-1922 : 12.910 exemplaires ; 1924 : 15.515 ex ; 1927 : 13.145 ex ; 1929 : 15.391 ex.
- (11) Etat du 18/05/1932 Archives de la BTT.
- (12) <u>La Liberté de l'Est</u> du 15/10/1946 Procès Laederich-Leroux, déposition de Georges-René Laederich.
- (13) René Laederich est né à Mulhouse, le 10 juillet 1961. Il succède en 1899 à son père à la tête de la société "Charles Laederich fils et cie". Il développe les usines de textile qu'il possède dans les Vosges, rachète en 1919 la filature Mercier (La Petite Raon), puis le tissage dit du Jacquard (Moussey). Pour gérer les usines, il fonde une société anonyme "Etablissements Laederich" en 1924. Il se porte acquéreur en du tissage du Vieux Moulin. Vice-président du Syndicat Cotonnier 1'Est dès 1901, il est l'un des membres de du Syndicat Général de l'Industrie Cotonnière fondateurs dont le siège est à Paris. Il devient secrétaire française. général puis président de cet organisme patronal, de 1911 à Il est aussi vice-président de l'association Cotonnière 1920. et coloniale *membre* fondateur de l'association l'Agriculture et de l'Industrie, dont le président est Méline.

- Il siège également à la Banque de France en qualité de gérant à partir de 1913. Il est, enfin, administrateur de la Banque de Mulhouse, de la Compagnie des Chemins de Fer de l'Est.Il décède à Paris le 18 mars 1932.
- (14) Le Démocrate de l'Est du 05/10/1044.
- (15) Le premier numéro est daté du 11-12/03/1945. Le quotidien a pour devise "Résistance, Indépendance, Vérité". Il est dirigé par Gaston Chatelin, artiste peintre, qui signait ses toiles Chatelain-Cez et qui n'a rien à voir avec le rédacteur du même nom de <u>L'Express de l'Est</u>. Il sera remplacé à la direction du journal, le 12 juin 1966, par Marcel Clément. Sous-titres successifs :
- "Quotidien républicain d'informations (11/03/1945 01/10/1970).
- "Quotidien républicain d'informations, le plus fort tirage des Vosges" (après 1970).
- Format 60x42,5. Adresse: 40, quai des Bons-Enfants à Epinal. 170 personnes environ, dont 30 à 40 journalistes. Bibliographie: "Le secret de la <u>La Liberté de l'Est</u>: ne pas vivre au-dessus de ses moyens". <u>L'Echo de la Presse et de la Publicité</u> n° 986, 01/03/1976, p. 28.
- (16) Projet de statuts article 3 Archives de la BTT.
- (17) Lire François Guichard: "L'Union Républicaine, organe démocratique des Vosges, un journal à Epinal 1908-1921", mémoire de l'Ecole Normale d'Epinal, 1974, 54 p.
- (18) Source "<u>Le Quotidien dévoilé</u>". Cet ouvrage collectif sur <u>L'Est Républicain</u> (op. cit) comporte un chapitre sur <u>L'Express</u> <u>de l'Est</u>, (auteur : Claude Ferry p. 65).
- (19) L'Express de l'Est du 21/07/1921.
- (20) "Pourquoi et pour qui je lutte" brochure éditée par Louis Guillon, 1925, Archives de la BTT.
- (21) L'Express de l'Est du 13/07/1925.
- (22) " " du 26/07/1925.
- (23) " " du 08/02/1934.
- (24) " " du 01/10/1938.
- (25) " " éditorial du 01/01/1931.
- (26) " " du 05/05/1936, article signé Pol Ramber.
- (27) Lire <u>la Liberté de l'Est</u> du 02/12/1946.
- (28) L'Express de l'Est du 03/08/1940.
- (29) " " du 25/06/1942.
- (30) Lire la fiche signalitique de <u>L'Est Républicain</u>, et dans la 1ère partie le chapitre "La Deuxième Guerre Mondiale" (..de la collaboration à la Libération).
- (31) L'Express de l'Est du 15/01/1944.
- (32) L'Express de l'Est du 09/06/1944.
- (33) Le titre plus haut dans la page est souligné. Le journal est vendu 25 centimes à sa création, 50 centimes en 1940.
- (34) Sommaire classique mais parfois on trouvera des jeux

d'esprit, une vulgarisation amusante d'expériences

(35) "<u>Histoire générale de la presse française</u>", tome 4. p 323.

(36) <u>L'Express de l'Est</u> du 26/11/1925.

L 'IMPARTIAL DE L'EST

Premier titre

: "L'Impartial de la Meuse et des Vosges" journal politique, littéraire et feuille

d'annonces départementales.

Sous-titre En 1850 :

- "Journal de l'ordre et du travail"

En 1914 : Deuxième titre

"Impartial de l'Est" Journal du progrès

libéral.

Sous-titres : En 1918

- Organe de la ligue républicaine nationale

Puis

- Grand journal régional quotidien

En 1926

- Hebdomadaire républicain régional

<u>Siège</u>

et

Administration : Place de la Cathédrale à Nancy

Périodicité

: Quotidien - trihebdomadaire - quotidien

puis hebdomadaire (1926)

Date

du premier numéro :1838

Zone de diffusion : à son apogée L'Impartial couvrira toute la Lorraine avec 4 éditions (Nancy, Metz, Bar-le-Duc et Epinal). Il se trouve aussi en Haute-Marne et

Haute-Saône.

A la fin : Meurthe-et-Moselle.

<u>Tirage</u>

- 1907 - 1914 : 27.000 ex. : 40.000 ex.

- 1924/1933 entre : 11.000 et 17.000 ex. - 1934 : 1.600/1.800 ex.

- 1936 : 2.000 ex.

Suppléments

: - Grand illustré (1904-1907)

- <u>L'Impartial Mode</u> (1905-1906) - Supplément illustré (1904-1916)

- Supplément comique et amusant (1904-

1914).

exceptionnelles

<u>Caractéristiques</u> : - devient hebdomadaire en 1926

- disparait en 1937.

Lieux de conservation

: - Archives Départementales de Meurtheet-Moselle : rien avant 1845.

De 1845 à 1850 : 5 journaux seulement.

Aucun jusqu'en novembre 1859. A partir de cette date, les Archives semblent disposer à peu près de tous les numéros.

- Archives Départementales de Nancy

- Bibliothèque Universitaire de Nancy.

HISTOIRE

<u>L'Impartial de la Meurthe et des Vosges</u>, "journal politique, littéraire et feuille d'annonces départementales" est fondé en 1838.

Il est la propriété de l'imprimeur Hinzelin, républicain modéré qui édite aussi des almanachs et des hebdomadaires. Ce journal connaît un très large succès jusqu'en 1889. Date à laquelle il tirerait, selon les responsables, à 20.000 exemplaires. Ce chiffre invérifiable, est probablement "gonflé"... mais il ne remet pas en cause la suprématie certaine du quotidien à cette époque, et jusqu'en 1914.

Ce succès est moins dû à sa présentation, très terne comme celle de la plupart des autres journaux, ou à ses positions politiques "tout aussi peu remarquables" (1) "comme son nom le fait déjà supposer", qu'à sa chronique locale très développée.

Il publiera rapidement deux éditions, l'une paraîssait tous les jours à l'exception du lundi, l'autre le mardi, le vendredi et le dimanche. Le lundi est réservé à un numéro hebdomadaire.

La guerre de 14-18 portera un coup fatal au journal.

Louis Marin a commencé sa carrière politique par l'intermédiaire de <u>L'Impartial de l'Est</u>. Son père entretenait déjà des relations amicales avec les Hinzelin.

A l'occasion des législatives de 1902, Louis Marin renoncera à se présenter : tenter sa chance serait courir le risque d'une sévère défaite et hypothéquer inutilement son avenir politique. Habilement, Marin annonce sa retraite. Pour bien faire connaître sa présence et se signaler, à toutes fins utiles, au plus grand nombre d'électeurs possible, il choisit le plus fort tirage de la presse nancéienne de l'époque :

<u>L'Impartial de l'Est</u>. Il y fera paraître (2 mars 1902) un article qui est une véritable déclaration d'intention.

En 1905, il peut s'assurer du soutien potentiel de <u>L'Est</u> Républicain : Goulette, son rédacteur en chef, s'intéresse à lui. Louis Marin hésite et pense contrebalancer l'influence de L'Est Républicain par celle de L'Impartial de l'Est. Il se élire finalement député (une élection législative fera ouverte dans partielle est la première circonscription de Nancy, par la mort du député d'Action libérale, Jules Brice) grâce à l'aide constante, puissante et non désintéressée de Goulette.

lune de miel entre les deux hommes ne durera pas. Le jeune protégé s'émancipe peu à peu et rompra définitivement en Le député mènera alors plusieurs tentatives de reprise L'Est Républicain, qui s'insèrent dans le cadre de en 1910-1911, à un péripéties compliquées, qui aboutissent changement d'orientation complet du journal et à sa reprise en main par les Républicains de gauche. Louis Marin doit donc pour sa propagande électorale, <u>L'Est Républicain</u> remplacer. d'autres journaux. Le manque d'argent avant la première guerre mondiale, le contraindra à y renoncer et les projets de L'Impartial de <u>l'Est</u> n'aboutiront pas quoiqu'étant rachat de toujours signalés comme imminents par des rapports de police.

Le commissaire de police de Nancy écrit ainsi au préfet, le 31 mars 1914 : "des bruits qui circulent, il résulte que le journal "<u>L'Impartial</u>" serait acheté à bref délai, pour la somme de 1 200 000 F par MM. de Ludre, Marin députés, Michaux de Wendel et de Turchkheim. M. Marcel conseiller municipal. Knecht en serait le secrétaire général. On dit que le personnel de ce journal serait complètement remplacé. Vogt. La nuance de cette feuille serait l'exception de M. progressiste, genre Méline, opinion générale du Pays lorrain. L'Impartial est appelé à jouer un grand rôle car il sera plus L'Eclair de l'Est et concurrencera sérieusement avancé que L'Est Républicain dont il aura les mêmes tendances politiques. On prévoit même qu'au lieu de se combattre, les deux journaux finiront peut-être par fusionner un jour mais ceci est le (2). Jean-Noël Jeanneney, confirme dans sa secret de l'avenir" l'information, mais affirme que le journal était (3) alors apprécié à 2 000 000 de francs. Les Hinzelin garderaient pour 1 400 000 F d'actions. Wendel songerait "à faire" 100 000 F, mais ne réussit pas à trouver les 500 000 F supplémentaires que la combinaison prévue nécessite.

En juillet 1921, c'est de Wendel appuyé par ses amis de l'URD, qui parvient enfin à prendre en main le journal et

tente alors de le redresser mais en vain.

Le prix à payer pour maintenir L'Impartial devient vite difficile à supporter, même pour une fortune telle que la sienne et d'autant plus que le moment où le bilan du journal équilibré sans ressources extérieures, être pourra repoussé dans un avenir incertain : "je crois bon de rappeler, qu'en dehors du capital que j'ai souscrit (173 500 F) j'ai avancé au journal 410 464 F auxquels s'ajoutent 140 000 F de cautionnement donnés à la Nancéienne, que j'ai accepté de solder et 100 000 F que je suis menacé de devoir régler si l'on ne réunit pas les fonds voulus. Je me permets égalemenmt rappeler que, malgré cette situation, j'ai accepté de verser à partir du 1er juillet, 5 000 F par mois pour aider L'Impartial de l'Est à vivre", écrit François de Wendel à Louis Marin le 15 novembre 1922 (4).

L'augmentation de capital (on désire le porter à 350 000 F) décidé par le conseil d'administration le 1er juillet 1922, a certes permis de diminuer le découvert de <u>L'Impartial de l'Est</u> et de lui assurer les ressources dont il a besoin mais, faute de propagande suffisante, elle est un échec. Plus de 4 mois après, le montant des souscriptions ne dépassera pas les 31 000 francs.

Teitgen, ancien rédacteur en chef de L'Ouest Eclair, nommé directeur, à la demande de de Wendel et de de Warren, qui avait déclaré "vouloir faire de <u>L'Impartial de l'Est</u> le plus grand journal de la région" (5), échoue dans sa tâche quotidien continue à annoncer pompeusement un même si le (6). Il faut donc envisager des tirage de 50.000 exemplaires sérieuses d'assainissement. "Les dépenses <u>L'Impartial</u> sont devenues totalement folles et même s'il est fâcheux de n'avoir pas de millions à jeter dans le journal, il (7). De Wendel veut abandonner la faut baisser les dépenses" partie et se sortir de ce gouffre financier. Les discussions actionnaires commencent entre les différents administrateurs. Des conflits éclatent. François de Wendel administrateur, et menace le journal s'oppose à Turckheim, d'une liquidation complète si ce dernier n'accepte pas ses conditions.

L'idée de François de Wendel est de transformer le journal en un hebdomadaire qui complèterait l'autre journal influencé par Louis Marin : <u>L'Eclair de l'Est</u>. Il serait publié dans une imprimerie quelconque de Nancy : "On pourrait ainsi liquider le personnel de l'imprimerie du journal" (8), à moins qu'on ne décide la création d'une imprimerie commerciale indépendante. Dans cette combinaison, il est demandé à

Turckheim "ou plus exactement à la Lorraine-Dietrich" de s'engager à verser 10 000 F par mois pendant 20 à 22 mois. "On tâcherait en ce cas de faire patienter les créanciers actuels de l'imprimerie et on les rembourserait au fur et à mesure des versements faits par Turckheim et la Lorraine-Dietrich à l'hebdomadaire".

Quoiqu'il en soit il faut, selon lui, agir rapidement : d'abord dans un souci d'économie (on paye les ouvriers à ne rien faire) ensuite parce que les lecteurs risquent de se détourner. Une crainte partagée par Edouard de Warren : "puisque <u>L'Impartial de l'Est</u> devient hebdomadaire, il faut que ses lecteurs quotidiens passent en plus grand nombre possible à <u>L'Eclair de l'Est</u>. En ce moment, ils tournent tous en rond comme des moutons et <u>L'Est Républicain</u>, qui sait tout, leur envoie des numéros gratuits" (9).

A. de Turckheim, après avoir fait remarquer que "le fait d'avoir à <u>L'Impartial</u> près de 300 000 F de publicité par an, vaut qu'on hésite à tout laisser tomber" (10) propose une autre solution en deux étapes :

- la première : transformer <u>L'Impartial de l'Est</u> en un quotidien du soir ne paraîssant pas à Nancy dans les kiosques le lendemain matin, sauf à la gare. Ainsi il ne concurrencerait pas <u>L'Eclair de l'Est</u>, repris par de Wendel et Louis Marin.
- la deuxième étape consisterait à faire imprimer <u>L'Impartial</u> du soir dans les bâtiments de <u>L'Eclair de l'Est</u> de façon à réduire les frais. Les économies réalisées, pouvant amener un gain, serviraient à dynamiser le journal et, pourquoi pas, à imprimer cet hebdomadaire "si cher à François de Wendel".

A l'appui de son projet il affirme que changer la périodicité de <u>L'Impartial</u> ou le supprimer, serait dangereux : la plupart des lecteurs et abonnés ne se jeteraient pas dans les bras de <u>L'Eclair de l'Est</u>, qui traverse "par sa propre faute" une période difficile et qui est d'une qualité inférieure à celle du grand concurrent <u>L'Est Républicain</u>. En outre la publicité n'irait pas non plus forcément à <u>L'Eclair de l'Est</u> "puisqu'elle paraît dans les deux journaux simultanément".

Les différents partenaires n'approuvent pas ce projet. Dassonville, administrateur de <u>L'Eclair de l'Est</u>, représentant La Presse Régionale, principale actionnaire, trouve cette formule "précaire et onéreuse". Edouard de Warren opte aussi pour l'hebdomadaire ; la formule quotidien du soir

"ne nous donnera pas l'action politique d'un hebdomadaire car il ne sera lu qu'à Nancy autant que les Nancéiens achèteraient un journal du soir. Dans les campagnes il n'arrivera pas plus tôt que les journaux du matin par conséquent ne sera pas lu" Il rappelle aussi à de Turckheim la position de Louis Marin sans équivoque : "depuis plus d'un an, notre chef nous demande de concentrer tous nos efforts sur un seul journal quotidien que nous prenons en main (L'Eclair de l'Est) et d'appuyer ce journal par un hebdomadaire. Cette idée se réalise en ce moment dans presque tous les départements, parce qu'on y a senti, dans la lutte très grave que nous sommes en train de mener (...) la nécessité de concentrer toutes ces forces d'influence, de travail et d'argent pour avoir un outil vraiment puissant. Nous ne discutons pas le plus ou le moins bien fondé de votre opinion sur L'Impartial de l'Est. Notre est faite par les résultats de L'Impartial comme quotidien et par les enquêtes que nous sommes plus à même que vous de mener dans ce département pour avoir une opinion ferme

Il conclut avec ce rappel à l'ordre : "(...) jamais une troupe n'a gagné une victoire quand son chef, ayant pris une décision, les officiers ou les hommes de la troupe veulent conserver chacun leurs idées personnelles et surtout agir en dehors des directives du chef" (12).

En outre, comme le souligne le très pragmatique de Warren "les palabres du conseil d'administration de <u>L'Impartial</u>, entre Hinzelin, Georgel, Ferry et Turckheim n'ont aucune valeur puisque c'est de Wendel qui a la majorité des actions (13).

De Wendel, à qui on demande maintenant de soutenir financièrement <u>L'Eclair de l'Est</u>, finira par abandonner totalement <u>L'Impartial</u> devenu hebdomadaire. Le journal est alors repris par Désiré Ferry, mais il n'est plus qu'une feuille locale et végète avant de disparaître totalement en 1937.

Une année plus tard, il aurait atteint l'âge honorable de 100 ans !

* Conditions de fabrication

L'Impartial de la Meurthe et des Vosges "Journal politique et feuilles d'annonces départementales" dispose dès sa naissance de sa propre imprimerie, Place de la Cathédrale à Nancy, son propriétaire, M. Hinzelin étant lui-même du métier. Il tire alors sur un petit format.

Très rapidement le succès aidant, la cadence est accélérée : <u>L'Impartial</u> publie deux éditions, l'une quotidienne (sauf le lundi) l'autre paraîssant trois fois par semaine (mardi, vendredi, dimanche). Un hebdomadaire comble "le trou" du lundi.

correspond à un changement de politique. Le souss'agrandit, la parution est format change. le temporairement modifiée : jusqu'en 1859 le journal ne paraît deux jours "tout en conservant le droit d'être les publié quotidiennement". Le tirage augmente considérablement jusqu'à la première guerre mondiale. De 25.000 exemplaires en 1907, il passe à 40.000 exemplaires en 1914. Beaucoup de ses <u>L'Express de l'Est</u> (1888concurrents sont morts : Boulangiste), suite à la comparution devant les Assises de son La Dépêche directeur "propriétaire, Georges Gugenheim, et (1883-Anti-boulangiste) après une débâcle financière. disparaîssent en 1891.

Sept ans plus tard, c'est au tour de <u>L'Espérance</u> (abonnements pris en charge par le journal de la Meurthe et des Vosges). En 1902, <u>La Frontière</u>, devenue quotidienne un an plus tôt (elle soutient les candidats nationalistes) est mise en liquidation et rachetée par <u>L'Est Républicain</u> qui en fait une édition hebdomadaire.

<u>L'Est Républicain</u>: voilà le seul quotidien qui peut concurrencer efficacement <u>L'Impartial</u> et dans une moindre mesure <u>L'Eclair de l'Est</u> crée en 1905. <u>L'Etoile de l'Est</u> (suite du <u>Progrès de l'Est</u>), le journal de la Meurthe, vivent leurs dernières années, et mourront avec la première guerre (sa clientèle royaliste avait disparu), <u>L'Impartial</u> cherche donc à attirer un maximum de lecteurs. Le début du XXème siècle est l'occasion d'innover : pas moins de quatre suppléments magazines verront le jour entre 1904 et 1914 : <u>Le Grand Illustré</u>, <u>L'Impartial Mode</u>, <u>Le Supplément Illustré</u> et <u>Le supplément comique et amusant</u>.

Pourtant si la place de L'Impartial de l'Est est encore

prépondérante, il est sensiblement moins dynamique que <u>L'Est Républicain</u>. La presse quotidienne d'information s'affirme nettement déjà, et dans la mesure où le quotidien régional élargit sa chronique locale et arrive plus rapidement chez le lecteur, il voit vraiment s'ouvrir devant lui un brillant avenir. Face à une presse modérée ou nationaliste moins habile, <u>L'Est Républicain</u> jouera cette carte. Mercier le nouveau directeur de <u>L'Est Républicain</u> a une conception moderne de la presse. Ce n'est pas le cas d'Hinzelin.

La guerre portera un coup fatal à son journal. Les tirages ne cesseront de dégringoler jusqu'à ce que ses responsables, après avoir tenté de le redresser, décident d'abandonner sa formule quotidienne pour une moins contraignante : en mars 1926 <u>L'Impartial</u> devient hebdomadaire : "aujourd'hui paraît le dernier numéro de <u>L'Impartial</u> quotidien. A la date du 19 février, nous avons publié une note informant nos abonnés de la décision prise par l'assemblée générale des actionnaires de transformer le quotidien en hebdomadaire à partir du 12 mars" (14).

Pour permettre aux lecteurs "d'épuiser leur abonnement en cours" le journal propose de "leur faire assurer le service par <u>L'Eclair de l'Est</u> jusqu'à expiration de leur abonnement. Tel fut l'arrangement pris avec notre confrère" (14). Mais <u>L'Impartial</u> se félicite que plus de "80% de ses abonnés (nous) on fait connaître leur désir de recevoir <u>L'Impartial</u> hebdomadaire".

Tout ne s'est pas fait, on l'a vu dans le chapitre précédent, dans les meilleures conditions. Edouard de Warren a beau dire que "ce sont deux journaux d'un même groupe politique, suivant le même but et qui doivent s'entr'aider" (15), des difficultés apparaîssent. La mauvaise volonté de de Turckheim ou de Chabannier, rédacteur en chef, empêche un bon transfert des abonnements de L'Impartial de l'Est à L'Eclair de l'Est (16).

Le passif de l'exploitation s'alourdit (200 000 F). Turckheim ne veut pas l'éponger et traîne les pieds pour apporter sa part (125 000 F) à l'imprimerie commerciale qui devait être créée (il consent néanmoins) à régler les traites Boces (papier - 128 000 F). Le bateau sombre. Wendel s'inquiète de la situation qui s'éternise. Il faut se dépêcher car "tout un personnel d'imprimerie (qui) est là pour ne rien faire ce qui est aussi couteux qu'absurde" (17). Bizarrement, il ne semble pas que le journal, quand de Wendel l'a repris,

ait bénéficié d'un véritable projet de restructuration et de développement, ni du point de vue technique ni en ce qui concerne le contenu et la rédaction, malgré l'arrivée d'un nouveau directeur-rédacteur en chef. A son apogée le journal diffusera 5 éditions: Nancy, Meurthe-et-Moselle, Metz, Barle-Duc et Epinal.

Le journal dispose en juin 1926, alors qu'il est devenu hebdomadaire, du même nombre d'ouvriers qu'au temps où il était quotidien : 15 linotypes, protes, compositeurs, clicheurs et machinistes "le personnel n'a pas l'air de diminuer d'une façon considérable" écrit de Warren à de Wendel (18).

Rappelons enfin que plusieurs journaux et almanachs sont tirés sur les presses de <u>L'Impartial de l'Est</u> parmi lesquels : "<u>Le Serre-File</u>", dont nous ne savons pas grand'chose, "<u>Le Moniteur de Meurthe-et-Moselle et des Vosges</u>, journal politique trihebdomadaire dont le directeur est L. Hinzelin.

Ligne politique et organisation de la rédaction.

Le fondateur de <u>L'Impartial</u>, M. Hinzelin, est ur républicain modéré. Les positions de son journal seront à son image : peu de polémiques. Il tente de justifier son nom "d'impartial". Pourtant ce "journal de l'ordre et du travail" (1850) puis "organe du progrès libéral" (1914) penche à droite. Il critique les communistes, les syndicalistes et les grèves...

En 1919 L'Impartial de l'Est donne les professions de foi de toutes les listes et les comptes rendus des réunions de tous les candidats aussi bien en ce qui concerne la liste d'Union, la liste radicale ou la liste socialiste. Il publie toutefois "en déclarant la guerre à l'Union qui est le désir de l'immense majorité du pays et dont le pays a tant besoin, le parti radical s'aliène des électeurs qu'il aura beaucoup de peine à rallier un jour" et il conclue "il faut voter pour les candidats de la liste d'entente et sans panachage" (19). L'impartialité a ses limites !

En 1921, à la demande du nouveau conseil d'administration -de Wendel vient de racheter le journal- et plus spécialement sur les conseils de ce dernier et de de Warren enthousiasmé par les allures de tribun de l'orateur catholique, Pierre Henri Teitgen, avocat, est nommé directeur politique-rédacteur

en chef de <u>L'Impartial de l'Est</u> "organe de la ligue républicaine nationale". Il amène avec lui plusieurs personnes qu'il installe, pour reprendre l'expression du <u>Chardon qui</u> <u>Pique</u> du 16 avril 1932, "dans de véritables sinécures".

Andrieu l'épaulera à la rédaction en chef. La candidature de M. Conge, âgé de 52 ans, et ancien directeur d'un journal à Pau a été écartée.

Il est loin le temps où Hinzelin signait seul le journal (20). Aujourd'hui <u>L'Impartial</u> qui abandonne tout sous-titre à tendance politique, se veut surtout une ambition régionale (21).

Ce qui n'empêche pas en 1924, les différents rapports du préfet ou du commissaire de police de Nancy, d'assimiler le journal à "l'organe officiel de Louis Marin" son opinion est "républicaine très modérée".

soutient donc la liste d'Union nationale. Il trouve radicaux et socialistes "immorale" l'alliance entre démontre que le bloc des gauches mènerait au communisme : "Rappelons-nous sans cesse le triste exemple de la Russie dont les malheurs datent du jour où Kerinsky prit le pouvoir. Nous France, le pendant de M. Kerinsky, c'est le chef du Cartel des gauches, c'est M. Herriot, l'homme sans volonté, pitoyable, fantoche entre les mains énergie, révolutionnaires qui l'abandonneront lorsque le moment sera venu de prendre le pouvoir" (22).

Le quotidien est un échec cuisant. Devant l'accroissement des dépenses et l'absence de résultat, la déception va grandissante. Teitgen jugé incompétent est rapidement remerçié (23). Il jure de se venger et assigne en justice la société éditrice du journal (24). Florentin, jadis attaché au <u>Journal de la Meurthe et des Vosges</u> et qui sera jusqu'au bout un soutien actif de la cause monarchique, le remplaçera. Comme le constate un administrateur, celui-ci connaît bien la région, "il se dévoue à son journal (...) comme tous les journalistes et fera la politique du journal et celle de la Meurthe. Les directeurs en chef des journaux ne sont pas d'ailleurs nombreux et il n'y a guère que quelque dizaine de personnes qui peuvent se rappeler qu'il a dirigé un journal anarchiste".

Toutefois cette nomination ne fait pas l'unanimité. Edouard de Warren écrit à Louis Marin "Florentin fait bien son journal mais n'a pas l'ombre d'imagination. Il ne fait aucun effort pour trouver des lecteurs" (25).

Quand de Wendel abandonnera le journal, Louis Marin lui avouera : "je n'étais pas partisan de reprendre <u>L'Impartial</u>.

Je vous en ai parlé, cédant aux objurations incessantes (et d'ailleurs alors légitimes puisque ils étaient tous deux attaqués) de Warren et de Ferry. Quand vous avez entrepris le j'en ai été heureux pour l'intérêt politique de renflouement la région mais j'étais profondément ennuyé quand j'ai compris, que vous l'aviez fait essentiellement pour me coup, plaisir. Les six premiers mois, j'ai passé plusieurs heures avec divers rédacteurs essayant d'agir sur eux et sur l'orientation du journal jusqu'au jour où vous avez donné des en opposition formelle avec celles que j'avais directives (26). Il ne s'agit pas d'un désaccord profond, de demandées" L'Eclair de l'Est suivra son "cher ami" Wendel à "question seulement. soulignera Louis Marin, une tempérament". Reste que cette lettre éclaire la position de Il voulait, pour son action politique, un Louis Marin. <u>L'Impartial</u> est un pis-aller. <u>L'Eclair de l'Est</u> a journal. toujours eu sa préférence.

Le nouvel hebdomadaire est pourtant décidé plus que jamais à continuer à défendre la même politique, du moins à ses débuts "avec d'autant plus d'énergie qu'elle répond impérieusement aux nécessités de l'heure présente. Plus que jamais L'Impartial devient un organe de défense sociale, parce que plus que jamais il est indispensable de défendre la société contre l'emprise de ceux qui ne rêvent que de sa destruction".

Sur le plan local il soutient Louis Marin "on rend compte tous ses déplacements": "aujourd'hui dans l'opposition de l'opposition a été ainsi baptisée parce qu'elle doit s'opposer résolument aux majorités néfastes" (27). L'Impartial "démocrate et républicain". Il n'a de foncièrement cesse de critiquer le gouvernement d'Herriot, tout comme les qui n'arrivent pas à de Painlevé et de Briand, cabinets maintenir l'unité du Cartel des gauches ni à dénouer la crise. "L'idéal du Cartel : Traquer le contribuable" titre le journal 7 février 1926. Il parle à son propos "d'impuissance et de veulerie" (28).

L'Impartial de l'Est fait des élections de 1928 Lors "mode du Poincarisme" (29), la allusion à une véritable plupart des candidats excepté les socialistes et communistes l'étiquette "Poincaristes" il met en garde ses de parant lecteurs contre l'idée que les nuances devraient disparaître que tous les partis devraient se fondre en un bloc unique, d'Union nationale. Il qualifie l'étiquette portant la dernière heure qui cherchaient à "d'ouvriers de radicaux bénéficier du travail accompli par d'autres" (30). Comme L'Eclair de l'Est, il ne soutiendra que les candidats d'Union républicaine démocratique (31).

En 1932, Désiré Ferry se présente (3ème circonscription de Nancy) sous l'étiquette "Indépendant". Il avait esquissé déjà ce mouvement de séparation en 1928 et avait donné sa démission de l'URD après les élections municipales de 1929. Il faisait partie du groupe Tardieu et était ministre de la Santé publique. Il avait voté le plan Young, puis l'évacuation anticipée de la Rhénanie (contrairement à l'URD). Désormais il peut défendre ses opinions dans <u>L'Impartial de l'Est</u> qui est devenu son journal (32)

Cela lui permet d'affirmer par exemple que c'était en 1928 la décision de l'évacuation de la Rhénanie avait été prise, par un gouvernement présidée par M. Poincaré qui avait autorisé M. Briand après Thoiry, à signer le protocole de Genêve du 16 septembre 1928, protocole par lequel la France s'engageait à évacuer la zone rhénane après la signature du plan Young. Ferry ne participe pas à la réunion traditionnelle députés URD de Nancy, l'avant-veille des élections de 1932. L'Action Française critiquera violemment Ferry et chacune de ses réunions sera troublée par des manifestations L'Impartial de l'Est Camelots. Mais si (comme <u>L'Est</u> Républicain) attribue ces interruptions aux membres de L'Eclair de l'Est déclare qu'elles sont l'Action française, dues aux communistes.

Quoiqu'il en soit le journal de Désiré Ferry, entre les scrutions ne publie rien sur la situation dans la deuxième circonscription où M. de Warren (URD) et le candidat PDP (Parti Démocrate Populaire) Fisson sont en ballotage. Ferry sera élu avec 4 000 voix de plus que la majorité alors dans leur ensemble les modérés ont perdu des voix (même Louis Marin n'obtient que 400 voix de plus que la majorité).Ce succès s'explique selon <u>Le Courrier de Lorraine</u> par le soutien journaux : "L'Est Républicain (lui) a amené son plusieurs <u>La Croix de l'Est</u> son contingent contingent radical, L'Eclair de l'Est, journal de M. Marin, le catholique et patriote irréductible, en se portant caution du patriotisme de Désiré Ferry, a emporté le vote des électeurs qui avaient quelques doutes sur la valeur nationale du député sortant" (33).

En 1936, devant la menace du Front populaire, l'Union nationale se reforme. Désiré Ferry se rapproche de l'URD, son attitude en politique extérieure sera celle de Louis Marin "Dans l'est de la France, la répudiation théatrale de Locarno a été accueillie avec le calme naturel des hommes qui sont sur leur garde. Il ne faut pas en conclure que les Lorrains méconnaissent la gravité de l'acte et le surcroît de danger

ajoute tout à coup au péril permanent de frontières. Il n'y a plus ni droit, ou paix possible en Europe, si de telles violations se généralisent. C'est parce qu'elles se sont généralisées depuis 15 ans, toujours du fait le droit est ébranlé et que la l'Allemagne, sommes loin d'avoir une confiance absolue compromise. Nous les méthodes qui vont sans doute être employées pour faire reculer Hitler, le contraindre à déchirer son mémorandum du 7 mars et à rappeler ses troupes de la zone Rhénane. Il aux puissances garantes de la paix, une résolution faudrait semblaient dépourvues et une unanimité que dont elles probablement elles ne trouveront pas (...) La France se trouve dans l'obligation de faire un effort militaire" (34).

réunion à nouveau la Ferry participe à Désiré traditionnelle des trois députés modérés de Nancy. Mais sa difficile. On l'accuse d'être intervenu lors de campagne est faillite de la brasserie de Dombasle pour arrêter le cours la justice, et d'avoir donné à l'ancien directeur de cette entreprise, M. Gaeng, maire de Dombasle, une riche situation à Paris (35), mais aussi de se désintéresser de son élection. Il candidat de l'Union sera d'ailleurs battu par M. Lapie, socialiste.

Un an plus tard, malgré de solides appuis reçus des milieux industriels locaux, le journal disparaît définitivement.

* La rédaction

Sur la rédaction proprement dite, outre les noms déjà cités, on sait très peu de chose. Au début ses bureaux étaient situés rue Saint-Dizier, près du marché, en plein coeur de la ville commerçante (actuelle place Henri Mangin). Ils déménageront plus tard au 56, de la place de la Cathédrale. Il semblerait que la rédaction n'ait jamais compris un nombre très élevé de journalistes. En 1926, outre le rédacteur en chef Chabannier (il a succédé à Teitgen), <u>L'Impartial</u> comptait deux rédacteurs seulement.

A l'époque où la parution était quotidienne, le journal possédait une rubrique locale très développée (elle est en grande partie la cause du succès de <u>L'Impartial</u> avant 1914). Son rédacteur, Emile Simon avait une belle plume et selon ses confrères, parmi lesquels Mangeot de <u>L'Est Républicain</u>, il avait été le premier à Nancy à comprendre l'importance du

faits divers habilement exploité pour s'attacher des lecteurs d'une ville de province.

Comme l'indique son nom, <u>L'Impartial de la Meurthe et des Vosges</u> devenu <u>L'Impartial de l'Est</u>, se veut une vocation régionaliste. Il diffuse sur les quatre départements lorrains mais au fur et à mesure de ses difficultés les ventes ne se feront plus -pour l'essentiel qu'en Meurthe-et-Moselle (36).

A l'époque la plus néfaste, il reprenait des articles du <u>Temps</u>, journal parisien qui, en 1927, après divers avatars avait été repris par le Comité des Houillères et le Comité des Forges (De Wendel).

Quand le journal devint hebdomadaire, il chercha à devenir

"un agréable et utile passe-temps du dimanche".

Chaque semaine <u>L'Impartial</u>, qui aura une édition spéciale pour chaque arrondissement, tiendra au courant les lecteurs de tout ce qui peut les intéresser : informations régionales et locales ; Ses chroniques commerciales, financières, agricoles, littéraires, humoristiques, la variétés de ses annonces en feront une feuille à la fois pratique et attrayante (37).

A la Une on trouve les principaux faits de la semaine (titre sur trois colonnes), à droite, en général sur deux colonnes, des articles concernant Nancy, une rubrique intitulée "A propos de" et/ou les autres nouvelles importantes.

En cas d'évènement exceptionnel cette présentation type peut être bousculée. Le titre de la Une occupait alors, six colonnes. Les autres faits de l'actualité étant bloqués sur une colonne (38). La page 2 est consacrée aux nouvelles nancéiennes, la troisième à l'arrondissement et à la région (Meuse, Vosges, Moselle, Meurthe-et-Moselle nord). La page 4 étant consacrée, la plupart du temps à des sujets magazine (exemple : la page du foyer avec des recettes, des trucs et astuces) et à la vie sportive. En page 5 on peut lire des informations agricoles, commerciales et financières, en six se trouve la publicité.

* Structure Juridique et Financière

A sa création, le journal appartient à une famille de notable, les Hinzelin, qui éditait aussi, nous l'avons vu plusieurs hebdomadaires et des almanachs (L. Hinzelin est directeur du Moniteur de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, A. Hinzelin est rédacteur en chef de L'Impartial. Emile Hinzelin,

collaborateur de <u>L'Est Républicain</u> et correspondant parisien de <u>L'Etoile de l'Est</u> n'a semble-t-il aucun rapport avec la famille Hinzelin).

La société anonyme de <u>L'Impartial de l'Est</u> est contituée en 1921. Son siège social est situé place de la Cathédrale à Nancy. Elle a pour objet (article 2) "la publication et l'exploitation des journaux, <u>L'Impartial de l'Est</u>, <u>Le Moniteur de Meurthe-et-Moselle</u>, et <u>L'Estafette Lorraine</u>".

Le capital d'un montant de 650 000 F est divisé en 1300 actions de 500 francs. Hinzelin, en échange de la propriété de son journal reçoit 600 actions entièrement libérées et en vertu de l'article 19 qui autorise le conseil d'administration à emprunter pour le compte de la société, 600 obligations qui elles, sont destinées à rémunérer partiellement ses apports en nature.

Georgel est président du conseil d'administration, Henri Teitgen le directeur de la société.

Le principal actionnaire est de Wendel.

- (1) "<u>L'Est Républicain, (1889-1914)</u>" de Colette Hirtz, op.cit. ρ ? ₹.
- (2) Ad MM 301 90, rapport du commissaire central de Nancy au préfet, 28/03/1914.
- AN F7 12844-56 : un rapport du commissaire spécial de Nancy, daté du 9 avril 1914, donne, à tort, l'affaire comme faite.
- (3) "François de Wendel en République, L'argent et le pouvoir", Paris-Lille 1976 p.888 note 27.
- (4) AN 317 AP 261, lettre de de Wendel à Louis Marin du 15/11/1922.
- (5) Rapporté par "Le Chardon qui Pique" 16/04/1932.
- (6) Annuaire de la presse française et étrangère et du monde politique, 1922, 40ème année.
- (7) AN 317 AP 261 lettre de de Wendel à Louis Marin/juillet 1923.
- (8) AN 317 AP 261, lettre de François de Wendel à Louis Marin du 07/04/1926 et du 08/03/1926 -
- (9) AN 317 AP 261, lettre de de Warren à Louis Marin ("Mon Vieux") copie d'une lettre envoyée à François de Wendel ("Cher Ami") 24 et 25/12/1925.
- (10) AN 317 AP 261, lettre de Turckheim à Dassonville du 08/11/1925.
- (11) AN 317 AP 261, lettre de de Warren à Louis Marin du 31/10/1925.
- (12) AN 317 AP 260, lettre de de Warren à de Turckheim du 08/02/1926.
- (13) AN 317 AP 260, lettre de de Warren à Louis Marin du 31/10/1925.
- (14) L'Impartial de l'Est, dernier numéro quotidien 28/02/1926.
- (15) AN 317 AP 260, lettre de de Warren à de Wendel du 15/06/1926.
- (16) l'opération aurait dû faire gagner 10 600 lecteurs à L'Eclair de l'Est dont 1 900 abonnés. Il est impossible de savoir si ces prévisions se sont réalisées.
- (17) AN 317 AP 260, lettre de de Wendel à Marin du 08/03/1926
- (18) AN 317 AP 260, lettre de de Warren à de Wendel.
- (19) L'Impartial de l'Est du 15/11/1919.
- (20) Hinzelin en 1849 ne pouvant plus assumer la rédaction du journal, essaya de former un comité de rédaction. Il passa alors un accord avec le délégué d'un comité dont les membres voulaient fonder un journal à Nancy, et lui abandonne la direction du journal : "je ne signerai plus le journal et ne prendrai désormais aucune part à sa rédaction" écrit-il le jeudi 19 avril 1849. Il n'en gardera pas moins un oeil vigilant ! Après le rachat du journal en 1921, il aura quelques difficultés avec de Wendel, plus à droite que lui.

- (21) Il prendra un peu plus tard le sous-titre de "Grand Journal Régional Quotidien".
- (22) L'Impartial de l'Est du 09/05/1924.
- (23) Il deviendra l'orateur de la Fédération Nationale Catholique fondée en 1925 par le Général Castelnau.
- (24) De Wendel voulait lui payer ses indemnités directement et non pas par le canal du journal.
- (25) AN 317 AP 260, lettre d'Edouard de Warren à Louis Marin du 05/09/1922.
- (26) $\stackrel{.}{AN}$ 317 AP 260, lettre de Louis Marin à de Wendel du 10/08/1925.
- (27) L'Impartial de l'Est du 07/03/1926.
- (28) L'Impartial de l'Est du 24/01/1926.
- (29) <u>L'Impartial de l'Est</u> du 23/04/1928.
- (30) L'Impartial de l'Est du 24/03/1928.
- (31) A l'inverse, <u>L'Est Républicain</u> soutenait tous les candidats poincaristes, quelle que soit leur nuance.(11) l'Impartial de l'Est du 07/03/1926.
- (32) Désiré Ferry est né à Metz en 1886. Après des études de Droit, de Lettres, de Sciences et de Sciences politiques, il devient journaliste au Matin, ainsi que dans plusieurs journaux lorrains. Il est élu député en 1919 et le restera jusqu'en 1936. Il est nommé ministre de la Marine en 1924, dans l'éphémère cabinet de François Marsal. Six ans plus tard, il est le premier titulaire du portefeuille de la Santé publique. Commandant de réserve, il rejoint son régiment d'Infanterie au début de la guerre et sera tué à 53 ans (11/01/1940). Dans le domaine de la presse, Désiré Ferry avait pris la direction politique de La Liberté, journal inspiré par Tardieu, Raynaud.
- (33) Le Courrier de Lorraine du 08/05/1932.
- (34) <u>L'Impartial de l'Est du 14/03/1936</u>.
- (35) lire <u>L'Indépendant de Lunéville</u> du 19/04/1936 et L'Impartial du 07/03/1936.
- (36) <u>L'Impartial</u> disposait d'un bureau à Paris, 17, Faubourg Montmartre.
- (37) <u>L'Impartial</u> du 28/02/1926.
- (38) Un exemple : L'Impartial du 25 juillet 1926 : "M. Raymond Poincaré a constitué son nouveau ministère".

**

LE LORRAIN

Titre

: en lettres gothiques au 1er août 1969 :

Lorrain- l'Est Républicain

Sous-titres

: du 12/12/1944 au 20/07/1948

- Quotidien Régional

du 17/10/1949 au 31/07/1969

- Quotidien Mosellan fondé en 1883

du 01/08/1969 au 31/12/1969

Fondé en 1889. Le plus fort tirage des journaux de l'Est de la frontière Belge à

la frontière Suisse.

<u>Siège</u>

et administration : Metz, 14, rue des Clercs.

<u>Périodicité</u> : quotidien du matin

Date

du premier numéro : 1er juillet 1883

Zone de diffusion : Moselle,

Quelques exemplaires à Nancy

<u>Tirage</u> : 1884 : 2.500 exemplaires

1890 : 4.500 exemplaires 1910 : 8.000 exemplaires 1918 : 15.000 exemplaires 1925 : 12.300 exemplaires 1930 : 11.500 exemplaires 1936 : 16.500 exemplaires 1939 : 16.500 exemplaires

Imprimerie

: au début Aloyse Béha qui a racheté l'imprimerie Carrère qui publiait <u>Le Voeu National</u>; puis chez Charles et Paul Even; encore chez Béha; et enfin à l'Imprimerie Lorraine.

<u>Caractéristiques</u> <u>exceptionne</u>lles

: cesse sa parution en 1969.

<u>Lieux</u> de conservation

: - Archives Départementales de Moselle ; Bibliothèque municipale (microfilms) et archives municipales de Metz (journaux rangés par trimestre). Supplément

: <u>Le Patriote Lorrain</u>. <u>La Croix de Lorraine</u>

Autres journaux du groupe

: - Le <u>Metzer Katholisches Volksblatt</u> (en allemand)

*

HISTOIRE

Le premier numéro du <u>Lorrain</u> paraît le ler juillet 1883. Il se présente comme le successeur du <u>Voeu National</u>, journal trihebdomadaire, catholique et légitimiste, très endetté et dont les ventes ne cessaient de baisser (600 exemplaires en 1879). En outre son rédacteur en chef et gérant, Vaillant (1), qui faisait le journal, depuis l'éditorial jusqu'au feuilleton, avait vieilli et n'avait plus l'énergie pour s'adapter.

A la suite de transactions complexes, des prêtres, à la tête desquels le Chanoine Jacques (2), acceptent de prendre la relève. Le 29 juin 1883 paraît le dernier numéro du <u>Voeu</u> National.

Le Lorrain est le journal du clergé. Il est dirigé par des prêtres. Avec l'interdiction de L'Union d'Alsace-Lorraine, quotidien bilingue de Strasbourg, en novembre 1884, Le Lorrain n'a plus de concurrent direct, mais il est contraint de mettre rapidement sur pied un hebdomadaire catholique de langue allemande, le Metzer Katholisches Volksblatt, afin de couvrir une zone géographique et une clientèle que convoite un prêtre du diocèse de Trêves, Georges Dasbach (3). L'abbé André Muller (4), jeune prêtre attaché au Lorrain, est chargé de cet hebdomadaire. Mission délicate qu'il réussira parfaitement jusqu'à sa mort en 1906.

<u>Le Lorrain</u>, au début de son existence, est un journal modeste. En 1884, son tirage avoisine les 2.500 exemplaires pour 1.500 abonnés.

Le Chanoine Jacques, directeur du journal, en raison d'une tendance électorale malheureuse, voit son autorité s'affaiblir. Il sera contraint à terme, de s'effacer. Son collaborateur, Henri Collin, lui succède le 1er janvier 1887. Jusqu'à sa mort survenue en 1921, il restera l'âme du quotidien (5).

Son nom ne peut être séparé de celui de Nicolas Houpert, qui entre en 1889 au journal et prend huit ans plus tard les fonctions de rédacteur en chef et gérant. Il les exercera jusqu'en 1929 (6).

C'est grâce à cette longue et intime collaboration que le Lorrain deviendra un grand journal (7).

En 1914, c'est la séparation forcée. Henri Collin a s'est fait à gagner la France, Nicolas Houpert réussi incarcéré comme tant d'autres à arrêter. $\mathbf{I}\mathbf{1}$ sera Ehrenbreitstein, puis en divers autres lieux. Il regagne Metz octobre 1918, prend des contacts pour la reparution du et engage des négociations avec les autorités françaises. Les rédacteurs en chef des journaux interdits, se mettent rapidement d'accord pour la publication d'un journal intérimaire, édité à titre provisoire et sous le titre "<u>Le</u> <u>Messin, Le Lorrain, Le Courrier</u>". Le 18 novembre 1918, le journal renaît avec le premier numéro rédigé en grande partie sous la direction de Nicolas Houpert. Henri Collin, lui, a choisi une carrière politique. Elu sénateur en 1919, il est absorbé par ses multiples activités parisiennes qu'il abandonne à Charles Ritz la direction effective du journal.

Charles Ritz (8), prêtre puis vicaire remarqué par le Chanoine Collin, était détaché au <u>Lorrain</u> depuis 1909 et rédigeait dans l'hebdomadaire "<u>Le Patriote Lorrain</u>", des chroniques en patois dont la verve irritera souvent les fonctionnaires allemands. Naturellement, il est arrêté en 1914 et passe la guerre en Allemagne orientale.

Les dernières années du directeur du <u>Lorrain</u> sont assombries par la renaissance du danger allemand et par une santé qui ne cesse de se détériorer. Il doit subir plusieurs interventions chirurgicales et décède à Paris des suites de la dernière d'entre elles, le 22 février 1939. Il avait 59 ans et avait dirigé <u>Le Lorrain</u> pendant vingt ans.

Après quelques mois d'intérim, Mgr Heintz, Evêque de Metz, accepte la nomination de l'abbé Lucien Hennequin (9) comme directeur politique. Celui-ci prendra ses fonctions, le 2 septembre 1939 dans des circonstances tragiques. Moins de neuf mois plus tard, le 18 mai 1940, il est terrassé par une cirse cardiaque. Paul Durand (10), rédacteur en chef, assure la continuité.

Le Lorrain publie son dernier numéro d'avant-guerre, le 14 juin 1940. Il reparaît à la Libération, le 12 décembre

1944, prenant la suite du quotidien éphémère "La Lorraine Libérée" (11), qui avait été lancé par l'équipe du Lorrain, le 23 novembre 1944. Au lendemain de la guerre, il est dirigé par Paul Durand et se trouve dans une situation materielle difficile. En effet, ses installations ont été spolliées par Allemands et ses premiers numéros sont tirés sur des machines à plat. Les modifications successives du format (12), d'améliorer le souci traduisent les difficultés et progressivement le journal. Malgré des investissements, les conditions d'exploitation restent difficiles. Le 12 octobre 1949, il est absorbé par <u>L'Est Républicain</u> qui maintient provisoirement le titre et en fait l'une de ses éditions. A rédaction et son partir du 17 décembre 1962. sa transférées au siège du quotidien administration sont nancéien. Le 1er août 1969, une nouvelle étape est franchie le processus d'assimilation. Le titre devient "Le Lorrain-L'Est Républicain, et le sous-titre ne se réfère plus à la date de fondation du Lorrain, mais à celle de L'Est Républicain! Le 20 octobre, le titre est à nouveau transformé et devient "L'Est Républicain- Le Lorrain". Le 31 décembre 1969, la mention du Lorrain disparait définitivement du titre.

* Structure juridique et financière

On ne sait pas grand-chose de la structure juridique et financière du journal à ses débuts. S'il est la propriété du Chanoine Jacques, on ne connaît pas l'origine ni le montant des fonds qu'il a dû réunir pour acquérir le journal. Pour verser la caution légale, le Chanoine Jacques a dû emprunter... Le remboursement de cet emprunt semble avoir été difficile.

<u>Le Lorrain</u> devait bénéficier du concours moral et financier des familles qui soutenaient <u>Le Voeu National</u>, notamment les Wendel et les Gargan. Dans quelle mesure, avec quelle régularité ? Aucun document n'est venu nous fournir quelques précisions.

Enfin le trésorier est un prêtre, l'abbé Michel François, et il serait assisté d'un embryon de conseil de surveillance.

On ne sait pas davantage comment l'abbé Collin devient directeur et propriétaire du journal, ni avec quel concours il peut assurer le financement de l'opération, ni comment il rachète l'imprimerie Dehalt, à laquelle il donne le nom d'Imprimerie Lorraine. L'Evêché, quelques personnes privées en Lorraine ou en France, ont dû l'aider ; Egalement certaines familles aristocratiques de Metz, parmi lesquelles les de Jobal .

En 1901, Collin crée une société anonyme à laquelle il apporte la propriété du journal et de l'imprimerie. Il semblerait que cela corresponde à un voeu du propriétaire depuis quelques temps, mais Mgr Fleck se serait toujours formellement opposé à l'opération. Collin profite de la mort du prélat et de la longue vacance du siège, pour négocier la constitution de la société anonyme.

Le capital est fixé à 150 000 marks. Il se compose des apports suivants :

- apport du Chanoine Collin	120	500 mark	S
·matériel d'imprimerie et papier		000 M	
propriété du titre <u>Le Lorrain</u>	٠.	500 M 000 M	
• caucion	14	000 11	

- apport de l'abbé Muller	12	000	marks
.propriété du titre • <u>Metzer Katholisches Volksblatt</u> •caution	_	000 000	
- apport de Nicolas Houpert			
patente d'imprimeuractionsargent liquide		500 500 500	M

Le capital est réparti entre 98 actionnairEs dont 41 sont des prêtres. Ceux-ci toutefois ne détiennent que le tiers du capital. Le chanoine Collin à lui seul détient 24 400 marks sur 52 000.

On trouve ensuite 47 actionnaires laïcs : des notables catholiques, des hommes politiques du Groupe Lorrain et quelques femmes d'oeuvres, dans la mouvance du Chanoine Collin. Un gros paquet d'actions est detenu par la famille de Wendel et des hommes qui lui sont liés (1/5ème du capital). Ce qui explique l'influence de cette famille sur la rédaction.

La société est administrée par un conseil de surveillance de sept membres dont le président a été longtemps Louis Choppé, directeur de la Banque de Metz.

Parmi les compétences de ce conseil : il nomme le directeur politique et "moral" du journal ; il nomme également le gérant de l'Imprimerie Lorraine, dont on souhaite qu'il cumule cette fonction avec celle de rédacteur en chef.

Le conseil est composé en principe de trois prêtres et quatre laïcs. Le premier conseil comprend les chanoines Collin et Ismert, l'abbé Etienne, Louis Pierson, député à la Délégation et au Reichstag, Henri Cannepin, industriel à Châtel-Saint-Germain ; Senocq, agent d'assurances, et Louis Choppé, directeur de la Banque de Metz.

Le rôle du directeur politique et moral est de décider "exclusivement de l'esprit et de la teneur du journal". Il doit néanmoins avoir "l'agrément des autorités épiscopales".

Bien entendu, lors de sa première réunion, le conseil confirmera dans leurs fonctions respectives Henri Collin et Nicolas Houpert.

De 1905 à 1914, tous les exercices sont bénéficiaires. Des profits modestes comparés à ceux d'autres journaux, mais qui montrent néanmoins que <u>Le Lorrrain</u> est une affaire saine et bien gérée.

Durant la guerre de 14-18, l'Imprimerie Lorraine est placée sous séquestre, mais les parts françaises représenteront alors seulement 10% du capital. Il faut y ajouter la participation de Collin qui est déchu de la nationalité allemande et condamné pour haute trahison.

Toutefois la liquidation n'étant pas encore intervenue à l'automne 1918, les propriétaires seront rétablis dans leurs droits le 11 novembre.

Une harmonisation avec la législation française est évidemment réalisée. Elle ne change rien à la nature de la société.

En 1930, la raison sociale est modifiée, laquelle devient "Imprimerie du journal <u>Le Lorrain</u>". A noter aussi qu'en raison des décès survenus au fil des années, la propriété se modifie, mais aucun bouleversement n'intervient : la cession des actions étant placée sous le contrôle du conseil de surveillance, celles-ci restent en bonnes mains. Le principal actionnaire devient l'abbé Ritz, qui a racheté les parts de Collin et celles de sa parente, Mademoiselle Carl. S'il est bien le premier actionnaire, il est loin de détenir la majorité : avec 32 000 F (capital = 375 000 F), puis 62 500 F (sur 1 125 000 F), la position du directeur politique est plus faible que celle du Chanoine Collin. Néanmoins après le décès de Nicolas Houpert, il cumule les postes de directeur politique du journal et de gérant de la société. Le conseil de surveillance ne semble plus jouer un grand rôle.

L'érosion monétaire et la nécessité d'investissements imposent deux augmentations successives de capital : la première en 1921 (il passe de 187 500 à 375 000 F) modifie à peine sa répartition. La seconde élève le capital à 1 125 000 francs. Le nombre des actionnaires passe de 90 à 205. Les Wendel profitent du triplement du capital pour renforcer leur cinq actionnaires que compte cette les position. En effet frères François, Humbert, Maurice, et famille (les trois Guy et Charles) sont désormais les leurs deux cousins puisque leur mise totale passe & principaux souscripteurs

71 550 F à 357 000 F; C'est-à-dire que, de 19% du capital, ils en contrôlent désormais plus de 32%.

Une redoutable puissance qui inquiètera le Chanoine Ritz. Il cherche à rééquilibrer le rapport de forces en augmentant le nombre des actionnaires prêtres. De 20, ils passeront à 82; mais la plupart de ces souscriptions sont minimes (une à trois actions), et le pourcentage des ecclésiastiques finalement ne cesse de chuter (de 25% à 20% du capital).

Parmi les autres actionnaires, on remarque des industriels, des membres de professions libérales, des gros fermiers, des hommes politiques parmi lesquels Paul Vautrin, maire de Metz; Gabriel Hocquard, premier adjoint; Jules Wolff, sénateur; Robert Schumann, futur sous-secrétaire d'état aux Réfugiés (1940).

il semblerait que le journal ait rencontré de 1936, financières. Après avoir avoué que les difficultés doit faire face à des temps étaient durs (le journal augmentations de salaire importantes qui n'empêcheront pas une grève d'éclater), il appelera ses lecteurs à l'aide: "aideznous à payer nos dettes" peut-on lire dans l'édition datée du 18 juin. Quelques jours plus tard, face à certains bruits, le fera une mise au point : cet appel à la générosité "n'est pas pour renflouer <u>Le Lorrain</u> comme lecteurs disent les mauvaises gens" mais destiné à "faciliter et à (13). L'Entreprise est "solidement renforcer son action" dûment et sévèrement contrôlée... le budjet bouclé assise, mais il n'en est pas moins vrai que <u>Le</u> honorablement", Lorrain a dumal à faire face à toutes ses échéances : les "le total l'acquisition du matériel nouveau, emprunts, dépasse largement le million. Les nouvelles lois sociales près 200 000 F de frais généraux coûter de vont supplémentaires".

* Conditions de fabrication

A ses débuts, <u>Le Lorrain</u> est installé dans des bureaux exigüs (1, place de la Cathédrale) loués aux frères Even. Il doit recourir aux services d'un imprimeur extérieur, source de multiples inconvénients. Le premier imprimeur du <u>Lorrain</u> est Aloyse Beha, un jeune alsacien établi à Metz depuis 1873 comme lithographe, auquel on a facilité l'achat de

l'imprimerie Carrère qui publiait <u>Le Voeu National</u> et fait

obtenir le brevet d'imprimeur.

Mais le relations vont se détériorer à tel point que l'abbé Jacques se tourne vers ses propriétaires, Charles et Paul Even qui avaient racheté le fonds de la librairie de Félix Alcan, émigré à Paris, et avaient adjoint à leur magasin un atelier d'imprimerie.

Après quelques années de collaboration, c'est encore une brouille, et Le Lorrain retournera se faire imprimer chez

Beha.

assurer la sécurité Collin voudra rapidement Henri son journal. Il décide de financière matérielle et Le Lorrain dans des locaux à lui et d'associer d'installer journal à une imprimerie. Nicolas Houpert étroitement le qui se retire à Nancy , la librairie de rachète à Ballet, l'argent prêté par Collin. Monseigneur l'Evêché. avec de Fleck lui apporte la clientèle de l'Evêché et du clergé. Puis le brevet d'imprimeur, expliquant aux demande autorités que depuis le départ de l'imprimeur Dehalt à Nancy, le seul moyen pour sa librairie de faire face aux demandes de la clientèle est de racheter et d'exploiter le matériel. Les allemands accorderont aussitôt le brevet d'imprimeur (19 février 1892). Puis Collin rachète l'imprimerie Dehalt, à laquelle il donne le nom d'Imprimerie Lorraine.

<u>Le Lorrain</u> est désormais installé 14 rue des clercs, d'où il ne bougera plus jusqu'à sa disparition. L'imprimerie restera une affaire solide. Elle sera dirigée par un collaborateur fidèle, Jean-Baptiste Kieffer, qui a commencé comme jeune apprenti à l'imprimerie Dehalt.

Le journal fut d'abord tiré à plat sur une vielle machine. En 1906 est acquise une première rotative qui reste en service jusqu'en 1930, date à laquelle est installé un matériel plus moderne et plus rapide. L'aspect extérieur du journal en est transformé...

Le tirage augmente sensiblement. En 1910 il était de 8.000 exemplaires par jour. En 1918 il s'élève jusqu'à 15.000 exemplaires. Après une période difficile entre 1925 et 1930 (11.500 - 12.000 ex), il remonte à 16.500 et se stabilise jusqu'à la guerre.

Le quotidien employait, dans les années trente un

personnel proche de la centaine.

* Organisation de la Rédaction

A ses débuts, <u>Le Lorrain</u> n'est qu'un petit journal sans grands moyens financiers ; les locaux sont exigüs, le seul personnel se compose du directeur et d'un seul journaliste. A eux deux ils font le journal, aidés par quelques collaborateurs occasionnels et par des correspondants dans le clergé.

Auprès de Jacques et de Collin, Albert Louis écrit des articles et traduit l'allemand. Son expulsion en 1888 est un coup dur pour le journal, qui n'est pas loin de fermer boutique. Emile Dehaen s'occupe de la gestion mais le cas échéant prend sa plume pour écrire un article ou corriger quelques épreuves.

Nicolas Houpert, arrivé plus tard, mettra de l'ordre dans

l'imprimerie et dans la rédaction.

Parmi les principaux collaborateurs (ils sont nombreux), il faut citer le Chanoine Finot, un prédicateur diocésien qui écrit jusqu'en 1914, soit sous sa propre signature, soit sous un pseudonyme (Dr Trickmann); L'abbé Charles Bayer, curé d'Illange, dont les sujets d'intérêt sont la politique, la religion et l'histoire (pseudonyme : C. de Berg); l'abbé Muller, dit Bempel et directeur du <u>Volksblatt</u>; l'abbé Victor Heymes, qui passera à <u>L'Avenir Lorrain</u>.

Si les religieux sont en nombre, les laîcs n'en sont pas moins présents : de Tinseau, propriétaire terrien, Auricoste de Lazarque ont déjà écrit au <u>Voeu National</u>. Louis Choppé vient en voisin apporter une chronique, "les bâtons rompus". Roger Forêt, futur maire de Metz, alors jeune avocat, exerce

sa verve dans le quotidien de la rue des Clercs.

Enfin n'oublions pas les hommes politiques qui ne dédaignent pas parfois de tremper leur plume dans l'encrier et d'écrire quelques déclarations. D'autres arrivent à passer des papiers anonymes.

Au lendemain de la guerre de 14-18, la rédaction se renouvelle, toujours autour de Nicolas Houpert. Des jeunes journalistes arrivent. L'un d'eux, Paul Durand, deviendra en 1930 rédacteur en chef. Un autre, André Bellard, profondément touché par la première guerre mondiale, apportera une touche nationaliste et anti-allemande. Il écrit parfois sous le pseudonyme de Rudemont (14).

principales rubriques sont occupées par : Jules locale), Emile Badel (chronique (chronique Archen nancéienne), Georges Royer (sports). Le premier reporter photographe est Georges Bour, le secrétaire de rédaction René dont la carrière s'est poursuivie jusqu'à nos jours (sénateur MRP, puis CDS depuis 1959). Il est l'un des fait des études supérieures premiers Mosellans à avoir l'Alsace-Lorraine (à l'Ecole de spécialisées en dehors de Lille). Le des Facultés Catholiques de Journalisme responsable des correspondants locaux est Eugène Rehlinger.

exigences de la collecte de l'information et de la publicité ont rendu nécessaire l'ouverture d'une agence du Lorrain à Thionville (1931). A sa tête, Georges Grosclaude, formé par l'abbé Ritz.

Parmi les principaux collaborateurs de l'entre-deuxguerres, citons Marcel Grosdidier de Matons, professeur écrivain à la plume agrégé d'histoire et de géographie, alerte qui se complaît autant dans le commentaire politique que l'histoire ; le père Bernard Pioche, jésuite, professeur ; Georges Ducrocq, un publiciste ; Alfred Bernier, auteur des "lundis à Paris"; Jean Reviré, spécialiste de l'Allemagne. Le Lorrain dispose aussi d'un correspondant à Paris.

Beaucoup signent par des pseudonymes : le Flaneur (le curé de Saint-Hypolite, Georges Issenhart) ; Dominique Romée Et surtout Urbain Falaize de Paris, Bichet). parlementaire, qui écrit sous le pseudonyme de collaborateur Verax et dont les articles bien informés et pénétrants étaient lus et appréciés en Moselle (chroni située en tête de page "Une", sur deux colonnes). (chronique toujours

de grande originalité dans la présentation par

rapport aux autres grands quotidiens de la région.

Au lendemain de la Grande Guerre, les 5 colonnes de la Une étaient réservées aux informations étrangères (Allemagne exemple) et politiques. Une rubrique "dernière heure" de 2 à 3 colonnes... une présentation triste et occupait grise. Aucun titre ne se dégageait. La page 2 est occupée par une rubrique "Alsace-Lorraine", une chronique messine et la vie sociale. La page 3, on trouvait les nouvelles régionales, tribune publique, les marchés de la région, le bulletin financier et, en rez-de-chaussée le feuilleton. La page 4 est

entièrement consacrée à la publicité.

Dans les années de 20 à 30, la présentation s'aére (gros titre, photos) rend la lecture plus agréable. La page Une est réservée aux gros faits de l'actualité (internationale, sociale, politique) ou à un faits divers. La page 2 et "Dans région" et une autre occupée par une rubrique la et informations" enfin "Dernières intitulée feuilleton. Les pages 3 et 4, par une chronique messine et nouvelles régionales. La page 5 est partagée entre deux rubriques principales : "à travers la Lorraine" sports.

On donne plusieur rendez-vous réguliers aux lecteurs : la chronique financière, les marchés, les pages à thème, etc... Les dernières pages sont consacrées à la publicité ou à des sujets magazine.

domaine de la politique internationale, Dans le journal régional le plus certainement le Lorrain est Chanoine Ritz était un bon Le lire. intéressant l'Europe centrale où il se rendait chaque connnaisseur de année et où il avait des amis fidèles. L'Allemagne était le "Votre journal : il a sujet de préoccupation : principal particulièrement à coeur de suivre de très près l'évolution allemande convaincu que le rôle et le passé de journal de la lui imposent de signaler à l'attention de ses frontière. du gouvernement de la République, contemporains et échappatoires de l'Allemagne face aux tentatives et les obligations du traité de Versailles" (15).

Charles Ritz comprendra, dès le début, la puissance du sentiment national allemand et il mesurera avec anxiété l'attraction croissante de l'Allemagne d'Hitler.

L'Empire autrichien était le seul facteur d'équilibre dans ce monde balkanique mouvant et divisé. Il ne fallait pas le détruire.

Affaibli par la maladie, Charles Ritz n'en continuera pas moins à écrire des éditoriaux d'une implacable lucidité tant ce qui concerne l'interprétation du système nazi, que les parades timorées des gouvernements démocratiques de France et de Grande-Bretagne. Il est angoissé par la paralysie de nos gouvernants face à la remilitarisation de la Rhénanie (mars le Reich hitlérien passe en Autriche et s'y ("Si installe, la Tchécoslovaquie, avec ses trois millions et demi emportée par l'expansion fatalement d'allemands sera par l'annexion de l'Autriche à (16),puis germanique" l'Allemagne (février 1938) : ("Hitler vient de gagner Sadowa. Puisse-t-il n'être point suivi d'une autre victoire qui

s'appelerait Sedan !" (17). Les lecteurs regretteront la mort de Charles Ritz, décédé à 59 ans à la suite d'une des nombreuses interventions chirurgicales qu'il a subies, et pourront vérifier par la suite la justesse de ses prévisions.

Ces éditoriaux sont habilement complétés jusqu'en 1929 date de sa mort (18), par des articles de Nicolas Houpert. Cet excellent journaliste, parfaitement bilingue, a acquis une grande maîtrise du reportage et ses chroniques parlementaires avant 14-18, de la Délégation et du Landtag sont admirables. Doyen respecté de la presse messine, il écrira jusqu'à ses derniers jours. Il était alors âgé de 70 ans!

Nombreux sont les autres journalistes du <u>Lorrain</u> qui écrivent sur l'Allemagne : André Bellard qui, s'il n'est pas Lorrain a fait la guerre en Lorraine et restera toute sa vie très marqué par les évènements dramatiques de la bataille de Mohrange ; Jean Reviré (Sarre).

Le Lorrain ne s'intéresse pas seulement à l'Allemagne. Le monde entier lui suffit à peine ! On trouve des articles sur les Amériques, l'Inde et les autres contrées d'Asie ou d'Afrique. "Nous ne sommes pas, vous le savez, un grand journal de la capitale : nous voulons cependant être renseignés sur les évènements saillants et atteindre, comme vous le dîtes très justement, cette perfection relative, sans toutefois y consacrer des sommes très élevées" écrit Nicolas Houpert (19) à Barlier de l'agence Havas, principal source d'informations du quotidien.

<u>Le Lorrain</u> étant le plus ancien client en Moselle de l'Agence Havas, mais aussi parce que jusqu'en 1940 le correspondant local de cette agence était un journaliste du journal de la rue des Clercs, les rapports sont amicaux et confiants. On veille à ce que <u>Le Lorrain</u> soit bien informé, on consent même à lui réserver la primeur de certaines nouvelles.

D'une manière générale <u>Le Lorrain</u>, par l'intermédiaire de la plume de Charles Ritz, beaucoup plus que par celle de Collin qui savait suggérer sans blesser, se plaît à distribuer des coups de griffe, à déclencher des polémiques... ou à se défendre avec virulence; Quelques exemples:

- "l'organe de la Ligue maçonnique et le <u>Metzer Zeitung</u>:

- à part la langue et le titre détails accessoires, c'est la même mentalité rageuse et sectaire, même arrogance (...) même besoin de baver sur tout ce qu'il y a d'honnête et de respectable de nos Lorrains, même ménagement pour la canaille en somme, même politique abjecte de haine et de division" (13/11/1919).
- "Nos lecteurs nous pardonnerons de ne pas leur avoir encore présenté cette nouvelle gazette socialiste rédigée en allemand et paraissant à Thionville. Nous considérons que les colonnes du <u>Lorrain</u> étaient trop propres pour citer même le nom d'une feuille (il s'agit de la <u>Die Volkstribüne</u>) dont tout le programme est de conjuguer tous les jours le verbe baver" (23/08/1919).
- <u>Le Lorrain</u> réplique ainsi à un journal qui a attaqué Houpert, son rédacteur en chef : "(un) tissu d'inventions odieuses et de ragôts de poissarde publié, il y a quinze jours, dans ce torchon qui s'intitule <u>L'Oeuvre</u>, (08/11/1919)". Ce journal avait accusé Houpert d'avoir dirigé le service de ravitaillement allemand à Francfort pendant la guerre...
- "Si nos renseignements sont exacts, il collabora (Victor Demange) pendant la guerre à la <u>Niederr Heinische</u> Volkszeitung et dirigea même un journal allemand à Sarrelouis (...) sa politique s'affirma bientôt par des articles dans lesquels M. Demange attaquait à tort et à travers les appliqué en les administrations, le régime personnes et les mesures prises relativement à la langue Lorraine. Tout lui fournissait matière à critique. M. allemande. Demange se croyait appelé à réformer les institutions du pays (...) le <u>Metzer Freies journal</u> était devenu un organe absolument radical et qui ne pouvait que nuire à la cause française (09/10/1919).

Ces attaques ou ces propos ne sont pas du goût de tout le monde, ainsi, les partisans du Front populaire crieront leur mépris à Charles Ritz, en défilant dans la rue des Clercs le 14 juillet 1936.

<u>Le Lorrain</u> se veut aussi le défenseur de certaines valeurs morales et chrétiennes.

Au lendemain de la guerre de 14-18, il s'indigne à propos de ces "créatures qui promènent à travers les rues de Metz leur provocante impudeur (...) La France ne pleure-t-elle pas 1.700.000 de ses fils (...) ne serait-ce pas vulgaire convenance de porter le deuil (...) La vie est-elle si bon marché qu'on puisse se permettre des folies de luxe (...) Le culte scandaleux de la chair nous ramène aux moeurs païennes

de la décadence." (20).

seront consacrés éditoriaux nombreux De point de vue religieux, il nous "au dominical à fait singulièrement de conformer tout nous de notre Evêque... or n'avons-nous pas le recommandation devoir de donner l'exemple sous ce rapport ? Du point de vue d'ailleurs nous serions en le faisant, tout-à-fait en nous-mêmes, engagés que nous sommes par contradiction avec notre doctrine du catholicisme social. Un des soucis de la travailler non seulement à obtenir le de rédaction c'est de Dieu, mais à améliorer la situation la loi respect de matérielle et morale des travailleurs en général et non pas à rendre pire en diminuant leur temps de repos du dimanche" (21).

Mais le journal, devant faire face à la concurrence des autres journaux qui n'hésitent pas à paraître le dimanche, sera obligé de suivre le mouvement et paraîtra comme ses

confrères, le dimanche.

Dernier exemple : les pages magazines et surtout celle destinée aux enfants (la page de la jeunesse). Le titre le ton de la page : Des enfants joliment illustré annonce lisent, un garçon défile avec un balai. Un adulte, jouent, installé à un bureau, écrit avec une belle plume, des contes ? Dans un fauteuil confortablement installé un enfants Un peu plus loin un chat renifle un cheval de chien dort. L'ambiance est saine. Un joyeux brouhaha règne -mais pas le désordre- des livres s'empilent. Cette page est certes pour distraire mais aussi pour inculquer certaines La lettre de l'oncle Baptiste donne des conseils et valeurs. parfois gronde les enfants. La boite aux recommandations. lettres permet de répondre aux principales questions qu'ils Charades, rébus, concours éveillent leur esprit. posent. histoire, soigneusement choisie, des jouets à faire soimême achèvent son éducation !

La page des jeunes filles (avec des rubriques comme "votre piété" "votre formation", celle intitulée "vos oeuvres de la jeunesse (Joc-Jac-Jec-ACJf) procèdent de la même idée.

Rappelons enfin, que <u>Le Lorrain</u> publie un supplément dont La Croix de Lorraine fait référence au journal le titre, Cet hebdomadaire est destiné aux catholique français. On peut y lire des nouvelles, des lecteurs des campagnes. textes humoristiques, des anecdotes et des conseils pratiques viticulture). Les références horticulture, (cuisine. l'actualité sont rares et essentiellement religieuses.

A partir de 1905, paraît un autre heqbdomadaire "<u>Le</u>

<u>Patriote Lorrain</u>" dirigé par Nicolas Houpert, également destiné aux lecteurs ruraux. On y trouve des articles en patois, pétillants de malice, qui ridiculisent les Allemands (22).

* La ligne et l'action politique

Le Lorrain est un journal catholique, mais aussi ce qu'il est convenu d'appeler un journal clérical, c'est-à-dire un journal dirigé et rédigé par les prêtres avec l'aide de quelques laics dévoués, et dont le but premier est, bien sûr, présenter et vulgariser avec la plus grande fidélité les orientations et les consignes de la hiérarchie. Le journal est purement et simplement un in strument de l'apostolat. nulle distance critique ne lui autonomie. autres intransigeant vis-à-vis des permises. $\mathbf{I}\mathbf{1}$ est des libéraux, des libres-penseurs et autres religions. francs-maçons. Il n'hésite pas, pour les combattre, à relever le gant et à entrer, violemment s'il le faut, dans la polémique.

Juridiquement <u>Le Lorrain</u> est une SA, indépendante donc. En fait, le journal est placé sous l'autorité directe de l'Evêque de Metz. C'est lui qui donne son accord à la nomination du directeur... et ce dernier doit être obligatoirement un prêtre. C'est encore l'Evêque qui, avec son entourage, décide de l'orientation du <u>Lorrain</u>.

Peut-on parler pour autant de subordination hiérarchique? Difficile à dire. Il faut prendre en considération que tous ces hommes vivent dans un milieu étroit, qu'ils se connaissent parfaitement, se rencontrent fréquemment, s'apprécient souvent et s'opposent parfois.

De 1883 à 1902, <u>Le Lorrain</u> détient le monopole de l'expression des catholiques et bénéficie du soutien sans défaillance de Monseigneur Fleck. Le ton général du journal s'inspire de celui de la presse catholique française : <u>Le Pélerin</u>, <u>La Croix</u>, <u>L'Univers</u> sont souvent cités et

fournissent articles et éditoriaux.

Cela ne plaît évidemment pas aux Allemands ni aux Lorrains dont l'allemand est la langue d'usage. Avec la naissance de la <u>Volksstimme</u>, <u>Le Lorrain</u> perd son monopole. Désormais il devra se contenter des lecteurs d'expression française.

Outre qu'il doit accepter de ne plus être maître du jeu, il doit faire face à une division culturelle et politique des catholiques. La nouvelle génération du clergé accepte avec réalisme les mouvements catholiques allemands et préconise le ralliement du parti au centre. Par ailleurs, à la suite des élections législatives de 1907, les adversaires du Lorrain avantage et obtiennent leur cherchent pousser à Monseigneur Benzler qu'il demande la démission de Collin. Ce dernier hésitera beaucoup avant de se décider à se soumettre et en dépit de l'opposition formelle du son Evêque... surveillance du journal. L'atmosphère s'échauffe conseil de plus en plus, le conflit risque de devenir public, ce que éviter Mgr Benzler. Pour cela il recule et autorise à rester à la tête du journal. Il est certain que les Collin deux hommes, même si on est mal renseigné sur l'affaire dû arriver à un compromis. L'Evêque accepte de maintenir Collin à la tête du journal, en échange ce dernier cesse de combattre le centre et promet de soutenir l'Association Catholique Populaire (Volksverein en allemand).

Néanmoins la concorde est loin d'être rétablie. Nicolas Houpert se plaint amèrement des manoeuvres visant à diminuer la clientèle de la Librairie de l'Evêché dont il est le propriétaire, et de l'Imprimerie Lorraine dont il est le gérant.

"Le Temps des François Roth rapporte dans son livre (24), la réponse de Monseigneur Benzler (le 7 Journaux" février 1909) après instruction de l'affaire : "Je vous adresse ci-joint le rapport qui m'a été fait à ce sujet (par le Vicaire général Pelt, futur évêque de Metz, 1919-1938). le voyez il conclut à la liberté complète que faire imprimer et de faire vendre les publications j'ai, de où je veux. Ce qui ne veut pas dire que je l'Evêché retirerai désormais à l'Imprimerie Lorraine et à la Librairie la clientèle de l'Evêché, bien que les procédés de l'Evêché d'un certain conseil de surveillance l'eussent pleinement cas la politique n'a rien à voir en justifié.... En tous les rancoeurs sont encore fortes, le cela". On le voit, conflit entre l'évêque et le journal est loin d'être oublié, mais on évite de le déballer sur la place publique.

Et on accepte de détacher au <u>Lorrain</u> un jeune prêtre, Charles Ritz, alors vicaire à Moyeuvre-la-Grande. Dans l'intention de préparer la relève ?

Au début de ce siècle, <u>Le Lorrain</u> est toujours un journal catholique français et entend le rester. Il représente et sert la culture catholique française... par les références qu'il propose, les saints qu'il donne en exemple (Jeanne d'Arc, Saint-Vincent de Paul, Bernadette Soubirous), les manifestations dont il rend compte régulièrement. Il privilégiera par exemple le pèlerinage à Lourdes par rapport au pèlerinage à la Sainte Tunique de Trèves. Ce n'est donc pas seulement la langue qui le sépare de la <u>Volksstimme</u> mais aussi tout un univers mental et culturel, tout un système de référence.

La victoire de 1918 est aussi celle du <u>Lorrain</u>, qui reprend sa fonction de porte-parole privilégié des catholiques mosellans, les journaux de langue allemande étant naturellement suspects aux yeux des pouvoirs publics.

Le Lorrain a tellement appelé de ses voeux le retour à la France qu'il lui est difficile de tomber dans l'opposition, ce qui ne l'empêchera pas de différencier la patrie pour laquelle on s'est battue et pour laquelle on est prêt à mourir et les partis de la gauche laïque, combattus sans merci.

lendemain de 14-18, <u>Le Lorrain</u> souhaite la poursuite d'Union Sacrée, la question du régime est climat La République est admise comme le pouvoir secondaire. légitime et ne sera jamais combattue en tant que telle, même Le Lorrain critique l'affaiblissement de l'autorité, et parlementarisme abus du multiples dénonce les parlementarisme jouait avec Doumergue sa dernière carte. Il a fait maldonne. C'est la preuve lamentablement administrée que le parlementarisme est condamné...".

Il n'est plus question aussi de l'Alsace-lorraine et le grand journal de la rue des Clercs, lutte pour que Metz ne soit pas défavorisée par rapport à Strasbourg: "On peut dire qu'au point de vue des partages des biens et faveurs, nous sommes ici comme avant la guerre, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup pour l'Alsace et peu pour la Lorraine. Strasbourg absorbe tout et distribue peu. Metz sous bien des rapports reste la parente pauvre" (25).

Résolument national, il sera contre la Heimat et rappelera sans cesse qu'il veut "faire aimer la petite patrie dans la grande". L'hostilité au mouvement autonomiste comme à tout ce qui vient de l'Allemagne est une constante. Servir les intérêts supérieurs de la France, est une vocation, pour ce journal qui diffuse dans une région frontière.

Mais le retour à la France de la Moselle entraîne de multiples difficultés. <u>Le Lorrain</u> se bat pour le maintien d'un "statut local", du concordat et de l'école publique confessionnelle. Il ne cessera de rappeler la promesse de 1914, car ce contrat moral, s'il n'est honoré, ébranlerait "inévitablement" la fidélité des catholiques des provinces recouvrées.

La menace ne vient donc plus des "Allemands", mais des hommes politiques de la République laïque. Au moment du Cartel des gauches, <u>Le Lorrain</u> monte en première ligne et attaque violemment Herriot. Le Front populaire "école de haise" est violemment vilipendé (le 09/04/1939, <u>Le Lorrain</u> écrit : "nous ne souhaitons à M. Blum aucun mal que sa mort politique"), les syndicats sont assimilés à des organisations terroristes ((26).

Cette orientation vaut au <u>Lorrain</u> bien des attaques. Il est accusé d'être "le journal de l'Evêché". Les catholiques autonomistes sont plus violents : ils rendent <u>Le Lorrain</u> responsable de l'offensive laïque. N'est-il pas en effet favorable à la réassimilation progressive, avec la France de "l'intérieur" ? N'avait-il pas favorisé la victoire de la France ?

A la veille de la seconde guerre mondiale, <u>le Lorrain</u> va maintenir son tirage et son audience. En effet grâce -ou à cause- de sa coloration confessionnelle marquée dans de nombreux domaines, <u>Le Lorrain</u> se situe dans la tendance conservatrice de l'opinion catholique. Son hostilité résolue, au Front populaire, à la guerre d'Espagne, aux grèves et aux mouvements sociaux, le classe nettement plus à droite que <u>La Croix</u>, journal des Assomptionnistes.

Pourtant le journal n'a pas élargi le cercle de ses lecteurs au-delà des catholiques convaincus, orientés à dr_oite ou au centre. Son influence électorale est incontestable, mais ses relations avec les notables l'éloignent des milieux populaires des zones industrielles.

Au plan local, <u>Le Lorrain</u> reste la colonne vertébrale de l'Union Républicaine Lorraine. Même s'il se défent d'être "ni le journal officiel, ni officieux de l'URL" (27), il est son principal appui et distribue les investitures. <u>Le Lorrain</u>

critique parfois les formations parlementaires de droite dont il déplore l'émiettement, les rivalités et le manque de soutien populaire. Mais ses chefs, Louis Marin, François de Wendel ont droit à beaucoup d'égards. Leurs interventions, leurs prises de position sont largement commentées (28). L'un des atouts du Lorrain est d'avoir un réseau d'amitié développé : tous ses amis détiennent les principaux leviers de commande : Paul Vautrin est maire de Metz, Guy de Wendel, puis Robert Serot sont présidents du conseil général.

- (1) Victor Vailla nt est né en 1815 à Maizeroy (Moselle) et décède en 1885 à Metz. Rédacteur en chef du <u>Voeu National</u> de 1851 à 1883.
- (2) Jean-Baptiste Jacques, né en 1827 à Morhange (Moselle), décédé en 1910 à Montigny-les-Metz. Prêtre du diocèse de Metz, aumonier au lycée de Metz, aumônier militaire, missionnaire diocésain.
- (3) Cet homme de presse et de politique, figure caractéristique du catholicisme allemand, sera député du Centre catholique du Landstag de Prusse puis au Reichstag.
- (4) André Muller (1851-1906), ordonné prêtre en 1878 à Metz, prédicateur allemand à la cathédrale, aumônier des soeurs de Borny, journaliste au <u>Lorrain</u> sous le pseudonyme de Trickmann et Le Peyr.
- (5) Henri-Dominique Collin est né à Bourges (Cher) en 1853. Ordonné prêtre à Metz en 1877, Chanoine honoraire en 1889, directeur du <u>Lorrain</u> de 1887 à 1921 et enfin sénateur de la Moselle de 1919 à 1921, date à laquelle il meurt à Metz.
- (6) Victor Houpert (1818-1889), né à Insming (canton d'Albestroff), décédé à Metz. Instituteur, journaliste à <u>La Gazette de Lorraine</u>., puis au <u>Lorrain</u> (1889). Outre ses activités dans ce journal (rédacteur en chef, gérant de l'Imprimerie Lorraine), il est membre, trésorier puis vice-président de la Chambre de Commerce de Metz et correspondant de l'agence Havas.
- (7) Le premier a la charge de la direction politique et des affaires religieusess. Le second s'occupe de la gestion , de l'imprimerie, des relations avec les milieux économiques et le monde germanique.
- (8) Charles Ritz (1880-1939). Né à Lorry-Mardigny (canton de Verny), décédé à Paris. Ordonné prêtre en 1905, vicaire à Moyeuvre-Grande, journaliste au Lorrain et au Patriote Lorrain (1909-1914); Outre ses fonctions de directeur politique au Lorrain (1921-1939), il est conseiller général de Verny (1922-1939), vice-président du conseil général de la Moselle, Chanoine honoraire en 1927, Pseudonymes : Auguste Lejeune, Jean de Seille, Chan.
- (9) Lucien Hennequin (1896-1940). Ordonné prêtre à Metz en 1923. Professeur d'Ecriture sainte et d'archéologie au Grand Séminaire de Metz (1925-1937).
- (10) Paul Durand (né et mort à Metz: 1895-1970) avant d'entrer au <u>Lorrain</u>, il était journaliste au <u>Courrier de Metz</u>. Il deviendra conseiller municipal de Metz et adjoint au maire (1953-(1970).
- (11) <u>La Lorraine Libérée</u>, dont le rédacteur-gérant est Lucien Ehringer, publie son dernier numéro le 10-11 décembre 1944.

La bibliothèque Nationale ne possède aucun exemplaire de ce quotidien.

- (12) formats successifs du <u>Lorrain</u>: 54x36,5 jusqu'au 20 juillet 1948; 58x40,5 jusqu'au 30 septembre 1949; 61x45 à partir du ler octobre 1949. Son format, après, restera à 60x42.5.
- (13) Le Lorrain du 25/06/1936.
- (14) Il deviendra plus tard Conservateur des musées de Metz.
- (15) Le Lorrain du 12/12/1920.
- (16) " " du 07/03/1936.
- (17) " " du 17/02/1938.
- (18) " " du 26/09/1929, article nécrologique.
- (19) AN 5 AR/358, Houpert à Barbier le 07/04/1921.
- (20) <u>Le Lorrain</u> du 05/09/1919. Lire aussi l'édition du 19/09/1919 : "Trop de bals, trop de grèves".
- (21) Le Lorrain du 29/12/1919.
- (22) François Roth dans "Le Temps des Journaux" rapporte qu'un fonctionnaire allemand de la préfecture "irrité par ces textes qu'il ne pouvait déchiffrer et dont il devinait la virulence, charge un commissaire de police d'enquêter sur leurx auteurs et de lui en faire tenir régulièrement une traduction en français et en allemand !". L'auteur de la chronique serait vraisemblablement l'abbé Ritz.
- (23) Le journal est très avare de détails sur cette crise qui a ébranlé l'Eglise messine. Lors du 25ème anniversaire (Le Lorrain du 1er juillet 1908) du journal, Collin évoque allusivement "certaines divergences sur la meilleure manière de servir l'Eglise et le Pays", pour insister sur le but permanent : "servir la cause catholique et lorraine".
- (24) "Le Temps des Journaux", op. cit.
- (25) Le Lorrain du 07/10/1919.
- (26) " " du 22/07/1936 : "Le terrorisme cégéto-communiste n'est pas un vain mot, (il) s'exerce réellement vis-à-vis d'ouvriers isolés...".
- (27) Le Lorrain du 08/10/1919.
- (28) Lire par exemple l'édition du 22/12/1930. Un article est consacré aux 25 ans de vie parlementaire de Louis Marin ("Un de chez nous").

* * *

LE MESSIN

Titre s

: "<u>Le Petit Messin</u> " du 15 avril 1883 au 23 juin 1884 :

avec pour sous-titres

- "Echo des pays lorrains"; journal commercial, industriel, artistique et littéraire".Le titre est illustré d'une belle vue de Metz gravée par Bellevoye, artiste messin.

à partir de juin 1884

"<u>Le Messin</u> " (titre en couleur à partir de 1935)

Sous-titres

- : "Journal républicain démocrate" (15/01/1920)
 - "Journal politique quotidien"
 - "Quotidien d'information" (du 09/11/1945 au 10/10/1946)
 - "Journal régional d'information" (du 11/10/1946 au 31/03/1947)

Autres mentions

- : paraissant 7 fois par semaine (1920)
 - le plus fort tirage des journaux de langue française de la Moselle et de l'Alsace
 - le plus fort tirage des journaux de langue française

Siège et administration

: Metz, rue des Clercs

Périodicité

: trihebdomadaire jusqu'au 15/10/1883 date à laquelle il devient quotidien

(dimanches exceptés au début)

Date

du premier numéro

: 24 juin 1884

Zone de diffusion

: Metz et sa région, Moselle

Tirage

: 1906 : 6.000 exemplaires 1914 : 7.000 " 1925 : 19.500 "

1930 : 25.000

1936 : 20.000

1939 : 14.000

Imprimeries

: - "Le Petit Messin"

Fischer (successeur de Verronais) Imprimerie Beha à partir de 1884 (deux adresses successives : cour des Ranzières, rue Serpenoise);

- "Le Messin"

Imprimerie Even.

Puis le 24/08/1900, une imprimerie spéciale fut installée rue de Lancieu. En 1918, l'imprimerie et le journal occupent l'ancien immeuble où était installée La Gazette de Lorraine,

rue des Clercs.

Suppléments, autres journaux du groupe

: Moselle und Saar Zeitung

exceptionnelle

Caractéristique : le journal disparaît en 1947

Lieux de conservation

: - Archives départementales de Moselle - Archives municipales et médiathèque

de Metz (microfilms).

HISTOIRE

Le premier numéro du <u>Petit Messin</u>, "journal commercial, industriel, littéraire et artistique", paraît le 15 avril 1883. Six mois plus tard son fondateur et propriétaire Charles Porcin, un ancien employé de l'imprimerie Verronais, en fait un journal politique et quotidien. Nous sommes le 15 octobre 1883. Enfin le 24 juin 1884, il adopte le titre qui lui restera jusqu'à sa fin en 1947: <u>Le Messin</u>, titre abandonné par une autre imprimerie, M. Meyer en 1871 (1).

Charles Porcin rencontre très rapidement des problèmes d'argent qui l'amènent à vendre, en 1886, son journal à un groupe dont l'animateur, Albert Marlier, est un Français arrivé en Lorraine annexée dans des conditions mystérieuses. On apprendra plus tard qu'il fuyait la justice française qui le poursuivait pour être impliqué dans le krach de la Banque de la Chaussée d'Antin.

Albert Marlier, habile, parvient à éliminer Charles Porcin qui était resté dans l'affaire, et devient le vrai responsable du <u>Messin</u>. Toutefois, ce dernier étant étranger et de surcroît Français, il craint l'expulsion, ce qui contribue à rendre le journal très sage.

Albert Marlier cherchera à plusieurs reprises à vendre le journal. Il entame pour cela des négociations avec Didiot ainsi qu'avec des amis d'Antoine. Aucune des tractations n'aboutit. Marlier est sans doute "tenu", ce qui explique son souci constant de se démarquer du "Protestpartei". Néanmoins à force de diplomatie, dix ans après son arrivée à Metz, il réussit à se faire naturaliser... et peu après à vendre son journal à un groupe d'actionnaires composé d'hommes politiques d'orientation libérale, liés au milieu des affaires et du commerce. Parmi eux : Henri Lanique, marchand de vin à Metz, conseiller général et député à la Délégation ; Amédée Paté, propriétaire agricole, conseiller général et député à la

Délégation ; Auguste Régnier, notaire et conseiller de Vigy (1874-1907) ; Ernest Muller, avocat d'origine luxembourgeoise ; Joseph Henry, notaire puis banquier à Courcelles-Chaussy, conseiller général et député à la Délégation ; Claude Tillement, minotier ; Albert Moitrier, fabricant de conserves et restaurateur ; Ritter, employé chez un négociant en vin ; les Jaxel, héritiers.

Néanmoins Albert Marlier, qui est en excellents termes avec les nouveaux propriétaires, continue à administrer le

journal, et ceci jusqu'à sa mort en 1900.

le journal crée la fonction de directeur 1892. politique. Il sera responsable de la ligne du quotidien et se relations avec les autorités allemandes. Il est chargera des les hommes politiques actionnaires : ce sont parmi Lanique puis Amédée Paté, enfin le successivement Henri conseiller général de Pange et député à la Henry, banquier véritable homme fort du quotidien reste Mais le Délégation. l'industriel Claude Tillement.

personnage très discret mais néanmoins actif et avisé (2), préside le conseil de surveillance. Sa réussite dans la à la tête d'un empire industriel dont les -il est fleurons sont les Grands Moulins à Metz, principaux de Basse-Yuts, la Brasserie Lorraine, Brasserie prouve, s'il en était besoin, ses qualités de gestionnaire. En sait s'entourer : il confie, par exemple, outre il à Jacques Therré, excellent l'imprimerie đе direction qui introduira de nouvelles techniques de professionnel travail.

Claude Tillement pour sa part assure les relations avec les pouvoirs publics et les milieux d'affaires. Il est tenu par les Allemands "comme le responsable de la politique française qui était ardemment défendue dans les colonnes du Messin" (3). Quand la guerre éclate, les Allemands voudront l'arrêter mais ils abandonnent cette idée en raison de son âge. Néanmoins les Grands Moulins sont saisis en représailles, et Le Messin doit cesser de paraître.

Loin de se décourager, Tillement, en novembre 1918, sur les conseils de son directeur d'imprimerie, négocie avantageusement l'achat des bâtiments et de l'imprimerie du Lothringer Zeitung. <u>Le Messin</u> s'y installera lors de sa

reparution.

Cette vente sera attaquée en justice (4). Mais grâce à l'intervention de hautes personnalités politiques, un non-lieu est prononcé et le journal peut rester à sa nouvelle adresse, rue des Clercs.

Claude Tillement ayant assuré l'avenir, âgé de plus de quatre-vingts ans, se retire au début des années vingt et cède à son fils, Maurice, toutes ses entreprises. Il garde cependant un droit de regard jusqu'à sa mort en 1932 (5).

L'imprimerie et le journal, organisés en SA, adoptent une nouvelle raison sociale : "Imprimerie et journal <u>Le Messin</u>". Tillement partage la fonction d'administrateur avec Henri Régnier, médecin, fils du conseiller général cité plus haut. La gestion quotidienne est confiée à deux directeurs, de 1909 à 1932 à un ancien prote et typographe : Jacques Therré (1919-1932), puis de 1932 à 1939 à un journaliste : Charles Seltzer (1932-1939).

1919, Henri Ferrette (6) est choisi comme directeur Dans les années trente, le journal atteint son grâce à l'achat d'une nouvelle rotative, à une apogée présentation qui s'améliore et à sa probité rédactionnelle. Presque simultanément le groupe dirigeant disparaît : Claude Jacques Therré également, Henri Tillement meurt en 1932, plus tard. Leurs successeurs, Maurice Ferrette un an Charles Seltzer et Frédéric Certonciny, n'ont pas Tillement. le même sens des affaires que leurs aînés, ils manquent singulièrement de dynamisme et d'expérience.

<u>Le Messin</u> va rapidement subir les effets de cette direction médiocre. En quelques années il fléchit dangereusement. La fin est proche... Il cessera, en effet, définitivement sa parution avec le numéro daté du 31 mars 1947.

* Structure juridique et financière

La société fondée par Charles Porcin est inscrite au registre de commerce de Metz le 21 juin 1883 et dissoute le 4 juin 1886. Charles Porcin reste néanmoins quelques temps dans l'affaire, puisqu'il verse, en juillet 1887, la caution au Crédit Foncier d'Alsace et de Lorraine.

Albert Marlier, animateur d'un groupe, rachète le journal et en devient rapidement le vrai responsable, après avoir éliminé Porcin. Etant Français et impliqué dans une affaire (voir plus haut), il craint l'expulsion, ce qui l'incite, à plusieurs reprises, à essayer de vendre le journal.

Il arrivera à ses fins en 1892, le 4 septembre. Etant naturalisé, il cède son journal à un groupe d'actionnaires qui sont des hommes politiques d'orientation libérale et liés au milieu des affaires et du commerce.

Le capital est alors de 40 000 F. Il sera de 590 000 F en 1928.

L'organisation du journal est classique : Albert Marlier, grâce à ses bonnes relations, continue à administrer <u>Le Messin</u>. Un poste de directeur politique est créé. Le conseil de surveillance est dirigé par Claude Tillement, l'homme fort du journal, industriel au patrimoine considérable (7).

La gestion quotidienne est confiée à un directeur administratif : Jacques Therré (8) de 1909 à 1932, puis Charles Seltzer (9) de 1932 jusqu'en 1939.

Les choses changent en 1932, à la mort de ce dernier, l'imprimerie et le journal, organisés en SA, adoptent une nouvelle raison sociale: "Imprimerie et journal <u>Le Messin</u>". Les fonctions d'administrateur sont partagées entre Henri Régnier et Maurice Tillement.

* Conditions de fabrication

<u>Le Petit Messin</u> a été imprimé successivement chez Fischer, successeur de Verronais, puis, à partir du 8 mai 1884 à l'Imprimerie Beha (rue Cour des Ranzières, puis rue Serpenoise).

<u>Le Messin</u> l'est à l'imprimerie Even. Le 24 août 1900, Amédée Paté va trouver les fonds nécessaires pour installer une imprimerie propre au journal, rue des Lancieu.

Au lendemain de l'Armistice, les trois journaux en langue française de Metz, reparaissent sous un titre commun : "Le Messin - Le Lorrain - Le Courrier de Metz". Comme il ne reste qu'une imprimerie ouverte, on a décidé de publier un journal intérimaire. Le ler janvier 1919, chacun reprend son activité propre et séparée.

Parallèlement, en novembre 1918, sur les conseils de

Jacques Therré, mobilisé durant la guerre à l'Imprimerie Tillement négocie avantageusement l'achat militaire. bâtiments et de l'imprimerie de la rue des Clercs, appartenant à la Lothringer Zeitung, où est tiré le journal commun. L'acte est signé devant notaire le 11 novembre 1918 ! La vente aurait été conclue pour la somme de 200 000 F, dont 40 000 payables Crédit Foncier de Strasbourg (créancier), et 160 000 au vendeur Brodbeck par traite, à échéance le 15 novembre 1918. attaquée en justice mais de "hautes est vente Cette favorisent un non-lieu. C'est en effet Louis interventions" Barthou, Garde des Sceaux de Raymond Poincaré, qui met un terme à la procédure, en 1927. <u>Le Messin</u> peut donc rester rue des Clercs.

Quelques années plus tard, en 1931, le journal rénove son imprimerie en achetant "une puissante et moderne rotative", grâce à laquelle <u>Le Messin</u> améliore sa présentatiton.

En 1935, le titre apparaît pour la première fois en

couleur.

* Organisation de la rédaction

Comme beaucoup de journaux à leur début, <u>Le Messin</u> est longtemps fabriqué par un seul journaliste qui porte en même temps le titre de rédacteur en chef. Il est assisté de collaborateurs à temps partiel, et de divers correspondants (9).

La rédaction du <u>Messin</u>, par rapport à ses confrères (<u>Le Lorrain</u> par exemple), manque toutefois de stabilité : de 1883 à 1914, pas moins de six rédacteurs en chef se sont succédés : Paul Zimmermann, Paul Piquelle, Eugène Destez ont été expulsés ou contraints de partir, à la suite de pressions des autorités allemandes (10).

Paul Pignon, nommé en 1902, prend sa retraite en 1920 après quatre ans de captivité en Allemagne, avec la rosette de la Légion d'honneur. Né à Schwerdoff en 1849 (canton de Bouzonville), il a fait ses premières armes au <u>Petit Marseillais</u> et au <u>Petit Bleu</u> de Bruxelles avant d'être nommé à la tête de la rédaction du <u>Messin</u>. Dans sa tâche, il fut assisté d'une secrétaire de rédaction, Marie-Clotilde Schmitte

(1870-1914) (11), également traductrice.

Ses autres collaborateurs sont : Jacques Therré, Charles Seltzer, Paul Piquelle revenu à Metz en 1911 (il avait été rédacteur au <u>Progrès de l'Est</u> à Nancy) ; Paul Bourson, correspondant à Strasbourg.

Pendant cette période, le journal libéral -et aussi grâce aux interdits de Mgr Benzler- progresse jusqu'à devenir le premier quotidien messin. De 3.000 exemplaires en 1892, il

passe à 10.000 en 1914.

Après la guerre <u>Le Messin</u> réapparaît, toujours avec Paul Pignon comme rédacteur en chef. Le sécrétariat de rédaction est assuré successivement par René Aubertin et Gaston L'Huillier.

La direction politique passe entre les mains d'un Français "de l'intérieur", l'avocat meusien Henri Ferrette, lequel est arrivé à Metz avec l'état-major du Général Maud'huy dont il est l'ami. Ce dernier le détache auprès de Victor Prével, maire de Metz. Dès sa démobilisation, en février 1919, il prend la direction politique du <u>Messin</u> sans cesser de s'intéresser aux affaires électorales de la Meuse dont il deviendra député (1919-1924). Il sera député de Bar-le-Duc de 1932 à 1933.

l'éventualité d'un rachat du Messin dans Quand. le commissaire de la République avait déclaré : "Il Ferrette. ici moeurs électorales fâcheuses, des introduira des il sera un agent de trouble. (...) Ce polémiques violentes, sera une calamité pour la ville", il ne croyait pas si bien dire. Dès son arrivée, Henri Ferrette oriente le quotidien de la rue des Clers, dans un sens antirégional et polémique contre les hommes politiques de la Moselle de langue allemande Alsaciens. Le Conseil de l'Ordre des avocats et contre les refuse son admission au barreau de Metz. Il fait appel à la d'Appel de Colmar, laquelle infirme la décision messine. il plaidera surtout des procès politiques... et Inscrit. une nouvelle fois l'orientation du journal, qui et se fera le centre-droit penchera vers désormais l'interprète chaleureux de la politique allemande et nationale de Poincaré. Les deux adversaires se réconcilient sur ce terrain (12).

Henri Ferrette, dont on a beaucoup de mal à préciser le rôle au sein du <u>Messin</u> (il signe rarement un article de son nom. On pense que c'est lui qui s'est dissimulé sous le pseudonyme de Claude le Lorrain), reste quatorze ans comme directeur politique du quotidien. En 1924 il y indroduit Eugène Baudon, qui avait travaillé avec lui dans la Meuse. Cet Ardennais (né en 1893) occupera successivement les postes de secrétaire de rédaction, rédacteur-gérant, puis rédacteur en chef du Messin. Il deviendra la cheville ouvrière du quotidien jusqu'à la seconde guerre mondiale.

Henri Ferrette, durant ses dernières années, publie presque exclusivement des articles traitant des questions internationales. En outre la maladie le tient souvent à l'écart de la rédaction, aussi avait-il pris l'habitude de se faire suppléer par un journaliste parlementaire originaire de Corse, qu'il avait connu quelques années auparavant à la salle d'armes du Palais Bourbon : Frédéric Certonciny.

Ce méridional jovial et bon vivant (il est néanmoins né à Dreux en 1893) recueillera après la mort de son patron, survenue en 1933, les fonctions de directeur politique qu'il occupera jusqu'en 1940.

Si "le Corse", comme on l'appelait, avait du métier, de l'expérience et des relations fort utiles dans la presse parisienne et les milieux parlementaires, ses comportements et son ignorance du milieu lorrain heurteront beaucoup de personnes, ainsi que ses commentaires politiques, parfois un peu déroutants!

En outre ses relations avec Eugène Baudon, plus taciturne, n'étaient pas des meilleures. Il y eut entre eux de multiples frictions, et même plusieurs procès!

Sur le reste de la rédaction, on ne sait pas grand'chose. Le numéro du cinquantenaire révèle qu'elle comprenait en 1933 sept journalistes. Le responsable de la chronique agricole était Robert Minguet ; André Colombin rédigeait des billets "spirituels" sous le pseudonyme de Mociblon.

Parmi les collaborateurs occasionnels, retenons les noms de Pierre Braun, professeur d'Histoire au lycée de Metz; Jean-Julien Barbé, historien, et Paul Bourson.

A Paris, où <u>Le Messin</u> a ouvert un bureau, on trouve successivement comme directeur, Ernest Hannaux puis Georges Mauss. Il dispose d'un collaborateur parlementaire, Henri Godmard, avocat à la Cour d'Appel de Paris, originaire de la Meuse, introduit également par Ferrette (13).

Dans de nombreux articles, <u>Le Messin</u> rappelle son effort constant en matière rédactionnelle et sa conception de ce qu'il appelle "le journalisme moderne". Cela concerne trois

secteurs "prioritaires" :

- La politique étrangère : "de nos jours, un journal n'est plus dogmatique mais doit être instructif... la politique étrangère passionne de plus en plus le public qu'elle laissait naguère indifférent, comme la politique coloniale d'ailleurs, comme les grandes questions économiques et commerciales. Nous devons savoir ce qui se passe dans les Nations étrangères ; nous devons connaître les grands problèmes qui les occupent et les préoccupations. Tout cela est entré dans la vie quotidienne (14).
- L'information locale : "notre journal n'a rien voulu oublier et encore moins qu'il est un journal messin, un journal lorrain. Il a presque doublé la place qu'il donne à la correspondance régionale" (15).
- L'illustration : "notre bureau parisien s'est adjoint un service de reportage photographique pour compléter par l'image des nouvelles télégraphiques et téléphoniques de Paris et de province. C'est ainsi que dès le lendemain des évènements sur les panneaux extérieurs de notre salle de dépêche seront exposés les photos et documents de grandes actualités" (16).

Plus tard, il publiera une "page hebdomadaire illustrée" souvent accompagnée de dessins humouristiques de Red . La page du Cinéma du <u>Messin</u>, de tous les quotidiens lorrains, est celle qui sera la plus illustrée.

Ces trois priorités ne se font pas au détriment des autres rubriques : "nous ne nous contentons pas de défendre énergiquement la politique française (...) nous voulons être en même temps un grand journal d'information et nos colonnes sont ouvertes (...) à des commentaires éclairés sur la politique intérieure et sur la politique étrangère, à des discussions sérieuses sur notre situation financière" (17). Il publie de nombreuses pages magazines et rubriques régulières : la Page Littéraire, de l'Agriculture, du Cinéma, de la Jeunesse, la Femme et le Foyer, La Lorraine historique, Chronique Financière, Sport, etc...

Les grands journaux parisiens servent souvent de référence : "pour être toujours le premier et le mieux informé des journaux lorrains, <u>Le Messin</u> a cru devoir s'inspirer des grands quotidiens de Paris, pour assurer à ses lecteurs le maximum d'informations" (18) "nous étudions l'agrandissement de notre journal qui adoptera le format des grands journaux de Paris (19).

Il n'empêche que la présentation reste classique et sans originalité par rapport à ses confrères lorrains : en page 2 on trouve la rubrique Faits Divers, "Metz" et les Sports ; en page 3, les nouvelles de "Dernière Heure", en page 4 : Château Salins, Boulay, Sarrebourg, Forbach, les autres départements lorrains et le feuilleton. Les dernières pages sont consacrées à la publicité.

L'aire de diffusion comprend surtout Metz et la région messine. Il fait un gros effort pour couvrir la région de Thionville où il a ouvert une agence, grâce à laquelle, il recueille des informations locales assez abondantes sur le district sidérurgique. Il est en revanche très pauvre sur tout l'Est mosellan. La Meurthe-et-Moselle est couverte très épisodiquement par des correspondants particuliers (Nancy, Longwy, Villerupt).

Notons que <u>Le Messin</u> a aussi diffusé une édition en langue allemande, la <u>Mosel und Saar Zeitung</u>. Cette éphémère publication dirigée par Gaston L'Huillier, a vécu du ler juillet au 31 octobre 1919. Il s'agissait, en fait, d'une opération destinée à concurrencer le nouveau journal de Paul Demange : le Metzer Freies Journal.

* La ligne et l'action politique

<u>Le Messin</u> est un journal libéral. "S'il était publié en France, il serait républicain gouvernemental. En Allemagne où il n'est pas convenable de se dire républicain, l'étiquette libérale rattache plutôt à un courant de pensée qu'à une formation politique précise" (20).

Bien que le clergé le dénonce, <u>Le Messin</u> n'est pas pour autant un journal anticlérical de type français. Il ne se plaît pas particulièrement à attaquer la religion ou ses ministres. Même s'il lui arrive parfois de soutenir des polémiques, il ne fait aucune insinuation perfide. Il est vrai que les informations religieuses sont réduites à leur plus strict minimum et qu'il appelle à une société laïque séculière.

Les choses changeront sensiblement avec l'implantation en

Lorraine du parti du centre, des syndicats et des associations catholiques venues d'Allemagne. Il fera alors la distinction les "agitateurs en curés lorrains" et entre les "braves formés à l'école de Cologne et de München-Gladbach. soutane" Le Messin attaquera sans ménagement les "abbés politiciens de l'évêque", les ingérences du clergé en matière politique et notamment électorale. Monseigneur Benzler devient une des cibles préférées du journal qui lui reproche son intolérance à l'égard des protestants et son appui au clergé de combat. Ce Le Messin parmi "la mauvaise riposte en rangeant dernier presse" et en interdisant sa lecture aux familles catholiques.

Le journal de la rue des Clercs continue néanmoins, non sans mauvaise foi, à répéter qu'il n'est pas contre la religion mais contre la politisation du clergé et du cléricalisme. Il y joint une volonté de défense de la culture française : "Nous sommes libéraux parce que nous n'avons jamais cessé de combattre le centre, ce frère jumeau du pangermanisme", écrit Paul Pignon.

Après 1918, l'adjectif "libéral" disparaît presque des colonnes du journal, alors que le mot "républicain" devient d'un usage courant. Etre républicain c'est accepter le régime politique français mais aussi se situer en dehors de la sphère de l'Eglise.

L'information religieuse est réduite à de simples annonces sèches et sans aucun commentaire. Cette neutralité teintée d'une volonté délibérée de la minimiser n'est pas une règle absolue. De temps à autre, un article (cordial) concernant l'inauguration d'une église, par exemple, est publié.

Sur les relations entre l'Etat et l'Eglise, Le Messin joue carte de la sagesse. Pour ne pas s'opposer aux voeux de la population, plus que par conviction profonde, il a accepté le maintien du Concordat, avec quelques réserves néanmoins : il pense qu'avec le temps on pourra dépasser le statu quo établi l'école publique confessionnelle... Mais il continue de les grands rassemblements virulence critiquer avec protestation organisés par les catholiques. Il dénonce les soupconnés d'hostilité à l'égard de la France, et cléricaux, d'une manière générale veut limiter le rôle des prêtres dans Le Messin désire ancrer définitivement la la vie publique. Lorraine à la France, et tout ce qui peut éloigner la région de la mère patrie, paraît néfaste.

Enfin, <u>Le Messin</u> adore la polémique. Il suffit de lire des articles concernant l'affaire Hackspill, pour s'en convaincre.

C'est pourquoi, entre <u>Le Lorrain</u> et lui, ce n'est pas l'entente cordiale. Ce n'est pas non plus la guerre. Les polémiques du début du siècle sont terminées. Un lien personnel très fort, réunit tous les journalistes arrêtés pendant la guerre de 14-18. Si bien qu'à la fin des années trente, <u>Le Messin</u> tempère ses articles concernant la religion. Il les traite désormais sur le mode de la grande information.

le plan économique <u>Le Messin</u> défend bien sûr la libre profit. individuelle. le l'initiative entreprise, ouvrier est traité en ennemi. Le bolchevisme et syndicalisme accusés de collusion avec le "bochisme". communisme sont virulente l'égard du Front populaire à L'hostilité moyennes, des classes "spoliateur" des épargnants et s'explique pour les mêmes raisons.

1919 a marqué aussi, pour <u>Le Messi</u>n le début d'un second souffle. Il dispose de nombreux amis au pouvoir à Paris et ses journalistes ont "l'oreille" des fonctionnaires. Mais affirmer Le Messin soit devenu un journal officiel est faux. Le que sent le danger de trop s'associer Messin lui-même. positions officielles : "L'attitude que les journaux de Metz Le <u>Messin</u> ont prise à l'égard du gouvernement notamment telle que l'administration de notre pays a été francais est rendue plus facile et que bien des critiques ont été épargnées fonctionnaires que le pouvoir central nous avait envoyés. sommes liés au nous ne hâtons-nous de le dire, gouvernement ni à ses représentants par aucun contrat. Nous (21). Reste que les restons libres de tous nos mouvements..." journalistes sollicitent et profitent de menues faveurs.

On ne s'étonnera pas que <u>Le Messin</u> défende une ligne rigoureusement nationale dans le prolongement de l'élan patriotique et tricolore. Il est, des journaux mosellans, le plus vigoureux partisan du retour à la départementalisation. Il ne manque aucune occasion de critiquer l'Alsace et les Alsaciens, et demande le démantèlement rapide de l'Alsace-Lorraine.

En matière de politique locale, <u>Le Messin</u> reste fidèle à l'Union républicaine lorraine et continue de négocier avec <u>Le</u> Lorrain pour se répartir les candidatures, lors des élections. soutien à l'URL, le journal recueille avantages et inconvénients. Si on reste entre Lorrains, dans le respect du L'Est Républicain 1914, il laisse avant système établi son électorat du centre gauche. Mais il dispose en grignoter d'Edouard Moncelle, qui garde son siège jusqu'en la personne de la manchette "son député". L'épigraphe doit pas faire illusion. Dans le "Républicain démocrate" ne

sillage de Raymond Poincaré et d'Albert Lebrun, il soutient le Bloc national. En 1919, il est du côté des vainqueurs. en 1924, du côté des vaincus. Grâce au retour de Poincaré, il regagner les eaux gouvernementales. Cette dérive vers le centre droit s'explique principalement par son hostilité à le conduit à soutenir toutes les politiques l'Allemagne, qui (22) et à se défier fermeté contre l'occupation de la Ruhr qui peut conduire à la conciliation avec ce l'Allemagne de Stresemann comme plus tard avec celle d'Hitler. condamné comme une haute trahison ; Autant L'autonomisme est autonomistes qui sont des traitres et que les allemands, Le Messin poursuit de sa hargne féroce et continue, des syndicats ouvriers. Il partisans des Soviets et reproche aux grévistes d'être manipulés par les agitateurs rouges et de recevoir de l'argent allemand. Son hostilité affichée, à l'égard du Cartel des gauches, lui fera perdre des électeurs (entre autres les fonctionnaires de "l'intérieur") profit de <u>L'Est Républicain</u> qui a ouvert une agence à Metz en 1919.

Il engage contre la <u>Zukunft</u> plusieurs procès et les gagne (23).

Front populaire, il se classe moment du Au Les grèves de 1936, pourtant bien modérées en l'opposition ; Moselle, sont sévèrement condamnées et les hommes du Front populaire sont l'objet de violentes attaques, de sarcasmes et : Herriot est "un homme néfaste". d'insultes En revanche, Daladier est estimé : (24).il "sinistre" rendu aux Français cette notion de l'Empire qu'ils avaient après deux longues années de Front populaire" perdue perçu comme le gage du redressement national Daladier est Cette dérive droitière inquiète les lecteurs, malgré Munich. les ouvriers, qui se tournent vers parmi surtout Républicain Lorrain, qui ne cesse de gagner du terrain : dans les années trente il avait le plus fort tirage des journaux de langue française. A la veille de la seconde guerre mondiale, le quotidien de Demange, créé en 1936 l'a dépassé.

(1) Le changement de titre est justifié, selon la direction, par l'agrandissement du format. Il passe, en effet, de 45 à 48cm, mais il est à noter que le "Petit Messin" d'avril à octobre 1883, en faisait 53.

(2) Il est difficile d'apprécier son influence réelle dans le journal. Son nom est rarement cité. Il ne signe aucun article mais en inspire quelques-uns. Il reste pourtant sûr, qu'il était le responsable de l'orientation générale du journal.

(3) François Roth "Le Temps des Journaux", op. cit. p. 119. Notre principale source concernant <u>Le Messin</u>.

(4) BR. AL/121/587, rapport du préfet de la Moselle le 12/02/1920. Voir plus loin les conditions de la vente.

(5) Claude Tillement (1839-1933), est né à Chérisey (canton de Verny), et décédé à Metz. Il fut aussi conseiller municipal de Metz (1881-1896). Son fils est né et mort à Metz (1879-1963). Il fut également conseiller municipal de Metz (1919-1924).

(6) Henri Ferrette, né en 1869 à Chardogne (Meuse) et décédé à Bar-le-Duc en 1933. Avocat dans cette ville, député de Barle-Duc de 1898 à 1910 -battu par André Maginot- officier engagé durant 14-18, avocat au bareau de Metz, de nouveau député de la Meuse (1919-1924), puis de Bar-le-Duc.

(7) Les affaires personnelles de la famille Tillement sont gérées dans le cadre d'une société en nom collectif "Claude Tillement & fils à Metz". En 1911, l'un des fils, Gabriel sort de la société qui est reconstituée sur de nouvelles bases en 1919. L'autre fils deviendra, on l'a vu, actionnaire principal et gérant du <u>Messin</u>. Le père se retire définitivement de la société en 1923.

(8) Né en 1873 à Metz, mort en 1932 à Metz; typographe,

prote puis directeur d'imprimerie.

(9) Né en 1877 à Metz, mort en 1939 à Metz; journaliste, président du syndicat des éditeurs de journaux de la Moselle. Arrêté le 1er août 1914, il est incarcéré jusqu'en 1915 à la forteresse d'Ehrenbreitstein. L'autorité militaire l'envoie au front où il ne fait qu'un court séjour, regagnant la prison, pour avoir manifesté ouvertement ses sentiments français en présence de plusieurs officiers allemands (conseil de guerre, 05/04/1917). Fondateur et secrétaire en 1907 du groupement de l'Amicale des Anciens Prisonniers de guerre de 1870, Palmes Académiques (1907), Officier de l'Instruction publique (1918), Médaille de la Fidélité française, Insigne des blessés ayant été gazés, Chevalier de la Légion d'honneur (1935).

(10) Paul Even, imprimeur du <u>Messin</u>; Eugène Fridrici, archiviste; Henry Mamet, comptable; Mathias Petry,

traducteur.

(11) Paul Zimmermann, né à Barr dans le Haut-Rhin en 1857. Journaliste au <u>Messin</u> de 1884 à 1888, date à laquelle il est

expulsé d'Alsace-Lorraine.

Paul Piquelle est né à Metz en 1871. Après avoir été rédacteur en chef du <u>Messin</u> de 1895 à 1898, il sera journaliste au <u>Progrès de l'Est</u> à Nancy. Nous n'avons rien trouvé sur Eugène Destez, outre sur les conditions de son départ : Eugène Destez est accusé d'avoir donné au <u>Messin</u> un ton anti-allemand et d'adresser des correspondances au <u>Matin</u> et à <u>La Libre Parole</u>. Paté (actionnaire) est convoqué par les autorités qui lui font savoir que le rédacteur en ehef est devenu indésirable. Mais la "dictature" étant abolie depuis un an, on ne désire pas l'expulser : cela ferait mauvais effet ; Le secrétaire d'état Von Koeller négocie donc un départ volontaire.

- (12) La première femme journaliste à Metz, selon François Roth.
- (13) En 1927, lors des affaires autonomistes, Ferrette obtient dans les 24H, une audience du président Poincaré, pour connaître les intentions du gouvernement en la matière. Il n'existe aucune trace de cet entretien.
- (14) Il était sur sa liste aux législatives de 1924 dans la Meuse, mais il ne fut pas élu. Henri Godemard est né à Revigny-sur-Ornain en 1877. Il est décédé à Versailles en 1983. Avocat à la Cour à Paris. Collaborateur du Messin de 1930 à 1940.
- (15) <u>Le Messin</u> du 19/06/1930. Lire aussi l'édition du 17/03/1926.
 - (16) <u>Le Messin</u> du 09/07/19819.
 - (17) " " du 17/03/1926.
 - (18) " " du 09/07/1919.
 - (19) " " de 17/03/1926.
 - (20) "Le Temps des Journaux" op. cit. p. 123.
 - (21) Le Messin du 21/08/1919.
 - (22) " " du 13/12/1923.
 - (23) " " du 27/03/1926.
 - (24) " " du 25/01/1939.
 - (25) " " des 8-9/01/1939.

* * :

LE REPUBLICAIN LORRAIN

<u>Titres</u>

: en caractère gras sur une, puis deux lignes.

En 1948 :

- <u>Le Républicain Lorrain</u> Est-Journal

Sous-titres

- Grand quotidien régional
- Grand quotidien d'information (à partir du 27 septembre 1936)
- Quotidien régional (03/01/1946)
- Grand quotidien d'information (05/04/1946)
- Grand régional d'information (12/10/1947)
- Grand régional d'information -Quotidien indépendant. (22/05/1949).

Même sous-titre avec en plus :

- La plus forte diffusion de Lorraine (18/11/1966).
- Quotidien indépendant -La plus forte diffusion de Lorraine (29/01/1967).

<u>siège</u> <u>et</u> administration

: Metz (rue Serpenoise)
aujourd'hui : Woippy

Périodicité

: quotidien du matin

<u>Date</u> du premier numéro

: le 13 septembre 1936

Zone de diffusion

: Moselle, puis arrondissemnt de Briey en Meurthe-et-Moselle (dix éditions)

Après 1945 :

Meuse, Moselle, Meurthe-et-Moselle.

Aujourd'hui :

Moselle, Pays Haut, Nancy, Pont-à-Mousson

Luxembourg.

Tirage

: 1936-37 : + de 10.000 exemplaires

1939 : 15.000 exemplaires

Nombre de pages

: 16 pour le n° 1; 8 à 10 en semaine 16 le dimanche

Imprimerie

: dispose de sa propre imprimerie

<u>Caractéristique</u> <u>exceptionnelle</u> : seul journal avec <u>L'Est Républicain</u> ayant été créé avant la guerre de 39-45,

à exister de nos jours

<u>Lieux</u> de <u>conservation</u>

: - Archives départementales de Moselle

- Archives municipales,

- Bibliothèque municipale de Metz - Archives du Républicain Lorrain

Suppléments

: - L'Illustriertes Wochenblatt

- (L'Illustré de l'Est)

Autres journaux du

au groupe : - Le Metzer Freies Journal (51.000 ex. en

1936) futur France-Journal.

- Le Saargueminer Freies Journal

- Der Lothringer Sport

HISTOIRE

Le Républicain Lorrain est né deux fois. La première, le 19 juin 1919 à Metz, dans une Moselle qui vient à peine de redevenir française. Le journal est en langue allemande ; Il porte le titre de Metzer Freies Journal. En sous-titre (en français), Le Lorrain-Républicain puis Le Républicain Lorrain (1).

La seconde naissance du quotidien messin a lieu le 13 septembre 1936. Ce jour-là on voit en effet naître vraiment le premier titre du <u>Républicain Lorrain</u> à l'occasion de la première édition entièrement française du quotidien. <u>Le Metzer Freies Journal</u> continue d'être édité en allemand.

* Un journal en langue allemande :

Deux idées essentielles guident Victor Demange, fondateur du <u>Metzer Freies Journal</u> : "d'abord lancer une entreprise viable... ensuite donner à une grande partie de ses compatriotes un journal à leur portée, rédigé dans une langue qui était encore la leur".

Victor Demange (2), ancien journaliste au <u>Lothringer Volkszeitung</u> qu'il quitta à la suite d'un profond différend avec la direction, avait depuis quelque temps l'idée d'un journal qui correspondrait mieux à ses opinions nourries de social et de démocratie. La Lorraine était redevenue française, son horizon s'était éclairci.

En outre, au contact des hommes dont Robert Schuman, il avait acquis une certaine confiance en lui-même et dans ses

capacités. Son expérience journalistique, bien que modeste, lui avait donné le goût du métier. Il sentait aussi qu'aucun journal existant ne représentait réellement les sentiments profonds de la population, et en particulier de sa génération, élevée à l'heure allemande. La Lorraine était en effet dans une situation ambiguë. Après l'allégresse tricolore des premiers temps, les réalités allaient prendre le pas sur les sentiments patriotiques : le retour à la France avait isolé une fraction importante du département de la Moselle: La zone germanophone et plus généralement tous les Mosellans ne pratiqua nt que l'allemand. Soit près d'une personne sur deux. Il convenait de les aider, avec le temps, à opérer une conversion culturelle et mentale vers la France.

C'est de tout cela que Victor Demange avait pris conscience. C'est ainsi qu'ayant mieux ressenti que quiconque la situation difficile de ses compatriotes, il a pris la décision de fonder son propre journal en langue allemande, avec pour objectif essentiel de ramener la Moselle germanophone à la France.

Dès le 5 juin 1919, Victor Demange en qualité de rédacteur en chef et Emile Frieden, son associé, en qualité de gérant commercial, demandent une autorisation de parution au commissaire de la République de Metz. Après une enquête de routine, l'autorisation est donnée. Grâce à un accord passé avec le syndic du séquestre Lang, l'imprimerie de l'ancienne Metzer Zeitung est mise à disposition du nouveau journal.

Le succès de ce nouveau quotidien messin est immédiat. En jours, le tirage atteint déjà 10.000 exemplaires, quelques trois mois plus tard, 18.000 exemplaires. "Le Metzer Freies partie aujourd'hui des grands journaux Journal fait le relit. Le village le plus Lorraine... Celui qui le lit, petit, le plus éloigné qu'il a pu toucher lui reste fidèle. Ce fait est la preuve que nous battons au rythme du pouls du public..." déclare Victor Demange le 18 septembre 1919.

semble que cette réussite réside dans le choix de la langue allemande. Un choix qui indispose peut-être les plus nationalistes, mais plaît en général aux Mosellans. Elle doit aussi se trouver dans la liberté de propos du journal, qui lui vaudra d'ailleurs d'être violemment attaqué par ses concurrents Mosel und Saarzeitung, le Messin. le Le la censure (l'état de siège sévit encore) Volkszeitung. Et surveille de très près le quotidien. Il sera ainsi interdit de parution pendant un mois, et Victor Demange arrêté et incarcéré à la prison de Metz (3).

Ainsi le <u>Metzer Freies Journal</u> a reçu rapidement son baptême du feu, et de quelle manière ! Mais le quotidien messin est désormais reconnu par les siens et peut ainsi poursuivre son ascension et jouer le rôle que lui avait assigné son fondateur : la défense de la pensée française en Lorraine assise sur un organe de presse libre, indépendant et républicain.

En concurrence avec les quotidiens de droite, cléricaux, le journal de Victor Demange est alors classé "à gauche dans le contexte politique local", quoiqu'il soit en fait un organe modéré et plutôt patriotique.

Dans les années 25, il y a encore quatre quotidiens importants en Moselle; deux de langue française: <u>Le Lorrain</u> et <u>Le Messin</u>; et deux de langue allemande: le <u>Lothringer Volkszeitung</u> successeur de la <u>Volksstimme</u> en 1918.

Le dernier-né est donc le <u>Metzer Freies Journal</u>. Pourtant il connaît le tirage le plus fort du département (25.000 exemplaires) et Victor Demange en deviendra rapidement le propriétaire unique. En effet en 1922, Frieden est exclu de la société pour faux en écriture. Victor Demange en outre rachète les parts d'Etienne Schweitzer et fait entrer Alfred Erpelding dans la société dont Aloyse Zenner devient le gérant.

Trois plus tard, un ami personnel du directeur entre à son tour dans la société, il s'agit d'Emile Blang.

Après une augmentation de capital (180 000 F divisés en 24 parts pour Victor Demange, 9 parts à Zenner et 3 parts à Blang), le fondateur rachète les parts de Zenner et de son frère cadet, Jules Demange, celles de Blang. Le bénéfice de l'exercice s'établit alors à 76 970 F. Il permet l'acquisition de nouveaux locaux rue Serpenoise, dans lesquels la rédaction s'installera en 1934.

Trois agences sont ouvertes : à Sarreguemines, Thionville et Forbach. Deux correspondants -à Paris et Strasbourg- suivent l'actualité régionale et nationale.

Tous les mois, le <u>Metzer Freies Journal</u> présente au moins un article en français. Grâce à son éclectisme, à un ton devenu plus modéré, à une présentation qui s'améliore, le quotidien de Victor Demange connaît une progression constante : 20.000 exemplaires en 1925, 33.460 en 1931, 44.079 en 1932, 51.000 en 1936. Et pourtant il devra subir une concurrence parfois redoutable. Ainsi "l'assaut" lancé en 1928 par <u>Les Dernières Nouvelles de Strasbourg</u>, journal de gauche modéré et gouvernemental qui lance quatre éditions spéciales en Moselle.

L'offensive est surmontée en 1931, non sans dégâts.

En 1933, Victor Demange, en liaison avec le <u>Mulhauser Tageblatt</u>, lance un hebdomadaire bilingue, style magazine illustré, moderne : l'<u>Illustriertes Wochenblatt</u> avec un soustitre français : L'Illustré de l'Est.

* Un journal en français :

Cependant Victor Demange avait d'autres projets. Depuis quelque temps, il pensait à créer un journal en langue française. Le 13 septembre 1936, il se décide et lance <u>Le Républicain Lorrain</u>.

Dès le premier numéro du <u>Metzer Freies Journal</u>, l'expression "Le Républicain Lorrain" était placée en soustitre. Une formule d'attente en quelque sorte. Quoiqu'il en soit, Victor Demange avait très vite songé à une édition française. Une première tentative a ainsi vu le jour en 1924, alors que s'ouvre la campagne des législatives. Victor Demange lance un hebdomadaire, <u>Le Républicain Lorrain</u>, pour soutenir la liste d'Union nationale républicaine démocratique sur laquelle il figurait en second rang. Le journal était une feuille de propagande électorale. Elle sera abandonnée après le numéro 7 (17 mai au 29 juin 1924).

Il en fallait plus pour décourager le directeur du <u>Metzer Freies Journal</u>. Il mûrit aussitôt un nouveau projet. En novembre 1930, une note d'informatin du commissaire spécial annonce "que la parution d'une édition française parfaitement au point est décidée. Seule l'époque à laquelle cette affaire serait lancée n'est pas encore arrêtée" (4).

On envisage ce lancement à l'automne 1931 pour participer aux législatives de 1932. Ces prévisions se révèleront erronées. Victor Demange ne dispose pas encore des moyens financiers nécessaires et il n'est pas prêt sur le plan technique.

En revanche, trois ans avant la création du <u>Républicain</u> <u>Lorrain</u>, en septembre 1933, Victor Demange lancera un journal illustré bilingue, d'un format original : "l'<u>Illustriertes Wochenblatt</u>" avec un sous-titre français "<u>L'Illustré de l'Est</u>". Cet hebdomadaire, géré par Nicolas Serwé (1893-1982), employé

t echnique au <u>Metzer Freies Journal</u>, s'adresse au lecteur mosellan, alsacien et luxembourgeois. Il est rédigé en allemand mais les sous-titres des photos sont en français. On y trouve une rubrique pédagogique (J'apprends le français) et une "Rubrique pour la Jeunesse", en français également. L'image, comme le nom de la publication l'indique, tient une très grande place.

Ce magazine, édité en collaboration avec un quotidien de Mulhouse, connaît un si grand succès, qu'il passe de 24 à 32 pages, et élimine un à un ses concurrents à l'exception du Metzer Katholisches Volksblatt.

1934, Demange s'installe au 17, rue Serpenoise où il méthodiquement les bureaux, l'imprimerie et les rotatives pour la sortie de son journal en langue française. Il faudra encore patienter deux ans avant d'être au point. Le financier est solide. Chaque année, de technique et appris le français arrivent à l'âge nouveaux Mosellans ayant adulte. A gauche et au centre ne se dresse aucun concurrent <u>L'Est Républicain</u> que Demange aurait pu craindre dangereux. s'est rangé dans le camp des adversaires du Front populaire, et le dynamique directeur de l'agence de Metz du quotidien nancéien vient de partir en retraite.

Il existe donc une clientèle qui, sans être forcément favorable à Léon Blum, ne lui est pas hostile. Sans s'inféoder ni à un parti ni à une coalition, Demange adopte une attitude de sympathie discrète, résolument nationale. les autorités tenues au courant ne peuvent qu'encourager l'initiative. Le journal apparaît "comme un élément essentiel dans l'orientation de l'opinion publique régionale ainsi que pour le gouvernement l'assurance d'un appui éventuel qui lui a été systématiquement refusé jusqu'à présent par la presse régionale de langue française" (5).

Le premier numéro sort des presses le 13 septembre 1936.

Il serait tout à fait exagéré de faire du nouveau journal du Front populaire. Dans un éditorial intitulé l'organe (6), Victor Demange explique les raisons "L'heure est venue" veut "offrir aux Lorrains un journal lesquelles il matériellement libre indépendant, d'information, et Son journal remplira son "véritable rôle moralement". objectif faisant d'informateur, impartial еt d'apaisement et de concorde". Il ne sera "ni un journal de et partial, ni un journal commercial, classe. agressif journal vrai, objectif et et dépendant affairiste ; Un consensuel, moderne, attractif et vivant".

Le <u>Metzer Freies Journal</u> continue de son côté d'être édité en allemand.

Le succès du nouveau quotidien sera évident dès le premier mois. Les concurrents s'alerteront en vain de cette percée irrésistible. Le journal de Victor Demange continue sa progression et, fin 1936, les limites de la Moselle sont pour la première fois franchies. Deux éditions sont lancées, l'une à Briey, l'autre à Longwy (Meurthe-et-Moselle).

Le lancement du <u>Républicain Lorrain</u> s'accompagnera d'une augmentation de capital. Il passe à 540 000 F qui se divisent entre entre Victor Demange (99 parts de 5 000 F), son frère (6 parts) et son ami Emile Blang (3 parts). Ce dernier, malade, cèdera ses parts à Victor Demange en 1938. Cette même année, le bilan fera apparaître un bénéfice de 127 126 F pour l'ensemble du groupe.

Ainsi, si <u>Le Républicain Lorrain</u> est encore loin des grands de l'époque -<u>Ouest-Eclair</u> (350.000 exemplaires, <u>L'Echo du Nord</u> (330.000 exemplaires)- ou même de ses voisins de l'Est <u>-Les Dernières Nouvelles de Strasbourg</u> (150.000 exemplaires), <u>L'Est Républicain</u> (140.000 exemplaires)-, il se situe néanmoins au vingt-quatrième rang des journaux de province. Victor Demange sera d'ailleurs élu vice-président de l'association de la presse de province. Il siègera à ce titre au sein de la commission exécutive de la Fédération Nationale des Journaux.

Lors de la déclaration de guerre, <u>Le Républicain Lorrain</u>, comme les autres journaux messins, continue sa parution dans les limites autorisées par la censure militaire. Jacques Robillot, le rédacteur en chef, mobilisé comme capitaine, est remplacé par Henri Béziès, le rédacteur parlementaire. Victor Demange, établi à Bordeaux, édite en collaboration avec <u>Les Dernières Nouvelles de Strasbourg</u>, un journal pour les évacués lorrains. Il se rend à Metz une fois par mois. Le 14 juin 1940, Henri Béziès saborde les deux journaux. <u>Le Républicain Lorrain</u> ne reparaîtra que le 1er février 1945.

Le <u>Metzer Freies Journal</u> devenu <u>France-Journal</u> (7) à la Libération, absorbera le ler avril 1962 <u>Le Courrier de Metz</u>, dont il fait l'une de ses éditions (8).

Jusqu'au 12 avril 1948, <u>Le Républicain Lorrain</u> gardera des dimensions plus réduites que ses concurrents (56x40). Grâce à l'acquisition d'une nouvelle rotative, il se présente avec un format qui s'aligne sur celui de la presse nationale. C'est également à cette date, qu'il modifie son titre, qui devient "Le Républicain Lorrain-Est <u>Journal</u>". En octobre 1971, il

conclut un accord avec <u>L'Est Républicain</u> (9), et procède avec lui à un partage des zones de diffusion. Il se retire de la Meuse et de la région de Toul et Lunéville, tandis que <u>L'Est Républicain</u> se retire de la Moselle et du Pays-Haut. <u>Le Républicain Lorrain</u> diffuse donc désormais sur la Moselle, le Pays-Haut, le Luxembourg, Nancy et Pont-à-Mousson, à plus de 200.000 exemplaires.

* Structure juridique et financière

On s'est souvent interrogé sur les moyens financiers qui ont permis à Victor Demange de lancer son premier journal, le <u>Metzer Freies Journal</u> (10). Beaucoup de rumeurs, des insinuations parfois absurdes ont été lancées. En fait, Victor Demange a tout simplement conclu un emprunt privé de 30 000 F auprès d'un commerçant de Sierck et de Metz, Joseph Krugmann. Sur la quittance de la dette signée le 12 juin 1919, il est indiqué que cet emprunt est destiné "à fonder un journal politique de gauche dont Victor Demange aura la rédaction en chef".

La somme peut paraître peu élevée. Elle est normale. N'oublions pas qu'encore à cette époque-là, les sommes nécessaires sont sans commune mesure avec celles qui seraient indispensables aujourd'hui. IL suffit de payer le papier ; l'impression, les frais de rédaction sont réduits au minimum...

Dans un premier temps, Krugmann n'est pas dans la SARL au capital initial de 50 000 F que Victor Demange constitue avec Emile Frieden (qui est le gérant commercial) (11).

A l'automne, Etienne Schweitzer, directeur de la Manufacture des Tabacs et représentant de la communauté juive de Metz, entrera à son tour dans le capital de la société. Cet homme aisé et cultivé jouera un rôle déterminant mais très discret et éphémère dans l'existence du Metzer Freies Journal.

Puis Victor Demange rachète les parts que Krugmann avait acquises après le départ d'Emile Frieden, exclu de la société pour faux en écriture (1922); Et celles d'Etienne Schweitzer. Parallèlement Victor Demange fait entrer dans la société Aloyse Zenner, qui devient le gérant (il est entré au <u>Metzer Freies Journal</u> en 1921).

En 1923, le capital est donc réparti ainsi : 31 250 F pour Victor Demange, directeur-gérant ; 18 750 F pour Zenner, qui est administrateur-gérant. Le montant total du capital est toujours de 50 000 francs.

Avec Aloyse Zenner, plus connu sous le nom de Jacques, la collaboration paraît d'abord facile. Bien que de tempérament assez différent, les deux hommes paraissent se compléter. Mais les divergences personnelles et politiques les séparent. Zenner est démis de ses fonctions d'administrateur en 1928 et cède une partie de ses parts à Emile Blang, instituteur et ami personnel de Victor Demange depuis la guerre, qui était entré dans la société en 1926.

Deux ans plus tard (12), le capital est porté à 180 000 francs. Demange détient 24 parts, Zenner 9 et Blang 3.

En 1930, Zenner, qui était resté salarié du journal, vend le solde de ses parts à Demange, tandis que Jules Demange, frère cadet de Victor, achète à Blang deux parts du capital.

Le bénéfice de l'exercice s'élève alors à 76 970,12 francs. Victor Demange devient le seul responsable de la société. Il est entouré d'Emile Adam, administrateur-gérant, et de son frère Jules.

Le 13 septembre 1936, <u>Le Républicain Lorrain</u> est lancé, le <u>Metzer Freies Journal</u> continue de son côté d'être édité en allemand.

Ce lancement s'est accompagné d'une augmentation de capital, qui passe à 540 000 francs. Victor Demange, qui avait de longue date l'idée de ce journal en langue française, avait prévu une réserve.

Le capital est alors divisé entre lui (99 parts à 5 000 F), son frère Jules (6 parts) et son ami Emile Blang (3 parts).

Ce dernier, malade, cèdera à son tour ses parts à Victor Demange en 1938. Cette même année, le bilan fera apparaître un bénéfice de 127 126 F pour l'ensemble du groupe.

En 1940, une nouvelle augmentation du capital le portera à 1 080 000 francs. L'équilibre entre actionnaires reste inchangé : Victor Demange détient 102 parts soit 1 020 000 F, son frère 6 parts à 10 000 fancs.

* La rédaction <

Le premier journaliste et rédacteur en chef du <u>Metzer</u> Freies Journal est bien sûr son fondateur Victor Demange.

Après s'être séparé une première fois d'Alfred Erpelding (1923), il le reprend comme sous-directeur de la rédaction (en 1927), fonction qu'il occupera jusqu'à la seconde guerre mondiale (13).

Aloyse Zenner entre au journal en 1923. Ancien journaliste à la <u>Diedenhofener Zeitung</u> puis au <u>Thionvillois</u>, il écrit rapidement et avec beaucoup d'aisance; Son entregent lui donne accès à des milieux fermés jusque-là aux gens du <u>Metzer Freies Journal</u>. Mais des divergences personnelles et politiques font qu'il sera démis de ses fonctions d'administrateur en 1928. Il quittera définitivement le journal en 1930 et continuera sa carrière à Nancy où il deviendra rédacteur en chef de <u>L'Est Républicain</u> (jusqu'en 1949) (14).

La rédaction est d'abord installée dans des locaux près de l'imprimerie, 4 rue de Paris, au Fort Moselle.

En 1922, le journal emploie quatre rédacteurs, dont un spécialisé dans les sports (15); Un secrétaire, un traducteur et un correcteur.

Un magasin-bureau, rue Tête d'Or, reçoit les annonces. Trois agences ont été ouvertes à Thionville, Forbach et Sarreguemines. Deux correspondants, l'un à Strasbourg l'autre à Paris, adressent des articles.

En 1934, la rédaction s'installe dans les locaux neufs et fonctionnels de la rue Serpenoise. Outre le sous-directeur, elle comprend cinq journalistes et deux collaborateurs sportifs : Amen et Krackenberger. Parallèlement s'établit un réseau efficace et fidèle de correspondants locaux.

Avec le lancement du <u>Républicain Lorrain</u>, Victor Demange a créé une nouvelle équipe : Jacques Robillot (16), docteur en droit à vingt et un ans, licencié en philosophie et lettres à dix-huit ans, chef de cabinet adjoint du préfet de Moselle, deviendra éditorialiste puis rédacteur en chef. Il écrira aussi régulièrement des chroniques littéraires. Il mourra en déportation en 1945 au camp de Mauthausen.

On trouve également Henri Béziès (17), ancien rédacteur en chef de <u>La France de l'Est</u>, journaliste à <u>La Dépêche de</u>

<u>Strasbourg</u>. Il deviendra le correspondant parlementaire du <u>Républicain Lorrain</u> de 1936 à 1939, puis rédacteur en chef pendant un an, de 1939 à 1940, succèdant à ce poste à Robillot, mobilisé.

Henri Béziès signait ses chroniques "Saint-Abin", puis après la guerre "Bernard Dupuy".

L'équipe s'est enrichie de la venue, de <u>L'Ouest Eclair</u>, des frères Emile et Jean Cochet. Le premier est chargé des informations générales et deviendra plus tard secrétaire général d'<u>Ouest France</u>.

On notera également les noms de Jean Gemähling, Emile Richard (1927), Charles Henry (1936), Jean-Marc Steckler (1937) qui aura la responsabilité de la "locale" après la guerre, Paul de Busson (1939) : il sera pendant quarante-cinq ans "le" photographe du <u>Républicain Lorrain</u>; Henri Tribout, qui signe des chroniques de cinéma et d'histoire ("la lanterne magique").

Le réseau des correspondants est mis en commun avec celui du Metzer Freies Journal.

Cinq bureaux détachés fonctionnent : à Thionville, Hayange, Forbach, Sarreguemines et Briey.

La rédaction, forte de quinze journalistes, bénéficie de la collaboration de personnes extérieures au journal : Jean Morette, qui pendant près de cinquante-quatre ans créa pour le journal quelque 5.000 dessins ; Joseph Cressot, directeur de l'Ecole Normale de Montigny, qui publiait des chroniques sous le titre "le paysan et son village" ; Clément Kieffer, qui sera plus tard le premier directeur de l'Ecole des Arts appliqués de Metz.

<u>Le Républicain Lorrain</u> est rapidement, sur le plan de la mise en page, l'un des meilleurs quotidiens lorrains. Il est abondamment illustré, plus aéré et clair, donc facile à lire, que ses concurrents à l'allure un peu vieillote.

Les informations générales occupent les deux premières pages, celles intérieures, sont réservées aux nouvelles locales.

Comme le sous-titre l'indique, <u>Le Républicain Lorrain</u> se veut une ambition régionale. Des bureaux sont ouverts à Joeuf (octobre 1937) puis à Longwy (novembre 1937) et le journal couvre, à partir de 1939, l'arrondissement Meurthe-et-Mosellan de Briey. La chronique de Nancy assez étoffée, est signée d'un pseudonyme "Demos". Un premier coup de griffe dans le domaine réservé de <u>L'Est Républicain</u>. L'Alsace-Lorraine a vu en revanche sa place réduite à la portion congrue.

Le reportage sportif continue à être un des points forts du

journal. Si la formule de l'hebdomadaire séparé <u>Der Lothringer Sport</u>, <u>Le Sport Lorrain</u> a été abandonné au bout de quelques années, les deux quotidiens de Demange accordent à cette rubrique une très large place avec d'excellentes illustrations. Le Football Club de Metz, les coureurs cyclistes régionaux, ont une place privilégiée.

Au contraire, l'information étrangère est plus négligée. Convenable certes, mais rarement de première main, à l'exception des éditoriaux de Demange, signés "Le Républicain Lorrain". Il s'agit essentiellement d'un résumé ou d'un commentaire de dépêches d'agence. Même en Allemagne toute proche, <u>Le Républicain Lorrain</u> ne dispose pas de correspondants propres.

La Chronique locale est bien suivie et animée par un excellent réseau de correspondants.

Les faits divers, heureux ou tragiques, traités la plupart du temps sous forme de reportages bien illustrés, occupent une place de choix.

* Conditions de fabrication

Dès le 5 juin 1919, Victor Demange en qualité de rédacteur en chef et Emile Frieden, son associé, en qualité de gérant commercial, demandent une autorisation de parution au commissaire de la République à Metz. Après une enquête de routine, diligentée par le commissaire spécial de police Petry, le quotidien est autorisé à paraître.

Grâce à un accord passé avec le syndic du séquestre Lang, l'imprimerie de l'ancienne <u>Metzer Zeitung</u> (18) est mise à la disposition du nouveau journal. Celle-ci est installée au Fort Moselle. Le premier journal sortira de ses presses avec un jour d'avance sur le programme : le 19 juin 1919.

En 1920, le <u>Metzer Freies Journal</u> tire sur quatre pages. En 1932, grâce à l'acquisition d'une nouvelle rotative -l'ancienne était âgée de seize ans-, le journal peut compter jusqu'à vingt pages et être tiré à 44.000 exemplaires. Il comprend dix éditions. Cette nouvelle rotative "Albert" est installée rue

Serpenoise.

Dans les nouveaux locaux. Elle imprimera également <u>Le Républicain Lorrain</u>.

Ce quotidien est bouclé, sauf évènement grave, vers 22H30. Victor Demange relit systématiquement la première épreuve et éventuellement demande des suppressions ou des corrections.

tirage du Freies Journal, en mars 1936, s'élèverait à 54.000 exemplaires. Il donne 70.000 exemplaires pour les deux journaux. Les états mensuels relevés à la Préfecture et les rapports des commissaires spéciaux, font <u>Républicain Lorrain</u> a dépassé apparaître que le tirage du immédiatement les 10.000 exemplaire, puis que la progression a été plus lente. <u>Le Messin</u>, la principale victime, ne cessera de des lecteurs (50% à la fin de 1936), Le Lorrain résiste bien, au début des années 30, puis peu à peu perd du terrain au Républicain Lorrain. Victor Demange a, bel et bien, vendre ses journaux en répondant d'une façon admirable aux besoins latents de divers catégories sociales et en particulier classes populaires, en leur apportant un produit à leur portée, d'une certaine tenue, évitant soigneusement de faire de la politique partisane ou d'apparaître comme le porte-parole d'un parti, d'un groupe ou d'intérêts économiques.

* Ligne et action politique

Dès les origines, les objectifs du Metzer Freies Journal paraissent clairs : "Le journal aura comme but une propagande intense pour l'approfondissement et l'élargissement des idées françaises. Le seul journal de langue allemande à Metz, la Lothringer Volkszeitung, poursuit une politique qui ne correspond pas aux idées d'un très grand nombre de ses lecteurs qui néanmoins sont forcés de le lire faute d'un autre. Ils veulent comme nous une politique plus libérale et plus française".

En fait, la ligne politique du <u>Metzer Freies Journal</u> est plus complexe. Le journal est un quotidien indépendant qui exprime l'idée d'un homme : son directeur-fondateur n'est, contrairement à ce que l'on a puaffirmer, inféodé à aucun parti. Ses adversaires l'ont accusé d'être l'allié des bolchéviks. Même si certaines convergences (hostilité à

l'occupation de la Ruhr) semblent l'accréditer, c'est une erreur, car depuis 1920 il n'a plus aucun contact avec l'extrême-gauche devenue communiste.

L'étiquette "républicain socialiste" ne doit pas être prise au pied de la lettre, mais indique une "sensibilité de gauche". Bien qu'il ait certaines sympathies à son égard, le <u>Metzer Freies Journal</u> n'entre pas officiellement dans le Cartel des gauches, la liste que son directeur anime aux élections législatives de 1924 avec Jean-Pierre Jean se situe seulement sur ses franges et recueille un résultat honorable.

Les relations d'amitié, nouées par Victor Demange avec Jean-Pierre Jean, restent étroites, les deux hommes s'apprécient, et les réunions et manifestations du Souvenir Français trouvent dans les colonnes du Metzer Freies Journal toute la publicité désirable. Le journal de langue allemande est, avec la caution de Jean-Pierre Jean, protégé contre la critique des milieux patriotiques.

Le grand homme d'Etat est inconstestablement Aristide Briand. Le journal lui consacre un numéro ému et chaleureux lors de ses obsèques auxquelles Victor Demange assiste personnellement.

Raymond Poincaré est ménagé, mais on sent à son égard des réserves et une attitude de vigilance critique, sans dénigrement.

Sur le plan de la politique locale, son hostilité à l'égard de l'URL reste toujours aussi forte. Il combat ses candidats et tous les notables installés dans la plupart des élections... sans grand succès.

Victor Demange n'est plus maintenant cet homme inquiétant que l'on tenait à l'écart. Il est reçu par les fonctionnaires, les préfets : "Il a cessé ses attaques contre le régime et l'administration française, leur réservant toutefois des critiques" (19). Les autres directeurs de journaux l'associent aux négociations politiques, par exemple pour la composition de la liste municipale d'Union messine conduite en 1925 par Paul Vautrin.

En 1928 le <u>Metzer Freies Journal</u> (de même que la <u>Volkszeitung</u>) doit subir l'une des offensives les plus dangereuses de toute son histoire. Le gouvernement Poincaré en lutte contre les autonomistes ne dispose pas en Moselle de relais suffisamment sûrs parmi la presse lorraine de langue allemande (20). Alors, plutôt que de fonder un quotidien, au succès incertain et dont le lancement serait onéreux, on décide

de passer un accord avec <u>Les Dernières Nouvelles de Strasbourg</u>. ont dû se décider probablement à un plus haut Les choses Quillet, qui avait repris le journal Entre Aristide alsacien en 1918, et Raymond Poincaré. Mais nous ne sommes pas mesure de le prouver. Quoiqu'il en soit, Les Dernières Nouvelles lancent quatre éditions spéciales en Moselle, à Metz, Thionville, Forbach et Sarreguemines. Plusieurs journalistes pour ce faire ont été recrutés sur place... ou débauchés du Messin ou du Metzer Freies Journal. Les moyens financiers mis oeuvre sont importants. Victor Demange ne manquera pas de s'élever contre cette entreprise qui vise son journal : "Leur c'est d'étouffer la presse lorraine et intention. par des productions sorties des presses d'une remplacer entreprise super-capitaliste de Strasbourg et de la remplacer par un journal dirigé par eux... J'ai grandi avec cette oeuvre qui a été créée au prix de maints sacrifices et je me déshonorerais en l'abandonnant à présent à n'importe quel mercanti... Avant d'exiger de moi une telle chose, prenez plutôt un révolver et abattez-moi".

Et pourtant l'édition des <u>Dernières Nouvelles</u> remporte un réel succès qui oblige Victor <u>Demange</u> à abandonner la formule du "<u>Saaregueminer Freies Journal</u>" lancée en 1925. Dans les autres secteurs, le <u>Metzer Freies Journal</u> résiste bien : il est difficile de vendre en Lorraine une édition locale d'un journal de Strasbourg. D'ailleurs la retombée de l'autonomisme, la retraite de Poincaré sont des facteurs d'apaisement.

En 1931, l'offensive est surmontée. Dans une intervieww qu'il donne alors à <u>La Revue des Deux Mondes</u>, Victor Demange ne cache pas sa satisfaction: "Mon journal s'appelle le Metzer Freies Journal. S'il tire à 35.000 exemplaires dont 18.000 abonnés, c'est qu'il s'adresse à des Lorrrains qui ne parlaient qu'allemand avant le 11 novembre 1918. A Thionville, Forbach, Sarreguemines, sur la Nied et sur la Sarre, nombreux sont les lecteurs nés pendant la période allemande de 1871 à 1914, le cas de force majeure a joué. Alors voulezenvers lesquels vous que, faute pour eux de pouvoir lire nos confrères édités en français, nous leur laissions prendre les nouvelles dans les journaux de la Sarre, de la Rhénanie que nous n'arrêtons pas à frontière ?... Ne croyez-vous pas que notre lutte contre l'autonomisme local a des chances d'être plus efficace, lorque nous employons la même langue que nos adversaires (...)" (21).

<u>Le Républicain Lorrain</u>, comme le <u>Metzer Freies Journal</u>, se veut indépendant de "tout parti", de tout groupe, de tout syndicat, de toute confession religieuse". Victor Demange s'efforce de placer son journal au-dessus de la mêlée et

d'accueillir et de traiter toutes les informations sans polémiques ni discriminations. Cela n'empêche pas d'avoir ses opinions. Il ignore les notables ou en parle d'une façon neutre. Il se démarque des conservateurs et de la grande industrie vis-à-vis de laquelle il affiche une totale indépendance. Il se démarque également de l'extrême-gauche dont il désapprouve les objectifs et les méthodes; Mais le fait sans haine, ni hargne excessive.

<u>Le Républicain Lorrain</u> se place avant tout dans le cadre national français. Il répète sans cesse "France d'abord". Le journal est donc "avant tout national".

Il continue à rendre compte régulièrment et avec sympathie des cérémonies du Souvenir Français et des discours de son président Jean-Pierre Jean. Il parle avec respect du Président Lebrun, de l'armée, du drapeau.

du gouvernement du Front populaire, Vis-à-vis Demange est plein de déférence, ce qui fait dire à beaucoup que son journal est l'organe du Front populaire. Jugement simpliste d'écarter toutefois le repousser convient sans Demange, s'il n'est pas d'accord sur Victor absolument. Car tout, approuve les mesures de justice sociale à condition qu'elles se réalisent dans l'ordre. Si Le Républicain Lorrain les grèves et les mouvemnets sociaux, il les excuse (manque de justice sociale) et publie les communiqués des syndicats.

C'est à Philippe Serre et à la Jeune République que vont ses sympathies. <u>Le Républicain Lorrain</u> salue même l'élection de l'avocat parisien à Briey, dans le fief de Wendel (22).

<u>Le Républicain Lorrain</u> est gouvernemental, mais garde une certaine distance. Successivement Léon Blum, Camille Chautemps et Edouard Daladier sont présentés avec une sympathie discrète : "Nous sommes des Républicains modérés mais décidés " (23). Mais Chautemps et surtout Daladier bénéficient d'un meilleur soutien que le dirigeant socialiste".

En ce qui concerne la religion, on doit également réfuter l'idée répandue que <u>Le Républicain Lorrain</u> serait un journal laïque anticlérical. Le journal ne manifeste aucune animosité à l'égard du catholicisme et de ses ministres. Il rend compte des évènements religieux d'une manière neutre. Pourtant les catholiques militants et le clergé lui sont toujours hostiles. Sûrement à cause de sa prise de position sur le Front populaire.

Dans le domaine de la politique étrangère, Victor Demange regrette que la France n'ait pas engagé à l'égard de l'Allemagne une politique conciliante. Après Munich, la page est tournée : la guerre avec l'Allemagne hitlérienne est inévitable. La vigilance s'impose car la paix est menacée.

- (1) AdM 3TP 167/169. Lettre adressée au commissaire de la République le 08/06/1919, avisant que Demange est Frieden vont publier, à partir du 20 juin, un journal quotidien de langue allemande. Cette lettre révèle que les fondateurs ont hésité sur le titre. Le premier, barré, était <u>Libre Journal de Lorraine</u>, Lothringer Freies Journal.
- (2) Victor Demange (1891-1971), né à Lelling (Moselle), décédé à Metz. Il restera à la tête de ses deux journaux jusqu'à son Sa fille, Marguerite (directrice du <u>Républicain Lorrain</u> décès. 1957, vice-présidente du comité économique et social de depuis Lorraine de 1976 à 1981, membre académie de Metz, chevalier la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite des Palmes académiques, officier du Mérite luxembourgeois) succession aidée par son mari Claude Puhl prendra sa (journaliste au <u>Républicain Lorrain</u> depuis 1954, directeur général en 1975, président du syndicat de la presse quotidienne régionale de 1978 à 1988, puis président d'honneur, président de la FNPF depuis 1987).
- (3) Cette affaire est racontée en détail dans la première partie, chapitre : "Les Nouveautés de l'entre-deux-guerres".
- (4) BR AL/98/1093, rapport du commissaire principal.
- (5) BR AL/98/1093, préfet de la Moselle au directeur général Paul Valot, 27/09/1936.
- (6) Le Républicain Lorrain du 13/09/1936.
- (7) Format 60x42,5. Pdg: Mme Marguerite Puhl-Demange. Le journal cesse sa parution en 1990.
- (8) Ce quotidien fondé le 2 octobre 1945 n'a rien à voir avec celui publié pendant l'entre-deux-guerres ; Ses directeurs successifs : René Jager puis Joseph Regler (02/05/1952). Format 58x40. Quotidien bilingue.
- (9) Lire notre mémoire de maîtrise "Histoire des relations entre <u>L'Est Républicain</u> et <u>Le Républicain Lorrain</u>" Metz, 1989, 181 p.
- (10) AdM 3T p. 169, lettre adressée au commissaire de la république le 10/06/1919 par le commissaire spécial, suite à une demande de renseignement : "Monsieur Demange est sans fortune et dans l'impossibilité, par ses propres moyens de fonder un journal sans bailleur de fonds. Ses antécédents ne son pas très connus à Metz où il a très peu résidé, mais des renseignements recueillis, il résulte que Monsieur Demange est d'un caractère indépendant, aventureux, fantasque, ne pouvant se plier à un travail régulier et sérieux... Il est à noter que Monsieur demange n'est revenu à Metz qu'en décembre 1918... On a fait jusqu'à présent aucune remarque défavorable sur son compte

Monsieur Frieden... en raison de ses nombreux déplacements on a

pu recueillir que de vagues renseignements sur son compte... Il passe pour être de sentiments bien français".

Au moment de "l'affaire Demange", <u>Le Messin</u> mènera une campagne virulente contre <u>Le Républicain Lorrain</u>, émettant des doutes sur les fonds recueillis pour lancer ce journal "né dans l'affaire de la <u>Metzer Zeitung</u>, de haissable mémoire (09/10/1919)".

(11) Emile Frieden est né en 1887 à Stiring-Wendel (Moselle). Nous ne connaissons pas la date de son décès. Il habitait

encore à Metz en 1940.

(12) Source: "<u>Victor Demange</u>" de Patrick Thull, Ed. Serpenoise, 1988, 210 p. François Roth dans "<u>Le Temps des Journaux</u>" (op. cit.) annonce la date de juillet 1933 (note 60. p.241).

(13) Alfred Erpelding est né en Moselle à Lettange en 1893. Après sa première collaboration avec Demange, il devient horticulteur au Grand Duché du Luxembourg de 1923 à 1927, date à laquelle il revient travailler au <u>Républicain Lorrain</u>. Il décède en 1950 à Metz.

- (14) Aloyse Zenner (1890-1955) né à Chatel-Saint-Germain en Moselle, décédé à Nice. En 1904, il est mobilisé sur le front russe. Après son départ du <u>Républicain Lorrain</u>, il s'établit à Nancy comme secrétaire général des Coopérateurs de Lorraine. Il reprend son travail de journaliste à <u>L'Est Républicain</u> (rédacteur en chef 1944-1949) jusqu'à ce qu'il soit évincé par Léon Chadé. Puis il devient chef du service de presse du Haut Commissariat français en Sarre sous les ordres de Gilbert Grandval.
- (15) Albert Krackenberger né en 1894 à Sankt-Wendel, décédé en 1970 à Strasbourg. Arrive à Metz en 1925.
- (16) Jacques Robillot (1906-1945) né à Lure (Haute-Saône), décédé au camp de Mauthausen. Issu d'une famille d'officiers, son père a été tué au front en 1915. Il sera mobilisé comme capitaine de chars. Il se réfugiera à Orléans puis à Châtillon-Coligny, où il entre dans le réseau "Vengeance" animé par le docteur Ségelle, futur maire d'Orléans. Arrêté en 1944, déporté.
- (17) Henri Béziès est né à Pagny-sur-Moselle en 1890. Mort à Ajaccio. Il arrive à Metz en 1919 comme rédacteur en chef de <u>La France de l'Est</u>, puis journaliste à <u>La Dépêche de Strasbourg de Lucien Minck</u>, à <u>La France de l'IEst</u> (Strasbourg), à <u>La Liberté de l'Est</u> (Epinal), correspondant parlementaire du <u>Républicain Lorrain</u> de 1936 à 1939 ; Rédacteur en chef du même journal de 1939 à 1940. Résistant, chef du réseau du BCRA, commissaire adjoint à la direction de la Sûreté Nationale. Reprend ses fonctions de rédacteur parlementaire du <u>Républicain Lorrain</u>. Retiré en Corse en 1957.

(18) Ce journal fondé en 1971, dirigé et imprimé par les frères

Hermann et Georges Lang, a cessé de paraître le 15 novembre 1918. Il était un journal allemand, mais indépendant des pouvoirs publics.

(19) AN AJ 30/232.

(20) On a reproché au <u>Metzer Freies Journal</u> une certaine compréhension à l'égard des autonomistes. Mais on n'a jamais pu prouver la moindre collusion.

(21) Cette interview publiée dans le cadre d'une série, "Visites à la presse de province", a été réalisée par André Demaison Revue des Deux Mondes 1931

Demaison, <u>Revue des Deux Mondes</u>, 1931. (22) <u>Le Républicain Lorrain</u> du 11/10/1936, se félicite "du très brillant succès de P. Serre" qui a battu aux élections cantonales François de Wendel.

(23) Le Républicain Lorrain des 12-13-14-15/10/1936.

LE TELEGRAMME DES VOSGES

Sous-titres successifs

- Journal quotidien d'information

- Journal quotidien à 4, 6 et 8 pages

- Organe de l'Union Nationale Républicaine

- Journal quotidien (à partir de 1924)

Rédaction et administration : 9, rue de la Gare à Epinal

<u>Périodicité</u> : Quotidien

Date

du premier numéro : le 1er septembre 1918

Zone de diffusion : Le département des Vosges

Tirage

: 1920 : 8.000 exemplaires

1925 : 11.000 (semaine) (dimanche)

14.000

1928 : 11.000

1939 : 20.000

Imprimerie

: dispose de son imprimerie propre

- Imprimerie coopérative Saint-Michel (Epinal)

- Presse de l'Est Imprimerie (Nancy)

Caractéristiques exceptionnelles

: le journal est racheté par le quotidien

nancéien <u>L'Eclair de l'Est</u> le 1er

décembre 1925.

Il disparaît en 1940.

Lieux_ de conservation

: - Archives départementales des Vosges.

- Bibliothèque municipales de Saint-Dié

(années 35 à 40).

HISTOIRE

Eté 1918 : Ludendorff dans un ultime effort, tente une dernière "ruée victorieuse". Mais ses divisions lancées en Champagne le 15 juillet se trouvent stoppées trois jours après par la riposte des troupes franco-américaines. Dans cette seconde bataille de la Marne, les Allemands doivent reculer. La supériorité croissantes des Alliés en effectifs fait désormais la différence. Les hommes, les matériel transport, les blindés font défaut aux Allemands. moyens de Contre les avancées des lignes ennemies, Foch mène des offensives qui renversent la situation. La victoire est proche. Ludendorff redoute une offensive alliée désastreuse pour son armée et pousse le gouvernement allemand à faire Président Wilson pour demander appel (4 octobre) au obtenir ainsi des conditions de paix l'armistice. espérant acceptables pour l'Allemagne.

C'est dans ce contexte que <u>Le Télégramme des Vosges</u> est créé. Son fondateur, Henri Roussel, fils de négociant (1), demeurant à Epinal, veut que son journal soit là pour fêter la victoire.

Son programme ? "C'est (celui) de l'Union sacrée. La France d'abord. Un nouveau journal vient de paraître au cheflieu du département, <u>Le Télégramme des Vosges</u>. Nous tenons à fixer d'avance son programme pour que sa naissance ne donne lieu à aucune polémique, à aucun doute, à aucune ambiguïté. Notre programme est le programme de tous les bons Français. C'est celui du Poilu qui lutte et souffre depuis plus de 4 ans... le programme c'est celui de l'Union sacrée. Rien ne pourra nous en écarter" (2).

Pour <u>Le Télégramme des Vosges</u>, il y a deux manières principales de pratiquer l'Union sacrée. Il faut d'abord (...) se débarrasser de toute idée de parti et mépriser les mesquines querelles d'avant-guerre qui ont jeté la France sur

les bords de l'abîme. Il faut ensuite jurer de continuer l'Union sacrée après la victoire, alors que tous les efforts du pays seront indispensables".

Et de conclure ce premier éditorial: "Tel est notre programme, telles sont nos raisons qui nous ont fait créer notre journal. Il nous semble en effet que l'heure était venue de donner la voix à la pensée qui sommeille dans tous les cerveaux, au sentiment de concorde qui germe dans tous les coeurs".

Sur place, le seul quotidien concurrent est <u>L'Union Républicaine</u>, créée en 1908 et qui se transformera en 1921 en <u>L'Express de l'Est</u>. <u>Le Télégramme des Vosges</u> parvient non pas à s'imposer mais à se faire une clientèle : en 1920 il tire à 8.000 exemplaires, mais le tirage se stabilise entre 1925 et 1935 à 11.000 exemplaires, bien moins que <u>L'Express de l'Est</u>. Les services de la préfecture voient dans <u>Le Télégramme des Vosges</u> des années trente : "un quotidien important surtout dans les milieux ruraux" (3). Avant cette date, ces mêmes services jugeaient "moyenne son influence".

Peut-être est-ce dû au fait qu'en 1924, il a été racheté par un grand quotidien régional de Nancy <u>L'Eclair de l'Est</u>. Intégré dans un groupe important (50.000 exemplaires pour les deux titres), il profite de son dynamisme (tout relatif) mais il a perdu toute originalité propre. La préfecture omettra même de le signaler dans son rapport sur la "situation de la presse politique dans le département". Elle expliquera ainsi son absence des listes des journaux vosgiens : "Il (<u>Le Télégramme</u>) n'est que l'édition locale du journal <u>L'Eclair de l'Est</u> (...) Il étend son influence sur tout le département. C'est l'organe des partis modérés" (4).

<u>Le Télégramme des Vosges</u> était né avec la victoire de la France. Il mourra avec sa défaite en 1940.

* Ligne politique

Tout au long de son histoire, le journal restera de droite. A ses débuts, il est jugé comme un quotidien "réactionnaire" par les services de la préfecture (5). Mais ses sous-titres successifs prouvent une volonté d'être non politique et davantage un journal d'information: "Journal quotidien d'information", "Journal quotidien à 4,6 et 8 pages", "Journal quotidien" (1924). La deuxième mention qui porte en exergue "Organe de l'union nationale", disparaîtra rapidement.

Sur le plan local <u>Le Télégramme des Vosges</u> soutiendra aux élections de 1924 la liste d'Union républicaine et nationale de Flayelle, Albert Colin et Camille Amet.

Après son rachat par <u>L'Eclair de l'Est</u>, il s'alignera totalement sur la ligne politique du quotidien nancéien, qui est désormais contrôlé par les amis de Louis Marin. <u>Le Télégramme</u> appellera désormais à voter pour l'URD, l'Union Républicaine Démocratique.

Résolument anti-communiste, il jugera sévèrement le Front populaire : "Leur chef Léon Blum a accumulé les erreurs les plus invraisemblables, les bourdes les plus colossales, il n'en continue pas moins de se croire le cervo-moteur d'une machine dont il a ingénieusement détraqué tous les rouages" (6).

En 1936, au moment des élections, il s'adresse en des termes, sans équivoque, à ses lecteurs : "Electeurs vosgiens : si vous voulez éviter la banqueroute, la guerre civile suivie bientôt de la guerre étrangère, votez contre le Front populaire et avec discipline accordez vos voix à MM. Louis Guillon, Marcel Boucher, Pierre Rossillon" (7).

Il parle de "Front mal nommé populaire (...) sa démagogie

en fait le pire ennemi du peuple" (8).

"Communisme = fascisme", écrit-il encore. Tous les moyens sont bons pour faire peur et inciter les Vosgiens à voter pour l'Union nationale.

Le journal avait agi de même à l'époque du Cartel: "la rage cartelliste", "dictature", "les deniers du contribuable" (9), autant d'éditoriaux ou d'articles violents qui critiquaient la gestion et la politique du gouvernement.

Sur le plan de la politique extérieure, il reste lucide. Après la crise de Tchécoslovaquie, il écrit : "De cette crise, l'Europe sortira plus meurtrie, sans que l'on puisse dire que la paix préservée aujourd'hui ait des assises plus solides" (10). Il préconise alors une alliance avec la Grande-Bretagne plutôt qu'avec l'Union soviétique, accusée de duplicité.

* Rédaction

Le premier rédacteur en chef du <u>Télégramme des Vosges</u> est journaliste réputé, ancien secrétaire de (11)<u>L'Est Républicain</u> (depuis janvier 1895). Lui rédaction à succèdera Joseph Grave qui quittera à son tour le journal, officiellement pour des raisons de santé comme il l'écrit lui-même dans l'édition du 31 août 1924 : "Le présent article le dernier que je publie en qualité de rédacteur en chef Télégramme des Vosges. A partir de demain une direction nouvelle assume la responsabilité d'une lourde tâche, si lourde qu'elle vient à bout, à la longue, des santés les plus robustes et qu'elle ruine en peu de temps celles qui sont les chétives. (...) J'ai donc résilié mes fonctions de rédacteur en chef pour des raisons de santé. Cette retraite ne nuira en rien à la bonne marche du journal. Je continuerai collaborer au <u>Télégramme des Vosges</u> et ma collaboration ne sera différente que pour la quantité!

Malgré ce communiqué, les bruits courent qu'il existe un différend entre lui et nouvelle direction. Tant et si bien que cette dernière est obligée, à son tour, de publier le lendemain un communiqué confirmant que c'est bien pour des raisons de santé que le rédacteur en chef quitte le journal.

Trop d'insistance peut effectivement faire croire à un conflit, même s'il est exact que Joseph Grave était de santé délicate. Mais nous n'avons pu encore éclaircir les circonstances de son départ. Ni d'ailleurs trouver dans les numéros qui suivent sa signature. Ne devait-il pas continuer sa collaboration ?

Quoiqu'il en soit, la nouvelle direction le remercie "cordialement" : "M. Grave, homme de convictions fermes et d'instruction étendue dont la plume avertie et fine a écrit tant d'articles goûtés de nos lecteurs". La Direction profite

aussi de ce communiqué pour avertir les lecteurs que <u>Le Télégramme des Vosges</u> ne sera plus imprimé par lui-même comme c'était le cas jusqu'à cette date, mais par les presses de l'imprimerie Saint-Michel qui a "pris possession des ateliers de la rue des Forts", et de conclure en signalant "qu'une nouvelle rédaction s'appliquera à développer la vie locale et augmenter l'intéret de ses pages".

Parmi les principales signatures qui reviennent régulièrement à la Une du journal, on trouve celles de Paul Sordoillet, directeur politique à <u>L'Eclair de l'Est</u>, Rémy Arselin et Meyer. Ils s'occupent principalement de politiques nationales ou étrangères, et signent souvent des éditoriaux incisifs.

Retenons aussi les noms de Jacques Bainville, Jean Sarril, Hiessler (locales), Husson, Delcourt-Maillot, Jules Durand, Jacques d'Obernal, Pierre Rossillon. Le rédacteur parlementaire est Albert Orly. Dassonville, du groupe de La Bonne Presse, principal actionnaire de <u>L'Eclair de Nancy</u>, signe aussi quelques articles.

Le journal, comme la plupart de ses confrères, s'est agrémenté de nombreuses pages spéciales (page des enfants, de la femme) et de rubriques : vie économique et sociale, vie agricole, vie sportive, chronique littéraire, vie familiale, etc...). Des grands reportages sont publiés : "Mes 28 jours de captivité dans les Chines (Walter John Klein) ; Ainsi que des enquêtes : "La vie en URSS d'après la presse soviétique" (Serge Drapeau), "Nos protectorats de l'Afrique du Nord" (J. Ladreit de Lacharrière).

Précisons que les responsables de <u>L'Eclair de l'Est</u> ont gardé au <u>Télégramme des Vosges</u> sa forme nettement départementale, par le maintien de son titre d'abord, puis par la création à Epinal, d'un bureau de rédaction, avec services administratifs et de publicité, et un second bureau spécial de rédaction à Saint-Dié renforcé par un réseau de correspondants cantonaux.

Le Télégramme des Vosges s'il est la première édition de L'Eclair de l'Est à sortir des rotatives (minuit cinquante), il contient néanmoins toutes les nouvelles générales transmises par Havas jusqu'à 23H30, et toutes les nouvelles départementales, les courriers des correspondants et des rédacteurs vosgiens arrivant directement par hors-sac.

* Structure juridique

La société anonyme du <u>Télégramme des Vosges</u> comprend à sa naissance 45 actionnaires, résidant tous dans le département des Vosges. Les statuts (12) ont été déposés à l'étude de Me Weymuller, notaire à Epinal et enregistrés au Tribunal de Commerce le 27 septembre 1918.

La société, au capital de 200 000 F, est administrée par un conseil composé de 15 membres au plus et de 3 membres au moins, pris parmi les actionnaires et nommés par l'assemblée générale (article 15). Le premier conseil est composé de Louis Calba (13), négociant ; Camille Conus, représentant et Henri Roussel, publiciste.

Le capital social -200 actions de 1 000 F chacune- était à souscrire en numéraire et à libérer à la souscription. Parmi les actionnaires, un seul homme politique: M. Maurice Flayelle, député de la circonscription de Remiremont (14). Sa présence est cependant symbolique puisqu'il ne possède que deux actions. Parmi les autres actionnaires, beaucoup d'industriels... Les véritables maîtres du journal: Max Prud'homme (Epinal), Emile Walter (Granges-sur-Vologne), Charles-Victor Hatton (Lépanges), Paul Peters (Epinal), Albert de Pruines (Semouse) etc..

On trouve aussi de nombreux négociants, commerçants. Outre Louis Calba -un des fondateurs du journal et premier président du conseil d'administration- on notera la présence de M. Albert Wolfelsperger, riche propriétaire possédant un magasin de vêtements à Epinal. De nombreux écclésiastiques : le Chanoine Henri Barotte, directeur des oeuvres diocésaines (Epinal), Mgr Alphonse Gabriel Foucault, Evêque de Saint-Dié.

Autre personnalité actionnaire : Jean Bouloumie, directeur-administrateur de la société des Eaux de Vittel.

Au total, parmi les actionnaires, on trouve :

- 16 industriels (51% du capital),
- 6 commerçants (19,5%),
- 12 rentiers et propriétaires terriens (17%),
- 5 ecclésiastiques (8,5%).

Le reste est réparti entre un docteur et un pharmacien d'Epinal, un capitaine d'état-major M. de Lures, un employé de commerce, un conseiller municipal d'Epinal, MM. Emile Albiser et Camille Canus.

Les plus gros actionnaires sont dans l'ordre décroissant:

	Actions
M. Max Prud'homme, industriel d'Epinal	20
M. Albert Wolfelsperger, négociant d'Epinal	20
M. Louis Calba "	10
M. Emile Walter, industriel de Granges	10
M. Charles Victor Hatton, " Lépanges	10
M. Antoine Albert de Pruines " " Semouse	10
M. Paul Peters, " " d'Epinal	10
M. le Chanoine Henri Barotte, "	10
M. Paul Feltz, industriel d'Epinal	5
Mlle. Marthe Clément, propriétaire à Rasez	5

Se succèdent ensuite, 10 actionnaires qui possèdent 5 actions chacun. Le reste est partagé entre 25 personnes :

- 3 ont chacune 3 actions,
- 9 en ont 2,
- 13 en possèdent 1.

A la suite d'une délibération du 23 décembre 1919, l'assemblée générale décide que le capital social sera augmenté de 100 000 F par l'émission au pair de 100 actions de 1 000 francs. Treize personnes y soucriront parmi lesquelles une très grande majorité de personnes déjà actionnaires du journal (le journal compte alors 47 actionnaires). En 1922 une nouvelle augmentattion du capital a lieu. Il passe alors de 300 000 F à 400 000 francs.

Le 26 décembre 1924, l'assemblée générale vote à l'unanimité la dissolution de la société du <u>Télégramme des Vosges</u> (15). A l'origine de cette décision la volonté de <u>L'Eclair de l'Est</u>, quotidien nancéien, d'éditer une édition locale, afin de concurrencer <u>L'Est Républicain</u> qui ne cessait de s'étendre, mais aussi la disparition brutale du Chanoine

Barotte (20 novembre) qui venait de prendre la direction du journal (12 septembre). Julien Emile (16), nouveau gérant, avait remplacé le 10 octobre, Henri Roussel.

Répartition socio-professionnelle des actionnaires du Télégramme des Vosges "

	1918	<u>1920</u>
Industriels	16 102 actions	17 177 actions
Rentiers et professions libérales	16 34 actions	17 40 actions
Ecclésiastiques	5 17 actions	5 17 actions
Négociants	4 39 actions	4 50 actions
Hommes politiques	1	2
Employés, représentants	2	2
Gérant du journal	1	1
Ensemble des Actionnaires	_45	48

* Conditions de fabrication

A sa naissance, le journal comporte une feuille (6 colonnes par page), mais dès le 4ème jour il doublera sa pagination avec des pointes à 6 pages, parfois 8 pages (après 1920).

Jusqu'en 1924 il est tiré sur les imprimeries du journal. Racheté à cette date par <u>L'Eclair de l'Est</u>, sa fabrication se fera désormais à Nancy.

<u>Le Télégramme des Vosges</u> est imprimé le premier ; L'expédition en est faite à partir de minuit cinquante. Simple édition de <u>L'Eclair de l'Est</u>, <u>Le Télégramme des Vosges</u> n'en est pas moins privilégié par rapport aux autres éditions de ce journal (lire le chapitre Histoire de <u>L'Eclair de l'Est</u>).

- (1) Il est né le 3 avril 1883 à Gerbeviller, en Meurthe-et-Moselle.
- (2) Editorial de Jean Mory, rédacteur en chef (10/10/1918).

(3) AdV 801/128 rapport daté du 11/01/1929.

- (4) AdV 301 M 60 à 67. Réponse du préfet des Vosges au ministre de l'Intérieur le 11/01/1929.
- (5) En 1929 la préfecture le qualifiera de "modéré".

(6) Le Télégramme des Vosges du 25/11/1938.

(7) " " du 03/05/1936. Respectivement candidats à Mirecourt (républicain), à Neufchâteau, (candidat de concentration républicaine et de défense agricole), à Saint-dié (Entente républicaine).

(8) Le Télégramme des Vosges du 26/04/1936.

- (9) " " des 01/03, 03/11, et 25/10/1928. (10) " " du 22/09/1931, article signé Meyer.
- (11) Originaire de Clermont-Ferrand, Jean Mory suivra Louis Goulette (directeur de <u>L'Est Républicain</u> de 1889 à 1911) au journal <u>La Frontière de l'Est</u> en 1911.

(12) Publiés dans le journal n° 26 et 27 des 4-5/11/1918. Les

statuts comprennent 48 articles.

- (13) Cet important commerçant d'Epinal, tient une merceriebonneterie-ganterie, au 5, place des Vosges. Il serait, selon certains, à l'origine de la création du journal.
- (14) Maurice Flayelle (né le 25/04/1857 à Saint-Wabord dans les Vosges, décédé à Paris le 07/12/1938), député des Vosges de 1904 à 1926, sénateur de 1926 à 1938, sa famille est l'une des plus riches du département.
- (15) <u>Le Télégramme des Vosges</u>, absorbé par <u>L'Eclair de l'Est</u>, continuera à paraître sous son titre grâce à "l'habileté de négociateur de M. Prud'Homme". Assemblée générale du 26/12/1924.

(16) Né à Paris le 08/01/1874.

CONCLUSION

1919-1939 : vingt années se sont écoulées pendant lesquelles des journaux sont nés, et d'autres sont morts. Vingt années pendant lesquelles des hommes de talent, Victor Vaillant, Nicolas Houpert, Henri Collin, Paul Sordoillet, Charles Ritz, Victor Demange, Jacques Robillot, René Mercier, Claude Tillement, etc, ont lutté pour faire de "leur" journal le plus apprécié, le plus lu, sinon de Lorraine, du moins de leur département.

Cette époque passionnée et passionnante a été l'âge d'or de la presse, même s'il touchait à sa fin. Le nombre des journaux et leur diversité étaient surprenants, il devenait, néanmoins, de plus en plus difficile de trouver des lecteurs et les capitaux nécessaires, pour se moderniser.

En 1919, les journaux réapparaissent tant bien que mal. Pendant un certain temps, leur présentation est triste, sévère, dépourvue d'illustrations. Puis les choses s'améliorent : la mise en page s'allège, la photo apparaît, les rubriques s'étoffent et se diversifient.

Trois quotidiens de langue française et deux quotidiens de langue allemande paraissent encore à Metz. Le clivage de la langue et de la culture est plus fort que celui de la politique. Les deux "réseaux" de presse ont survécu à la grande guerre et coexistent. Les journaux d'expression allemande sont conçus comme leurs confrères d'outre-Rhin (Rhénanie). La Volkstribüne s'apparente davantage à un journal communiste allemand qu'à L'Humanité de Paris. Les journaux d'expression française se tournent naturellement vers la

France. <u>Le Messin</u> est fortement inspiré par <u>Le Matin</u>, <u>Le Lorrain</u> par <u>La Croix</u>. Quant au <u>Metzer Freies Journal</u>, il est un cas à part : rédigé en allemand par des hommes dont la culture est allemande mais qui veulent défendre leurs idées dans une perspective nationale française, on comprend pourquoi son existence a été semée d'embûches.

Le tirage total des quotidiens mosellans est de 120.000 exemplaires. Ce qui est à la fois honorable, si on le compare à d'autres départements (la Meuse n'a aucun quotidien!), et peu par rapport à Nancy. En effet s'il n'y reste que deux quotidiens, L'Eclair de l'Est tire à 30.000 exemplaires (ce qui le place au troisième rang des quotidiens lorrains, au deuxième des quotidiens lorrains d'expression française), quant à L'Est Républicain, il tire trois fois plus que le Metzer Freies Journal : 150.000 exemplaires en 1939.

journal de Mercier est le seul journal lorrain qui Le mérite le terme de grand quotidien régional. C'est grâce à la lucidité de sa direction, à son esprit d'entreprise comme à la qualité de sa rédaction, que L'Est Républicain a pu survivre déclin de la presse d'opinion, après la première guerre mondiale, mais c'est sans doute en perdant du point de vue du pittoresque et de l'animation ; en effet, nous l'avons vu, l'expansion du tirage du journal n'est pas allée sans concessions aux goûts supposés ou suscités du public. <u>L'Est</u> su, avec habileté, passer d'une enfance Républicain a difficile et d'une adolescence agitée au calme apparent de l'âge adulte. Il conservera désormais comme seul idéal, la recherche et le maintien d'une certaine stabilité. Il semble bien être resté, ainsi, fidèle au sentiment de la majorité des lecteurs.

Enfin les Vosges disposent toujours de deux quotidiens, mais l'un d'eux, <u>Le Télégramme des Vosges</u>, n'est plus qu'une "simple édition" d'un journal nancéien, <u>L'Eclair de l'Est</u>, et le département fait l'objet des convoitises de <u>L'Est Républicain</u>, qui y a lancé plusieurs éditions locales.

Quant à <u>L'Express de l'Est</u>, il ne survivra pas à la seconde guerre mondiale. Il collaborera avec les Allemands et ne pourra reparaître à la Libération, même en changeant de nom. Quel aurait été son avenir, s'il s'était sabordé comme la plupart des autres quotidie ns? Nul doute qu'il existerait encore, jamais <u>La Liberté de l'Est</u> n'aurait été créée. <u>L'Express de l'Est</u> était, en effet, solidement implanté dans les Vosges, et suivait la même politique rédactionnelle qui a fait le succès de <u>L'Est Républicain</u>. L'Histoire en a décidé autrement...

1939, bientôt la guerre. Une nouvelle étape décisive pour la presse. Une presse qui n'a plus rien à voir avec celle du début du siècle...

Quelle évolution en effet depuis 14-18! Tant que le public se souciait peu de suivre l'information et que les journaux étaient de pure doctrine (gouvernementale ou d'opposition) les quotidiens de Paris pouvaient régner en maître. Dans une France centralisée, ils apportaient, au fond des provinces, la pensée des chefs de parti. Peu importe que ce fut avec 24 ou 48 heures de retard. On n'était pas encore pressé!

les journaux parisiens ont donné à En se transformant, lecteurs le goût de l'information rapide. déterminé, par là même, la croissance des grands régionaux. Un quotidien parisien ne pouvait pas, en effet, offrir une nouvelle aussi rapidement qu'un quotidien de province, qui disposait d'un bureau parisien équipé d'un fil spécial relié au siège. Les journaux parisiens étaient tributaires du train. tentative de certains d'entre eux de lancer des éditions fut un échec car trop tardive. La presse régionale de réseaux de correspondants efficaces, disposait, déjà, proches des aspirations des lecteurs. Elle résista bien. Ce qui ne sera pas le cas des petits journaux locaux.

En effet, les grands régionaux, comme <u>L'Est Républicain</u>, <u>L'Eclair de l'Est</u>, puis <u>Le Républicain Lorrain</u> firent aussi concurrence au-dessous d'eux. Avec leur réseau complet de correspondants, il pouvaient offrir aux lecteurs, à la fois les dépêches que les journaux de Paris leur donnaient à lire, nouvelles du cru qu'ils pouvaient trouver dans la les d'arrondissement. L'appel chef-lieu feuille đu hebdomadaires meusiens aux administrations locales, pour que détriment des quotidiens favorisent au celles-ci nancéiens, est significatif. Ils ne disposaient pas des moyens financiers, humains et techniques suffisants pour lutter.

L'avenir était donc aux entreprises de grande taille, aux journaux dynamiques. La concentration naturellement accélérée par la concurrence, fut précipitée par les crises économiques. La dévaluation de la monnaie obligea les journaux à augmenter leur prix de vente, ces augmentations furent régulièrement suivies d'une diminution de celles-ci. Seules les entreprises les plus solides purent résister à ces à-coups.

Ces crises économiques, outre leur diffusion, diminuèrent aussi les recettes publicitaires des journaux, augmentèrent les coûts de fabrication liés au renchérissement des matières premières, à l'amélioration quantitative et qualitative du contenu et aussi à l'accroissement des charges salariales, car la pression syndicale, désormais très cohérente et puissante, fut, dans la presse, particulièrement forte. Après la grève de 1936, <u>Le Lorrain</u> est obligé de lancer une souscription auprès de ses lecteurs pour renflouer ses caisses.

Les journaux régionaux devaient être d'autant plus dynamiques et puissants, qu'ils devaient affronter deux autres concurrents redoutables :

- la radio (années 30): les informations transmises par la radio sont gratuites. Quiconque dispose d'un poste peut les entendre entre deux émissions musicales, sans avoir à ouvrir son porte-monnaie. Autre avantage appréciable: elles viennent à l'auditeur alors que le lecteur va à son journal. Le premier les reçoit confortablement assis dans son fauteuil ou alors qu'il bricole; Le second doit se déplacer, entrer chez un dépositaire ou héler un camelot dans la rue.

Enfin, la transmission des informations par la radio est instantanée et vivante.

- la presse magazine : la multiplication de ses titres, le succès des périodiques littéraires, sportifs, féminins, celui des journaux d'enfants voués, après 1934, à l'exploitation des bandes dessinées, des magazines de cinéma et de radio, le renouvellement des périodiques illustrés d'informations générales, inquièteront la presse quotidienne.

Cette double concurrence l'obligea à réagir rapidement. Il était essentiel pour elle de ne pas laisser échapper une trop grande partie de ses lecteurs au profit de ces nouveaux venus.

L'une des principales innovations de la presse quotidienne parisienne d'abord, provinciale ensuite, de 1925 à 1930, fut la composition de pages hebdomadaires, dites pages magazines, parurent à jour fixe de la semaine, et dans lesquelles, à propos ou en marge de l'actualité, les sujets dépassant le furent traités par des cadre de l'information quotidienne, spécialistes (pour les journaux de province il s'agissait souvent de collaborateurs extérieurs). La confection délicate et coûteuse de ces pages, (la page du cinéma du <u>Messin</u> est contrastaient par une certaine liberté illustrée) qui d'allure et d'expression, avec les pages consacrées aux nouvelles du jour, répondait à des nécessités précises. On se proposait un double but :

- fixer, en lui octroyant un supplément de lecture, une clientèle que sollicitaient les publications périodiques qui se multipliaient. - maintenir et développer le chiffre des annonces que les quotidiens pensaient attirer de plus en plus en atteignant des hauts tirages.

Ainsi, la clientèle des femmes et des amateurs de spectacles était d'autant moins négligeable que les grands magasins, les maisons de couture, les modistes en vogue, les parfumeurs, les entreprises de produits ménagers, de beauté, les directeurs de théatre, les distributeurs de films, disposaient de budgets de publicité considérable.

Bref, les pages magazines s'adressaient à la fois au lecteur et à l'annonceur. Elles retenaient le premier pour attirer le second. Une recette toujours appliquée aujourd'hui... mais avec un résultat de plus en plus mitigé.

Dans cette lutte pour leur survie, les quotidiens de province avaient un avantage par rapport à ceux de Paris : ils pouvaient mieux cibler leur lectorat ; La page agricole des quotidiens de Metz et Nancy en est un exemple : l'information contenue dans celle-ci, ne peut être la même en Bretagne ou dans le Midi.

Les pages sportives sont à mettre à part. Le sport intéresse une masse de lecteurs, de plus en plus nombreux, classée en deux catégories :

- ceux qui ne pratiquent aucun sport directement, mais prennent plaisir à le voir. Ils se contentent d'une chronique, à condition que celle-ci leur fournisse une pâture suffisante, pour alimenter leur passion.
- ceux qui pratiquent une discipline sportive. Ils lisent en général une revue spécialisée comme "L'Auto".

Mais là aussi le quotidien de province a un avantage : celui d'être très proche de ses lecteurs.

Aux premiers il offre une rubrique quotidienne où on trouvera tous les comptes-rendus des grands évènements : Coupe Davis, Tour de France cycliste, Championnat du Monde de boxe, mais aussi les tribulations des équipes locales dans les différents championnats ou Coupe de France, le football par exemple.

La rubrique sportive devient une rubrique vivante. Elle se contente de moins en moins des seuls classements ou comptesrendus secs, des distances parcourues, des temps accomplis.
Les rédacteurs sportifs, à l'image d'Achille Liégeois, de
L'Est Républicain se devaient de recréer l'atmosphère, noter
les incidents de l'épreuve, mettre en valeur le côté humain,
décrire les réactions de la foule. Ici, point de terminologie
spéciale, qui rebuterait le profane, mais au contraire un

texte simple et vivant.

Aux seconds, les sportifs, le quotidien de province offre tous les résultats, aussi bien ceux des équipes professionnelles ou de grande envergure, que les petites.

D'ailleurs les quotidiens de Metz, Nancy ou Epinal ne se contentent pas de suivre l'évènement, mais aussi le précèdent... en organisant eux-mêmes des épreuves sportives.

la transmission des informations par radio est Enfin. si instantanée et vivante, elle est aussi sommaire et ne propose de leurs approfondi évènements et d'examen des a aussi un caractère éphémère. répercussions. Elle contraire du journal. En diversifiant sa présentation et son en s'ouvrant sur le monde entier, en proposant des reportages illustrés, des éditoriaux, de plus en plus de photos, graphiques, plans et dessins, les quotidiens atténuent sensiblement cette concurrence. Le lecteur peut sauter les rubriques et choisir celle qui l'intéresse. En outre la presse écrite garde encore un caractère d'authenticité : si le journal le dit c'est que c'est vrai !

A la veille de la seconde guerre mondiale, la presse lorraine est donc encore constituée de dizaines de titres de feuilles locales tri, bi ou hebdomadaires, mais déjà se dessine le succès des deux grands régionaux : <u>L'Est Républicain</u> et <u>Le Républicain lorrain</u>.

Le deuxième guerre mondiale n'entravera pas leur marche en

avant.

La libération rétablit la légitimité française et républicaine. En Moselle, les journaux de langue allemande doivent, pour obtenir l'autorisation de reparaître, adopter un titre français et devenir bilingues. Le Metzer Freies Journal prend le nom de France Journal, la Volkszeitung celui de Courrier de Metz. Le premier a été maintenu longtemps, par fidélité à l'intention de son fondateur, mais finalement il sera abandonné en 1990. Auparavant il avait absorbé Le Courrier de Metz (1962).

La langue française a retrouvé son monopole perdu en 1870.

D'une manière générale et par rapport à 1939, le nombre des quotidiens n'a pas varié dans deux départements : La Meuse n'édite toujours pas de quotidien et en Meurthe-et-Moselle, L'Eclair de l'Est et L'Est Républicain sont autorisés à reparaître. La Moselle et les Vosges ne retrouvent pas le même nombre de titres.

Néanmoins, contrairement à ce qui s'est passé dans la

plupart des autres régions françaises, la Libération n'a pas opéré de rupture par rapport à l'avant-guerre puisque, sur les huit titres qui paraissent en 1944-45, six ont une date de fondation antérieure à 1940 : L'Est Républicain, L'Eclair de l'Est à Nancy ; Le Lorrain, Le Républicain Lorrain avec son édition bilingue France Journal, et Le Messin à Metz ; Le Courrier de la Sarre à Sarreguemines.

Autre différence par rapport à ce qui s'est passé à la Libération dans les autres provinces : la Lorraine n'a pas édité au lendemain de la guerre une presse de parti. On relève seulement La Voix de la Moselle, organe du parti communiste, et Le Messin, quotidien de droite. Tous deux disparaissent assez vite : le premier en 1946, le second en 1947.

<u>L'Eclair de l'Est</u> et <u>Le Lorrain</u>, pour faire face à des difficultés croissantes, doivent négocier des accords avec <u>L'Est Républicain</u> qui les absorbe peu à peu. Le titre "<u>Le Lorrain</u>" disparaît définitivement en 1969, <u>L'Eclair de l'Est</u> en 1962. Il est clair que ces journaux n'ont pas su s'adapter, après la seconde guerre mondiale, aux aspirations nouvelles, à une clientèle qui s'uniformise avec la progression du salariat, à l'affaiblissement des références religieuses. Les plus avisés, dès l'entre-deux-guerres, pouvaient les pressentir sinon en dégager toutes les conséquences.

Au terme d'un processus de concentration qui s'est donc achevé en 1969, il ne reste que trois quotidiens en Lorraine. Le doyen (il a fêté son centenaire en 1989) est <u>L'Est Républicain</u>. Il diffuse sur la Meuse, la Meurthe-et-Moselle, les Vosges, le Doubs, la Haute-Saône, la Haute-Marne et le Territoire de Belfort. Il est à la tête d'un groupe comprenant plusieurs autres journaux.

La vente du <u>Républicain Lorrain</u> se fait, elle, au nord de la Lorraine (Moselle, Pays-Haut), à Nancy et s'étend au Grand Duché du Luxembourg.

<u>La Liberté de l'Est</u>, créée au lendemain de la guerre, se diffuse presque exclusivement dans les Vosges.

Trois quotidiens, cela peut paraître peu pour plus de 2,3 millions d'habitants. La presse d'opinion a sombré corps et biens. Les journaux d'arrondissement ont été remplacés par les éditions locales des trois quotidiens.

L'âge d'or des journaux est bel et bien fini.

SOURCES

- 1 - ARCHIVES et TEMOIGNAGES

(A) Archives Publiques

Archives Départementales de la Meurthe-et-Moselle

1M - (Partis politiques)

1M 603 : rapports des préfets de Meurthe-et-Moselle (1906-1935 très lacunaires)

1M 632 : contrôle politique de la presse locale mais ne concerne pas notre période !

1M 635 à 643 : IIIème République.
(Le 1M 636, partis réactionnaires et nationalistes : il manque malheureusement le dossier des Croix de feu).
(Le 1M 637, partis républicains modérés est décevant)
(le 1M 635 concerne les partis de droite)
(le 1M 640 les partis de gauche).

1M 644-654 : réunions politiques.

1M 690 : dossiers de Légion d'hon neur de MM Fisson et Mercier.

1M 693 : pas de dossier Goulette.

3M - (élections)

3M 90 : élections législatives des 26/04 et 10/05/14 3M 91 : " de novembre 1919

3M 92 : " du 11 mai 1924

3M 93 : " des 22/29 avril 1928 3M 94 : " des 1 et 8 mai 1932

et élections complémentaires du 2 avril 1933

(Briey),

et des 3 et 13 mars 1935 (Toul).

3M 95-96 : élections législatives des 26 avril et

3 mai 1936.

3M 97 : élections législatives de 1936 (cantonales

de 1934 et 1937).

10M - (travail)

10m 51-80 : grèves 10M 84-119 : syndicats

10M 120-123 : réunions syndicales

Série T (en cours de classement)

Il s'agit d'une numérotation provisoire.

T507 : périodique : liste des journaux publiés dans le département en 1940.

T519 : dépôt légal : règles et instructions (1925-1943)

T520: dépôt légal: instructions et correspondance (1924-1932)

T521: périodiques et publications: correspondance et dépôt légal ("Le Dimanche", "L'Echo de Nancy", "Le Courrier de Lorraine", Longwy Journal (1925-1941)

T522 : périodiques : suspension et reprise des publications (1924-1928)

T1237 : dépôt légal : instructions et contrôle, correspondance, spécimens (1872-1923)

T1238 : dépôt légal (réclamations (1907-1920) T1239 : dépôt légal (réclamations (1907-1921)

T1240 : dépôt légal, enregistrements et périodiques (1921-1933)

T1246: dépôt légal des journaux et périodiques (1898-1922)

T1249: dépôt légal, état des publications périodiques (1934-1937)

T1254: état des périodiques (1924-1925)

T1255 : état des imprimeries à Nancy - dépôt légal des périodiques (1924-1925)

T1256 : dépôt légal : état des enregistrements des

périodiques (1919-1925)

T1258 : dépôt légal des écrits périodiques - liste des

imprimeries de Nancy (1918-1923)

T1258: dépôt légal - état des publications (1928-1929)

T1269: surveillance des journaux (1917-1918)

T1273: publications périodiques politiques, tirages,

liste (1920)

Archives départementales de la Moselle

3TP - (presse et colportage)

3TP 166-167:

- presse et colportage : déclaration et états trimestriels (1921-1939)

3TP 168:

journaux et bulletins mosellansdemandes d'autorisation à paraître,

- affaires diverses (1919-1937),

- annonces judiciaires et légales (1919-1921)

3TP 169:

- colportage (1920-1939)

3TP 170 à 173 :

- dépôt légal : registre d'ordre des · envois de publication (1922-1940)

3TP 174:

- corrrespondance générale avec le service de la propagande du commissaire général à Strasbourg,
- * le service général d'Alsace-Lorraine
- * le Centre d'action de propagande contre l'ennemi à la présidence du conseil, etc.. (1919-1922)

310 M - (syndicats) (statuts) (grèves)

310 M 95-96-97 : généralités (repertoire, statistiques, etc..)

310 M 104 : syndicats des maîtres imprimeurs 310 M 113 : syndicats d'ouvriers et d'employés de

l'imprimerie et des journaux

310 M 87: statuts professionnels des journalistes

(loi du 29 mars 1935)

310 M 70 : grèves (imprimerie)

310 M 74-75 : conflits du travail (états statistiques

des règlements des conflits, procédure de

conciliation etc..)

310 M 79 : conflits du travail (imprimerie)

310 M - (administation générale)

301 M 10 à 16 : régime de la presse 301 M 60 à 67 : presse (états des journaux et imprimeurs, censure - journaux sous séquestre à supprimer, communistes, demandes d'autorisation, presse étrangère en Moselle, journaux français et étrangers interdits en France, revue de la presse)

303 M - (élections législatives)

303 M 53 : élections de 1919 303 M 54 : élections de 1924 303 M 55 : élections de 1928 303 M 56 : élections de 1932

303 M 57 : élection complémentaire de 1933

303 M 58 : élections de 1936

Archives départementales de la Meuse

S'il n'existe aucun quotidien dans ce département, il est néanmoins intéressant de consulter les dossiers concernant les élections législatives (de 1919 à 1936 : 33 M 50 - 80), et ceux sur la presse et colportage (77 T), la censure des journaux entre 1914 et 1919 (71 M 17-20).

Il existe également un "répertoire des journaux d'opinion et d'information de 1800 à 1944" (sous série 78T). Il est reproduit dans le bulletin des sociétés d'histoire et d'archéologie de la Meuse, n'5, 1968 (cote R 100) que l'on peut consulter à Bar-le-Duc et à Metz aux Archives Départementales.

Archives départementales des Vosges

8 T - (Presse, dépôt légal)

8 T 41 : état des journaux politiques (1913-1920)

8 T 42 : dépôt légal, déclaration des

gérants, périodiques

8 T 43 : dépôt légal, déclaration des gérants

(1919-1937)

8 T 44 : dépôt légal, instruction, enquêtes, affaires

diverses (1880-1940)

9 bis M - (presse)

9 bis M 27 : tarif des annonces légales (1852-1925) 9 bis M 28 : tarif des annonces légales (1926-1936)

9 bis M 29 : statut professionnel des journalistes

(1935-1938)

Sous-série 13 M - (élections législatives)

13 M 69 : élections législatives du 16/11/1919

13 M 70 : élections législatives du 11/05/1924

13 M 71 : élections législatives du 11/05/1924 (professions de foi)

13 M 72 : élections législatives du 11/05/1024 (professions de foi)

13 M 73 : élections législatives du 28/11/1926 13 M 74 : élections législatives du 22/04/1928

13 M 75 : élections législatives du 22/04/1928 (professions de foi)

13 M 76 : élections législatives du 22/04/1928 (professions de foi)

13 M 77: élections législatives du 01/05/1932

13 M 78 : élections législatives du 11/06/1933 13 M 79 : élections législatives du 03/06/1934

13 M 80 : élections législatives du 26/04/1936

13 M 81 : élections législatives du 26/04/1936 (propagande et professions de foi)

13 M 82 : élections législatives du 21/05/1939

8 M - (travail)

8 M 193 (4 M100) : généralités (1830-1939)

8 M 195 (4 M103) : censure (1916-1918)

8 M 196 (4 M103) : censure (1919-1924)

8 M 197 (4 M104) :

- divers (procès Lederlin contre "<u>République des Vosges</u>"(1925), état de la presse politique (1928-1940), rapports sur les nouveaux journaux (1934-1939), enquête sur le département (1934)

8 M 221 (10 M3) : conflits, grèves, mouvements

revendicatifs généraux.

8 M 237 (10 M19) : grèves dans l'imprimerie 8 M 247 (10 M29) : affiches, tracts, journaux

8 M 248 (10 M30) : syndicats dont celui de la Presse

(1911-191)

(B) Archives Nationales

- * F7 (police générale) : 12844-12842-13377-13378-13379-13380
- * F18 (Direction générale de l'imprimerie et de librairie) : 483
- * 30 Aj (Alsace-Lorraine) : 170-171-180-230-270
- * AR5 (Agence Havas): 106-277-358-365-393-489
- * Versement Mme Marin de 1963. Section des archives privées 317 Ap : 2 cartons intéressant la presse régionale : 260 et 261

(C) Archives privées ou d'origine privée

- * Mme Marin (voir ci-dessus)
- * Mme Lardier, fille de M. Widling linotypiste de 1912 à 1940, puis secrétaire de rédaction de 1945 à 1949 à <u>L'Eclair de l'Est</u>.
- * La BTT n'a conservé aucune archive sur <u>L'Express de</u> L'<u>Est</u>, mais seulement quelques papiers.
- * <u>L'Est Républicain</u> où nous avons pu consulter les procès verbaux de tous les conseils d'administration et des assemblées générales
- * Association de la Presse de l'Est : archives déposées aux Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (cote 1 J 377/1-6), consultation soumise à autorisation

(D) Souvenirs inédits

* de Mme Ponsin, secrétaire à L'ECLAIR DE L'EST

(E) Interview et lettres à l'auteur

- * de M. Lignac, président directeur général de <u>L'Est</u> Républicain.
- * de Mme Puhl Demange, présidente directrice générale du Républicain Lorrain.

(F) Archives des tribunaux

* Les greffes des Tribunaux de Commerce possèdent encore des actes concernant plusieurs journaux. Il est difficile de les obtenir et ... très couteux !

- 2 - LES JOURNAUX

===========

La plupart des journaux lorrains de l'entre-deux-guerres sont conservés aux Archives départementales des quatre départements sous forme de folios reliés par semestre ou par trimestre. Parfois aussi sous forme de liasses (séries 6T et 7T).

On peut trouver les collections complètes des quotidiens aux différentes bibliothèques municipales (ou médiathèques) : Nancy, Metz, Saint-Dié, Bar-le-Duc, Verdun, Epinal, etc.. Ou encore aux Archives municipales.

Des collections de <u>L'Est Républicain</u> et du <u>Républicain</u> <u>Lorrain</u> se trouvent aux archives de ces journaux. Il ne nous a pas été évidemment possible de consulter tous les numéros de tous les quotidiens. Nous avons, néanmoins, pu feuilleter les collections de toutes les années de l'entre-deux-guerres des sept grands quotidiens lorrains :

- L'Est Républicain
- L'Eclair de l'Est
- L'Express de l'Est
- Le Lorrain
- <u>Le Messin</u>
- Le RépublicainLorrain
- L'Impartial de l'Est

... en privilégiant les périodes d'élections (législatives, municipales), de grands évènements régionaux ou nationaux.

Nous avons également consulté <u>Le Courrier de l'Est</u> et <u>Le Télégramme des Vosges</u>, mais uniquement pendant les années des élections législatives et dans le cadre de notre chapitre sur le CONTENU.

Enfin, nous n'avons pas négligé :

- les périodiques (hebdos) (mêmes critères que pour les deux journaux précédants): notre choix s'est d'abord porté sur la Meuse qui ne possédait aucun quotidien propre et le Pays Haut "une région" à part. Puis sur <u>La Croix de l'Est</u> représentative de la presse religieuse, <u>L'Industriel Vosgien</u> (grands intérêts économiques), <u>Le Chardon Qui Pique</u> (plus ou moins satirique), <u>L'Est Illustré</u> (supplément de <u>L'Est Républicain</u>), <u>L'Ouvrier Vosgien</u>, <u>La République des Vosges</u> (journaux engagés), etc...

-les journaux allemands : <u>Volkszeitung</u> et le <u>Metzer</u> <u>Freies Journal</u> (traduction par des étudiants et germanophones mosellans).

- 3 - SOURCES IMPRIMEES

(A) Périodiques

- Bulletin de l'Association de la Presse de l'Est
- Cahiers Lorrains
- Les Tablettes lorraines (1929-1940)
- Annales de l'Est ("La presse du Pays Haut de 1870 à 1914" par MM Bonnet, Santini, Barthelémy, 1965, n° 1, pp 61 à 94)
- Bulletin de la faculté de Lettres de Strasbourg, article de Pierre Albert, "Pour une histoire de la presse de l'Est" novembre 1945, n'22, pp 227 à 236
- <u>L'Est Républicain</u>, 8 octobre 1960, brochure publiée par

le journal à l'occasion de la fête du Travail et de la remise de la rosette de la Légion d'honneur à M. Chadé, administrateur-directeur général.

 exemplaire ronéotypé des souvenirs d'Albert Mangeot, journaliste à L'Est Républicain de 1906 à 1956 à l'usage de l'administration du journal.

- Presse-Actualité, n° 113, novembre 1976, pp 13 à 23, "Les quotidiens de province de 1944 à 1976 en Lorraine" par Y. Guillaume

- L'Est Républicain, numéro spécial du soixantenaire, 5

mai 1949; du centenaire 05/05/1989.

- Le Républicain Lorrain, numéro spécial du cinquantenaire (1986).

(B) Ouvrages contemporains, souvenirs, témoignages

- Bourson (Paul), La Presse alsacienne et lorraine pendant la guerre, in Revue du Rhin et de la Moselle, 1925, pp 397-403.
- Durand (Paul), En passant par la Lorraine, Metz, 1945, 129 p.
- Durand (Paul), Le visage des notres, Metz, 1953, 182 p.
- Erman (Jean-François), Le Chanoine Henri-Dominique Collin sénateur de la Moselle. Notes et souvenirs, Paris 1924, 124 p.

- 4 - BIBLIOGRAPHIE

(A) Ouvrages Généraux

1) Sur la IIIème République

- Agulhon (Maurice) et Nouschi (André), "La France de 1919 à 1940", Paris, 1971, 189 p.

- Bonnefous (Georges et Edouard), "Histoire de la IIIème République" PUF 8 tomes.
- Chastenet (Jacques), "Histoire de la IIIème République", Paris, 1960, 352 p.
- Goguel (F), "Géographie des élections en France sous la IIIème et la IVème République", A. Colin, 1970, 186 p.
- Jolly (Jean) (sous la direction de), "Dictionnaire des Parlementaires français". Notices biographiques sur les ministres, députés et sénateurs français de 1889 à 1940 - PUF - 1972, 8 volumes.
 - Yvert (Benoit), "Dictionnaire des Ministres (1789-1989)", éd. Perrin, Paris 1990, 1030 p.

2) Sur la presse

- Albert (Pierre), "La presse" PUF Que Sais-je, 1968, Nouvelle édition, 1979, 127 p.
- Albert (Pierre) et Terrow (Fernand), "Histoire de la Presse" PUF Que Sais-je, 1979, 127 p.
- Bellanger (Claude) Godechot (Jacques), Guiral (Pierre) Terrow (Fernand), "Histoire générale de la presse française", 5 tomes. Le 3ème concerne la période 1871 à 1940, Paris - PUF - 1972, 688 p.

(B) Ouvrages Spécialisés

1) Presse française

- Albert (Pierre), "Histoire de la presse politique nationale au début de la IIIème République (1871- 1879)", Lille, 1980, 1599 p.
- Amaury (Francine) "Histoire du plus grand quotidien de la IIIème République": "Le Petit Parisien"

- (1876-1944), Paris PUF 1972, 2 tomes, 1452 p.
- Bellanger (Claude), "La presse clandestine (1940-1944)", Paris A. Colin, 1961, 264 p. (collection Kiosque).
- Billy (André) et Piot (Jean), "Le monde des Journaux" (tableau de la presse française contempo raine), les éditions G. CRES & cie, Paris, 1924, 240 p.
- Catalogue des périodiques clandestins diffusés en France de 1939 à 1945. Paris, Bibliothèque Nationale, 1954, 282 p.
- Demaison (André), "Les voix de la France (La presse de province au XXème siècle)" Librairie Hachette, 1935, 250 p.
- Frédérix (Pierre), "Un siècle de chasse aux nouvelles, de l'Agence Havas à l'Agence France-Presse (1835-1957)", Paris, Flammarion, 1959, 444 p.
- Gabriel-Robinet (Louis), "Journaux et Journalistes, hier et aujourd'hui", Hachette, 1962, 254 p.
- Kayser (Jacques), "La presse de province sous la IIIème République", Paris, 1955, 250 p.
- Kayser (Jacques), "Le Quotidien français", A. Colin, 1963, 171 p.
- Manevy (Raymond), "La presse de la IIIème République", Paris, 1955, 250 p.
- Manevy (Raymond), "L'évolution des formules de présentation quotidienne", Paris, 1956, 87 p.
- Morienval (Jean), "Sur l'histoire de la presse catholique", Paris 1957, 120 p.
- Weill (Georges), "Le Journal, origines, évolution et rôle de la presse périodique", Paris, Renaissance du Livre, 1934, 450 p.

2) Presse Lorraine

- Andries (Laurence), "L'image d'Hitler dans la presse mosellane de 1938" 1989, maîtrise d'histoire, Metz, 1989 114 p.
- Aubert (Nicole), "La crise de 1929 à travers la presse lorraine", Nancy, 1969, mémoire de maîtrise 114 p.
- Barbé (Jean-Julien), "Les journaux de la Moselle, bibliographie et histoire", Metz, 1928, 72 p.
- Bocciarelli (Alain), "La presse dans le sud meusien (1919-1939)" mémoire de maîtrise, Nancy, 1989.
- Criqui (Etienne), Laprévote (Louis-Philippe), Roth (François) (sous la direction de..), "L'Est Républicain, 1889-1989, Le quotidien dévoilé", Editions de l'Est, 1990, 390 p.
- Dupoirieux (Denis), "Le Télégramme des Vosges, journal quotidien d'information (1918-1040)", travail de recherche de l'Ecole Normale d'Epinal, 1975, 30 p.
- Estrada de Tourniel (Jérôme), "Histoire des relations entre L'Est Républicain et Le Républicain Lorrain (1945-1986)", Mémoire de maîtrise, Metz, 1989, 181 p.
- Evanno (Christian), L'Echo de Nancy ou quatre ans de propagande nazie en Lorraine (1940-1944)", Mémoire de maîtrise, Nancy, 1973, 156 p.
- Guichard (François), "L'Union Républicaine, organe démocratique des Vosges, Un journal à Epinal (1908 1921)", Mémoire Ecole Normale d'Epinal, 1974, 54 p.
- Hirtz (Colette), "L'Est Républicain (1889-1914)", Grenoble, 1973, 176 p.
- Klotz (Angèle), "Les Journaux Lorrains et l'Avénement d'Hitler", mémoire de maîtrise, Metz, 1970, 66 p.
- Launay (Jean-Marie), "L'Est Républicain de 1944 à nos jours", thèse, Bordeaux III, Lille, 1979, 1069 p. (2 tomes).

- Lefebvre (Bruno) "Cinq journaux nancéiens jugent le Cartel des gauches", mémoire de maîtrise, Nancy, 1976, 112 p.
- Le Moigne (Yves), "La Presse mosellane de l'exil (1939-45), Les Cahiers lorrains, n'4, Metz, 1983, (pp 87 à 127).
- Letot (Marc) "L'Opinion Publique en Lorraine en 1917", DESS, Nancy, 1967, 113 p.
- Levilliot (Paul), "La Presse et l'Histoire, notes sur la presse en Lorraine sous le Second Empire et les débuts de la IIIème République", in Annales de l'Est, 1962, (n'3).
- Mallinger (Jean-Claude), "La presse messine face à l'Union Soviétique, avril-août 1939", in "Centre de recherches, relations internationales de l'université de Metz, Travaux et Recherches 1973/72", p 93.
- Marchand (Michel), "L'Image de l'Alsace-Lorraine dans la presse de Nancy", DES, Nancy, 1967, 124 p.
- Markiewicz (André), "L'Image de la Pologne et des Polonais dans la presse nancéienne (1918-1925)"
- Meddahin (Bernard), "La Presse messine et la question de la Sarre (1931 à 1935)", Mémoire de maîtrise, Metz, 1975, 197 p.
- Nouveau (Maurice), "La Presse messine devant quelques conséquences du diktat de Versailles (1919-23), Mémoire de maîtrise, Metz, 1973, 123 p.
- Pardieu (Laurent), "Un journal clandestin de la zone interdite : <u>La Lorraine</u> (1942-44)", Nancy 1991, 137 p.
- Roth (François), "Le Temps des Journaux", PUN et Ed. Serpenoise, 1983, 275 p.
- Siteck (Jean-Jacques), L'"opinion publique messine devant la politique extérieure allemande (oct 1923janv 1933)", thèse, Metz, 1982, 1076 p.
- Soudière (Philippe), "La perception de la guerre à travers la presse nancéienne en 1938-39)", Mémoire de maîtrise, Nancy, 1991, 172 p.
- Thull (Patrick), "Victor Demange (1888-1971)", Ed.

- Serpenoise, Metz, 1988, 208 p.
- Valot (Marie-Aleth), "Monographie du Républicain Lorrain (1919-1984)", Paris, 1984, 196 p. (D.E.A Sciences de l'information IFP).
- Vitte (Pascale), "L'image de la Femme dans la Presse Lorraine Française de 1901 à 1930", Mémoire de maîtrise, Nancy, 1979, 134 p.

3) Ouvrages spécialisés d'histoire régionale

- Bass, (Dany), "La droite dans les Vosges et les élections législatives de 1914 à 1924", Mémoire de maîtrise, Nancy, 1975, 209 p.
- Bonnefont (Claude), "Histoire de la Lorraine de 1900 à nos jours" (ouvrage collectif sous la direction de..), Toulouse, Privat, 1979, 457 p.
- Cordary (Christian), "Les élections du Front populaire en Meurthe-et-Moselle", Mémoire de maîtrise, Nancy, 1973, 141 p.
- Cormier (Hervé), "Louis Marin, le député de Meurthe-et-Moselle et le dirigeant de la Fédération Républicaine de France", Mémoire de maîtrise, Nancy, 1989, 184 p.
- Eck (Jean-François), "Louis Marin et la Lorraine, le pouvoir local d'un parlementaire sous la IIIème République", thèse de 3ème cycle, IEP Paris, 1980, 479 p.
- Ferry (F), "Le syndicalisme ouvrier dans l'arrondissement de Nancy, DESS, Nancy, 1961, 85 p.
- Gauthier (Noëlle), "Edouard de Warren, député de Nancy de 1919 à 1932", Mémoire de maîtrise, 1968, 145 p.
- Jeanneney (Jean-Noël), François de Wendel en République, l'argent et le pouvoir (1914-1940), Thèse, Paris X, 1976, 1510 p. (3 tomes, atelier reproduction des thèses à Lille).
- Kieffer (René), "Les élections législatives de 1919

- et 1924 en Moselle", DESS, Nancy, 1967, 121 p.
- Martin (Roger), "Les élections législatives de 1936 dans le département des Vosges", Mémoire de maîtrise, Nancy, 1967, 131 p.
- Poull (Georges), "L'Industrie textile vosgienne (1765-1981)", Rupt-sur-Moselle, 1982, 474 p.
- Roth (François), "La vie politique en Lorraine au XXème siècle", Ed. Serpenoise, PUN, Nancy, 1985, 170 p.
- Roth (François), "Le Souvenir français en Lorraine annexée" in Mémoire de l'Académie nationale de Metz, 1974, pp 53-69.
- Roth (François), "Les Lorrains entre la France et l'Allemagne", Metz, 1981, 216 p. (Ed. Serpenoise, PUN).
- Taveneaux (René), "Histoire de Nancy" (ouvrage collectif sous la direction de..), Univers de la France, Privat, 1978, 390 p.
- Vautrin (Thérèse), "Les élections législatives en Meurthe-et-Moselle entre 1919 et 1936", Annales de l'Est, 1958, pp 83 à 125 et 219 et 258.
- Zind (Pierre), "Elsäss-Lothringen, Alsace-Lorraine, Une nation interdite, 1870-1940", Paris 1979, 688 p.

* * * * * * *

* * *

*

- ANNEXE -

- Exemple d'un règlement de travail signé entre un syndicat des Maîtres-Imprimeurs et un syndicat des Travailleurs du Livre.
- Exemple d'une convention concernant la loi "de la semaine de 40 heures".
- Extrait du journal officiel Loi du 29 mars 1935, relative au statut professionnel des journalistes.
- Deux exemples de demande de parution d'un journal (<u>Le Télégramme des Vosges</u> <u>Le Républicain Lorrain</u>).

*

Règlement de Travail

APPLICABLE PAR TOUTES LES MAISONS OU L'ANCIEN TARIF RESTE EN VIGUEUR
JUSQU'AU 31 MARS 1935

Le présent règlement entrera en vigueur le 1⁻⁻ Avril 1935 et finira le 30 Septembre 1938. Il sera prolongé de 3 en 3 ans, sauf dénonciation 3 mois à l'avance.

REGLEMENTATION DU TRAVAIL. — L'ancien tarif travail est remplacé purement et simplement par le présent règlement basé sur le Code Industriel.

Une Commission arbitrale, composée de 3 patrons et 3 ouvriers, désignés par leurs Syndicats respectifs, sera instituée et présidée par le Préfet de la Moselle ou son représentant.

DUREE DU TRAVAIL. — La durée du travail est de 48 heures par semaine, à raison de 8 heures par jour.

En cas de manque de travail, cette durée pourra être réduite, toutefois sans que l'entreprise n'ait à verser d'indemnité aux chômeurs partiels.

Il appartient à chaque entreprise de régler l'emploi et le partage des 48 heures. En principe, pour les équipes de journaux, entre 7 et 19 heures; pour la conscience, entre 7 et 18 heures.

LIBERTE DU PATRON d'engager du personnel fédéré ou non et de prendre n'importe quel travail et de n'importe qui, mais à donner, à valeur égale, la préférence à un chômeur fédéré.

TARIF SALAIRE. — Les jours fériés seront rétribués, mais en échange, les ouvriers devront fournir un nombre d'heures représentant la valeur des journées payées. Seules les heures de présence seront payées.

Les vacances seront facultatives.

Taux des Salaires:

IMPRIMEURS, COMPOSITEURS ET LITHOGRAPHES

	INDICE	INDEMNITE DE VIE CHERE	TAUX DES INDICES DE 10 EN 10 POINTS		
			au-dessus de 480 points	au-dessous de 480 points	
1" année après l'apprentissage De 19 à 24 ans Au-dessus de 24 ans	146,40 — 187,20 206,40	10,70 13,65 15,03	3,05 3,90 4,30	2,59 3,31 3,65	Par semaine de 48 heures

Indemnité pour linotypistes et correcteurs : 3 francs par jour.

RELIEURS

	MINIMUM I	INDEMNITE DE VIE CHERE	TAUX DES INDICES DE 10 EN 10 POINTS		·
	480 points		au-dessus de 480 points	au-dessoua de 480 points	
1" année après l'apprentissage De 19 à 24 ans Au-dessus de 24 ans	148,80	8,75 10,85 13,50	2,50 3,10 3.85	2,10 2,61 3,24	Par semaine de ; 48 heures

Le salaire sera payé toutes les semaines, le samedi.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — Selon la loi et le règlement de la Caisse d'Allocations Familiales de la Moselle.

JOURNAUX. — Pour les journaux, l'indemnité pour travail de nuit est fixée à 1 fr. 50 l'heure.

Travail de dimanche et jours de fête : 75 % de majoration pendant un an, revisible au terme de cette période.

Le travail de nuit compte à partir de 19 heures et cesse à 7 heures.

Les heures supplémentaires seront rétribuées avec 25~% de surcharge pour les deux premières heures, et 50~% pour les suivantes.

Pour le Syndicat des Maîtres-Imprimeurs et Editeurs de Journaux de la Moselle : Pour le Syndicat des Travailleurs du Livre (Section de la Moselle):

C. SELTZER, J.-B. KIEFFER, L. HELLENBRAND.

A. GRIMM, Ch. CUNCHE, C. FIATTE.

Le Préfet de la Moselle : CARLES.

CONVENTION

entre la Chambre Syndicale des Maîtres-Imprimeurs de la Moselle et l'Union des Syndicats Typographiques d'Alsace et de Lorraine concernant l'application, au 1^{er} Février 1937, du décret ministériel relatif à la loi de la semaine de 40 heures.

Entre:

la CHAMBRE SYNDICALE DES MAITRES-IMPRIMEURS DE LA MOSELLE,

d'une part,

Et

l'UNION DES SYNDICATS TYPOGRAPHIQUES D'ALSACE ET DE LORRAINE, d'autre part,

Il a été convenu que la loi de la semaine de quarante heures sera introduite dans les Imprimeries de la Moselle, à partir du lundi premier février 1937, selon le texte du Décret déterminant les modalités d'application de la loi du 21 Juin 1936 sur la semaine de quarante heures dans les Industries du Livre, ainsi que des conventions spéciales ci-après énoncées :

- 1° La durée du travail est fixée par la loi du 21 Juin 1936 à quarante heures par semaine et est déclarée applicable par le décret du 29 Décembre 1936 à partir du premier février 1937, et s'entend pour un travail effectif. Les heures d'entrée et de sortie dans l'établissement seront calculées de façon que chaque ouvrier commence son travail exactement à l'heure fixée par l'horaire de l'atelier et ne l'interrompe pas avant l'heure fixée pour la fin.
- 2º Au cas où un ouvrier commence son travail en retard, respectivement le termine trop tôt, l'employeur est autorisé à déduire un quart d'heure entier pour chaque quart d'heure commencé.
- 3° Pour une absence au travail, la permission est à demander à l'avance. Si cela n'est pas possible, comme par exemple en cas d'indisposition subite de l'ouvrier ou lors d'un événement survenant dans sa famille qui réclame sa présence à la maison, tel que décès, accouchement, maladie grave survenue subitement, l'ouvrier aura à renseigner immédiatement le patron.
- 4° Les organisations contractantes sont d'accord pour régler les modalités du travail de la manière suivante, selon les exigences du travail, les préférences patronales et ouvrières, ainsi que les commodités locales, étant entendu que plusieurs des horaires établis pourront être appliqués simultanément dans la même maison pour différentes fractions déterminées du personnel:
 - A) Limitation du travail effectif à raison de huit heures par jour pendant cinq jours ouvrables, avec chômage le samedi ou le lundi :
 - B) Limitation du travail effectif à raison de six heures quarante minutes par jour ouvrable de la semaine :
 - C) Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante heures de travail effectif de la semaine avec maximum de huit heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine ou d'une demi-journée la veille et le lendemain du jour de repos hebdomadaire.

L'organisation du travail par relais ou par roulement est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf les interruptions pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes susvisés, un régime équivalent répartissant les quarante heures sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas neuf heures par jour.

- 5° En cas de travail en une seule séance, l'équipe de huit heures ne peut commencer entre 6 et 12 heures, et l'équipe de 6 heures 40 minutes ou 7 heures entre 7 heures et 12 heures, ainsi qu'aucune des trois sortes d'équipes entre 1 et 5 heures.
- 6° Le travail journalier normal devra se faire entre 7 et 18 heures dans les imprimeries journalistiques, respectivement sections de journaux de 7 à 19 heures.
- 7° Les changements à la durée du travail une fois fixés ne peuvent entrer en vigueur que si un laps de temps répondant à la durée du congé des ouvriers se trouve entre l'avertissement et l'entrée en vigueur desdits changements. Cette clause n'entrera toutefois pas en vigueur lorsqu'il s'agira d'un cas exceptionnel de travail urgent et avec entent du personnel en cause.
- 8° Lorsque la réglementation des heures de travail est faite d'après le chiffre 4°, A), B) et C) ci-dessus, le repos qui sera à la charge du patron comprend :
 - a) pour une durée journalière ininterrompue de 8 heures 30 minutes,

 - c) pour une durée journalière ininterrompue de 6 heures 40 minutes 10 minutes.
- 9° Les suspensions de travail seront de deux heures lors d'un travail interrompu. Dans les imprimeries journalistiques, respectivement les sections de journaux, la prolongation des suspensions peut aller, après entente, jusqu'à trois heures.
- 10° Lors d'une remise exceptionnelle de la suspension de midi, au cas où l'ouvrier en question serait ainsi empêché de prendre à temps le repas qui lui est préparé à la maison, une indemnité de trois francs lui sera allouée. Par contre, si une pareille remise, qui ne doit se produire qu'exceptionnellement, avait été annoncée la veille, l'indemnité spéciale ne serait pas à payer.

Fait à METZ, en double exemplaire, le vingt-cinq janvier mil neuf cent trente-sept.

Les Délégués de l'Union des Syndicats Typographiques d'Alsace et de Lorraine,

Signé: AUGUSTE BOCKEL.

H. HOCQUARD.

F. STENGER.

Les Délégués de la Chambre Syndicale des Maîtres-Imprimeurs de la Moselle,

Signé: Louis HELLENBRAND.

J.-B. KIEFFER.

J. DEMANGE.

Loi du 29 mars 1935 relative au statut professionnel des journalistes (1)

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté au chapitre 2 du livre Ier (titre II) du Code du travail, une section spéciale III intitulée : « Des journalistes professionnels ».

Art. 30 a. — Les dispositions des différents titres du Code du travail. en ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente section, sont applicables aux journalistes professionnels, lesquels sont ainsi définis :

Le journaliste professionnel est celui qui a pour occupation principale, régulière et rétribuée, l'exercice de sa profession dans une publication quotidienne ou périodique éditée en France, ou dans une agence française d'informations, et qui en tire le principal des ressources nécessaires à son existence.

Le correspondant, qu'il travaille sur le territoire français ou à l'étranger, est un journaliste professionnel, s'il reçoit des appointements fixes

et remplit les conditions prévues au paragraphe précédent.

Sont assimilés aux journalistes professionnels les collaborateurs directs de la rédaction : rédacteurs-traducteurs, sténographes-rédacteurs, rédacteurs-reviseurs, reporters-dessinateurs, reporters-photographes, à l'exclusion des agents de publicité et de tous ceux qui n'apportent, à un titre quelconque, qu'une collaborattion occasionnelle.

Art. 30 b. - En cas de résiliation d'un contrat de louage de services fait sans détermination de durée, et liant l'une des personnes mentionnées dans l'article ci-dessus à une entreprise de journaix ou périodiques, la durée du préavis est, pour l'une et l'autre partie, et sous réserve des cas prévus à l'alinéa 2 de l'article suivant, d'un mois, si le contrat a reçu exécution pendant trois ans ou une durée moindre, et de deux mois, si ce contrat a été exécuté pendant plus de trois ans.

Art. 30 c. - Si le congédiement provient du fait de l'employeur, une indemnité est due, qui ne peut être inférieure à la somme représentant un mois, par année ou fraction d'année de collaboration, des derniers appointements; le maximum des mensualités est fixé à quinze. Une commission arbitrale sera obligatoirement saisie pour déterminer l'indemnité due, lorsque la durée des services excédera quinze années.

Cette commission sera composée de deux arbitres désignés par les organisations professionnelles d'employeurs et deux arbitres désignés par les organisations professionnelles des salariés; elle sera présidée par un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, de préférence de l'ordre judi-

ciaire.

Si les parties ou l'une d'elles ne désignaient pas d'arbitres, ceux-ci seraient nommés par le président du tribunal civil, huit jours après une mise en demeure par lettre recommandée adressée à la partie défaillante par l'autre organisation ou aux deux parties par l'intéressé lui-même.

⁽¹⁾ J. O du 30 mars 1935, p. 3595.

Si les arbitres désignés par les parties ne s'entendaient pas pour choisir le président de la commission arbitrale, celui-ci serait désigné à la requête de la partie la plus diligente par le président du tribunal civil.

En cas de faute grave ou de fautes répétées, l'indemnité ci-dessus prévue pourra être réduite dans une proportion qui sera arbitrée par la com-

mission, ou même supprimée.

La décision de la commission arbitrale ne peut être frappée d'appel.

- Art. 30 d. Les dispositions de l'article précédent sont applicables dans le cas où la résiliation du contrat survient par le fait de l'une des personnes employées dans une entreprise de journal ou périodique dont fait mention l'article 30 a, lorsque cette résiliation est motivée par l'une des circonstances ci-après:
 - 1° Cession du journal ou du périodique;
- 2° Cessation de la publication du journal ou périodique pour quelque cause que ce soit;
- 3° Changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal ou périodique, si ce changement crée pour la personne employée une situation de nature à porter atteinte à son honneur, à sa réputation ou, d'une manière générale, à ses intérêts moraux.

Dans les cas prévus à l'alinéa 3° ci-dessus, la personne qui rompt le contrat n'est point tenue d'observer la durée de préavis prévue à l'ar-

ticle 30 b.

.'rt. 30 e. — Tout travail non prévu dans les accords constituant le contrat de louage de services entre une entreprise de journal ou périodique et l'une des personnes mentionnées à l'article 30 a du présent livre comporte une rémunération spéciale.

Art. 30 f. — Tout travail commandé ou accepté par une entreprise de

journal ou périodique et non publié doit être payé.

Le droit de faire paraître dans plus d'un journal ou périodique les articles ou autres œuvres littéraires ou artistiques dont les personnes mentionnées à l'article $30\ a$ sont les auteurs sera obligatoirement subordonné à une convention expresse qui devra indiquer les conditions dans lesquelles sera autorisée la reproduction.

Art. 30 g. — Toutes conventions contraires aux dispositions de la présente section sont nulles et de nul effet.

Art 30 h. - Un congé annuel payé sera accordé aux personnes énu-

mérées à l'article 30 a du livre 1er du Code du travail.

Ce congé est fixé à un mois pour les journalistes liés à une entreprise de journaux ou périodiques depuis un an au moins, et à cinq semaines pour les journalistes dont le contrat de louage de services reçoit exécution depuis dix ans au moins.

Art. 30 i. — Pourront seules se prévaloir de la qualité de journalistes, soit à l'occasion de l'établissement d'un passeport ou de tout autre acte administratif, soit en vue de bénéficier des dispositions prises en faveur des représentants de la presse par les autorités administratives, les personnes énumérées à l'article 30 α et titulaires d'une carte d'identité professionnelle.

Les conditions dans lesquelles seront délivrées ces cartes, la durée de leur validité, les conditions et les formes dans lesquelles elles pourront être annulées seront déterminées par un règlement d'administration publique. Ce règlement déterminera également les pénalités applicables en cas d'infraction à ses prescriptions.

- ART. 2. L'article 50 b du livre II du Code du travail concernant le repos hebdomadaire des journalistes est modifié ainsi qu'il suit :
- « Les dispositions de la présente section sont applicables aux personnes énumérées à l'article 30 α du livre I $^{\rm sr}$ du Code du travail. »
- ART. 3. Les préfets établiront, du 1er au 15 janvier de chaque année, une liste des entreprises de journaux ou périodiques qui auront pris, pour la durée de l'année considérée, l'engagement :
- 1° De payer aux journalistes employés par eux et, d'une manière générale, à toute personne mentionnée à l'article 30 a du livre let du Code du travail, qui est à leur service, des salaires non inférieurs à ceux qui auront été fixés, pour chaque catégorie professionnelle et pour chaque département ou chaque région, par décision d'une commission mixte comprenant des représentants des organisations professionnelles de directeurs ou entrepreneurs de journaux et périodiques et de journalistes. Cette commission, composée à égalité de représentants du personnel et de représentants des patrons trois au moins de chaque côté sera chargée d'établir, pour le département ou pour la région, le tableau des salaires minima.

La commission pourra, en cas de disproportion notoire constatée entre l'importance de journaux ou publications paraissant dans un même département ou une même région, établir des catégories — trois au maximum —

dans lesquelles elle rangera les publications envisagées.

Le tableau des salaires minima sera expressément déterminé pour chaque

catégorie par la commission mixte.

Les représentants siégeant à cette commission recourront, au cas où un désaccord définitif se présenterait, à l'arbitrage d'une personnalité choisie d'un commun accord. En cas d'impossibilité de désigner, sous la forme qui précède, le tiers arbitre, c'est le président du tribunal qui déléguera d'office à la présidence de la commission départementale, avec voix délibérative, un haut fonctionnaire, en activité ou retraité, autant que possible de l'ordre judiciaire, et résidant dans la localité ou dans le département; la décision de cet arbitre ne pourra être frappée d'appel;

2° De verser à leurs personnels non assujettis à la loi sur les assurances sociales, en cas de maladie autre que celle résultant d'un accident de travail, une indemnité égale au salaire mensuel, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis six mois au moins et un an au plus; égale aux trois premiers mois au moins, s'il s'agit d'un journaliste attaché à leur entreprise depuis plus d'un an; de verser, en outre, des indemnités égales au demi-salaire mensuel pendant les deux mois suivants ou les trois mois suivants, selon que ce journaliste est attaché à leur entreprise depuis plus de six mois ou un an au plus, ou depuis plus d'un an.

En cas de manquement de la part de l'entreprise de journaux, le personnel a une action directe contre l'entreprise en question pour exiger

l'application des conditions ci-dessus.

Pourront seuls bénéficier de la répartition des sommes affectées aux dépenses de publicité faites par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les entreprises concessionnaires des services publics, à l'occasion d'appels au crédit public, les entreprises de journaux, périodiques et services d'information figurant sur les listes établies conformément aux dispositions qui précèdent.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

TRIBUNAL D'ÉPINAL

PARQUET

Dυ

Procureur de la République

Le Procureur de la République à Monsieur le Gréfet des Vonges

white for find of the clause of the men de rour a dress of the device of the clause of

le Cumman c. Agusti; un

Je, soussigne manie Honre Pousse ni le 30 avril 1883 a ferbireller, m. n. M. fils de Micolas François auguste 11 de Dimorning Menin Justine Migorians, Verneue nom a Epinal, 3, me jeanne d'are deslace my intenting de commencer incersamment be publication day found quotiding qui sera imprime a Epinal imprimere torraine 13, rue du Boudion, et déstare en outre ite le gérant de dit journal . Il ama nom titre " L'Eélignamme In Torger" appartenant a la Pocisti onong me de ce non en formation. by plus je declare que la publication In journal quotiding " & Cifegramme Is Vasgas" aura lima partir der 14 october 178 Episial, le 4 Vaptured 1918. Signa: H. Prussel

Copid estifice conforme.

Epinel le 11 cosolie 1918.

Le 1900 mar in 14 possible 1908.

25 m



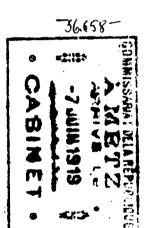
République Française

minude le commissaire 5, la République

her soussiques Victor Demange Machen, Tememant à lug. anenem me 's horraine ? et mile frieden, girant commercial, me de Pout-à. Loumon 34 out l'houveur de faire part à housiem le commissaire de la République qu'ils pullissent à partir du lo. Juin un journe quotidien 5. langue allemande, qui sura four but me propagande intense from l'approfondissement et l'élargionement du idées fonçaises. Le formal aura le fitre:

he sent journal de langue allemande à bet, la loshinge Volkszeitung " poursuit une pretique qui ne exceptond ancunement ivec les ides d'un lies grand nombre de ses lecleurs, qui nisammoins sont forçes de le fin fants o'um putre; nous voulous une politique plus liberale et plus française tinalement le journa combattor four l'application en tourains de toutes les lois frompaises.

Inbissant encore les lois plemandes



eaution de 25 000 France. In qu'il s'agit in d'un formal rellement françois dont anem but me sera un divergue avec me l'air vaiement françoise, mon prions donsiem le commissaire de lightique de lieu vouloir mons disqueser du déposit de la cantion et de mons procurer les modifiées. Ser lois françoises.

et de profond respert.

Vistor Denneuge

quant commercial.

- TABLE DES MATIERES -

	pages
Remerciements	I
Abréviations	III
Introduction	1 5
Notes	J
PREMIERE PARTIE	6
La Presse en Lorraine pendant	
l'entre-deux-guerres	7
A - 1870-1914 - Les deux Lorraines	8
1 - La première rupture	9
2 - La Presse en Lorraine Française	15
3 - Les grands thèmes de la Presse Lorraine	22
4 - Les autres thèmes	24
Notes	25 26
	26 27
B - La Presse Lorraine pendant la Grande Guerre	27
1 - En Lorraine annexée	31
2 - En Lorraine Française	35
Notes	36
C - Au lendemain de 14-18	36
1 - Le retour à la France	39
2 - La situation dans le reste de la Lorraine	43
Notes	43
D - Les nouveautés de l'entre-deux-guerres	44
1 - En Moselle	61
2 - Dans les Vosges	63
3 - En Meurthe-et-Moselle	65
4 - Dans la Meuse	67
Notes	68
II	69
E - Les conditions nouvelles du marché de la Presse	69
1 - Les difficultés économiques	70
2 - Evolution des techniques	70
3 - Recette des journaux	71 72
Notes	73
F - La Presse, l'opinion publique et la politique	73 74
1 - Le particularisme mosellan	91
2 - Dans le reste de la Lorraine	
3 - Les élections législatives et la presse	95

Notes	120
H	121
Ħ	122
- #	123
Ħ	124
п	125
G - La seconde guerre mondiale	126
1 - Le début de la guerre	126
2 - Sabordage des journaux	129
3 - De la collaboration à la Libération	131 135
4 - Journaux des réfugiés et des expulsés	139
5 - Presse de la Résistance	141
Notes	141
π	142
DEUXIEME PARTIE	143
La vie des Journaux	144
A - L'entreprise de presse	145
1 - Les formes de sociétés	145
2 - La rédaction	149
3 - Le reste du personnel	160
4 - Les maîtres-imprimeurs	172
Notes	174
II .	175
B - Le journal et les forces profondes	176
1 - Les Partis politiques	176
2 - L'Eglise	177
3 - Les intérêts économiques	180
Notes	184
C - La géographie des journaux	185
1 -Une profusion de journaux	185
2 - Les tirages	190
3 - La vente des journaux	191
4 - Zone de diffusion	193
Notes	205
11	206
D - Présentation des journaux	207
Le contenu et le contenant	207 207
1 - Contenus et orientations	213
2 - Analyse par rubrique	213
Evolution en pourcentage des différentes	249
rubriques dans les principaux quotidiens lorrains	273
3 - Evolution des formats	276
4 - Evolution de la pagination	278
Notes	279
"	280
71 11	281
"	282
E - Les quotidiens lorrains et les grands faits	
de l'actualité	283

Introduction	284
1 - La vie régionale	285
2 - La Société des Nations	293 298
3 - La politique extérieure	339
4 - Politique intérieure 5 - Economie	357
6 - Social	363
7 - Religion (les problèmes religieux)	375
Notes	382
II III	383
n	384
If	385
H.	386
m .	387
n	388
If	389
II	390 391
H	392
"	393
11	333
TROISIEME PARTIE	394
Fiches signalitiques et dossiers d'identité	
des principaux quotidiens lorain de langue française	394
	395
Introduction	393
- Courrier <u>de Metz</u>	397
Histoire	399
Structure juridique et financière	402
Organisation de la rédaction	403
La ligne et l'action politique	404
Notes	406
- <u>Eclair de l'Est</u>	407 409
Histoire	415
Structure juridique et financière	423
Organisation de la rédaction La ligne et l'action politique	427
Conditions de fabrication	434
Notes	437
NOTES	438
11	439
11	440
п	441
n .	442
н	443
II .	444
- <u>Est Républicain</u>	445
Histoire	447
Organisation de la rédaction	458
Le contenu	466

Conditions de fabrication	470
Structure juridique et financière	474
Ligne et action politique	477
Notes	485
II .	486
TI .	487
п	488
n	489
11	490
- <u>Express de l'Est</u>	491
Histoire	493
Forme juridique	502
Ligne politique	503
Organisation de la rédaction	509
Conditions de fabrication	511
Notes	513
H ·	514
11	515
- <u>Impartial de l'Est</u>	516
Histoire	519
Conditions de fabrication	524
Ligne politique et organisation de la rédaction	526 530
La rédaction	533
Notes	534
•	535
- <u>Le Lorrain</u>	538
Histoire	541
Structure juridique et financière	546
Organisation de la rédaction La ligne et l'action politique	552
•	557
Notes	558
- Le Messin	559
Histoire	562
Structure juridique et financière	564
Conditions de fabrication	565
Organisation de la rédaction	566
La ligne et l'action politique	570
Notes	574
notes	575
- <u>Le Républicain Lorrain</u>	576
Histoire	578
Structure juridique et financière	584
La rédaction	586
Conditions de fabrication	588
La ligne et l'action politique	589
Notes	594
"	595
Ħ	596
- <u>Le Télégramme</u> des Vosges	597
Histoire	599

La ligne politique La rédaction Structure juridique Conditions de fabrication Notes	601 602 604 607 608
CONCLUSION	609
SOURCES 1 - Archives et Témoignages 2 - Les journaux 3 - Sources imprimées 4 - Bibliographie	616 616 622 623 624
ANNEXE	631
TABLE DES MATIERES	633

- 637 -